

PROCES-VERBAL DE LA SEANCE DU CONSEIL COMMUNAL
DU 27 NOVEMBRE 2014
PROCES-VERBAAL VAN DE GEMEENTERAADSZITTING
VAN 27 NOVEMBER 2014

Etaient présents/waren aanwezig : M./de h. De Decker, Bourgmestre-Président;/burgemeester-Voorzitter.

MM./de hh. Cools, Dilliès, Sax, Mmes/Mevr. Maison, Gol-Lescot, M./de h. Biermann, Mmes/Mevr. Delwart, Roba-Rabier, échevins/schepenen;

Mmes/Mevr. Gustot, Dupuis, M./de h. Martroye de Joly, Mmes/Mevr. Fraiseur, Verstraeten, MM./de hh. Wyngaard, De Bock, Vanraes, Mme/Mevr. François, M./de h. Toussaint, Mme/Mevr. Bakkali, MM./de hh. Desmet, Hayette, Mmes/Mevr. Francken, Delvoye, Mmes/Mevr. Culer, Van Offelen, MM./de hh. Bruylant, Cornelis, Cadranel, Hublet, Mmes/Mevr. Baumerder, De Brouwer, M./de h. Minet, Mmes/Mevr. Ledan, Charles-Duplat, Margaux, conseillers;

M./de h. Parmentier, secrétaire communal f.f.

Se sont fait excuser/hebben zich verontschuldigd : Mmes/Mevr. Fremault, de T'Serclaes, MM./de hh. Reynders, Zygas et/en Mme/Mevr. Zawadzka.

- La séance est ouverte à 20h10 –

- De zitting begint om 20u 10.-

A. Eloge funèbre de M. le Comte de Launoit, citoyen d'honneur de la Commune d'Uccle.

A. Grafrede aan de heer graaf de Launoit, ereburger van de Gemeente Ukkel.

M. le Président/de h. Voorzitter déplore la perte d'un ami et d'un grand citoyen de la Commune d'Uccle ce 12 novembre 2014. M. Jean-Pierre De Launoit a reçu, à l'unanimité, le titre, largement mérité, de citoyen d'honneur en 2011.

Au départ, M. Jean-Pierre de Launoit était juriste et économiste. Il a d'abord entamé une carrière dans le secteur financier, privé, économique et industriel. Il a occupé de grandes fonctions dans ces secteurs, que ce soit en tant que Vice-Président de GBL, Président de BBL, d'Axa, des Wagons-Lits. M. de Launoit était connu pour son amour de l'art, la musique en particulier. Il a succédé à son père comme président du concours Reine Elisabeth et aussi en tant que président de la chapelle Reine Elisabeth. M. de Launoit était fier d'avoir créé avec Jean-Charles De Keyser le Télévie afin de récolter des fonds pour aider la recherche scientifique et médicale dans sa lutte contre la leucémie. Cet homme éclectique, qui restait très attentif à la vie uccloise, a présidé pendant 40 ans le comité de quartier Fond-Roy. Il avait lancé notamment une campagne pour s'opposer à la construction du ring sud de Bruxelles qui aurait fait passer une autoroute au-dessus du chemin de fer près de la chaussée de Saint-Job. Il a réussi une action importante en plus d'autres actions qui suivront. C'était un homme merveilleux, sociable et qui s'intéressait à des sujets tellement variés, des plus grands aux plus locaux. Plusieurs membres du conseil ont assisté à ses obsèques et ont été émus par les premiers propos du fils de M. Jean-Pierre de Launoit qui a déclaré que son papa avait été touché par la décision du Conseil communal d'Uccle de lui octroyer le titre de citoyen d'honneur, Conseil communal qui, de surcroît, l'avait accueilli chaleureusement.

B. Approbation du procès-verbal de la séance du Conseil communal du 2 octobre 2014.

Le procès-verbal de la séance du Conseil communal du 2 octobre 2014 est déposé sur le bureau. S'il ne donne pas lieu à des remarques avant la fin de la séance, il sera considéré comme approuvé à l'unanimité.

Onderwerp B : **Goedkeuring van het proces-verbaal van de gemeenteraadszitting van 2 oktober 2014.**

De proces-verbalen van de gemeenteraadszitting van 2 oktober 2014 werd ter inzage gelegd. Indien er voor het einde van de zitting geen opmerkingen zijn, zal het beschouwd worden als éénparig goedgekeurd.

Objet inscrit à l'ordre du jour à la demande des habitants : survol de Bruxelles.
Onderwerp op de agenda ingeschreven op aanvraag van de inwoners : vluchten over Brussel.

Mme/Mevr. Stallaert représente 1.000 ucclois qui ont signé la pétition contre le survol de Bruxelles. Le 27 mars 2014, la commune a adopté à l'unanimité une motion relative aux conséquences du nouveau plan de survol de Bruxelles. En effet, depuis l'application de la 6ème phase du plan de répartition des vols au départ de l'aéroport de Zaventem, dit plan Wathélet, soit le 6 février 2014, la région densément peuplée est survolée de part en part. Toutes les communes sont exposées, Uccle y compris, certains quartiers par le virage large à gauche, d'autres quartiers par la route du canal, d'autres encore par la route Delta. On ne peut, sans doute, que se réjouir, de la récente décision du nouveau gouvernement fédéral qui fait notamment suite à la décision de justice du 31 juillet 2014, laquelle prévoit d'appliquer le moratoire et de revenir à la situation d'avant le 6 février 2014. Ceci augure des perspectives positives. Il s'agit d'une étape essentielle avant l'élaboration d'un plan durable et respectueux de tous les bruxellois comme l'ont promis certains responsables politiques. Néanmoins, l'inquiétude persiste concernant le survol de Bruxelles et ses conséquences négatives pour la Commune d'Uccle et ses habitants. Car il semble que les compromis, entre partis au pouvoir, sont, à ce point, monnayables que la santé des habitants passe en dernier lieu. Par ailleurs, en 2005, on a pu lire que le Fédéral a déjà, par le passé, été condamné à changer ses routes sous peine d'astreinte et ce, à la suite d'un jugement de la cour d'appel de Bruxelles. Le Verdict précisait qu'elles n'ont jamais été activées par la Région bruxelloise. Assurément le moratoire du plan Wathélet va supprimer le virage large à gauche et donc, sans doute, épargner une partie de la population ucquoise, notamment celle proche de la forêt de Soignes, du Fort-Jaco. Mais qu'en est-il de la route Delta et de la route du canal ? Le moratoire prévoit, à cet effet, la réduction de l'utilisation de la "route Onkelinx", appelée aujourd'hui "route du Canal". Mais cette réduction sera minime compte tenu du fait que les changements majeurs sur cette route ont été effectués bien avant le 6 février, en juillet 2012 et septembre 2013 pour être plus précis. En réalité, le moratoire ne supprimera que quelques 30 % des vols ajoutés sur le canal, depuis l'entrée en vigueur du plan Wathélet en 2012. Mais cette "route du Canal" traverse Bruxelles et encaisse les vols des gros porteurs et les vols de nuit. Ceci inquiète un certain nombre d'Ucclois car une simple diminution du nombre de vols est envisagée. Sa suppression définitive n'est pas à l'ordre du jour. Les nuisances resteront donc bien présentes. Cette "route du Canal" engendre, en effet, des nuisances importantes pour les habitants des quartiers situés près de la commune de Forest (chaussée d'Alseberg, avenue Coghen, avenue De Fré, Dieweg, Churchill, Cavell, Uccle-Calevoet) ainsi que les zones proches du ring. Il faut savoir qu'une route aérienne a une largeur d'un kilomètre, ce qui explique qu'une partie de la commune est survolée et que même quand elle ne l'est pas, les quartiers concernés subissent des nuisances sonores importantes y compris la nuit.

Les craintes sont les suivantes. Tout d'abord, comment savoir si la "route du Canal" sera moins survolée, compte tenu de l'augmentation annoncée du trafic aérien à Zaventem (les travaux actuels en font foi) ? Quelles garanties y a-t-il que la situation redevienne celle

d'avant le 6 février 2014 ? Qui va se charger de la vérification ? Et comment s'y prendre ? Quels sont les chiffres établis pour vérifier l'exactitude de ce retour à la situation d'avant le 6 février 2014 ?

- M. De Bock entre en séance -
- de h. De Bock komt de zitting binnen -

De plus, Mme Stallaert attire l'attention de l'Assemblée sur l'historique des vols de nuit. D'après quelques recherches documentaires, la date du 28 juillet 2012 a été retenue. En effet, depuis cet été 2012, les observations sont les suivantes :

- la suppression de la route Chabert et le transfert de cette route vers celle du Canal, avec comme conséquences plus de 4.700 décollages par an, principalement le week-end entre 6h et 6h59, surtout le dimanche matin;

- l'augmentation importante du nombre de survols de la Commune d'Uccle depuis :

- le déplacement des vols vers le Sud (balise de Chièvres) sur le canal;

- le schéma préférentiel de nuit pour la route du canal depuis septembre 2013;

- la création d'une 2ème route canal depuis le 6 février 2014 augmentant encore le trafic sur cet axe. Quelle vie pour les Ucclois en permanence dérangés par le survol intensif de Bruxelles, le week-end et réveillés la nuit ? Comment vivre au quotidien avec le bruit des avions dépassant 70 décibels, correspondant au bruit d'un aspirateur actionné en pleine nuit.

Le citoyen s'interroge également à propos du nombre d'emplois engendrés par l'activité aéroportuaire. D'une part, l'automatisation des postes va supprimer ceux déjà existants. Dans quelle mesure les emplois restants bénéficieront-ils à la Région de Bruxelles-Capitale ? En effet, à ce jour, la Région de Bruxelles-Capitale ne récolte que peu d'avantages mais par contre, subit les nuisances. Par ailleurs, on peut se demander s'il est opportun de mettre sur le même pied les intérêts financiers et les nuisances sur la santé. Les citoyens se demandent également si la dispersion des vols n'est pas contraire aux principes de développement durable, au principe de précaution, aux grands principes généraux qui régissent la vie et la santé des hommes.

Ensuite, quid de ces nouvelles routes "Canal" et "Delta" ? Ces routes, surtout celle du "Canal", sont dangereuses. La route du "Canal" est imposée actuellement comme une route de nuit préférentielle, laquelle risque fort d'être utilisée de manière plus intensive de jour comme de nuit lors de la mise en place d'un nouveau plan proposé par le Fédéral.

Les questions sont les suivantes. Est-il possible d'avoir à disposition les statistiques de survol d'avant le 6 février 2014 sur les nouvelles routes "Canal" et "Delta", tant en semaine que le week-end ou la nuit afin de vérifier le retour effectif à la situation d'avant cette date ? Quelles actions concrètes vont-elles être mises en place afin de faire respecter les résolutions du moratoire et protéger la tranquillité, la qualité de vie et la santé des ucclois et ce, conformément à la motion adoptée et à l'Agenda 21 local ? Une rencontre avec Mmes Marghem, ministre fédéral de l'Environnement et du Développement durable, et Galant, ministre fédéral de la mobilité, va-t-elle être organisée ? Dans l'affirmative, la suppression complète des vols de nuit (de 22h à 7h en semaine et jusqu'à 9h le week-end) sera-t-elle discutée et défendue ? La suppression de la route du "Canal" sera-t-elle exigée ? Une étude sur l'impact qu'auraient ces activités intenses de survol sur la santé sera-t-elle envisagée ?

M. l'Echevin/de h. schepen Cools partage, avec le Collège et le Conseil communal, pleinement cette préoccupation concernant les nuisances engendrées par le survol aérien de Bruxelles et la Commune d'Uccle en particulier. Le Conseil communal a, en effet, adopté à l'unanimité une motion à ce sujet. Il y a une volonté d'abandonner le plan Wathelet mais aussi une volonté que soit appliquée la nuit européenne qui s'étend de 22h à 7h pour empêcher que le trafic de jour ne commence dès 6h du matin, comme c'est le cas actuellement. Depuis le vote de cette motion, des décisions de justice ont été établies et des élections ont été organisées. Le nouveau gouvernement fédéral, mis en place, a annoncé très clairement l'abandon du plan Wathelet. Le retour à la situation précédente est envisagé mais changer les plans de vol nécessite une période de \pm 3 mois.

C'est une question de sécurité et d'organisation. La Belgique connaît une situation assez curieuse et unique dans le monde, celle d'avoir un tracé des lignes aériennes dépendant parfois du régime linguistique. Toutefois, le gouvernement fédéral serait en concertation avec tous les acteurs concernés afin de réfléchir pour déterminer de manière objective quelles doivent être les lignes qui doivent être empruntées. Il faut faire confiance au gouvernement fédéral qui mènera un travail nécessitant beaucoup de temps et beaucoup d'attention. Concernant les normes de bruit, la commune ne dispose pas des statistiques dont Mme Stallaert fait référence. La commune ne se lancera pas dans ce genre d'études parce que la région, par la loi, est compétente en la matière. Le gouvernement fédéral s'occupe des routes aériennes et le gouvernement régional, des nuisances environnementales, d'études, des mesures de bruit,... La commune fait totalement confiance tant au gouvernement bruxellois qu'au gouvernement fédéral pour qu'enfin la situation évolue positivement et qu'un certain nombre de nuisances disparaissent. Toutefois, la commune restera extrêmement vigilante.

Des contacts avec tous les cabinets ministériels concernés ont été pris pour que la commune puisse rester informée du dossier et pour également relayer les préoccupations que Mme Stallaert a exprimées.

M. le Président/de h. Voorzitter a plaidé, il y a 20 ans, pour que l'aéroport national se localise dans la région d'Ath et ce, sur base d'une étude établie par l'ULB. Cette étude démontrait que la région d'Ath était la moins dense en population du pays et, avec le grand avantage, de se situer à quelques kilomètres de la Flandre, ce qui aurait été plus facile d'accès (Anvers-Gand, Anvers-Bruxelles). 60 % des élus sont originaires de Flandres et leur avis est évidemment essentiel. Les bruxellois doivent rester solidaires pour que la Région bruxelloise puisse s'exprimer au gouvernement et au parlement fédéral, qui trancheront la question. Ni la région, ni la commune ne tranchera cette question. La décision appartient à l'Etat fédéral. En adoptant une attitude "commune par commune", la position des bruxellois s'affaiblit.

Par contre, M. le Président prône la suppression de la route aérienne Chabert. En soirée, et surtout en été, toutes les minutes, un avion passait au-dessus de la Grand-Place et au Sablon. C'était une absurdité. La route du "Canal" est évidemment un moindre mal.

C'est une heureuse nouvelle d'apprendre que le nouveau gouvernement ait pris la décision d'exécuter un moratoire en retournant à la situation antérieure. Evidemment, ce moratoire ne va pas plaire à d'autres habitants (deux Woluwe, Boitsfort et Kraainem).

Il faut savoir que la Commune d'Uccle a longtemps été privilégiée en ne subissant aucun survol au-dessus d'elle. Le moratoire va entraîner quelques survols à plus ou moins un kilomètre et demi d'altitude de la commune alors que la commune de Schaerbeek, quant à elle, subit ces survols à 500 mètres d'altitude. Il faut être conscient de la complexité de ce dossier. Des gouvernements ont failli tomber car c'était quasi-impossible de trouver un consensus autour de la table d'un gouvernement qui est par la loi, par la constitution, paritaire. Tous les membres du Conseil communal de la Commune d'Uccle sont unanimes pour souhaiter un moratoire et la suppression des vols de nuit. D'ailleurs, un acte politique, par la motion adoptée, a été posé pour revendiquer cela. Et donc, à ce stade, les Ucclois, les élus ucclois, tous partis politiques confondus, ont fait leur devoir.

M./de h. Retailleau explique que la route Delta, passant par Tour & Taxis, la Basilique de Koekelberg, Molenbeek-Saint-Jean, Forest et Uccle, est toujours en activité et le sera de plus en plus. C'est un élément à ne pas omettre dans le dossier. Les questions concernant les astreintes et les amendes n'ont pas été abordées. En effet, le gouvernement fédéral devrait payer des astreintes d'un montant de 50.000 € par jour, soit un total de 36 millions d'euros, à la Région bruxelloise. Les contribuables paient-ils eux-mêmes ce montant pour accepter le survol des avions sur leur territoire ? Les compagnies aériennes, quant à elles, devraient payer des amendes quand elles dépassent les nuisances-bruits. Pourtant, à ce jour, elles n'en paient pas.

M. l'Echevin Cools est très impliqué dans le domaine du développement durable. Or, le kérosène n'est pas taxé. Plus les déplacements en avion vont augmenter, plus les gens subiront les nuisances sonores. Merci pour la santé des générations à venir.

Et enfin, les amendes serviraient à insonoriser les maisons des riverains environnants. Il paraît que 200.000 riverains sont gênés par les bruits. L'isolation des maisons coûterait environ 500 à 800 millions d'euros. On parle d'un montant de 800 millions pour la création d'un nouvel aéroport. N'est-il pas temps de repenser le problème et de se demander si l'aéroport ne devrait tout simplement pas déménager ?

M. le Président/e h. Voorzitter déteste la démagogie en politique. S'il répondait à M. Retailleau, M. le Président ferait justement preuve de démagogie. Concernant les amendes, il faut s'adresser au parlement régional vu qu'il s'agit d'une matière de compétence régionale. Le kérosène, quant à lui, est une matière fédérale. La commune ne s'appropriera jamais une matière sans en avoir la moindre base légale. Il ne s'agit pas de compétences communales. M. Retailleau, ou quiconque, doivent s'adresser au parlement régional et fédéral.

M./de h. Retailleau répond qu'il s'adresse à un député régional.

M. le Président/de h. Voorzitter précise sa qualité de Bourgmestre dans ce Conseil communal.

Objet 8C – 1 - **C.P.A.S.- Compte 2013.**

Mme l'Echevin/ Mevr. De schepen Delwart rappelle que le compte se clôture avec un mali comptable final de 139.216,74 €, entraînant la correction de la dotation communale. Le compte du C.P.A.S. était initialement en boni de près de 50.000 € et le mali s'est constitué dans le cadre des créances irrécouvrables. Selon l'analyse de Mme l'Echevin Delwart, preuve est faite que le C.P.A.S. a géré, en bon père de famille, son budget si ce n'était cette dimension difficilement prévisible des irrécouvrables. On ne serait pas loin du boni.

M./de h. Vanraes explique qu'il y a, sur l'activité même, un léger boni de 25.000 € et il y a des créances aléatoires pour un montant de 114.000 €. Ce léger mali s'explique par l'amortissement annuel des créances via un lissage. Le budget total s'élève à environ 60 millions d'euros. Le montant de 139.216,74 € est un pourcentage très faible. On constate malheureusement que le nombre de personnes touchant un revenu d'intégration a augmenté. Le nombre de personnes isolées a augmenté.

Entre 2010 et 2013, le nombre de personnes exclues du chômage, arrivées au C.P.A.S., augmente de 300 %. Attention, ce n'est pas parce qu'une personne est exclue du chômage qu'automatiquement elle jouit d'une aide du C.P.A.S. Un dossier est constitué, on vérifie si cette personne ne bénéficie pas de revenus complémentaires et très souvent, il apparaît qu'elle ne correspond pas aux critères d'attribution du C.P.A.S.

L'année passée, le nombre d'aides complémentaires a quelque peu diminué et ce, en raison d'un hiver particulièrement clément. Les demandes ponctuelles ont été moindres. Néanmoins, l'augmentation de ces interventions démontre clairement l'appauvrissement de la commune. Aide en nature : augmentation de 37 % (des gens qui, par exemple, n'ont pas les moyens de s'acheter des lunettes), intervention loyer : 37 %, aide médicale : 24 %, hospitalisation : 31 % et aide médicale urgente : 51 %. Ces éléments prouvent que la situation ne s'améliore pas ni dans la région, ni dans la commune. Les ratios, quant à eux, sont tout à fait conformes à ce qu'ils étaient l'année passée. La solvabilité : 59,6 %, la capacité d'endettement : 82 %, liquidité (possibilité de payer les dettes à court terme) : 114 %.

Le budget s'oriente malheureusement vers une augmentation de l'intervention parce que le nombre de personnes, souhaitant de l'aide, va s'accroître. En effet, le fédéral a pris un certain nombre de décisions qui suscitent une charge supplémentaire pour le C.P.A.S. qui fera ricochet sur la commune.

M./de h. Hublet a remarqué le montant de 295.000 € en 2013 et de 1.553.000 € en 2012. Cela signifie que le C.P.A.S. perd plusieurs centaines d'euros par mise en irrécouvrable. Quelles sont les mesures prises par le service concerné pour réduire au maximum les délais de paiement, les pouvoirs subsidiant et réduire drastiquement ces mises en irrécouvrable? Pour l'année prochaine, un objectif chiffré pourrait-il être mis en place et analysé lors des comités de concertation Commune - C.P.A.S. ? Pour l'avenir, des économies d'échelles ne pourraient-elles pas être effectuées par exemple en regroupant certains services avec ceux de la commune? M. Hublet pense à une centrale d'achats commune, au recours d'une société commune de nettoyage,... Et enfin, on a évoqué en Commission l'éventuel impact que pourrait avoir sur le budget du C.P.A.S. l'exclusion de certains chômeurs dès janvier 2015. A-t-on déjà prévu l'impact financier que cela aura sur le prochain budget ?

Mme/Mevr. Fraiteur constate, après analyse des graphiques du rapport annuel, que l'année 2013 confirme les effets de la crise économique. Le nombre de bénéficiaires du revenu d'intégration augmente, le nombre d'aides financières également. On ressent les mesures d'exclusion du chômage. Bien sûr, les comptes sont en boni, mais reste effectivement le problème des créances à recouvrer. D'années en années, ces créances s'accumulent. Est-ce que M. le Président s'interroge sur les conséquences qu'avaient ces irrécouvrables ? Ces créances s'accumulant ne mettent-elles pas la trésorerie du C.P.A.S. en difficulté? Il ne faudrait pas que ce problème de trésorerie finisse par rendre difficile la mission première du C.P.A.S., à savoir de permettre une vie conforme à la dignité humaine de l'ensemble des Ucinois.

M./de h. Minet demande ce que deviendront les budgets dans la mesure où le fédéral donne la responsabilité de la gestion du chômage et des exclus du chômage. Que veut dire être exclu du chômage ? En quoi les C.P.A.S. vont devoir porter non seulement un regard financier pécuniaire en matière d'exclusion mais aussi peut-être un regard un peu plus politique, social voire éthique comme si ne pas travailler était une vertu au-delà de ce qu'on pouvait espérer. L'inquiétude de M. Minet se pose sur le fait de savoir qui va payer les exclus du chômage le jour où le C.P.A.S. ne pourra plus les payer ?

Mme/Mevr. Verstraeten réitère les chiffres énumérés par M. Vanraes. L'aide sociale a augmenté de 6 %, les problèmes d'hospitalisation ont augmenté de 31 %, des frais médicaux de 25 % et l'aide sociale des exclus du chômage a été multipliée par trois. De plus en plus de jeunes et d'étudiants sont victimes de la pauvreté et doivent donc s'adresser au C.P.A.S. Il faut louer la présence du C.P.A.S. qui fait un excellent travail. Mais, vu les proportions que cela prend, vu les mesures prises et vu la crise existante, Mme Verstraeten pense qu'il faudra qu'on réfléchisse très sérieusement au problème des années à venir.

De heer/M. Cornelis vindt dat het O.C.M.W. het best geplaatst is om de uitgesloten van de werkloosheid te helpen en te activeren, om die mensen weer zinnig in de maatschappij te re-integreren. De problematiek is natuurlijk de financiering van deze mensen, van de RI's die ermee gepaard maar er zou een verhoogde tussenkomst zijn van de federale overheid ten belope van 70 % om die RI's te betalen. Misschien is er ook nog een oplossing mogelijk om die laatste 30 % te overbruggen, misschien bij de contractualisering tussen het gewest en de gemeenten over de toekomstige financiering van de gemeenten vanuit het gewest. Als dan het criterium van de activering van de leefloners meegenomen kan worden in die verdelingsleutels, dan zal iedereen hierbij winnen.

M./de h. De Bock explique que dans le contexte général de la hausse du nombre de revenu d'insertion, on constate une croissance de 8 % entre l'année 2011 et 2012, 6 % entre 2012 et 2013. Les nouvelles décisions du fédéral vont augmenter la cadence. L'accord du gouvernement fédéral explique clairement que les C.P.A.S. vont devoir faire face à un certain nombre de nouvelles demandes. Il est évident que certains chômeurs, n'étant pas toujours dans le besoin, n'auront sans doute pas droit au C.P.A.S. mais il faudra transférer aussi des moyens pour les personnes réellement dans le besoin.

Pour répondre à la question de M. Minet, les impôts ne vont clairement pas augmenter de 15 % pour faire face à la dépense du fédéral. Il faudra bien un jour payer cette hausse de pauvreté. Concernant le Revenu d'Intégration Sociale, le fédéral se charge de 60 % alors que la commune assume les 40 % restants. Des économies sont à envisager. L'ONEM fait une économie importante par rapport à ces mesures d'exclusion du chômage. La page 109 est intéressante. Les statistiques indiquent 50 % de décisions négatives alors que dans le passé, les statistiques indiquaient 75 % de réponses positives. Les gens vont plus facilement demander une aide parce qu'ils se retrouvent à la limite entre le besoin et le non-besoin. En même temps on ne peut pas, pour des raisons d'équité, donner à tout le monde, ce qui est regrettable. Des décisions très douloureuses doivent être prises par les personnes siégeant au C3S. L'ensemble de l'équipe est très expérimenté dans ce domaine. Ils éprouvent une certaine humanité à l'égard des gens. Il faut prendre garde aux situations d'abus et être capable de les dénoncer. En effet, certaines personnes cumulent des allocations de chômage avec du R.I.S. Il faut pouvoir être aussi ferme que juste et savoir distinguer de réelles situations de détresse.

M. De Bock souhaite réitérer sa question, celle de savoir si la commune pourrait prendre exemple sur le C.P.A.S. en transmettant, lors des comptes et budgets prochains, le rapport d'activités de la Commune ?

Le rapport du C.P.A.S. détaille une bonne gestion "service par service". On peut y lire le nombre de personnes qui travaillent dans chaque service, leur coût, ce qu'ils font, ... La commune pourrait gagner en compétitivité et en économie générale si elle disposait d'un organigramme et d'un rapport d'activité aussi bien rédigé que celui du C.P.A.S.

M./de h. Desmet précise que les comptes présentés sont en réelle situation par rapport au budget approuvé. Ce budget vérité est un état des dépenses. Les chiffres démontrent que parfois, des personnes passent à travers les mailles du filet malgré tout. On connaît probablement tous ici des personnes qui pourraient ou qui devraient être tributaires d'une aide du C.P.A.S. mais qui ne le sont pas. On ne fait absolument pas apparaître qu'au sein de la Commune d'Uccle, il existe d'énormes disparités. La pauvreté des niches existent et sont de plus en plus présentes à Uccle. Alors que, parallèlement à cela, des niches de richesse se développent aussi. Le C.P.A.S. gère aussi ce genre de situation. Le prochain budget de 2015 devra tenir compte de l'évolution du niveau de pauvreté et de l'incidence de l'impact des mesures du fédéral sur les finances de la commune et principalement celles du C.P.A.S.

Impact de certaines mesures fédérales au niveau communal.

Impact van bepaalde federale maatregelen op gemeentelijk niveau

M./de h. Desmet explique que les mesures gouvernementales amèneront, à partir du 1er janvier 2015, à l'exclusion complémentaire de quasi 300 demandeurs d'emploi ucclais, privés de leur allocation d'insertion du chômage. Cela devrait induire immanquablement une augmentation du budget 2015 du C.P.A.S.. Pour pouvoir maintenir de bonnes conditions de gestion des dossiers, il faudra sans doute aussi pourvoir à l'engagement complémentaire de personnel, comme l'envisage déjà d'autres C.P.A.S. bruxellois. Depuis 2013, les C.P.A.S. sont limités quant au nombre de désignation en "article 60". La situation des personnes précarisées ne s'en retrouvera que certainement compliquée. Face aux mesures connues ou annoncées, comment les conséquences seront-elles appréhendées pour la commune tant d'un point de vue de la charge financière directe (par exemple : le nombre d'allocataires supplémentaires) qu'indirecte (la surcharge de travail face à l'afflux de nouvelles demandes). Y a-t-il eu une concertation entre le Collège et le C.P.A.S. à ce sujet ? Que sera-t-il mis en place, notamment en termes d'accompagnement, pour ces personnes exclues ? Quelques partenariats sont-ils envisagés ? La compensation financière fédérale de ces exclusions (pour autant qu'elle arrive) ne suffira pas à couvrir les coûts supplémentaires pour les C.P.A.S. et donc, par effet ricochet pour les entités communales. Quel coût supplémentaire le C.P.A.S. d' Uccle envisage-t-il ?

Par ailleurs, le front commun syndical a demandé le retrait des mesures qui, outre tous les drames sociaux qu'elles pourraient entraîner, grèveront encore plus les budgets communaux. Une suite a-t-elle pu être donnée au nom de la Commune ? Ne serait-il pas opportun, devant les signaux d'alarme tirés par les fédérations des C.P.A.S. du pays et des syndicats, que la Commune d'Uccle exprime (officiellement) son inquiétude, voire sa désapprobation, face aux décisions prises par le Gouvernement fédéral précédent et accentuées par l'actuel. Il serait légitime de demander que d'autres alternatives soient trouvées à cette chasse aux chômeurs et que le fédéral cesse de reporter peut-être systématiquement sur le niveau local de nouvelles charges qui lui incombent.

Mme l'Echevin/Mevr. De schepen Delwart rectifie le chiffre évoqué par M. Desmet. Il ne s'agit pas, en effet, de 300 demandeurs d'emploi mais bien de 283 personnes exclues. Les noms et situations personnelles de ces personnes ne sont pas connus. Une évaluation de la situation personnelle de chacune de ces personnes, par le C.P.A.S., est nécessaire et une réunion va prochainement être organisée avec Actiris pour anticiper et éviter une arrivée massive des 283 personnes au C.P.A.S. Le travail du C.P.A.S. et de la commune consiste à répondre aux conséquences qui seront inévitablement liées à ces mesures.

Mme l'Echevin Delwart ne désapprouve pas les décisions prises par les gouvernements. Des réformes courageuses sont prises dont les conséquences ne sont pas toujours faciles. Les C.P.A.S., comme l'a indiqué M. Cornelis, sont un lieu de compétences et de talent pour pouvoir accompagner justement les personnes dans la précarité. A cet égard, l'Assemblée appuiera la demande de M. De Bock d'une compensation financière dans le chef du fédéral. M. Willy Borsus, ministre fédéral de l'intégration sociale, a d'ailleurs répété en Commission lors de son audition et dans sa note de politique générale, qu'il y aura une compensation. Comme cela a été fait d'ailleurs par le passé par Mme De Block, aux alentours de 5 % d'intervention supplémentaire dans le remboursement des R.I. Donc, il y a une prise en compte du fait qu'il y a un report de charge. Quelle est la meilleure voie pour sortir de la pauvreté au-delà évidemment d'une allocation de solidarité? D'une part, créer de l'emploi. Le gouvernement fédéral a choisi une voie à cet effet parce que tous les chiffres ne vont pas toujours dans le même sens. Le bureau du plan a souligné qu'une partie des réformes prévues devrait créer de l'emploi à terme et notamment la baisse des charges patronales. Il faut savoir que quotidiennement, des personnes demandent à être accompagnées dans leur recherche d'emploi. Le C.P.A.S. d'Uccle est un fleuron sur le territoire bruxellois à cet égard et exécute un travail admirable notamment avec les "articles 60". On travaille, au sein de la maison de l'emploi d'Uccle, à une meilleure coordination entre les différents acteurs, notamment Actiris et le C.P.A.S. En effet, un manque de suivi des personnes engagées sous "article 60", de la part d'Actiris, a été constaté. Une cellule s'est donc mise en place entre Actiris et le C.P.A.S. pour améliorer la situation. Par ailleurs, la Commune prend ses responsabilités aussi dans le cadre de cet accompagnement. Les événements et les accompagnements se multiplient en matière d'emploi et sans discrimination aucune du statut du demandeur d'emploi. Ce n'est pas parce que la personne n'est pas, ou plus, inscrite à Actiris qu'elle n'a pas accès à l'accompagnement. Le service emploi de la Commune a été augmenté d'un équivalent temps-plein depuis une année et une demande de subsides a été introduite.

Mme l'Echevin Delwart demande à tous les élus régionaux de la soutenir auprès des ministres, qu'ils pourraient connaître personnellement, afin d'obtenir également un équivalent temps-plein supplémentaire pour l'accompagnement et le coaching. En effet, la plupart des demandeurs d'emploi sont perdus, ont besoin d'un soutien moral et les agents d'Actiris sont débordés. La Commune peut apporter ce soutien moral mais il faut des équivalents à temps-plein supplémentaires. Prenons le cas du coaching féminin. Au mois de février prochain, un coaching au féminin sera organisé pour offrir à toutes les femmes, à la recherche d'un emploi, pendant plusieurs séances de plusieurs heures, un travail sur "identifier son projet professionnel, comment se présenter auprès de l'employeur". Ce travail est d'abord collectif et ensuite individuel.

Cela ne fait pas partie des missions immédiates de la commune mais il faut savoir que la plupart des femmes, qui ne sont pas inscrites à Actiris, n'ont pas assez travaillé. Elles ne peuvent donc pas bénéficier de toutes ces aides structurées par la région ou même par le C.P.A.S., qui a des missions légales. La commune essaie de combler ce vide dans lequel la plupart de ces demandeurs d'emploi se trouvent. Sur l'aspect plus spécifique de la mise en œuvre par le C.P.A.S. de la gestion du flux des nouveaux demandeurs d'aide sociale, Mme l'Echevin Delwart pense que M. Vanraes sera beaucoup plus à même de répondre à la question. On est conscient qu'il y aura une pression à cet égard-là sur le budget 2015. Une amélioration peut encore être approfondie en ce qui concerne des concertations communes - C.P.A.S.

M./de h. Vanraes aborde deux sujets importants, celui relatif à la problématique des irrécouvrables et celui relatif à la problématique de l'exclusion du chômage. Pour ce qui concerne les irrécouvrables, M. Vanraes va prendre l'exemple d'une personne dans le besoin qui ne touche plus ses allocations, qui tente d'obtenir ses droits à l'allocation et demande une avance. Le conseil du C.P.A.S. décide, si oui ou non, il donne suite à cette demande. Si c'est le cas, l'avance sera accordée. Dans 95 % des cas, le remboursement s'effectue sans problème. Mais, si la caisse d'allocation refuse d'accorder ce droit au demandeur, il est très difficile de récupérer les montants dus en raison de son insolvabilité. Les chances de récupération sont minces. Il faut reprendre rapidement ces créances aléatoires dans ces comptes. Il y a eu un retard dans le calcul des créances aléatoires. Il y a deux ans, M. Vanraes a demandé d'obtenir une situation complète des créances aléatoires. Le montant est assez important. M. Vanraes a rencontré M. l'Echevin des Finances pour savoir comment lisser ce montant ? Il y a eu du retard mais les comptes ont été mis à plat et reste à espérer qu'un roulement a été engagé afin d'éviter que le problème ne se reproduise.

Concernant la problématique de l'exclusion du chômage, il s'agit là d'un vaste problème. Il existe des chômeurs de longue durée et de courte durée. Malheureusement, les chômeurs de longue durée augmentent d'années en années. Pourquoi ? Sans vouloir blâmer personne, M. Vanraes constate que les organismes, s'occupant de la mise à l'emploi des chômeurs, privilégiaient les chômeurs à courte durée en appliquant un "first in, first out". En effet, celui qui a récemment perdu son emploi sera rapidement aidé pour en trouver un nouveau, au détriment des chômeurs de longue durée. Ceux-ci ont, par conséquence, augmenté d'une façon vertigineuse. Ces personnes doivent être suivies, avoir l'occasion de suivre des cours, être coachées. On a laissé traîner ce problème pendant un certain nombre d'années. Le service Promo-Job d'Uccle a tout entrepris pour aider les personnes moyennant une convention. Donc, toute personne qui arrive au C.P.A.S. d'Uccle, à partir de 18 ans et ayant moins de 60 ans, est automatiquement transférée au service Promo-Job. Ce service analyse ses aptitudes. Il faut savoir que la personne peut être illettrée. Dans ce cas, elle bénéficiera de cours d'alphabétisation. Il peut s'agir aussi d'un chirurgien irakien ucclois, ayant travaillé pendant la guerre opposant l'Irak et l'Iran, qui arrive à Bruxelles et qui n'obtient pas son équivalence du diplôme alors qu'il a opéré pendant 4-5 ans sur place. Chaque cas est différent. De nombreuses personnes, du service Promo-Job, s'occupent de l'accompagnement d'une personne arrivant en Belgique. Ces personnes signent une convention, moyennant paiement, conformément à la loi. La personne qui, par exemple, suit des cours de français, sera suivie et interrogée tous les 3 mois afin de vérifier ses acquis ou de vérifier si elle continue à fréquenter les cours. Des mesures peuvent être prises en cas de non-respect des conditions du contrat. La première mesure consiste à se demander si on a bien réfléchi au moment de la discussion. La deuxième mesure consiste, au départ, à envoyer une mise en demeure pour finalement suspendre l'aide pendant deux ou trois semaines, ce qui est très rare. Avec la convention, il y a un vrai accompagnement. Ce système fonctionne très bien au C.P.A.S. La maison de l'emploi, dans laquelle les partis s'entendent à merveille, fonctionne très bien. L'idée d'avoir décentralisé Actiris est excellente. M. Vanraes constate que la Commune met 3 personnes à disposition, Actiris quatre et le C.P.A.S. vingt, ce qui n'est pas logique. Maintenant, il a été

décidé qu'ils feront tous équipe ensemble pour améliorer le système. Le C.P.A.S., après avoir établi un accord avec Actiris, prévient ce dernier lorsqu'ils ont engagé une personne sous "article 60". Un maximum d'articles 60 sont engagés dont une bonne partie de ceux-ci restent chez l'employeur. Actiris assure maintenant le suivi, ce qui n'était pas le cas avant.

M./de h. Vanraes souhaite mettre l'accent sur un problème assez dérangeant concernant les syndicats. Lorsqu'une personne est exclue ou suspendue du chômage, elle a des droits. Elle reçoit donc un document qui indique son droit à entamer un recours dans les 3 mois. Evidemment, on ne peut pas attendre de ces personnes qu'elles entament ce recours. Pourtant, une grande partie de ces gens sont syndiqués. M. Vanraes a contacté les syndicats afin de comprendre pourquoi ces personnes ne tentaient pas un recours. En fait, les syndicats conseillent aux gens de ne pas entamer de recours prétextant que cela ne sert à rien et les redirigent vers le C.P.A.S. Il faut savoir que les personnes, n'entamant pas de recours, n'ont pas liquidé tous leurs droits, ce qui empêche les C.P.A.S. d'apporter une aide. Quand on paie une cotisation, on a droit à être défendu. Un autre cas assez interpellant est celui d'une personne tellement malade et seule qui se retrouve dans l'incapacité d'envoyer un certificat médical. Cette personne est exclue et suspendue pendant trois mois. Elle se rend auprès de son syndicat qui lui conseille aussi de se rendre au C.P.A.S. Pourtant, cette personne peut tout à fait se défendre en disant avoir été dans l'incapacité d'envoyer son certificat médical.

En ce qui concerne le nombre précis de personnes qui seront exclues du chômage à partir du 1er janvier 2015, normalement, si elles correspondent aux critères pour avoir droit à l'aide du C.P.A.S., elles seront aidées. On compte 62 chefs de famille, 42 personnes isolées et 99 personnes cohabitantes. Si tout le monde était à charge du C.P.A.S., cela équivaldrait au montant de 935.000 €. Tout le monde n'émerge pas du C.P.A.S. Il existe, en effet, des chômeurs percevant d'autres revenus, dont le poids de revenus ne correspond pas au critère du C.P.A.S. Fort heureusement, 100 % des personnes ne vont pas se rendre au C.P.A.S. Tout dépend de la situation personnelle. Chaque commune connaît sa propre situation.

Le montant prévu, pour l'année prochaine, s'élève à environ 250.000 €. On recourra à une modification budgétaire en cas de besoin. Il est tout à fait impossible de savoir combien de personnes vont émarger au C.P.A.S. On sait que le 1er janvier 2015, 283 personnes seront exclues mais cela ne veut pas dire que le chiffre ne grossira pas davantage. M. Vanraes espère de tout cœur que le fédéral va prendre des mesures pour intervenir dans ces charges. Concernant le C.P.A.S., une personne supplémentaire sera, dès le mois de décembre, engagée pour assurer le suivi. Des réunions seront prochainement organisées dont celle entre le C.P.A.S. et Actiris pour la préparation de dossiers et commencer à avertir les gens qui auront droit ou non aux dites allocations. Il faut préciser qu'on a l'obligation de prendre la décision sur l'octroi d'une aide dans le mois de la demande. Comme la date précise le 1er janvier, la décision doit être donc prise le 30 janvier 2015.

Objet 1B – 1 : **Brutélé.- Collège d'Experts.- Désignation d'un membre ucclois.**

Le Conseil,

Attendu qu'au sein de l'intercommunale Brutélé existe un Collège d'Experts, dont les membres sont nommés par le Conseil d'Administration, pour une durée de six années, renouvelable, parmi les fonctionnaires des communes associées;

Que ces experts participent à l'élaboration du programme général des travaux, en suivent l'exécution et assistent en outre, sans voix délibérative, aux séances des Conseils d'Administration et de Secteur;

Qu'actuellement, la Commune y est représentée par M. Luc Parmentier, Secrétaire communal f.f.;

Considérant que l'article 28 des statuts de l'intercommunale autorise que chaque administrateur peut se faire assister par un expert;

Que la Commune est représenté par 3 administrateurs, à savoir M. le Bourgmestre, MM. les échevins Cools et Dilliès;

Qu'il serait judicieux de faire usage de cette faculté et de désigner un deuxième expert, d'autant plus que M. Parmentier prendra sa retraite au courant de l'année prochaine,

Décide de proposer la candidature de M. Aron Misra, Ingénieur et Directeur général faisant fonction, comme membre ucclois au sein du Collège d'Experts de Brutélé.

Onderwerp 1B – 1 : **Brutélé.- College van Experten.- Aanduiding van een Ukkels lid.**

De Raad,

Aangezien bij de intercommunale Brutélé een College van Experten bestaat waarvan de leden benoemd zijn door de Beheerraad voor een periode van 6 jaar (hernieuwbaar) en die bestaat uit ambtenaren van de aangesloten gemeenten;

Dat deze experten meewerken aan het opstellen van het algemeen programma van de werken, de opvolging ervan en met raadgevende stem deelnemen aan de zitting van de Bestuurs- en Sectoriële raden;

Dat de Gemeente momenteel vertegenwoordigd wordt door de h. Luc Parmentier, wnd. Gemeentesecretaris;

Overwegende dat artikel 28 van de statuten van de intercommunale voorziet dat elke bestuurder zich kant laten bijstaan door een expert;

Dat de Gemeente vertegenwoordigd is door 3 bestuurders, nl. de Burgemeester, alsook de schepenen Cools en Dilliès;

Dat het aangewezen is om gebruik te maken van deze mogelijkheid en een tweede expert aan te duiden, te meer dat de h. Parmentier volgend jaar op rust zal gesteld worden,

Besluit de kandidatuur voor te stellen van de h. Aron Misra, Ingenieur en wnd. Algemeen directeur, als Ukkels lid van het College van Experten van Brutélé.

Objet 1C – 1 : **Fabrique d'église Saint-Pie X.- Compte de 2013.- Avis.**

Le Conseil,

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809;

Vu l'ordonnance du 19 février 2004 du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale portant modification dudit décret;

Vu les articles 6 et 18 de la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes;

Attendu que le compte pour 2013 qui a été transmis par l'administration fabricienne se clôture comme suit :

FABRIQUE D'EGLISE	COMPTE		
	EN EXCEDENT	EN DEFICIT	REMARQUES
Saint-Pie X	2.391,33	-	-

Emet un avis favorable à l'approbation par l'autorité de Tutelle du compte 2013 de l'administration fabricienne.

Onderwerp 1C – 1 : **Kerkfabriek van Sint-Pius X.- Rekening 2013.- Advies.**

De Raad,

Gelet op het keizerlijk decreet van 30 december 1809;

Gelet op de ordonnantie van 19 februari 2004 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest tot wijziging van het voormelde decreet;

Gelet op artikels 6 en 18 van de wet van 4 maart 1870 op het tijdelijke der erediensden;

Aangezien de rekening 2013, overgemaakt door de kerkfabriek, als volgt werd afgesloten :

KERKFABRIEK	REKENING		
	OVERSCHOT	TEKORT	OPMERKINGEN
Sint-Pius X	2.391,33	-	

Beslist een gunstig advies te geven aan de goedkeuring door de toezichthoudende overheid van de rekening 2013 van de kerkfabriek.

Objet 1E – 1 : **Subsides aux associations patriotiques.- Année 2014.**

Le Président expose :

"En séance du 6 novembre 2014, le Collège a décidé d'octroyer un montant de 250 € aux associations patriotiques ci-après ayant introduit leur rapport d'activités et un bilan de comptes et de recettes :

- L'Union des Groupements patriotiques d'Uccle 250 €
- Fédération Royale Nationale des Invalides de Guerre 250 €
- Total : 500 €."

Le Conseil,

Entendu l'exposé ci-dessus;

Vu la loi du 16 juillet 1973 garantissant la protection des tendances idéologiques et philosophiques, précisant que l'octroi de subsides en espèces en faveur d'activités culturelles régulières, est de la compétence de l'assemblée représentative de l'autorité publique;

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions exigeant du bénéficiaire la production de pièces justificatives prouvant la mise sur pied des activités subsidiées,

Décide de ratifier la répartition des subsides à imputer à l'article 105/332-02/91 des dépenses ordinaires du budget 2014, telle que fixée ci-dessus.

Onderwerp 1E – 2 : **Internationale solidariteit.- Toelagen 2014.**

De Raad,

Aangezien er een krediet van 13.500 € is voorzien op artikel 150/332-02/90 van de begroting van 2014;

Gezien dat voor de betaling van de subsidie, de ondervermelde organisaties de documenten moeten hebben voorgelegd die voorzien zijn bij de wet van 14 november 1983,

Keurt de beslissing goed van het College van Burgemeester en Schepenen van 13 november 2014 betreffende de verdeling van deze toelage tussen de verscheidene organisaties op de onderstaande wijze :

- 1) DYNAMO INTERNATIONAAL (Kinshasa) : 5.000 €.

Opzetten van een netwerk van straathoekwerkers en steun van jongeren in moeilijkheden in de stad Kinshasa met het oog op een socio-professionele herinschakeling in samenwerking met het "Comité d'appui et travail social de rue" (CATSR).

- 2) V.Z.W. FISTUL-AID (Kinshasa) : 2.000 €.

Project voor hulp aan vrouwen die lijden aan obstetrische fistels ten gevolge van mishandelingen. Huisvesting en opvang voor en na operatie in het opvanghuis.

- 3) "JOUR D'ESPERANCE" (Libanon) : 1.500 €.

Ondersteuningsproject voor het opvangtehuis "Jour d'espérance" te Jahlé in de Békaavalei voor hulp aan gehandicapte personen. Hulp voor ontwikkeling, opvang en integratie van gehandicapten.

- 4) V.Z.W. "MEN ANPIL CHAY PA LOU" (Haïti) : 1.000 €.

Project voor het duurzaam toegankelijk maken tot drinkwater voor de streek "La Petite Rivière de l'Artibonite" en steun aan het gezondheidscentrum.

5) KINTAMBO (DRC) : 1.500 €.

Steun in medisch materiaal en zorgen voor het ziekenhuis en de kraamkliniek van Kintambo.

6) ENSEIGNANTS SANS FRONTIERES (Kivu/DRC) : 500 €.

Project voor een pedagogische schooltuin in Kivu.

7) UNICEF : 500 €.

Hulp aan kinderen uit Zuid-Soedan.

8) AMANI CHILDREN'S HOME (Tanzania) : 500 €.

Project voor het bouwen van een opvangcentrum voor straatkinderen van Moshi in samenwerking met de website PLOt.form (opvolging van de evolutie van het project via de website).

9) V.Z.W. LA PETITE COLINE : 500 €.

Steun aan opvoedkunde en het aanleren van burgerlijkheid in verschillende landen (Senegal, Rwanda, Burkina Faso).

10) MISOLA (Benin) : 500 €.

Strijd tegen kinderondervoeding via ondersteuning van lokale voedingsproductie. Het project bestaat uit de ontwikkeling van een kleine KMO die bloem voor kinderen produceert uit lokale producten.

- M. Vanraes sort -
- de heer Vanraes verlaat de zaal -

Objet 2A – 1 : Urbanisme.- Enlèvement des enseignes obsolètes.- Adoption du projet de convention.

Le Conseil,

Considérant qu'Atrium.brussels souhaite mener un projet d'envergure sur plusieurs communes concernant l'enlèvement d'enseignes obsolètes. En effet, suite à un état des lieux, plusieurs quartiers commerçants souffrent d'une pollution visuelle qui affecte l'image commerciale;

Considérant qu'il s'avère que ces enseignes obsolètes entravent la conformité du RRU – Titre VI – Chapitre 5 – Article 35 : Enlèvement "Les enseignes et les publicités associées à l'enseigne doivent être enlevées dès la fin de l'activité à laquelle elles sont associées sauf si elles présentent un caractère culturel, historique ou esthétique.";

Vu l'ampleur de cette intervention, Atrium souhaite définir les périmètres d'actions pour cette année;

Considérant que pour Uccle, plusieurs liserés commerciaux (avec le nombre de commerces visés) ont été identifiés :

- Uccle centre = 24;
- Coghén – Calevoet – Silence = 16;
- Vanderkindere = 14;
- Bascule – Langeveld – Vert chasseur = 13;
- Vivier d'Oie – Saint-Job = 6;
- De Fré – Cavell = 1;

Vu les budgets alloués, Atrium ne peut prendre en charge l'ensemble des enlèvements. Dès lors, le collège est invité à déterminer par quel quartier il serait opportun de commencer (en principe, environ une vingtaine d'enseignes peuvent être retirées). D'après l'expérience d'Atrium, 50 % des commerçants répondent positivement à la demande. On pourrait donc prévoir 1 ou 2 quartiers pour un maximum de 40 commerces;

Considérant qu'Atrium propose une collaboration, moyennant une convention à signer entre les parties qui peut être résumée comme suit :

Considérant que l'intervention d'Atrium est définie comme suit :

- intervient dans les frais de retrait des enseignes obsolètes à 100 %;

- établit le relevé des enseignes obsolètes dans les quartiers ciblés;
- centralise les réponses des propriétaires;
- lance un marché public à tout Atrium pour sélectionner le prestataire;
- facilite la logistique lors des retraits des enseignes pour le prestataire;
- stocke les enseignes retirées dans un espace adéquat;

Considérant que l'intervention de la Commune d'Uccle est définie comme suit :

- sur base du listing accusé, recherche les adresses des propriétaires via le cadastre et en informe Atrium pour la suite de la procédure;
- envoie un courrier aux propriétaires des cellules commerciales concernées qui stipulerait les points suivants :
 - que les enseignes obsolètes de leurs devantures doivent être retirées dans un souci de conformité au RRU (voir explications plus haut);
 - qu'en tant que propriétaire et responsable de l'enseigne, il risque une amende (via les amendes administratives imposée par le Fonctionnaire sanctionnateur régional en matière d'urbanisme);
 - qu'Atrium peut intervenir pour le retrait de l'enseigne sans contrepartie financière en prenant contact avec le bureau pour les détails et les conditions d'octroi du subsidie;
 - sans réaction de la part du propriétaire suite à ce courrier, envoie une mise en demeure;
 - facilite le travail du prestataire en garantissant l'accès et la facilité du stationnement le jour de l'enlèvement;

Considérant qu'en séance du 13 novembre 2014, le Collège des Bourgmestre et Echevins a adopté le projet de convention d'enlèvement des enseignes obsolètes;

Prend connaissance du projet de convention;

Et approuve ledit projet en vue de la conclusion de la convention "enlèvement d'enseignes obsolètes" avec ATRIUM.

Onderwerp 2A – 1 : Verwijderen van in onbruik geraakte uithangborden.- Aanname van de overeenkomst.

De Raad,

Overwegende dat Atrium.brussels in verscheidene gemeenten een grootschalig project wil voeren om in onbruik geraakte uithangborden te verwijderen. Uit een inventaris die is opgesteld, blijkt dat verscheidene handelswijken te lijden hebben onder visuele vervuiling die de commerciële uitstraling schaden;

Overwegende dat blijkt dat deze in onbruik geraakte uithangborden de overeenstemming met de GSV - Titel VI - Hoofdstuk 5 - Artikel 35 in de weg staan : Verwijdering "De uithangborden en reclame verwijzend naar het uithangbord moeten worden verwijderd zodra er een einde wordt gesteld aan de activiteit waarop zij betrekking hebben, behalve wanneer zij van culturele, historische of esthetische aard zijn.";

Aangezien het om een erg grootschalige interventie gaat, wil Atrium actieperimeters bepalen voor dit jaar;

Overwegende dat voor Ukkel verscheidene handelslinten zijn vastgelegd (met het aantal beoogde handelszaken) :

- Ukkel centrum = 24;
- Coghen - Calevoet - Stille = 16;
- Vanderkindere = 14;
- Bascule - Langeveld - Groene jager = 13;
- Diesdelle - Sint-Job = 6;
- De Fré – Cavell = 1;

Gelet op de toegekende budgetten kan Atrium niet alle interventies voor verwijdering op zich nemen. Het college wordt bijgevolg verzocht te bepalen in welke wijk begonnen zou moeten worden (in principe kunnen een twintigtal uithangborden worden

verwijderd). De ervaring leert Atrium dat 50 % van de handelaars een positief gevolg geven aan de vraag. Er kunnen dus 1 of 2 wijken voorzien worden, voor maximaal 40 handelszaken;

Overwegende dat Atrium een samenwerking voorstelt middels een overeenkomst die door de partijen ondertekend moet worden, die als volgt kan worden samengevat :

Overwegende dat de tussenkomst van Atrium als volgt wordt vastgelegd :

- komt 100 % tussen in de kosten voor het verwijderen van in onbruik geraakte uithangborden;

- stelt een lijst op met in onbruik geraakte uithangborden in de beoogde wijken;

- centraliseert de antwoorden van de eigenaren;

- schrijft een overheidsopdracht uit voor heel Atrium om de uitvoerder te kiezen;

- vergemakkelijkt de logistieke kant van de verwijdering van de uithangborden voor de uitvoerder;

- slaat de verwijderde uithangborden op in een gepaste ruimte;

Overwegende dat de tussenkomst van de gemeente Ukkel als volgt wordt vastgelegd :

- zoekt op basis van de ontvangen lijst de adressen van de eigenaren via het kadaster en maakt die aan Atrium over zodat de procedure vervolgd kan worden;

- schrijft de eigenaren van de betrokken handelscellen aan over de volgende punten :

- dat de in onbruik geraakte uithangborden van de winkelpuien verwijderd moeten worden om overeen te komen met de GSV (zie bovenstaande uitleg);

- dat als eigenaar en als verantwoordelijke van het uithangbord, hij een boete riskeert (via administratieve sancties opgelegd door de gewestelijke sanctionerende ambtenaar inzake stedenbouw);

- dat Atrium tussenbeide kan komen voor het verwijderen van het uithangbord zonder financiële bijdrage, door contact op te nemen met het kantoor voor de details en de voorwaarden voor de toekenning van de subsidie;

- als de eigenaar niet op dit schrijven reageert, een ingebrekestelling versturen;

- vergemakkelijkt het werk van de uitvoerder door de toegang en parkeermogelijkheid te garanderen op de dag van het verwijderen;

Overwegende dat het college van burgemeester en schepenen in zitting van 13 november 2014 het ontwerp van overeenkomst voor het verwijderen van in onbruik geraakte uithangborden heeft aangenomen;

Neemt kennis van het ontwerp van overeenkomst,

En keurt dit ontwerp goed met het oog op het afsluiten van de overeenkomst "verwijderen in onbruik geraakte uithangborden" met ATRIUM.

2B – 1 Environnement.- Subsidies d'encouragement à diverses associations actives en matière d'environnement.

M./de h. Wyngaard se demande pourquoi le montant de 1.500 € est alloué alors que le crédit prévu s'élève à 1.620 €.

M. l'Echevin/de h. schepen Cools répond que tout dépend des projets reçus à la Commune. Plusieurs subsides ont été accordés à l'A.S.B.L. Natagora qui s'occupe principalement du marais du Broek, ... Un subside d'encouragement de 500 € a été accordé à l'association Hompot qui a mis sur pied un compostage de quartier au Homborch, d'utilité publique, en plus d'un potager collectif. M. l'Echevin Cools pense que ce montant est suffisant et juste. Si ces associations avaient demandé davantage et si leur rapport d'activité justifiait, par exemple, un montant supplémentaire de 120 €, cela aurait été accordé. Cependant, on a estimé qu'il n'y avait pas lieu d'aller au-delà de 500 €.

M./de h. Wyngaard et son groupe voteront favorablement ce point mais il est regrettable de ne pas accorder le montant prévu (1.620 €). Il aurait été judicieux d'attribuer à chaque association le montant de 540 € afin d'utiliser entièrement le crédit.

Objet 2B – 1 : Subsidies d'encouragement à diverses associations actives en matière d'environnement.- Exercice 2014.

Le Conseil,

Vu qu'un crédit de 1.620 € est prévu à l'article 879/332-02/93 du budget 2014 pour des "Subsidies à diverses associations actives en matière d'environnement";

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions;

Vu la circulaire du 9 novembre 2006 relative à la loi du 14 novembre 1983 ayant pour objet le contrôle de l'octroi et de l'emploi des subventions accordées par les communes;

Vu le formulaire de demande de subsidies élaboré par le Comité de Direction pour des subsidies de moins de 1.250 €;

Attendu que ces subsidies sont accordés en fonction des thèmes qui sont d'actualité à Uccle et ailleurs;

Vu le courrier de sollicitation de subside de l'A.S.B.L. Natagora;

Considérant que cette association mène avec l'aide de nombreux bénévoles diverses actions d'utilité publique, dont l'entretien récurrent du marais du Broek (dont la Commune se porte partiellement acquéreur), des campagnes d'arrachage de plantes invasives, la participation à divers comités d'accompagnement de projets communaux, ou encore l'organisation de la traversée des batraciens de la réserve naturelle du Kinsendael;

Considérant par ailleurs que celle-ci a apporté sa contribution active à la Commune dans le cadre de l'élaboration du dossier de candidature "Contrat de ruisseau et de réhabilitation des espaces verts du Geleytsbeek" auprès du Fonds Européen de Développement Régional (FEDER) et a accepté d'être un partenaire de la Commune, renforçant nos chances de succès;

Vu le courrier de demande de subside de l'association de fait Hompot;

Considérant que cette association a mis sur pied un compostage de quartier au Homborch, d'utilité publique, en plus d'un potager collectif, mis en place avec le concours du service de la Prévention, mais dont les frais de gestion pourraient être couverts par un subside d'encouragement;

Vu le courrier de demande de subside de l'A.S.B.L. Cré-action, gestionnaire de La Roseraie;

Considérant qu'en dehors de sa fonction culturelle, cette association a mis sur pied un potager collectif et un compostage de quartier utile à la collectivité;

Considérant que ces activités récentes viennent s'ajouter à d'autres projets environnementaux et de développement durable plus anciens comme un Groupe d'Achats Solidaires de l'Agriculture Paysanne (GASAP);

Sur proposition du Collège échevinal,

Décide d'approuver les points ci-après :

- 1) octroi d'un subside d'un montant de 500 € pour l'A.S.B.L. Natagora Bruxelles;
- 2) octroi d'un subside d'un montant de 500 € pour Hompot;
- 3) octroi d'un subside d'un montant de 500 € pour l'A.S.B.L. Cré-action.

Onderwerp 2B – 1 : Aanmoedigingssubsidies voor verschillende verenigingen actief rond het milieu.- Dienstjaar 2014.

De Raad,

Gelet op het krediet van € 1.620 dat voorzien is onder artikel 879/332-02/93 van de begroting van 2014 voor "Subsidies aan diverse verenigingen die actief zijn op het vlak van milieu";

Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en het gebruik van bepaalde subsidies;

Gelet op de omzendbrief van 9 november 2006 betreffende de wet van 14 november 1983 met als onderwerp de controle op de toekenning en het gebruik van subsidies die door de gemeenten worden toegekend;

Gelet op het subsidieaanvraagformulier opgesteld door het directiecomité voor subsidies van minder dan € 1.250;

Overwegende dat deze subsidies toegestaan worden in functie van de thema's die actueel zijn in Ukkel en elders;

Gelet op de brief om een subsidie aan te vragen van de V.Z.W. Natagora;

Overwegende dat deze vereniging, met de hulp van talrijke vrijwilligers, allerlei acties opzet in het algemeen belang, waaronder het regelmatige onderhoud van het Broekmoeras (dat de gemeente deels gaat aankopen), acties om woekerplanten te wieden, deelname aan diverse begeleidingscomités van gemeentelijke projecten, of de organisatie van de oversteek van kikvorsachtigen in het natuureservaat van het Kinsendael;

Overwegende dat deze vereniging de gemeente bovendien een actieve bijdrage heeft geleverd in het kader van het opstellen van het kandidatuur dossier "Overeenkomst voor de beek en de heraanleg van de groene ruimten van de Geleytsbeek" bij het Europees Fonds voor Regionale Ontwikkeling (EFRO), en aanvaard heeft een partner van de gemeente te zijn, aldus onze kansen op succes verhogend;

Gelet op de brief om subsidie aan te vragen van de feitelijke vereniging Hompot;

Overwegende dat deze vereniging een wijkcompost heeft opgestart in de Homborchwijk, van openbaar nut, naast een collectieve moestuin, aangelegd met de hulp van de Preventiedienst, maar waarvan de beheerskosten gedekt zouden kunnen worden met een aanmoedigingssubsidie;

Gelet op de brief om subsidie aan te vragen van de V.Z.W. Cré-action, beheerder van "La Roseraie";

Overwegende dat deze vereniging naast de culturele functie ook een collectieve moestuin en een wijkcompost voor de gemeenschap heeft opgestart;

Overwegende dat deze recente activiteiten bovenop andere projecten rond milieu en duurzame ontwikkeling komen, zoals een Groupe d'Achats Solidaires de l'Agriculture Paysanne (GASAP);

Op voorstel van het schepencollege,

Beslist de volgende punten goed te keuren :

- 1) toekenning van een subsidie van € 500 voor de V.Z.W. Natagora Brussel;
- 2) toekenning van een subsidie van € 500 voor Hompot;
- 3) toekenning van een subsidie van € 500 voor de V.Z.W. Cré-action.

Objet 2B – 2 : Environnement.- Subside annuel de fonctionnement à l'A.S.B.L. Chats Libres pour la stérilisation des chats errants.-Exercice Budget 2014.

Le Conseil,

Vu la délibération du Collège échevinal du 16 septembre 2008 autorisant la demande annuelle de subside auprès de Bruxelles Environnement;

Vu la décision de Bruxelles Environnement du 1er octobre 2008 d'octroyer un subside d'un montant annuel maximum de 4.000 € aux Communes pour la stérilisation des chats errants;

Considérant que, au vu des premiers chiffres de 2014, le nombre d'interventions de l'A.S.B.L. Chats Libres sur le territoire communal devrait être équivalent à celui de 2013 et que le subside de Bruxelles Environnement devrait donc être du même ordre de grandeur que celui de cette année-là;

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions;

Vu la circulaire du 30 novembre 2006 relative à la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi des subventions accordées par les communes;

Vu le document de demande de subvention établi par la Commune et qui sera soumis à l'A.S.B.L. Chats Libres dès accord d'octroi de subside par le Collège;

Considérant que la Commune collabore avec succès avec l'A.S.B.L. Chats Libres depuis de nombreuses années dans le cadre d'un programme de stérilisation et de soins aux chats errants;

Etant donné qu'un montant de 4.000 € est inscrit au budget 2014 à l'article 875/332-02/93,

Décide de marquer son accord sur l'octroi d'un subside de 4.000 € à l'A.S.B.L. Chats Libres pour son action de stérilisation de chats errants sur le territoire de la Commune d'Uccle.

Onderwerp 2B – 2 : Milieu.- Jaarlijkse werkingssubsidie voor de V.Z.W. Vrije Katten voor de sterilisatie van zwerfkatten.- Dienstjaar Begroting 2014.

De Raad,

Gelet op de beraadslaging van het Schepencollege van 16 september 2008 waarbij de jaarlijkse subsidieaanvraag bij Leefmilieu Brussel werd toegestaan;

Gelet op de beslissing van Leefmilieu Brussel van 1 oktober 2008 om een subsidie van een bedrag van € 4.000 toe te staan aan de Gemeenten voor de sterilisatie van zwerfkatten;

Overwegende dat, bij nazicht van de eerste cijfers van 2014, het aantal interventies van Vrije Katten op het gemeentelijk grondgebied gelijkaardig zou moeten zijn aan die van 2011 en dat de subsidie van Leefmilieu Brussel dus van dezelfde grootte zou moeten zijn als die van dit jaar;

Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle van de toekenning en het gebruik van bepaalde subsidies;

Gelet op de omzendbrief van 30 november 2006 betreffende de wet van 14 november 1983 betreffende de controle van de toekenning en het gebruik van de subsidies die door de gemeenten worden toegekend;

Gelet op het door de gemeente opgestelde subsidieaanvraagdocument dat aan de V.Z.W. Vrije Katten zal worden voorgelegd zodra het College heeft ingestemd met het toekennen van de subsidie;

Overwegende dat de Gemeente al talrijke jaren met succes met V.Z.W. Vrije Katten samenwerkt in het kader van een programma voor de sterilisatie en zorgverlening aan zwerfkatten;

Aangezien een bedrag van € 4.000 onder artikel 875/332-02/93 van de begroting 2014 ingeschreven staat,

Besluit de toekenning van een subsidie van € 4.000 goed te keuren aan de V.Z.W. Vrije Katten voor hun actie voor de sterilisatie van zwerfkatten op het grondgebied van de Gemeente Ukkel.

2D – 1 Propriétés communales.- Immeuble sis chaussée d'Alseberg, 860 (copropriété Commune/C.P.A.S. d'Uccle).- Travaux extraordinaires.- Réfection du revêtement de la toiture du bâtiment principal.- Participation financière.- Facture de l'adjudicataire dépassant l'estimation de la dépense.

M./de h. Wyngaard souhaite connaître la situation du dernier étage sis chaussée d'Alseberg, 860 et du déplacement du C.P.A.S. Un déménagement est-il prévu dans la mesure où la commune compte acquérir le bâtiment Fabricom ?

M. l'Echevin/de h. schepen Cools répond que la libération de l'ensemble des locaux est prévue au plus tard pour la fin mars 2015.

M./de h. Wyngaard comprend alors que le calendrier ne changera pas compte tenu du fait que la commune acquiert le bâtiment Fabricom.

M. l'Echevin/de h. schepen Cools répond que non, parce que l'essentiel des services concernés ne vont pas déménager dans le bâtiment Frabricom mais dans le dépôt en construction prêt de la déchetterie. D'ailleurs, les travaux seront bientôt terminés. Il faut encore recaser 5 fonctionnaires dans un bâtiment.

Objet 2D – 1 : Propriétés communales.- Immeuble sis 860, chaussée d'Alseberg (copropriété Commune/C.P.A.S. d'Uccle).- Travaux extraordinaires.- Réfection du revêtement de la toiture du bâtiment principal.- Participation financière.- Facture de l'adjudicataire dépassant l'estimation de la dépense.

Le Conseil,

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 117;

Vu le procès-verbal de l'assemblée générale des copropriétaires de l'immeuble 860, chaussée d'Alseberg, qui s'est tenue le 6 décembre 2012;

Considérant qu'en sa séance du 25 avril 2013, le Conseil communal a pris, entre autres décisions, celles "de confier au C.P.A.S. d'Uccle l'organisation et l'attribution, sous réserve d'approbation de la modification budgétaire correspondante, d'un marché conjoint en vue de réaliser des travaux de réfection du roofing et d'isolation de la toiture principale, en façade avant du bâtiment sis chaussée d'Alseberg, 860, travaux dont la quote-part communale est estimée à 23.650,00 EUR T.V.A. 21 % comprise" et "de financer la dépense totale au moyen du Fonds de réserve";

Que la délibération n° 016/25.04.2013/A/0005 n'a pas soulevé d'objection de la part de l'autorité de tutelle, qui a également approuvé la modification budgétaire au service extraordinaire, portant sur la création d'un article 137/724-60/87 pour 2013;

Considérant que le C.P.A.S. d'Uccle a réceptionné les travaux et présenté à notre Administration la facture de l'adjudicataire, pour un montant total de 101.852,32 EUR, dont il nous invite à lui rembourser la somme de 26.766,79 EUR correspondant à la participation financière de la Commune, à hauteur de 26,28 %, dans les charges communes de l'immeuble;

Que le coût total des travaux dépasse de 21.852,32 EUR l'estimation du C.P.A.S. et est supérieur de 3.116,79 EUR à la quote-part communale estimée;

Considérant que la nature de la dépense commande que le montant supplémentaire soit voté par le Conseil communal;

Qu'un crédit de 25.000,00 EUR est engagé au service extraordinaire de 2013, dont un montant de 23.650,00 EUR, réservé à ce poste, peut être liquidé, le solde portant sur la participation aux travaux d'isolation de l'auvent de l'entrée carrossable vers au parking, qui doivent être effectués par les ouvriers du C.P.A.S et dont le remboursement n'a pas encore été réclamé;

Qu'un crédit de 10.000,00 EUR est inscrit à l'article 137/724-60/87 de 2014;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

Décide :

1) en supplément à la somme de 23.650,00 EUR engagée à l'article 137/724-60/87 de 2013 et liquidée, d'approuver une dépense de trois mille cent seize euros septante-neuf centimes (3.116,79 EUR) correspondant à la participation financière de la Commune d'Uccle dans le dépassement par rapport à l'estimation de la facture émise par l'adjudicataire, la S.A. ASPHALIS, pour le marché conjoint de réfection du roofing et d'isolation de la toiture principale, en façade avant du bâtiment sis chaussée d'Alseberg, 860;

2) d'imputer la dépense visée en 1) ci-dessus, en partie, sur les crédits inscrits à l'article 137/724-60/87 du budget communal - service extraordinaire pour 2013 - crédit engagé : 25.000,00 EUR, et pour le solde, sur les crédits inscrits à l'article 137/724-60/87 du service extraordinaire pour 2014 – allocation : 10.000,00 EUR;

3) de financer cette dépense au moyen du Fonds de réserve.

Onderwerp 2D – 1 : **Gemeente-eigendommen.- Gebouw in de Alsebergsesteenweg 860 (mede-eigendom gemeente/OCMW van Ukkel).- Buitengewone werken.- Herstelling van de dakbekleding van het hoofdgebouw.- Financiële bijdrage.- Factuur van de aannemer hoger dan de geraamde uitgave.**

De Raad,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, meer bepaald artikel 117;

Gelet op het proces-verbaal van de algemene vergadering van mede-eigenaars van het gebouw in de Alsebergsesteenweg 860 die plaatsvond op 6 december 2012;

Overwegende dat de gemeenteraad in zitting van 25 april 2013 onder andere heeft beslist om aan het OCMW van Ukkel het volgende toe te vertrouwen: de organisatie en de toekenning, onder voorbehoud van de goedkeuring van de bijbehorende begrotingswijziging, van een gezamenlijke opdracht betreffende de herstelling van de roofing en de isolering van het hoofddak, aan de voorgevel van het gebouw in de Alsebergsesteenweg 860, werken waarvan het gemeentelijk aandeel wordt geraamd op € 23.650 incl. 21 % btw en "de volledige uitgave te financieren via het Reservefonds";

Aangezien er voor beraadslaging nr. 016/25.04.2013/A/0005 geen bezwaren waren vanwege de toezichthoudende overheid die eveneens zijn goedkeuring heeft verleend aan de begrotingswijziging van de buitengewone dienst, met name de creatie van een artikel 137/724-60/87 voor 2013;

Overwegende dat het OCMW van Ukkel de werken heeft opgeleverd en aan ons bestuur de factuur van de aannemer heeft voorgelegd, voor een totaalbedrag van 101.852,32 EUR, en ons verzoekt het bedrag van 26.766,79 EUR terug te betalen, meer bepaald de financiële bijdrage van de gemeente van 26,28 % in de gemeenschappelijke lasten van het gebouw;

Aangezien de werken 21.852,32 EUR duurder zijn dan de raming van het OCMW en 3.116,79 EUR duurder dan het geraamde aandeel van de gemeente;

Overwegende dat er wegens de aard van de uitgave een bijkomend bedrag goedgekeurd moet worden door de gemeenteraad;

Aangezien er een bedrag van 25.000,00 EUR werd vastgelegd in de buitengewone dienst van 2013, waarvan een bedrag van 23.650,00 EUR, gereserveerd voor deze post, aangewend kan worden, het saldo betreft de bijdrage in de isolatiewerken van het afdak van de auto-inrit naar de parking, die uitgevoerd moeten worden door de arbeiders van het OCMW en waarvan de terugbetaling nog niet werd geëist;

Aangezien een bedrag van 10.000,00 EUR is ingeschreven onder artikel 137/724-60/87 van 2014;

Op voorstel van het college van burgemeester en schepenen,

Beslist :

1) bovenop het bedrag van 23.650,00 EUR vastgelegd onder artikel 137/724-60/87 van 2013 en aangewend, zijn goedkeuring te verlenen aan de uitgave van drieduizend honderd zestien euro en negenenzeventig cent (3.116,79 EUR) hetgeen overeenkomt met de financiële bijdrage van de gemeente Ukkel in de meerkost van de factuur van aannemer NV ASPHALIS, voor de gezamenlijke opdracht betreffende de herstelling van de roofing en de isolering van het hoofddak, aan de voorgevel van het gebouw in de Alsebergsesteenweg 860;

2) de geraamde uitgave van punt 1) gedeeltelijk te boeken bij de kredieten van artikel 137/724-60/87 van de gemeentebegroting - buitengewone dienst voor 2013 - toelage: 25.000,00 EUR, en het saldo bij de kredieten van artikel 137/724-60/87 van de buitengewone dienst voor 2014 - toelage: 10.000,00 EUR;

3) deze uitgave te financieren via het Reservefonds.

Objet 2E - 1 : **Personnel.- Règlement de travail.- Modifications.**

Le Président fait l'exposé suivant :

Suite à la récente modification du règlement concernant les congés accordés aux membres du personnel et la position administrative y relative, il y a lieu d'adapter le règlement de travail sur certains points :

Compléter l'article 23 point 3 par la phrase "La faculté de demander un tel congé est limitée à deux fois par année civile";

Reformuler la dernière phrase de l'article 23 point 4 par "Le personnel présent aura droit à un congé compensatoire de durée égale octroyée par jour entier, par demi-jour, ou en tenant compte des horaires spécifiques repris en annexe 1, à prendre dans les mêmes conditions que celles fixées au point 2 du présent article.";

Déplacer la dernière phrase de l'article 23 point 6 c, "Le congé doit être pris au moment de l'événement sauf disposition légale contraire", vers la fin de l'article 23 point 6 a;

Compléter la première phrase de l'article 23 point 6 c par "(...) à prendre dans les 4 mois qui suivent l'accouchement ou l'adoption. Ils peuvent être pris en une fois ou de manière échelonnée".

Le Conseil,

Vu l'ordonnance du Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale du 14 mai 1998, organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 juillet 1998, relatif à la transmission au Gouvernement des actes des autorités communales en vue de l'exercice de la tutelle administrative;

Vu l'article 145 de la nouvelle loi communale;

Vu le protocole d'accord obtenu en séance du Comité Particulier de Négociation du 4 novembre 2014;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

Décide, à l'unanimité, d'apporter les modifications suivantes au règlement de travail :

Compléter l'article 23 point 3 par la phrase "La faculté de demander un tel congé est limitée à deux fois par année civile";

Reformuler la dernière phrase de l'article 23 point 4 par "Le personnel présent aura droit à un congé compensatoire de durée égale octroyée par jour entier, par demi-jour, ou en tenant compte des horaires spécifiques repris en annexe 1, à prendre dans les mêmes conditions que celles fixées au point 2 du présent article.";

Déplacer la dernière phrase de l'article 23 point 6 c, "Le congé doit être pris au moment de l'événement sauf disposition légale contraire", vers la fin de l'article 23 point 6 a;

Compléter la première phrase de l'article 23 point 6 c par "(...) à prendre dans les 4 mois qui suivent l'accouchement ou l'adoption. Ils peuvent être pris en une fois ou de manière échelonnée".

Une expédition de la présente délibération sera transmise au Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale, pour notification.

Onderwerp 2E – 1 : **Personeel.- Arbeidsreglement.- Wijzigingen.**

De voorzitter licht toe:

Ingevolge de recente wijziging van het reglement betreffende de verloven, toegekend aan de personeelsleden en de daarbij horende administratieve toestand, moet het arbeidsreglement in bepaalde punten aangepast worden:

Aanvulling van artikel 23 punt 3 met de zin: "Per kalenderjaar mag een dergelijk verlof slechts twee keer aangevraagd worden."

Herformulering van de laatste zin van artikel 23 punt 4 door "De aanwezige personeelsleden zullen recht hebben op een verlof van dezelfde duur, toegekend per volledige dag, per halve dag of rekening houdend met de specifieke roosters, opgenomen in

bijlage 1, dat genomen moet worden onder dezelfde voorwaarden die vastgelegd zijn in punt 2 van dit artikel.";

Verplaatsing van de laatste zin van artikel 23 punt 6 c, "Dit verlof moet genomen worden op het ogenblik van deze aangelegenheid behoudens andersluidende wettelijke bepalingen." naar het einde van artikel 23 punt 6 a;

Aanvulling van de eerste zin van artikel 23 punt 6 c door "(...) dat genomen moet worden binnen de vier maanden die volgen op de bevalling of de adoptie. Dit verlof kan in één keer of gespreid genomen worden."

De raad,

Gelet op de ordonnantie van het ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 16 juli 1998, betreffende de overlegging aan de Regering van de akten van de gemeenteoverheden met het oog op de uitoefening van het administratief toezicht;

Gelet op artikel 145 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op het protocolakkoord, afgesloten in zitting van het Bijzonder Onderhandelingscomité van 4 november 2014;

Op voorstel van het college van burgemeester en schepenen,

Beslist eenparig het arbeidsreglement als volgt te wijzigen:

Aanvulling van artikel 23 punt 3 met de zin: "Per kalenderjaar mag een dergelijk verlof slechts twee keer aangevraagd worden."

Herformulering van de laatste zin van artikel 23 punt 4 door "De aanwezige personeelsleden zullen recht hebben op een verlof van dezelfde duur, toegekend per volledige dag, per halve dag of rekening houdend met de specifieke roosters, opgenomen in bijlage 1, dat genomen moet worden onder dezelfde voorwaarden die vastgelegd zijn in punt 2 van dit artikel.";

Verplaatsing van de laatste zin van artikel 23 punt 6 c, "Dit verlof moet genomen worden op het ogenblik van deze aangelegenheid behoudens andersluidende wettelijke bepalingen." naar het einde van artikel 23 punt 6 a;

Aanvulling van de eerste zin van artikel 23 punt 6 c door "(...) dat genomen moet worden binnen de vier maanden die volgen op de bevalling of de adoptie. Dit verlof kan in één keer of gespreid genomen worden."

Een afschrift van de onderhavige beraadslaging zal ter info naar de minister van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest gestuurd worden.

Objet : 3A – 1 **Nouveau Règlement-tarif des concessions pour sépultures.**

Mme/Mevr. Verstraeten admet que certaines taxes doivent être augmentées mais se demande si une réflexion a été abordée concernant une population plus précarisée. A-t-on réfléchi ou est-ce une façon comme une autre de récupérer des taxes pour ne pas augmenter autre chose ?

M./de h. Hayette met l'accent sur le fait, qu'après avoir taxé les personnes âgées l'année dernière, M. l'Echevin Dillières se permet de s'attaquer aux morts. A la lecture des nouveaux tarifs pour l'inhumation et les frais funéraires de manière générale, certaines questions se posent. Avec cette politique, ce moment de tristesse, ces instants de recueillement vont se transformer en journées d'inquiétude pour bon nombre de familles frappées par la crise, provoquées par les capitalistes et fragilisées par la perte d'un être cher. M. l'Echevin Dillières s'obstine à ne pas vouloir modifier le taux de l'IPP ou le précompte immobilier.

M. Hayette avait suggéré d'entamer une réflexion sur l'impôt progressif de manière à faire participer les plus fortunés des citoyens uclois. Où en sont les recherches de M. l'Echevin Dillières ? Sera-t-il possible de prendre connaissance de ses propositions ? Il ne

faisait déjà pas bon vivre à Uccle pour les personnes défavorisées mais demain, grâce à M. l'Echevin, il ne fera pas non plus bon y mourir.

M. l'Echevin/de h. schepen Dilliès répond que M. Hayette ne précise, à aucun moment, que les prix sont doublés. Depuis de nombreuses années, le Collège a fait le choix d'opter pour une politique de recettes. Disposer d'une politique de recettes signifie de ne pas laisser toute une série de règlements-taxes au prix identique pendant des années et de ne pas, en cas de besoin pécuniaire, chercher de l'argent en tentant de trouver n'importe quelle solution pour y arriver. Le service des taxes examine régulièrement les règlements-taxes et vérifie que ceux-ci soient parfaitement à jour. "A jour" signifie que certains règlements-taxes sont pourvus d'un index préparé annuellement tandis que d'autres documents administratifs en sont dépourvus parce qu'une série de taxes sont, en effet, payées par virement alors que d'autres sont directement payées au guichet. Il serait, de plus, plus compliqué de demander à l'Administration de recevoir des centimes.

Deux règlements n'avaient pas été augmentés depuis 2001 et 2006. Il fallait corriger cette erreur tout en restant raisonnable dans cette augmentation, ce qui était le cas. Le fait de rester indifférent en se disant que c'est de toute façon l'argent de la collectivité uccloise aurait été déraisonnable. On fait en sorte d'avoir une politique fiscale. M. l'Echevin Dilliès rappelle que la moyenne reste correcte à chaque fois. Sa politique ne consiste pas à taxer les plus pauvres ou les plus faibles, ce qui n'aurait aucun sens.

En conclusion, M. l'Echevin veille à ce qu'aucun règlement-taxe ne soit laissé dans l'oubli, à ce qu'il soit toiletté mais aussi à demander un montant assez juste.

Une mauvaise gestion consisterait à attendre le budget pour penser aux recettes : d'imposer, par exemple, 200 € supplémentaires sur le précompte immobilier ou un pourcent sur l'IPP.

M./de h. De Bock remercie M. l'Echevin Dilliès pour son travail laborieux car son prédécesseur ne l'avait pas effectué. Il a raison de s'occuper des vieux règlements qui n'ont pas été indexés. M. De Bock ne comprend pas l'intervention de M. Hayette. Il peut effectivement la comprendre sur la justice fiscale de manière générale mais ne la comprend pas à moins qu'un article intitulé "Les socialistes veulent augmenter l'impôt à Uccle" paraisse dans le *Wolvendael*. Ce serait une belle tribune de l'opposition. A Anderlecht, l'impôt sur les personnes physiques est passé de 6 à 5,8. Il est, dans ce cas, préférable d'habiter à Anderlecht si l'impôt est moins cher qu'à Uccle. Une concurrence fiscale risque de voir le jour en augmentant trop les impôts et la mixité risque de disparaître. Anderlecht a fait un choix judicieux.

M. l'Echevin/de h. schepen Dilliès précise à M. Hayette que tous désirent défendre les plus faibles à Uccle. Le fait d'augmenter l'IPP ou le précompte immobilier ne représentera pas un cadeau aux yeux des plus faibles. Augmenter le précompte immobilier ne risque pas de faire du mal aux personnes possédant les biens les plus importants. La justice sociale pourrait faire l'objet d'un beau débat.

M./de h. Desmet a lu que les fosses ordinaires étaient gratuites si le défunt était Ucclois ou si le décès a lieu à Uccle.

M. le Président/de h. Voorzitter répond qu'il s'agit de toutes les autres personnes qui ne sont pas concernées dans la catégorie précitée.

M./de h. Desmet souhaite savoir qui va demander une fosse ordinaire s'il n'est pas Ucclois et s'il n'est pas décédé à Uccle ?

M. l'Echevin/de h. schepen Dilliès répond que les demandes sont très nombreuses. Le principe consiste à faire face aux demandes importantes de personnes qui aiment la qualité de vie à Uccle, même quand ils ne sont plus en vie.

M./de h. Hayette précise qu'il parlait non pas d'une augmentation de l'IPP mais d'une modification de celui-ci.

M. le Président/de h. Voorzitter répond que l'impôt est progressif.

Objet 3A – 1 .- **Nouveau Règlement - Tarif des concessions pour sépultures.**

COMMUNE D'UCCLE

Uccle, le 1^{er} janvier 2015

V. 30/10/2014

A rajouter aux tarifs ci-dessous, dans tous les cas: Frais de timbres (*adaptés au tarif postal en vigueur*): 5,77€
 Frais de dossier: 25€
 Règlement: 5€
Total: 35,77€

**REGLEMENT-TARIF
 DES CONCESSIONS POUR SEPULTURES**

Dénomination	Durée	Superficie parcelle	Tarif 1 (ucclois)	Tarif 2 (non-ucclois)	Pierre tombale
--------------	-------	---------------------	-------------------	-----------------------	----------------

Fosses ordinaires:	5 ans	2m ² / 1m ²	gratuit si le défunt est ucclois ou si le décès a lieu à Uccle		pas d'obligation
---------------------------	-------	-----------------------------------	--	--	------------------

Ces concessions ne peuvent pas être réservées, elles peuvent être transformées en concessions 20 ans (inhumations après le 01/01/2015) - Ces concessions peuvent accueillir soit des adultes (2m²), soit des enfants / urnes (1m²)

Concessions (pleine terre):	20 ans	2m ²	max. 3 corps / 9 urnes		obligatoire
		1 corps	1.250€	2.500€	
		2 corps	2.500€	5.000€	
		3 corps	3.750€	7.500€	
		Inhumation supplémentaire, par corps	1.250€	2.500€	
		Inhumation supplémentaire, par urne	625€	1.250€	
		Prolongation, par multiple de 20 ans	1.250€	2.500€	

Enfants de moins de 7 ans		1m ²	625€	1.250€	obligatoire
Urnes cinéraires		1m ²	625€	1.250€	obligatoire
		Inhumation supplémentaire	625€	1.250€	
		Prolongation, par multiple de 20 ans	625€	1.250€	

*Les emplacements peuvent être réservés, en suivant l'ordre des concessions par pelouse
 Par emplacement prévu pour un cercueil ordinaire, il sera admis 3 urnes cinéraires au maximum
 Le cas échéant, l'emplacement d'une urne peut être occupé par le cercueil d'un enfant mort-né
 Ces concessions peuvent être prolongées sans déplacement des défunts*

Cellule Columbarium:	5 ans		gratuit	
	20 ans		1.000€	2.000€
Plaque d'identification et gravure, dans les deux cas			100€	
Prolongation, par multiple de 20 ans			1.000€	2.000€

*Les emplacements payants peuvent être réservés
 Ce type de concession peut être concédé pour 1 ou 2 urnes, sans supplément
 La plaque d'identification et la gravure sont refacturées en cas d'ajout d'une urne
 Ces concessions peuvent être prolongées sans déplacement des défunts*

Cellule Galerie Funéraire:	50 ans			
		Par cellule:	3.000€	6.000€
		Plaque d'identification et gravure:	200€	
		Prolongation, par multiple de 50 ans:	3.000€	6.000€
<i>Les emplacements peuvent être réservés Par cellule prévue pour un cercueil, il sera admis 3 urnes cinéraires au maximum La plaque d'identification et la gravure sont refacturées à chaque ajout d'une urne Un cercueil en zinc est obligatoire Ces concessions peuvent être prolongées sans déplacement des défunts</i>				

Dénomination	Durée	Superficie parcelle	Tarif 1 (ucclois)	Tarif 2 (non-ucclois)	Pierre tombale
--------------	-------	---------------------	-------------------	-----------------------	----------------

Caveaux privés:	50 ans				obligatoire
1 rangée verticale, 3 cases		3,75m ²	4.000€	8.000€	
1 rangée verticale, 4 cases		3,75m ²	4.500€	9.000€	
1 rangée verticale, 5 cases		3,75m ²	5.000€	10.000€	
2 rangées verticales, 3 cases		6,45m ²	6.500€	13.000€	
2 rangées verticales, 4 cases		6,45m ²	7.000€	14.000€	
2 rangées verticales, 5 cases		6,45m ²	7.500€	15.000€	
ouverture/fermeture communale, à chaque inhumation			400€		
prolongation, par multiple de 50 ans:			idem Tarif 1	idem Tarif 2	
<i>Ces caveaux sont construits par une entreprise privée, à la requête des concessionnaires Les emplacements peuvent être réservés Un cercueil en zinc est obligatoire - Ces concessions peuvent être prolongées</i>					

Caveaux préconstruits:	50 ans				obligatoire
		2 cases			
		droit de concession:	3.750€	7.500€	
		location du caveau:	4.500€	9.000€	
		2 ouvertures/fermetures (à payer au moment de l'achat)	800€		
		3 cases			
		droit de concession:	4.000€	8.000€	
		location du caveau:	5.500€	11.000€	
		3 ouvertures/fermetures (à payer au moment de l'achat)	1.200€		
		prolongation, par multiple de 50 ans:			
		2 cases	8.250€	16.500€	
		3 cases	9.500€	19.000€	
		ouvertures supplémentaires, par ouverture	400€		
<i>Ces caveaux sont construits par les soins de l'administration communale Les emplacements peuvent être réservés Un cercueil en zinc est obligatoire - Ces concessions peuvent être prolongées</i>					

Concessions 20 ans (pleine terre et columbariums):

- Tarif 1: si la personne à inhumer a eu à un moment donné sa résidence principale à Uccle.
- Tarif 2: si la personne à inhumer n'a jamais eu sa résidence principale à Uccle.

Caveaux de famille (privés et préconstruits) et Galerie funéraire:

- Tarif 1: si le concessionnaire a eu à un moment donné sa résidence principale à Uccle.
- Tarif 2: si le concessionnaire n'a jamais eu sa résidence principale à Uccle.

- Le concessionnaire doit obligatoirement prévoir sa place dans le caveau et ne peut en aucun cas la céder.
- Les fonctionnaires internationaux, dispensés de l'obligation d'inscription aux registres de la population, ne sont pas considérés comme personnes étrangères à la commune, lorsqu'ils résident effectivement dans la commune d'Uccle et qu'ils peuvent apporter la preuve de cette résidence.
- Les suppléments fixés sont également perçus à l'occasion de l'extension du droit d'inhumation dans les concessions accordées avant l'application du nouveau tarif.
- Les inhumations de fœtus sont gratuites.
- Toute inhumation dans une concession doit respecter le délai minimum de 5 ans, faute de quoi la prolongation de cette concession doit être payée au moment de l'inhumation.

Le présent règlement-tarif, voté par le Conseil communal en séance du 27 novembre 2014, remplace et annule le précédent.

Objet 3A – 1 : Nieuw vergoedingsreglement op de grafconcessies.

GEMEENTE UKKEL
V. 30/10/2014

Ukkel, 1 januari 2015

In elk geval toe te voegen aan de onderstaande tarieven: Kosten voor zegels

(aangepast aan het geldende posttarief):	€ 5,77
Dossierkosten:	€ 25
Reglement:	€ 5
Totaal:	€ 35,77

**TARIEFREGLEMENT
VOOR GRAFCONCESSIES**

Omschrijving	Looptijd	Oppervlakte Perceel	Tarief 1 (Ukkelaar)	Tarief 2 (niet-Ukkelaar)	Grafsteen
Gewone putten:	5 jaar	2 m ² / 1 m ²	gratis als de overledene een Ukkelaar is of indien overleden te Ukkel		niet verplicht
<i>Deze concessies kunnen niet gereserveerd worden, zij kunnen omgevormd worden in concessies voor 20 jaar (teraardebesteding na 01/01/2015) - In deze concessies kunnen volwassenen (2 m²) of kinderen/urnen (1 m²) begraven worden</i>					

Concessies (volle aarde):	20 jaar	2 m ²	max. 3 lichamen/9 urnen		verplicht
		1 lichaam	1.250€	2.500€	
		2 lichamen	€ 2.500	€ 5.000	
		3 lichamen	€ 3.750	€ 7.500	
		Bijkomende teraardebesteding, per lichaam	€ 1.250	€ 2.500	
		Bijkomende teraardebesteding, per urne	€ 625	€ 1.250	
		Verlenging, per veelvoud van 20 jaar	€ 1.250	€ 2.500	
Kinderen jonger dan 7 jaar		1 m ²	625€	1.250€	verplicht
Asurnen		1 m ²	625€	1.250€	verplicht
		Bijkomende teraardebesteding	625€	€ 1.250	
		Verlenging, per veelvoud van 20 jaar	€ 625	€ 1.250	
<i>De plaatsen kunnen gereserveerd worden volgens de volgorde van de concessies per grasperk Per voor een gewone doodkist voorziene plaats worden ten hoogste 3 asurnen toegelaten Desgevallend kan de plaats voor een urne ingenomen worden door de doodkist van een doodgeboren kind. Deze concessies kunnen worden verlengd zonder verplaatsing van de overledenen</i>					

Cel Columbarium:	5 jaar		gratis	
	20 jaar		€ 1.000	€ 2.000
Identificatieplaat en graveren, in beide gevallen			€ 100	
Verlenging, per veelvoud van 20 jaar			€ 1.000	€ 2.000
<i>Betalende plaatsen kunnen gereserveerd worden Dit type van concessie kan toegewezen worden voor 1 of 2 urnen, zonder supplement De identificatieplaat en het graveren worden opnieuw gefactureerd als er een urne wordt toegevoegd Deze concessies kunnen worden verlengd zonder verplaatsing van de overledenen</i>				

Cel Graf galerij:	50 jaar			
		Per cel	€ 3.000	€ 6.000
Identificatieplaat en graveren			€ 200	
Verlenging, per veelvoud van 50 jaar			€ 3.000	€ 6.000
<i>De plaatsen kunnen gereserveerd worden Per voor een doodkist voorziene cel worden ten hoogste 3 asurnen toegelaten De identificatieplaat en het graveren worden opnieuw gefactureerd telkens als er een urne wordt toegevoegd Een zinken doodkist is verplicht Deze concessies kunnen worden verlengd zonder verplaatsing van de overledenen</i>				

Omschrijving	Looptijd	Oppervlakte Perceel	Tarief 1 (Ukkelaar)	Tarief 2 (niet-Ukkelaar)	Grafsteen
--------------	----------	---------------------	---------------------	--------------------------	-----------

Privégrafkelders:	50 jaar				verplicht
1 verticale rij, 3 vakken		3,75 m ²	€ 4.000	€ 8.000	
1 verticale rij, 4 vakken		3,75 m ²	€ 4.500	€ 9.000	
1 verticale rij, 5 vakken		3,75 m ²	€ 5.000	€ 10.000	
2 verticale rijen, 3 vakken		6,45 m ²	€ 6.500	€ 13.000	
2 verticale rijen, 4 vakken		6,45 m ²	€ 7.000	€ 14.000	
2 verticale rijen, 5 vakken		6,45 m ²	€ 7.500	€ 15.000	
openen/sluiten door gemeente, per teraardebestelling			€ 400		
Verlenging, per veelvoud van 50 jaar			idem Tarief 1	idem Tarief 2	
<i>Deze grafkelders worden gebouwd door een privéfirma op vraag van de concessiehouders De plaatsen kunnen gereserveerd worden Een zinken doodkist is verplicht - Deze concessies kunnen worden verlengd</i>					

Geprefabriceerde grafkelders:	50 jaar				verplicht
		2 vakken			
		concessierecht	€ 3.750	€ 7.500	
		huur van de grafkelder	€ 4.500	€ 9.000	
2 maal openen/sluiten (te betalen bij aankoop)			800€		
		3 vakken			
		concessierecht	€ 4.000	€ 8.000	
		huur van de grafkelder	€ 5.500	€ 11.000	
3 maal openen/sluiten (te betalen bij aankoop)			€ 1.200		
Verlenging, per veelvoud van 50 jaar					
		2 vakken	€ 8.250	€ 16.500	
		3 vakken	€ 9.500	€ 19.000	

bijkomend openen, per keer	€ 400
<i>Deze grafkelders worden gebouwd door het gemeentebestuur De plaatsen kunnen gereserveerd worden Een zinken doodkist is verplicht - Deze concessies kunnen worden verlengd</i>	

Concessies 20 jaar (volle aarde en columbaria):

- Tarief 1: als de te begraven persoon ooit zijn hoofdverblijfplaats in Ukkel had.
- Tarief 2: als de te begraven persoon nooit zijn hoofdverblijfplaats in Ukkel had.

Familiografkelders (privé en geprefabriceerd) en graf galerij:

- Tarief 1: als de concessiehouder ooit zijn hoofdverblijfplaats in Ukkel had.
- Tarief 2: als de concessiehouder nooit zijn hoofdverblijfplaats in Ukkel had.
- De concessiehouder moet zijn plaats in de grafkelder voorzien en mag die in geen geval overlaten.
- Internationale ambtenaren die vrijgesteld zijn van inschrijving in de bevolkingsregisters worden niet beschouwd als personen vreemd aan de gemeente indien zij daadwerkelijk in de gemeente Ukkel verblijven en zij deze verblijfplaats kunnen aantonen.
- Vaste supplementen worden tevens geïnd voor de uitbreiding van het bijzettingrecht in de concessies die toegekend waren voor de toepassing van het nieuwe tarief.
- Bijzetting van foetussen is gratis.
- Elke bijzetting in een concessie moet gebeuren binnen de minimumtermijn van 5 jaar, zoniet moet de verlenging van deze concessie betaald worden op het moment van de bijzetting.

Het onderhavige tariefreglement, goedgekeurd door de gemeenteraad in zitting van 27 november 2014, vervangt en annuleert het voorgaande.

Le Conseil,

Arrête, par 24 voix pour et 10 abstentions :

**- M. Hayette sort –
- de h. Hayette verlaat de zaal -**

Objet 3A – 2 : **Nouveau Règlement Décès-Inhumations.**

M./de h. Wyngaard souhaite obtenir un éclaircissement concernant l'article 39 du règlement qui stipule : "L'entretien des tombes incombe aux intéressés. Le défaut d'entretien, qui constitue l'état d'abandon, est établi lorsque d'une façon permanente la tombe est malpropre, envahie par la végétation, délabrée, effondrée ou en ruine. *L'état d'abandon est constaté par un acte du Bourgmestre ou de son délégué, affiché pendant cinq mois à l'endroit de la sépulture et à l'entrée du cimetière.* Après l'expiration de ce délai et à défaut de remise en état, il est procédé d'office, sur l'ordre du Bourgmestre, à la démolition ou à l'enlèvement des matériaux, aux frais de la famille défailante. De plus, s'il s'agit d'une sépulture concédée, le Conseil communal peut mettre fin au droit à la concession."

Est-ce qu'il n'y a que cette démarche-là qui est entreprise ou est-ce qu'un courrier est envoyé ?

M. l'Echevin/de heer schepen Dilliès répond qu'une lettre est envoyée et des recherches sont effectuées. De plus, un article paraît dans le Wolvendael.

M./de h. Wyngaard souhaite avoir quelques précisions concernant l'article 66 qui stipule : " (...) A défaut et dans un délai de six mois à dater du terme, les pierres tombales et signes de sépulture appartiennent à la commune. L'administration communale reprend possession du terrain et des caveaux (...)" . Ces pierres tombales et signes de sépulture sont-ils envoyés à la décharge ou les revend-on ? Cela a-t-il une valeur quelconque ?

M. l'Echevin/de h. schepen Dilliès se renseignera.

M./de h. Wyngaard et son groupe s'abstiendront sur ce point puisque le règlement comporte toujours l'article 31 qui stipule que l'accès au cimetière sera libre aux voitures les mercredis. La voiture est autorisée alors que ce cimetière fait l'objet d'un plan de gestion écologique. C'est tout de même une curiosité ucloise.

Le point est approuvé par 24 voix pour et 10 abstentions

Se sont abstenus : Mmes Dupuis, Verstraeten, M. Wyngaard, Mme Bakkali, M. Desmet, Mme Francken, M. Cadranel, Mme De Brouwer, M. Minet et Mme Ledan.

Objet 3A – 2 : **Nouveau règlement .- Décès – Inhumation.**

DECES / INHUMATIONS

Règlement:

Inhumations, Incinérations & Exhumations

Transports funèbres

Police des cimetières

Concessions de sépultures

Dépôt Mortuaire

Table des matières:

Titre 1:	Inhumations, incinérations et exhumations	3
A.	Dispositions générales	3
B.	Inhumations	4
C.	Exhumations	5
Titre 2:	Transports funèbres	6
Titre 3:	Police des cimetières	7

A.	Dispositions générales	7
B.	Monuments, pierres et signes funéraires, inscriptions et plantations	8
Titre 4:	Concessions de sépultures	11
A.	Dispositions générales	11
B.	Fosses ordinaires	13
C.	Concessions pour 20 ans en pleine terre	13
D.	Concessions pour caveaux construits par l'entreprise privée	13
E.	Location de caveaux préconstruits par l'administration communale	14
F.	Concessions dans les galeries funéraires	14
G.	Concessions de cellules dans les columbariums	14
H.	Pelouse de dispersion	14
I.	Caveau d'attente	15
J.	Pelouse spéciale	15
Titre 5:	Dépôt mortuaire	17
Titre 6:	Dispositions finales	18

TITRE 1:

INHUMATIONS, INCINERATIONS & EXHUMATIONS

A. Dispositions générales

Art 1: Tout décès survenu à Uccle est déclaré sans tarder à l'Officier de l'Etat civil. Il en va de même en cas de découverte d'un cadavre humain sur le territoire de la commune.

Les déclarants conviennent avec l'administration communale des formalités relatives aux funérailles. A défaut, l'administration arrête ces formalités. Dans tous les cas, l'administration décide du jour et de l'heure des funérailles, en accord avec les familles et suivant les possibilités du service.

Art. 2: En cas d'incinération de la dépouille mortelle, il ne peut être procédé au moulage, à l'embaumement ou à la mise en bière avant que le décès n'ait été constaté par l'Officier de l'Etat civil ou par le médecin contrôleur délégué à cet effet. La mise en bière des restes mortels a toujours lieu en présence d'un représentant de l'autorité communale qui contrôle l'application des dispositions légales et réglementaires.

Art. 3: Pour les inhumations en terrain non concédé et sauf le cas de dépôt dans un caveau d'attente où une enveloppe métallique est obligatoire durant le temps du dépôt, l'emploi de cercueils, de gaines, de linceuls et de produits empêchant la décomposition naturelle et normale des corps est interdit.

Art. 4: Si ce n'est pour satisfaire à une décision judiciaire, le cercueil ne peut être rouvert après la mise en bière.

Art. 5: Le transport des restes mortels vers une autre commune n'est autorisé que sur production d'un document établissant l'accord du Bourgmestre du lieu de destination.

Art. 6: Les restes mortels d'une personne décédée hors de la commune ne peuvent y être déposés ou ramenés sans l'autorisation du Bourgmestre.

Art. 7: Les incinérations sont autorisées par l'Officier de l'Etat civil, sur la présentation des pièces prescrites par la Loi. L'autorisation d'incinérer ne peut être délivrée avant l'expiration d'un délai de 24 heures prenant cours à la réception de la demande d'autorisation introduite par la famille.

En application de la Loi, les honoraires et tous les frais y afférents du médecin commis par l'Officier de l'Etat civil, sont à charge de l'administration communale du domicile du défunt qui a été incinéré. Cette prestation donne lieu à la perception d'une redevance égale au tarif pratiqué en matière d'examen de cadavres par la justice. Son recouvrement fera l'objet d'un versement au compte de la commune d'Uccle.

Art. 8: Il peut être procédé à la pose de plaques commémoratives et de vases métalliques au columbarium et à la pelouse de dispersion contre paiement, sur base de la réglementation communale.

B. Inhumations – organisation

Art. 9: Les inhumations dans le cimetière ont lieu par les soins des agents de l'administration, sans distinction de culte ni de croyances philosophiques ou religieuses. Elles s'effectuent dans les parties du champ de repos désignées par le responsable du département des Décès / Inhumations, conformément aux ordres du Bourgmestre. Des plaques mentionnent les numéros des pelouses; des bornes les divisions du terrain. Avenues et allées sont signalées par des poteaux indicateurs.

Art. 10: Il est tenu un registre numéroté et paraphé par l'Officier de l'Etat civil où sont inscrits, jour par jour, sans aucun blanc, les endroits d'inhumation des personnes dans le cimetière communal.

Art. 11: Tout corps inhumé en pleine terre, l'est dans une fosse séparée, horizontalement, à 1,5 m au moins de profondeur. Le Bourgmestre peut toutefois autoriser l'inhumation dans la même fosse, de la mère et de l'enfant mort-né, ainsi que de jumeaux mort-nés. Une pelouse spéciale est réservée à l'accueil des fœtus et des enfants mort-nés, une autre pelouse dite «des étoiles» est réservée à l'accueil des enfants.

Art. 12: Les urnes cinéraires destinées aux fosses ordinaires sont inhumées soit à l'intérieur des pelouses parmi les corps non incinérés, soit dans les columbariums prévus pour les accueillir. Une pelouse spécialement destinée à l'accueil des urnes cinéraires peut également être aménagée.

Art. 13: Les urnes cinéraires sont du modèle et de la composition agréés par les autorités compétentes. Si l'urne est placée dans un caveau, l'enveloppe qui la protège doit être constituée de matériaux résistants.

Art. 14: Les convois sont introduits dans le cimetière par l'inspecteur du cimetière ou par son remplaçant qui précède immédiatement le char funèbre.

Art. 15: A l'entrée du convoi dans le cimetière, l'inspecteur du champ de repos ou son remplaçant reçoit le permis d'inhumation. La dernière arrivée au cimetière ne peut excéder 15h30.

Art. 16: Lorsque le corbillard est arrivé au lieu de la sépulture ou jusqu'à l'endroit le plus proche où il puisse pénétrer, le cercueil est retiré du char et placé sur une civière. L'inspecteur fait apposer sur le cercueil la plaque d'identification. Le cercueil est porté à pas lents jusqu'à la fosse ou jusqu'au caveau. Les familles ont la possibilité de se recueillir autour de la dépouille mortelle et il n'est procédé à l'inhumation qu'après leur départ, sauf demande expresse de la famille.

Art. 17: Les couronnes et gerbes sont enlevées du char par l'entrepreneur de pompes funèbres, disposées à proximité du lieu de l'inhumation et placées ensuite par les ouvriers du cimetière sur la fosse comblée ou sur le caveau. L'inspecteur ou son remplaçant ne se retire que lorsque l'inhumation est terminée.

Art. 18: Les voitures qui accompagnent les convois funèbres ne sont pas admises dans l'enceinte du cimetière, sauf celles qui transportent des personnes âgées de 75 ans au moins ainsi que les personnes infirmes ou impotentes. Il en est de même pour celles qui transportent des coussins ou couronnes de fleurs lors des cérémonies funèbres. Les voitures rouleront à pas d'homme et veilleront à se garer sans obstruer les voies piétonnes. Elles ne peuvent s'écarter des avenues et des allées pavées, ni stationner sur les accotements; elles suivent l'itinéraire indiqué par le personnel du cimetière.

C. Exhumations

Art. 19: Toute exhumation d'un corps ou d'une urne cinéraire, même pour un transfert au sein des cimetières uclois, en dehors de celle ordonnée par l'autorité judiciaire, est interdite. Toute exhumation ordonnée par l'autorité judiciaire est gratuite.

Art. 20: Les seules exhumations autorisées, en dehors de celles ordonnées par l'autorité judiciaire, sont celles prévues pour déplacer un corps ou une urne cinéraire vers une autre destination que les cimetières uclois. Elles seront entièrement prises en charge par le demandeur qui devra prévoir le personnel qualifié d'une entreprise reconnue par l'administration pour l'exécution de cette tâche, sous la surveillance de l'inspecteur du cimetière ou de son remplaçant. Elle est toujours effectuée avec l'autorisation préalable du Bourgmestre. Dans tous les cas, il est dressé procès-verbal de l'exhumation.

Art. 21: Lorsque le corps doit être transféré dans un autre cimetière, l'utilisation d'une enveloppe métallique, parfaitement fermée et soudée, entourant le premier cercueil, est toujours obligatoire.

Art. 22: Si l'état de la bière ou de l'urne exhumée le requiert, le Bourgmestre prescrit son renouvellement ou toute autre mesure de nature à sauvegarder la décence ou la salubrité publique.

TITRE 2: **TRANSPORTS FUNEBRES**

Art. 23: Les familles, les ayants droit ou les personnes ayant qualité pour pourvoir aux funérailles des personnes décédées à Uccle ou y déposées en vue des obsèques, ont le libre choix en matière de fourniture de transport funèbre. Une taxe relative à la pose de scellés mortuaires est due selon les conditions fixées au règlement taxe en vigueur.

Art. 24: En principe, le transport s'opère uniquement par corbillard. Tout autre mode de transport doit être spécialement et préalablement autorisé par le Bourgmestre. Chaque corbillard ne pourra transporter qu'un corps à la fois, sauf autorisation spéciale du Bourgmestre. Il appartient aux familles de prendre les dispositions nécessaires en vue de régler toutes les modalités d'exécution des transports funèbres en se conformant aux lois et règlements en cette matière. Cette liberté de choix laissée aux familles n'exclut pas que le pouvoir de contrôle de la commune en matière de funérailles et sépultures reste entier et intact.

Art. 25: La commune prend en charge la pose des scellés et le transport funèbre à destination du cimetière d'Uccle:

- des personnes indigentes décédées ou retrouvées sur son territoire (l'indigence peut entre-autre être prouvée sur production d'un certificat délivré par le Centre Public d'Action Sociale du domicile ou de toute autre pièce probante).
- des membres du personnel de la commune et du C.P.A.S.
- des militaires morts au champ d'honneur, des personnes fusillées par l'ennemi, des personnes décédées au cours d'actes de résistance à l'ennemi, des personnes, en ce compris les prisonniers de guerre, décédés au cours de leur emprisonnement ou de leur déportation par l'ennemi qui étaient domiciliées dans la commune à la date de leur décès.
- des invalides de guerre, dont le pourcentage d'invalidité atteignant au moins 50% et qui, à ce titre, étaient titulaires d'un brevet de pension à charge du Trésor et qui étaient domiciliés dans la commune à la date de leur décès.
- des enfants âgés de moins d'un an au moment de leur décès.
- des défunts ayant fait don de leur corps à la science.

Art. 26: Aucune pose de scellés mortuaires n'est effectuée les samedis, dimanches et jours fériés légaux.

Art. 27: Les inhumations sont interdites les samedis, dimanches et jours fériés.

Art. 28: Si l'inhumation dans le cimetière d'une autre commune entraînait la perception d'une taxe au profit de celle-ci, elle devrait être supportée par la famille intéressée en supplément des prix fixés au présent règlement.

TITRE 3: **POLICE DES CIMETIERES**

A. Dispositions générales

Art. 29: Le cimetière est ouvert au public de 8h30 à 16h30 en semaine, et de 9h30 à 16h30 le week-end et les jours fériés (hormis les 1^{er} et 2 novembre), sauf dérogation apportée par le Bourgmestre.

Art. 30: La fermeture des portes est annoncée un quart d'heure à l'avance par la cloche placée dans le cimetière. Dès ce moment, le public n'a plus accès au champ de repos.

Art. 31: Il est interdit aux voitures amenant des visiteurs de pénétrer dans l'enceinte du cimetière sauf pour les titulaires d'un badge d'accès délivré suivant le règlement en vigueur. L'accès sera toutefois libre aux voitures les mercredis. En toutes circonstances, une vitesse limitée à 10km/heure devra être respectée.

Art. 32: Les véhicules doivent se ranger et s'arrêter pour livrer passage aux convois funèbres; ils ne seront pas admis le dernier dimanche d'octobre, ainsi que les 1^{er} et 2 novembre.

Art. 33: Dans le cimetière, il est défendu de se livrer à un acte, à une attitude ou à une manifestation troublant ou pouvant troubler la décence du lieu, l'ordre et le respect dus aux morts. Il est également interdit de colporter, d'étaler, de vendre des objets quelconques ou de faire des offres de service, d'apposer des affiches, écrits, tableaux ou autres signes d'annonces. Quiconque enfreint l'une des défenses portées aux alinéas précédents, est expulsé du cimetière, sans préjudice des poursuites éventuelles.

Art. 34: Aucune visite guidée ou reportages photos ou cinématographiques dans les cimetières communaux ne peut avoir lieu sans l'accord préalable du Bourgmestre qui pourra, en fonction de la spécificité de la demande, requérir l'accord du Collège. La demande écrite doit être introduite auprès de l'Officier de l'Etat civil au minimum 15 jours avant la date souhaitée. En cas de reportage photo, de prises de vues ou de tournage cinématographique, une redevance peut être réclamée à l'intéressé suivant le tarif en vigueur. En cas d'autorisation, les conditions à respecter seront adressées au demandeur.

Art. 35: Les objets trouvés doivent être déclarés sans délai à l'inspecteur du cimetière ou à son remplaçant. Celui-ci en dresse procès-verbal qu'il transmet immédiatement au commissaire de police. La commune n'est pas responsable des vols qui seraient commis au préjudice des familles. Celles-ci éviteront de déposer sur les tombes un objet qui puisse tenter la cupidité. Les garnitures métalliques seront solidement fixées aux monuments.

Art. 36: Sauf autorisation du Bourgmestre, tous travaux de construction, de plantation ou de terrassement, toute pose de signes indicatifs de sépulture sont interdits dans le cimetière les dimanche et jours fériés légaux. A partir de l'avant-dernier jour ouvrable du mois d'octobre jusqu'au deux novembre inclus, il est interdit, en outre, d'effectuer tous travaux généralement quelconques d'entretien des signes indicatifs de sépulture.

Art. 37: Le cimetière est destiné à l'inhumation des personnes:

- décédées ou trouvées mortes sur le territoire de la commune;
- inscrites aux registres de la population ou des étrangers de la commune et décédées en dehors du territoire de celle-ci;
- bénéficiaires d'un droit d'inhumation dans une sépulture concédée;

Art. 38: Toutes autres personnes sont considérées comme étrangères à la commune; elles ne peuvent être inhumées dans le cimetière communal que moyennant l'acquisition d'une concession de sépulture.

Art. 39: L'entretien des tombes incombe aux intéressés. Le défaut d'entretien, qui constitue l'état d'abandon, est établi lorsque d'une façon permanente la tombe est malpropre, envahie par la végétation, délabrée, effondrée ou en ruine. L'état d'abandon est constaté par un acte du Bourgmestre ou de son délégué, affiché pendant cinq mois à l'endroit de la sépulture et à l'entrée du cimetière. Après l'expiration de ce délai et à défaut de remise en état, il est procédé d'office, sur l'ordre du Bourgmestre, à la démolition ou à l'enlèvement des matériaux, aux frais de la famille défailante. De plus, s'il s'agit d'une sépulture concédée, le Conseil communal peut mettre fin au droit à la concession.

B. Monuments, pierres et signes funéraires, inscriptions et plantations

Art. 40: Une pierre sépulcrale ou un autre signe indicatif de sépulture peut être placée sur une tombe, au plus tôt six semaines après l'inhumation. Le placement ne pourra toutefois être effectué que pour autant que la fosse contiguë dans la seconde partie du terrain soit occupée et comblée. Les pierres sépulcrales sont obligatoires sur une concession de sépulture autre qu'une fosse ordinaire.

Art. 41: Les monuments doivent être érigés dans les douze mois de l'octroi de la concession.

Art. 42: Les signes indicatifs de sépulture doivent être conformes aux normes fixées par le présent règlement.

En tout état de cause:

- les signes indicatifs de sépulture ne peuvent dépasser les dimensions de la tombe;
- la hauteur maximum des pierres sépulcrales ne dépassera pas 1 m 50;
- les jardinières extérieures aux dimensions des tombes sont interdites;
- les plantations ne peuvent être de haute futaie, la hauteur des plantations ne dépassera pas 1m50;
- les inscriptions et épitaphes ne peuvent être de nature à troubler la décence du lieu, l'ordre ou le respect dû aux morts.
- le personnel du cimetière veillera à l'application de ces dispositions et prendra les mesures qui s'imposent en cas de non-respect de celles-ci

Art. 43: Aucun matériau ne peut être laissé en dépôt dans l'enceinte du cimetière. Les matériaux sont apportés et placés au fur et à mesure des besoins. Avant d'être admises au cimetière, les pierres destinées aux signes indicatifs de sépulture doivent être finies sur toutes les faces visibles, taillées et prêtes à être placées sans délai. En cas d'infraction à ce qui précède, après une mise en demeure restée sans suite, il peut être procédé d'office, sur l'ordre du Bourgmestre, à l'enlèvement des matériaux aux frais du contrevenant.

Art. 44: La pose des signes indicatifs de sépulture est effectuée par les soins des familles après en avoir référé pour appréciation au Bourgmestre ou à l'Echevin délégué. La demande indiquera l'inscription ou l'épitaphe qui doit figurer sur la pierre. Il est défendu de jeter ou de déposer du sable, des pierrailles cendrées, des cailloux ou matières étrangères quelconques devant les sépultures, sur les accotements ou chemins d'accès dont l'entretien incombe à l'administration.

Art. 45: Les monuments, pierres tumulaires et signes indicatifs de sépulture quelconques à placer sur les tombes, ne peuvent excéder les dimensions des terrains concédés, à savoir:

- sur les fosses ordinaires et concessions 20 ans pour adultes: longueur 2,00 m et largeur 1,00 m
- sur les fosses ordinaires pour enfants âgés de moins de sept ans et urnes: longueur 1,00 m et largeur 1,00 m

Ces ouvrages ne comporteront pas de fondations durables et seront établis sans maçonnerie.

- sur les concessions de 50 ans, pour caveaux: longueur variable en fonction de la localisation, s'adresser au bureau du cimetière et largeur 1,00 m pour caveau simple / 2,00 m pour caveau double / 3,00 m pour caveau triple

La semelle sera d'une pièce et aura une épaisseur minimum de 12 cm.

Art. 46: Les monuments seront placés sur les concessions afin d'éviter au maximum toute inclinaison. Les niveaux et aplombs seront rigoureusement observés.

Art. 47: Les projets des monuments à ériger sur les caveaux sont soumis à l'appréciation du Collège des Bourgmestre et Echevins. Les plans cotés, dressés en double expédition à l'échelle 1/10^{ème} seront préalablement datés et signés par les concessionnaires. Ceux-ci donnent le plan, la coupe et l'élévation du monument avec indication de toutes les cotes et un bordereau de la nature des matériaux à utiliser. Des dérogations peuvent être accordées par le Collège des Bourgmestre et Echevins pour les monuments d'un caractère original ou artistique ou pour ceux à ériger sur des caveaux d'une importance exceptionnelle. Ils devront être achevés sur toutes leurs faces.

Art. 48: Les assemblages des pierres seront effectués au moyen d'agrafes ou de broches en métal inoxydable, de dimensions appropriées, en nombre suffisant et pénétrant dans les parties à assembler d'au moins 5cm. Elles seront scellées au plomb fondu ou au ciment, en tout cas, de façon à ne pouvoir causer des accidents. Les alignements sont déterminés par l'inspecteur du cimetière ou son délégué, conformément aux dispositions arrêtées par l'administration.

Art. 49: Les faces latérales de la semelle ou de l'encadrement des monuments doivent rester à 15 cm en retrait des parois extérieures des caveaux. L'intervalle compris entre deux monuments est à recouvrir du même matériau que celui utilisé pour le signe de sépulture. La charge de ce travail incombe au concessionnaire pour l'intervalle situé à droite du monument.

Art. 50: La construction des caveaux doit être terminée dans les trois mois à dater de la notification de la décision octroyant la concession de sépulture. Le signe de sépulture et le caveau doivent subsister durant tout le temps de la concession.

Art. 51: Le chantier ouvert en vue de construire les caveaux doit être adéquatement signalé. La tranchée ne peut être maintenue que durant le temps nécessaire à la construction du caveau, laquelle ne peut durer plus de 20 jours ouvrables.

Art. 52: Les caveaux sont construits d'après le plan-type dressé par les soins de l'administration communale et à l'aide des matériaux prescrits par ce plan.

Art. 53: Les travaux entrepris en infraction aux prescriptions du présent règlement ou sans que la construction respecte les limites de la parcelle de terrain concédée sont suspendus par ordre du Bourgmestre qui peut ordonner leur démolition aux frais des intéressés.

Art. 54: Le concessionnaire ou ses ayants droit et ayants cause restent responsables en tout temps vis-à-vis des tiers des accidents qui pourraient survenir ultérieurement aux caveaux ou monuments voisins, aux visiteurs ou agents du cimetière, par suite de la mauvaise qualité des matériaux mis en œuvre ou du fait de l'exécution défectueuse des travaux ou du défaut d'entretien.

Art. 55: Les murs extérieurs des caveaux de sépulture doivent être établis à une profondeur minimum correspondant à un caveau de 3 cases superposées. Les cases des caveaux de moins de 3 cellules doivent avoir une profondeur minimum équivalente à celle des cases correspondantes du plan-type. La différence de niveau entre les murs extérieurs et la base du caveau doit être remplie de terre foulée.

Art. 56: Les matériaux employés doivent être de première qualité. Les dalles mobiles des vestibules des caveaux ainsi que l'encadrement qui les soutient sont en pierre bleue ou en béton armé. Tous les fers seront attachés entre eux, avant bétonnage, dans toutes les règles de l'art.

TITRE 4: CONCESSIONS DE SEPULTURE

A. Généralités

Art. 57: Aussi longtemps que l'étendue du cimetière le permet, il est octroyé des concessions de terrain, pour l'inhumation d'un ou de plusieurs corps, aux personnes qui désirent posséder une place pour y fonder leur sépulture et celle de leur conjoint, parents ou alliés ou pour y fonder la sépulture d'un tiers et de sa famille. Il n'est pas octroyé de concessions de terrain pour l'inhumation des membres d'une même association.

Art. 58: Le Collège des Bourgmestre et Echevins peut accorder des concessions de sépulture:

- temporaires pour une durée de 20 ans;
- destinées à la construction de caveaux pour une durée de 50 ans;
- dans les galeries funéraires en plein air pour une durée de 50 ans;
- dans les columbariums / cellules des modules pour une durée de 20 ans;

Le prix des concessions fait l'objet d'un tarif déterminé par le Conseil communal. La décision du Collège, octroyant le terrain concédé au cimetière communal, est notifiée au demandeur. La durée du contrat de concession prend cours à la date de la décision précitée.

Art. 59: Dans toute concession collective, le concessionnaire doit obligatoirement prévoir sa place et ne peut en aucun cas la céder.

Art. 60: Les concessions de 20 ans et 50 ans peuvent être prolongées pour une ou plusieurs périodes de la même durée prenant cours à la date de leur terme précédent, moyennant paiement d'une somme fixée au tarif déterminé par le Conseil communal et pour autant que la sépulture soit en bon état d'entretien et de conservation. La prolongation peut être faite sans attendre la fin du premier terme de la concession.

Art. 61: Le renouvellement des concessions à perpétuité, accordées avant l'entrée en vigueur de la loi du 20 juillet 1971, peut être sollicité gratuitement à l'expiration de chaque période de 50 ans par toute personne intéressée. La première demande de renouvellement doit être introduite dans un délai de deux ans, prenant cours à l'expiration de la 50^{ème} année de la date d'octroi de la concession. A l'expiration de la 1^{ère} année du délai de 2 ans, le Bourgmestre ou son délégué dresse, à l'intention des personnes intéressées un acte rappelant que le maintien de leurs droits est subordonné à une demande de renouvellement qui doit lui être adressée avant la date qui y est fixée. Cet acte est adressé à la personne qui a introduit la demande de concession ou, si elle est décédée, à ses héritiers ou ayants droit. Copie de l'acte à l'entrée du cimetière. A défaut de demande de renouvellement, la concession prend fin. Le renouvellement n'est pas automatique mais est accordé gratuitement, pour autant que la sépulture soit en parfait état d'entretien et de conservation, subordonné au rapport établi par l'inspecteur du cimetière au moment de l'introduction de la demande de renouvellement.

Art. 62: En accordant une concession de sépulture, l'autorité communale n'aliène pas le terrain; elle ne procède ni à un louage ni à une vente; elle ne confère qu'un droit de jouissance et d'usage avec affectation spéciale et nominative. Les concessions sont incessibles.

Art. 63: Le prix de la concession doit être payé par anticipation et en un seul versement. Une différence de tarif applicable existe entre les personnes ayant eu ou pas leur résidence principale à Uccle.

Art. 64: Le Bourgmestre détermine les endroits où sont accordées les concessions. Les terrains concédés sont délivrés aux concessionnaires par l'inspecteur du cimetière. Il en détermine le tracé sur les lieux et, après achèvement des travaux, vérifie si le terrain occupé n'excède pas les dimensions mentionnées dans l'acte de concession.

Art. 65: Les concessions peuvent être accordées anticipativement. L'échéance du terme de la concession ne peut avoir pour conséquence que la dépouille mortelle n'y soit inhumée pendant moins que cinq ans.

Art. 66: A l'expiration du terme fixé, et pour autant que la concession ne soit pas renouvelée, le terrain est repris par la commune et les monuments ou signes de sépulture doivent être enlevés par les intéressés, sans aucune réquisition. A défaut et dans un délai de six mois à dater du terme, les pierres tombales et signes de sépulture appartiennent à la commune. L'administration communale reprend possession du terrain et des caveaux et procède d'office à l'exhumation des corps se trouvant dans la concession et à leur inhumation dans les parties du cimetière prévues à cet effet, sans que mention en soit faite dans les registres du cimetière.

Art. 67: Préalablement à toute inhumation supplémentaire, le concessionnaire doit faire enlever à ses frais le monument et remettre le tout dans son état primitif, faute de quoi le corps sera inhumé provisoirement et aux frais du concessionnaire dans un caveau d'attente. Dans ce cas, le transfert devra se faire dans le mois, sinon le corps sera inhumé d'office en fosse ordinaire.

Si les monuments ne sont pas replacés dans un délai de quinze jours après l'inhumation, le travail sera effectué d'office par l'administration aux frais, risques et périls du concessionnaire défaillant.

Art. 68: Le droit de faire ouvrir les caveaux et les cellules des galeries funéraires en plein air appartient au Bourgmestre. Ils ne peuvent être ouverts que pour les besoins du service des inhumations par les agents de la commune préposés à cet effet et en présence de l'inspecteur du cimetière. Le concessionnaire ou son délégué peut assister aux opérations. Après l'inhumation, la case est hermétiquement fermée en maçonnerie.

Art. 69: Aucun corps à inhumer dans les concessions autres que les galeries funéraires ou caveaux ne peut être placé dans un cercueil métallique, sauf dérogation à accorder par le Bourgmestre.

Art. 70: En cas de reprise de la parcelle de terrain concédée pour cause d'intérêt public ou par suite de nécessité de service, le concessionnaire ne peut prétendre à aucune indemnité; il n'a droit qu'à l'obtention gratuite d'une parcelle de terrain de même étendue dans un autre endroit du cimetière, les frais de transfert éventuel des restes mortels et signes de sépultures et ceux de construction éventuelle d'un nouveau caveau étant à charge de la commune.

Art. 71: En cas de déplacement du cimetière communal, les dispositions suivantes sont d'application:

- 1) les titulaires de concessions à perpétuité accordées sous la réglementation antérieure n'ont d'autre droit que l'obtention gratuite dans le nouveau cimetière d'un terrain de même étendue que celui qui leur avait été concédé, et ce jusqu'au terme de la 50^{ème} année à dater de l'octroi ou de la demande de prolongation. La commune ne peut être tenue au paiement d'une indemnité, pour quelque cause que ce soit, notamment du chef de la nécessité imposée aux concessionnaires de démolir et de reconstruire les caveaux et monuments élevés.
- 2) les titulaires de concessions de 50 ans (caveaux) n'ont d'autre droit que l'obtention gratuite dans le nouveau cimetière d'un terrain de même étendue que celui qui leur avait été concédé et ce, pour le terme restant à courir. La commune ne peut être tenue au paiement d'aucune indemnité pour quelque cause que ce soit, notamment du chef de la nécessité imposée aux concessionnaires de démolir et de reconstruire les monuments placés sur les terrains concédés.

Art. 72: Dans toute concession en pleine terre, hormis une fosse ordinaire, l'emplacement prévu pour un corps non incinéré peut être occupé par trois urnes cinéraires. Le cas échéant, la place d'une urne pourra être occupée par le cercueil d'un enfant mort-né.

Art. 73: Les concessionnaires sont tenus d'aviser l'administration par tout moyen disponible, de tout changement de domicile.

B. Fosses ordinaires

Art. 74: Les inhumations en fosses ordinaires se font dans des pelouses. L'intervalle entre les tombes est fixé comme suit: 20 cm sur les côtés, à la tête et aux pieds. Toutes les fosses ont une longueur de 2 mètres, une largeur de 1 m. Ces dimensions sont ramenées à 1 m de longueur et 1 m de largeur pour celles destinées aux urnes cinéraires.

Art. 75: La reprise des fosses ordinaires ne peut avoir lieu qu'après un terme de cinq années à dater du jour de l'inhumation.

Art. 76: Les fosses ordinaires, d'une durée de 5 ans, peuvent être converties en concessions temporaires de 20 ans individuelles ou collectives.

Art. 77: Tous droits d'inhumer le défunt en fosse ordinaire dans le cimetière communal sont abandonnés par les familles lorsqu'une personne, ayant sa résidence principale à Uccle, décède en dehors du territoire et que le corps a été inhumé dans un cimetière autre que celui d'Uccle.

C. Concessions de 20 ans en pleine terre

Art. 78: Des concessions temporaires individuelles ou collectives pour un terme de 20 ans peuvent être accordées anticipativement par le Collège des Bourgmestre et Echevins.

Art. 79: Ces concessions ont une superficie de 2 m², soit 1 m de largeur et 2 m de longueur. La superficie peut être réduite à 1 m², soit 1 m de longueur et 1 m de largeur, lorsqu'il s'agit d'inhumer les corps d'enfants âgés de moins de sept ans ou les cendres provenant de corps incinérés.

Art. 80: Ces concessions sont prévues pour un maximum de 3 corps non incinérés.

D. Concessions pour caveaux construits par l'entreprise privée

Art. 81: Des concessions de 50 ans peuvent être accordées anticipativement par le Collège des Bourgmestre et Echevins pour être affectées à la construction de caveaux de famille.

Art. 82: Les caveaux à ériger par l'entreprise privée à la requête des concessionnaires seront construits conformément aux dispositions prévues par le présent règlement.

Art. 83: La superficie minimum est fixée à 3,75 m² (2,75 m x 1,36 m) pour une rangée de cinq cases au maximum, disposées l'une au-dessus de l'autre selon les emplacements et les possibilités. Cette superficie ne peut être augmentée que par quantité de 2,70 m² au moins (2,75 m x 0,98 m), chaque nouvelle superficie de 2,70 m² ne pouvant servir qu'à la construction d'un nombre de cases égal à celui en vue duquel la concession de 3,75 m² a été accordée.

E. Location de caveaux préconstruits par l'administration communale

Art. 84: Des concessions de 50 ans avec location de caveaux préconstruits peuvent être octroyées anticipativement par le Collège des Bourgmestre et Echevins.

Art. 85: Les caveaux sont construits par les soins de l'administration communale et comprennent deux ou trois cases superposées, ils sont regroupés à un endroit spécifique du cimetière.

F. Concessions dans les Galeries funéraires

Art. 86: Des concessions de cellules dans les galeries funéraires peuvent être accordées anticipativement par le Collège des Bourgmestre et Echevins, pour une durée de 50 ans.

Art. 87: Chaque cellule ne peut servir de sépulture qu'à un seul corps.

Art. 88: Il est interdit de placer des monuments sur la terrasse extérieure de la galerie funéraire.

Art. 89: L'emploi d'une enveloppe métallique est obligatoire pour les corps et cendres à inhumer dans la galerie funéraire.

G. Concessions de cellules dans les Columbariums

Art. 90: Des concessions de cellules dans les columbariums peuvent être accordées anticipativement par le Collège des Bourgmestre et Echevins, pour une durée de 20 ans. Elles servent exclusivement au dépôt d'urnes cinéraires.

Art. 91: Chaque cellule de columbarium peut accueillir au maximum 2 urnes cinéraires.

Art. 92: Il est interdit de placer des monuments sur les terrasses extérieures des columbariums, hormis les vases cinéraires prévus par l'administration.

H. Pelouse de Dispersion

Art. 93: Les cendres provenant des corps incinérés peuvent être dispersées sur les pelouses réservées à cet effet.

Art. 94: Dès l'arrivée au cimetière de l'urne cinéraire contenant les cendres à disperser, l'inspecteur ou son remplaçant en assure la garde.

Art. 95: L'urne est portée à pas lents jusqu'à la pelouse de dispersion par l'inspecteur ou son remplaçant. Celui-ci ouvre l'urne et recueille les cendres dans un appareil de dispersion. La pièce réfractaire et l'urne sont déposées en bordure de la pelouse. L'inspecteur ou son remplaçant procède immédiatement à la dispersion en présence des membres de la famille ou de la personne qualifiée pour pourvoir aux funérailles.

Art. 96: Les dispersions des cendres s'effectuent sur une surface d'environ quatre mètres carrés sans que cette surface puisse être réutilisée avant la disparition complète des cendres répandues précédemment.

Art. 97: La dispersion est différée si les conditions climatiques sont défavorables.

I. Caveau d'attente

Art. 98: Un caveau d'attente établi dans le cimetière communal, est mis à la disposition des familles pour le dépôt provisoire des corps et des urnes cinéraires à placer dans les caveaux de famille ou à transporter ultérieurement en province ou à l'étranger.

Art. 99: Le séjour d'un corps ou d'une urne cinéraire au caveau d'attente est soumis au paiement anticipatif d'une redevance trimestrielle fixée au tarif en vigueur. Tout trimestre commencé est dû en entier.

Art. 100: La redevance versée est déduite du prix de la concession achetée par la suite.

Art. 101: Aucun corps ou urne cinéraire, ne sera reçue au caveau d'attente s'il n'est pas enfermé dans une enveloppe métallique hermétiquement soudée. Au cas où cette enveloppe cesserait d'être parfaitement étanche, la famille intéressée sera invitée à prendre les mesures requises. A défaut de se conformer dans les 48 heures aux ordres donnés à cet effet par le Bourgmestre, le corps sera inhumé d'office en fosse ordinaire, en respectant les modalités d'inhumation de ce type de concession.

J. Pelouse spéciale

Art. 102: Une pelouse est spécialement affectée à l'inhumation des anciens combattants et assimilés des guerres de 1914-1918 et 1940-1945.

Art. 103: Sont inhumés dans cette pelouse spéciale, à la demande des ayants droit, les anciens combattants des catégories reprises à l'article précédent, pour autant qu'ils aient eu à un moment donné leur résidence principale à Uccle.

Art. 104: Les pièces officielles établissant les titres du défunt devront être produites par les familles au moment de la déclaration du décès.

Art. 105: Dans un but d'uniformisation, il sera placé sur toutes les tombes de ladite pelouse une stèle dont le modèle a été choisi par l'administration. L'entrepreneur désigné par l'administration fournira la stèle. Il se chargera de la gravure qui ne pourra comprendre que le nom, le prénom usuel, les années de naissance et de décès, l'emblème symbolisant la religion du défunt ou un flambeau. Une stèle servira d'office pour deux tombes adossées et ne sera placée sur la tombe qu'après inhumation des deux défunts concernés.

Art. 106: La pelouse sera gazonnée et entretenue par les soins de l'administration. Sur chaque tombe, un emplacement non gazonné sera réservé à la famille qui pourra y déposer des fleurs coupées ou en pots et y planter des fleurs dont la hauteur ne dépassera pas 25 cm. L'entretien de cette partie ainsi que celui de la stèle sont à la charge des familles des défunts.

Art. 107: L'administration se chargera de la fourniture et du placement de la stèle, à charge de remboursement par la famille intéressée. Les stèles seront fournies gratuitement par l'administration pour les défunts-bénéficiaires nécessiteux sur base d'une enquête sociale.

Art. 108: Les pelouses affectées à l'inhumation des anciens combattants et assimilés des guerres de 1914-1918 et 1940-1945 seront utilisées à concurrence du terrain disponible, elles auront une durée minimum de 20 ans.

Art. 109: La pelouse spéciale de dispersion est réservée aux cendres des ucclois anciens combattants et assimilés des guerres 1914-1918 et 1940-1945.

TITRE 5

DEPOT MORTUAIRE

Art. 110: Il est établi au cimetière d'Uccle (avenue de la Chênaie, 125), un dépôt mortuaire qui peut également être utilisé en guise de morgue.

Art. 111: Le dépôt mortuaire communal est destiné à recevoir les corps qui ne peuvent être gardés au lieu du décès. Il sert également à recevoir, aux fins d'identification, les corps de personnes inconnues.

Art. 112: A la demande de la famille du défunt ou, à défaut, de toute personne intéressée, l'administration communale peut autoriser le transport de restes mortels au dépôt mortuaire ou à un funérarium après la constatation du décès. Le transport des dépouilles mortelles y est obligatoire lorsque la sauvegarde de la salubrité publique l'exige.

Art. 113: Sur décision du Collège des Bourgmestre et Echevins, aucune autopsie, même celles à pratiquer sur décision judiciaire, ne peut se dérouler dans le dépôt mortuaire. Sont également interdits: les embaumements, la pratique de tout acte médical et les toilettes funéraires étendues.

Art. 114: Le dépôt mortuaire est accessible aux familles pendant les heures d'ouverture du champ de repos.

Art. 115: La Direction de l'Etat civil ou le responsable du département des décès / inhumations décident seuls de la visibilité d'un corps par les familles apparentées, en fonction de l'état du corps et des impératifs liés à la salubrité publique.

Art. 116: L'inspecteur du cimetière ou son remplaçant tient un registre dans lequel il inscrit jour par jour, les informations relatives aux corps amenés au dépôt mortuaire.

Art. 117: La mise en bière des corps déposés à la morgue n'a lieu qu'après la constatation du décès. Dans aucun cas, l'inhumation ne peut être effectuée avant la délivrance du permis d'inhumation par l'Officier de l'Etat civil.

Art. 118: Le transfert des corps vers un funérarium est effectué par le fourgon mortuaire des pompes funèbres ou éventuellement par le concessionnaire désigné par l'autorité communale. Ce transfert, sans ensevelissement, ne peut s'effectuer qu'après vérification par un médecin assermenté, délégué par l'Officier de l'Etat civil.

TITRE 6

DISPOSITIONS FINALES

Art. 119: L'administration communale se réserve le droit de prendre toute disposition qu'elle estimera nécessaire, tant au point de vue de la police des cimetières que pour leur entretien et leur esthétique.

Art. 120: Tous les cas non prévus par le présent règlement et nécessitant une action immédiate sont tranchés par le Collège des Bourgmestre et Echevins.

Art. 121: Sans préjudice des articles 315, alinéa 1^{er}, 340, 435 et 526 du code pénal, les infractions aux dispositions du présent règlement sont punies des peines prévues à l'article 315, alinéa 2, du même code.

Art. 122: Les dispositions qui font l'objet du présent règlement abrogent celles en vigueur antérieurement. Ce règlement entre en vigueur le 1^{er} janvier 2015.

Onderwerp 3A – 2 : **Nieuw reglement – Overlijdens- Begrafenissen**

De Raad,
Stelt vast, met 24 stemmen voor en 10 onthoudingen :

OVERLIJDENS/BEGRAFENISSEN

Reglement:

Begrafenissen, crematies en opgravingen

Lijkenvervoer

Orde van de begraafplaatsen

Grafconcessies

Lijkenhuis

Dienst Overlijdens/Begravenissen

J. Vander Elstplein 29

B - 1180 Brussel

Tel: 02/348.67.67 - 02/348.67.46

Fax: 02/348.67.47

E-mail: overlijdens@ukkel.be

Inhoudsopgave:

Hoofdstuk 1: Begravenissen, crematies en opgravingen	3
A. Algemene bepalingen	3
B. Begravingen	4
C. Opgravingen	5
Hoofdstuk 2: Lijkenvervoer	6
Hoofdstuk 3: Orde van de begraafplaatsen	7
A. Algemene bepalingen	7
B. Monumenten, grafstenen en -tekens, opschriften en aanplantingen	8
Hoofdstuk 4: Grafconcessies	11
A. Algemeenheden	11
B. Gewone graven	13
C. Concessies van 20 jaar in volle grond	13
D. Concessies voor grafkelders, gebouwd door een privéonderneming	13
E. Huren van vooraf gebouwde grafkelders door het gemeentebestuur	14
F. Concessies in de dodengalerijen	14
G. Concessies van cellen in de columbaria	14
H. Strooiweide	14
I. Wachtkelder	15
J. Speciaal perk	15
Hoofdstuk 5: Lijkenhuis	17
Hoofdstuk 6: Slotbepalingen	18

HOOFDSTUK 1 BEGRAFENISSEN, CREMATIES EN OPGRAVINGEN

A. Algemene bepalingen

Art. 1: Elk overlijden te Ukkel wordt zonder verwijl aangegeven aan de ambtenaar van de Burgerlijke Stand. Dit geldt eveneens in geval van ontdekking van een menselijk lijk op het grondgebied van de gemeente. De aangevers regelen met het gemeentebestuur de formaliteiten betreffende de begrafenis. Bij gebrek hieraan zorgt het gemeentebestuur voor deze formaliteiten. Het gemeentebestuur beslist in elk geval over de dag en het uur van de begrafenis in overeenstemming met de families en volgens de mogelijkheden van de dienst.

Art. 2: In geval van crematie van het stoffelijk overschot mag er slechts worden overgegaan tot het maken van dodenmaskers, balseming of kisting nadat het overlijden werd vastgesteld door de ambtenaar van de Burgerlijke Stand of door de hiervoor aangestelde geneesheer. De kisting van het stoffelijk overschot vindt steeds plaats in aanwezigheid van een vertegenwoordiger van het gemeentebestuur die de toepassing van de wettelijke en reglementaire bepalingen controleert.

Art. 3: Voor de begravingen in niet-geconcessioneerde grond en behoudens het geval van plaatsing in een wachtkelder waar een metalen omhulsel verplicht is gedurende de periode van bewaring, is het gebruik van lijkkisten, foedralen, lijkwaden en producten die de natuurlijke en normale ontbinding van de lichamen verhinderen, verboden.

Art. 4: Behalve om te voldoen aan een gerechtelijke beslissing mag de doodskest na de kisting niet meer heropend worden.

Art. 5: Het vervoer van stoffelijke overschotten naar een andere gemeente wordt slechts toegelaten op voorlegging van een document waaruit de goedkeuring blijkt van de burgemeester van de plaats van bestemming.

Art. 6: Het stoffelijk overschot van een buiten de gemeente overleden persoon mag er niet in bewaring gegeven of teruggebracht worden zonder de toelating van de burgemeester.

Art. 7: De crematies worden toegelaten door de ambtenaar van de Burgerlijke Stand, op voorlegging van de door de wet voorgeschreven documenten. De toelating tot crematie mag niet verleend worden vóór de verstrijking van een termijn van 24 uur, te rekenen vanaf de ontvangst van de toelatingsaanvraag, ingediend door de familie.

In toepassing van de wet vallen de erelonen en alle daaraan verbonden kosten van de geneesheer, aangesteld door de ambtenaar van de Burgerlijke Stand, ten laste van het gemeentebestuur van de woonplaats van de overledene die gecremeerd werd. Deze verrichting geeft aanleiding tot de inning van een vergoeding die overeenkomt met het toegepaste tarief inzake lijkenonderzoek door het gerecht. Deze inning zal gebeuren via een storting op de rekening van de gemeente Ukkel.

Art. 8: Tegen betaling mogen gedenkplaten en metalen vazen aan het columbarium en de strooiweide geplaatst worden, op basis van het gemeentereglement.

B. Begravingen - organisatie

Art. 9: De begravingen op de begraafplaats worden uitgevoerd door de ambtenaren van het bestuur, zonder onderscheid van eredienst noch van filosofische of godsdienstige opvattingen. De begravingen gebeuren op de gedeeltes van de begraafplaats, aangewezen door de verantwoordelijke van het departement Overlijdens / Begrafenissen overeenkomstig de bevelen van de burgemeester. Bordjes vermelden de nummers van de perken en paaltjes de afdelingen van het terrein. Lanen en wegen worden aangeduid door bewegwijzering.

Art. 10: Er wordt een register bijgehouden dat genummerd en geparafeerd wordt door de ambtenaar van de Burgerlijke Stand en waarin dag na dag, zonder enig wit vlak, de plaatsen vermeld worden waar de personen op de gemeentelijke begraafplaats begraven werden.

Art. 11: In volle grond wordt elk lichaam horizontaal begraven in een afzonderlijke kuil van min 1,5 m diep. De burgemeester kan echter toelaten dat de moeder en het doodgeboren kind en doodgeboren tweelingen in hetzelfde graf begraven worden. Er is een speciaal perk voorzien voor foetussen en doodgeboren kinderen en een speciaal perk "sterren" voor kinderen.

Art. 12: De asurnen voor gewone graven worden begraven in de perken tussen de niet-gecremeerde lichamen ofwel in de columbaria die hiertoe voorzien werden. Er kan eveneens een speciaal perk voorzien worden voor asurnen.

Art. 13: De asurnen moeten voldoen aan de normen inzake het model en de samenstelling zoals vastgelegd door de bevoegde overheden. Indien de urn in een grafkelder geplaatst wordt, moet het beschermende omhulsel uit resistente materialen bestaan.

Art. 14: De rouwstoeten worden binnengeleid in de begraafplaats door de kerkhofinspecteur of zijn vervanger die onmiddellijk de lijkkoets voorafgaat.

Art. 15: Bij de aankomst van de rouwstoet in de begraafplaats ontvangt de kerkhofinspecteur of zijn vervanger de toelating tot begraving. De laatste aankomst op de begraafplaats mag niet later zijn dan 15.30 uur.

Art. 16: Wanneer de lijkwagen op de begraafplek is aangekomen of de plek die het dichtst bereikbaar is, wordt de kist uit de wagen gehaald en op een draagbaar gelegd. De inspecteur brengt op de kist het identificatieplaatje aan. De kist wordt met trage pas naar de kuil of de grafkelder gedragen. De families kunnen zich verzamelen rondom het stoffelijk overschot en er wordt pas begraven na hun vertrek, behalve op uitdrukkelijk verzoek van de familie.

Art. 17: De bloemenkransen en -stukken worden van de lijkkoets gehaald door de begrafenisondernemer, vlakbij de begraafplek gelegd en nadien door de arbeiders van de begraafplaats op de gedichte kuil of op de grafkelder gelegd. De inspecteur of zijn vervanger trekt zich pas terug na de beëindiging van de begraving.

Art. 18: Voertuigen die rouwstoeten begeleiden worden niet toegelaten binnen de omheining van de begraafplaats, behalve de voertuigen die personen vervoeren van min. 75 jaar of die hulpbehoevend of invalide zijn. Dit geldt eveneens voor de voertuigen die bloemenkransen of -stukken vervoeren tijdens de begrafenisplechtigheden. Voertuigen zullen stapvoets rijden en zullen parkeren zonder hierbij wegen te hinderen. Ze mogen niet afwijken van de lanen en de geplaveide wegen, niet parkeren op de berm en moeten de route volgen die aangegeven is door het personeel van de begraafplaats.

C. Opgravingen

Art. 19: Elke opgraving van een lichaam of een asurn, zelfs voor het vervoer binnen de Ukkelse begraafplaatsen, is verboden, behalve de opgravingen die bevolen worden door een gerechtelijke instantie. Elke opgraving die bevolen wordt door een gerechtelijke instantie, is gratis.

Art. 20: Met uitzondering van de opgravingen die bevolen worden door een gerechtelijke instantie, is het enkel toegelaten opgravingen uit te voeren voor de verplaatsing van een lichaam of een asurn naar een andere bestemming dan de Ukkelse begraafplaatsen. De opgravingen gebeuren volledig ten laste van de aanvrager die zal moeten zorgen voor het geschikte personeel van een onderneming die door het bestuur erkend is voor de uitvoering van deze taak, onder het toezicht van de kerkhofinspecteur of zijn vervanger. De opgraving gebeurt steeds met de voorafgaande toelating van de burgemeester. Er wordt steeds een proces-verbaal van de opgraving opgesteld.

Art. 21: Wanneer het lichaam naar een andere begraafplaats overgebracht moet worden, is het gebruik van een perfect gesloten en gesoldeerd metalen omhulsel rond de eerste kist noodzakelijk.

Art. 22: Indien de staat van de opgegraven kist of urn het vereist, legt de burgemeester op dat ze vernieuwd moet worden of dat elke nodige maatregel getroffen moet worden om de fatsoenlijkheid of de volksgezondheid te beschermen.

HOOFDSTUK 2 **LIJKENVERVOER**

Art. 23: De families, de rechthebbenden of de personen die bevoegd zijn om in te staan voor de begrafenis van personen die in Ukkel overleden zijn of er gebracht werden om er begraven te worden, hebben de vrije keuze betreffende het lijkenvervoer. Er is een belasting inzake de verzegeling van doodskisten verschuldigd volgens de voorwaarden van het geldende belastingreglement.

Art. 24: Het vervoer gebeurt in principe enkel per lijkwagen. Voor elke andere vervoerswijze is een voorafgaande en uitdrukkelijke toelating van de burgemeester vereist. Elke lijkwagen mag slechts één lichaam tegelijkertijd vervoeren, behalve met een speciale toelating van de burgemeester. De families dienen de noodzakelijke schikkingen te treffen om alle uitvoeringsmodaliteiten inzake het lijkenvervoer te regelen volgens de wetten en reglementen ter zake. De families kunnen vrij kiezen maar de gemeente behoudt echter haar volledige controlebevoegdheid inzake het lijkenvervoer en de begrafenissen.

Art. 25: De gemeente neemt de verzegeling en het lijkenvervoer naar de begraafplaats van Ukkel op zich van:

- van behoeftigen, overleden of teruggevonden op haar grondgebied (de behoefte kan onder andere aangetoond worden door de voorlegging van een attest van het Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Welzijn van de woonplaats of van elk ander bewijsstuk);
- van de personeelsleden van de gemeente en het OCMW;
- van militairen, gestorven op het slagveld, van door de vijand gefusilleerde personen, van personen die overleden zijn tijdens verzetsdaden tegen de vijand, van personen, met inbegrip van krijgsgevangenen, die overleden zijn gedurende hun gevangenschap of deportatie door de vijand die in de gemeente gehuisvest waren op de datum van hun overlijden;
- van oorlogsinvaliden waarvan het erkende invaliditeitspercentage min. 50% bedraagt en die houder waren van een pensioenbrevet ten laste van de Schatkist en die in de gemeente gehuisvest waren op de datum van hun overlijden;
- kinderen jonger dan één jaar op de datum van hun overlijden;
- overledenen die hun lichaam aan de wetenschap hebben geschonken.

Art. 26: Op zaterdag, zondag en op wettelijke feestdagen wordt er geen verzegeling van doodskisten uitgevoerd.

Art. 27: Op zaterdag, zondag en op wettelijke feestdagen mogen er geen begrafenissen plaatsvinden.

Art. 28: Indien de begrafenis op de begraafplaats van een andere gemeente aanleiding gaf tot de inning van een belasting ten bate van deze laatste, dient deze belasting door de betrokken familie betaald te worden bovenop de tarieven die in het onderhavige reglement vastgelegd werden.

HOOFDSTUK 3 **ORDE VAN DE BEGRAAFPLAATSEN**

A. Algemene bepalingen

Art. 29: De begraafplaats is toegankelijk voor het publiek van 8.30 tot 16.30 uur op weekdays en van 9.30 tot 16.30 uur in het weekend en op feestdagen (behalve 1 en 2 november), behoudens afwijking, vastgesteld door de burgemeester.

Art. 30: De sluiting van de poorten wordt een kwartier op voorhand aangekondigd door de klok die op het kerkhof werd geplaatst. Vanaf dit ogenblik heeft het publiek geen toegang meer tot de begraafplaats.

Art. 31: Voertuigen die bezoekers aanbrengen mogen niet binnen de omheining van de begraafplaats rijden, behalve voor de houders van een toegangsbadge, uitgereikt volgens het geldende reglement. Enkel op woensdagen mogen voertuigen vrij op de begraafplaats rijden. De snelheidsbeperking van 10 km/h moet steeds gerespecteerd worden.

Art. 32: Voertuigen moeten plaats ruimen en stoppen om doorgang te verlenen aan lijkstoeten. Voertuigen zijn niet toegelaten de laatste zondag van oktober en op 1 en 2 november.

Art. 33: Op de begraafplaats is het verboden gelijk welke daad te stellen, houding aan te nemen of manifestatie te organiseren die de fatsoenlijkheid van de plaats, de orde en de eerbied voor de doden stoort of kan storen. Het is eveneens verboden te leuren, gelijk welke voorwerpen uit te stallen of te verkopen, diensten aan te bieden en aanplakbiljetten, opschriften, borden of andere aankondigingstekens aan te brengen. Ieder die één van de in de vorige alinea opgesomde verbodsbepalingen overtreedt, wordt, onverminderd eventuele vervolgingen, van de begraafplaats verwijderd.

Art. 34: Geleide bezoeken en foto- of filmreportages mogen op de gemeentelijke kerkhoven pas plaatsvinden na de voorafgaande goedkeuring van de burgemeester die, naargelang de aard van de aanvraag, de goedkeuring van het college kan vragen. De schriftelijke aanvraag moet bij de ambtenaar van de Burgerlijke Stand ingediend worden min. 15 dagen voor de gewenste datum. Voor fotoreportages, opnames of filmopnames kan er een vergoeding gevraagd worden van de betrokkene volgens het geldende tarief. In geval van een toelating zullen de na te leven voorwaarden meegedeeld worden aan de aanvrager.

Art. 35: De gevonden voorwerpen moeten onverwijld aan de kerkhofinspecteur of zijn plaatsvervanger aangegeven worden. Hij maakt een proces-verbaal op dat onmiddellijk naar de politiecommissaris wordt gestuurd. De gemeente is niet aansprakelijk voor diefstallen die ten nadele van families gepleegd zouden worden. Deze laatsten zullen vermijden voorwerpen op de graven te leggen die de begeerlijkheid zouden kunnen opwekken. De metalen versieringen zullen stevig aan de gedenktekens bevestigd worden.

Art. 36: Behoudens toestemming van de burgemeester is het verboden om op zondagen en wettelijke feestdagen te bouwen, aan te planten, graafwerken te verrichten of graftekens te plaatsen op de begraafplaats. Vanaf de voorlaatste werkdag van oktober tot en met 2 november is het bovendien verboden gelijk welk onderhoudswerk aan gedenktekens uit te voeren.

Art. 37: De begraafplaats is bestemd voor het begraven van personen die:

- overleden zijn in de gemeente of er dood zijn aangetroffen;
- ingeschreven zijn in de bevolkings- of vreemdelingenregisters van de gemeente en overleden zijn buiten haar grondgebied;
- begunstigden zijn van een recht op begraafing in een grafconcessie.

Art. 38: Alle andere personen worden beschouwd als vreemd aan de gemeente en mogen enkel op de gemeentelijke begraafplaats begraven worden mits de aankoop van een grafconcessie.

Art. 39: Het onderhoud van de graven valt ten laste van de belanghebbenden. Het gebrek aan onderhoud, die de staat van verwaarlozing aantoon, wordt vastgesteld als het graf permanent onfatsoenlijk is, door plantengroei overwoekerd is, vervallen, ingestort of bouwvallig is. De staat van verwaarlozing wordt vastgesteld in een akte van de burgemeester of zijn gemachtigde die gedurende vijf maand bij het graf en aan de ingang van de begraafplaats aangeplakt wordt. Na de verstrijking van deze termijn en bij gebrek aan het opnieuw in goede staat brengen wordt op bevel van de burgemeester ambtshalve overgegaan tot de afbraak of de verwijdering van de materialen, op kosten van de familie die in gebreke blijft. Indien het een graf in concessie betreft, kan de gemeenteraad een einde stellen aan het recht op de concessie.

B. Monumenten, grafstenen en -tekens, opschriften en aanplantingen

Art. 40: Ten vroegste zes weken na de begraafing mag een grafsteen of een ander grafteken op het graf geplaatst worden. De plaatsing mag echter pas gebeuren nadat het aanpalende graf in het tweede deel van het terrein bezet en gedicht is. Grafstenen zijn verplicht voor grafconcessies die geen gewoon graf zijn.

Art. 41: De monumenten moeten opgericht worden binnen de twaalf maanden na de toekenning van de concessie.

Art. 42: De graftekens moeten voldoen aan de normen van het onderhavige reglement.

In elk geval:

- De graftekens mogen de afmetingen van het graf niet overschrijden.
- De hoogte van de grafstenen is max. 1,50 m.
- Tuinen rondom de graven zijn verboden.
- De aanplantingen mogen niet hoogstammig zijn en zijn max. 1,50 m hoog.
- Opschriften en grafschriften mogen de fatsoenlijkheid, de orde en de eerbied voor de doden niet aantasten.
- Het personeel van de begraafplaats zal waken over de toepassing van deze bepalingen en zal de nodige maatregelen nemen indien een inbreuk wordt vastgesteld.

Art. 43: Geen enkel materiaal mag binnen de omheining van de begraafplaats achtergelaten worden. De materialen worden aangevoerd en geplaatst naargelang de behoeften. Alvorens op de begraafplaats te worden toegelaten moeten de stenen, bestemd voor graftekens, langs alle zichtbare kanten afgewerkt en gekapt zijn, klaar om onmiddellijk geplaatst te worden. In geval van inbreuk op het voorgaande en indien er geen gevolg wordt gegeven aan de ingebrekestelling, worden de materialen op bevel van de burgemeester ambtshalve weggenomen op kosten van de overtreder.

Art. 44: De graftekens worden geplaatst door de families na de toestemming van de burgemeester of de gemachtigde schepen te hebben verkregen. De aanvraag moet het opschrift of het grafschrift vermelden dat op de grafsteen aangebracht zal worden. Het is verboden zand, asstenen, stenen of andere vreemde materialen van gelijk welke aard te werpen of te laten liggen voor de graven, op paden en toegangswegen die door het gemeentebestuur onderhouden worden.

Art. 45: Monumenten, grafstenen en -tekens van gelijk welke aard die op de graven geplaatst worden, mogelijk de afmetingen van de toegekende terreinen niet overschrijden, meer bepaald:

- op gewone graven en concessies van 20 jaar voor volwassenen: lengte 2 m en breedte 1 m;
- op gewone graven voor kinderen van minder dan 7 jaar en asurnen: lengte 1 m en breedte 1 m.

Deze werken hebben geen duurzame funderingen en worden uitgevoerd zonder metselwerk.

- op grafconcessies voor 50 jaar, voor grafkelders: variabele lengte naargelang de plaats, zich richten tot het kantoor van de begraafplaats; breedte 1 m voor enkelvoudige grafkelders, 2 m voor dubbele grafkelders, 3 m voor driedubbele grafkelders.

Het voetstuk zal uit één stuk zijn en is min. 12 cm dik.

Art. 46: Monumenten zullen zodanig op de concessies geplaatst worden om elke overhelling zo maximaal mogelijk te vermijden. De niveaus en de loodrechte stand zullen streng gecontroleerd worden.

Art. 47: De ontwerpen van de monumenten om op grafkelders te plaatsen zijn onderworpen aan de goedkeuring van het college van burgemeester en schepenen. De gemerkte plannen, opgemaakt in twee exemplaren, op schaal 1/10, zullen voorafgaandelijk gedagtekend en ondertekend worden door de concessiehouder. Ze geven het plan, de doorsnede en de opbouw van het monument aan met vermelding van alle afmetingen en een lijst van de aard van de te gebruiken materialen. Het college van burgemeester en schepenen kan afwijkingen toestaan voor monumenten met een bijzonder of artistiek karakter of voor deze die geplaatst worden op grafkelders met een uitzonderlijk belang. Ze moeten langs alle zijden afgewerkt zijn.

Art. 48: De stenen zullen aan elkaar gehecht worden door middel van voldoende roestvrije haken of ankers van een passende grootte die minstens 5 cm diep in de aan elkaar te hechten delen dringen. Ze zullen steeds met gesmolten lood of cement ingemetseld worden zodat ongelukken vermeden worden. De rooilijnen worden bepaald door de kerkhofinspecteur of zijn afgevaardigde overeenkomstig de bepalingen van het bestuur.

Art. 49: De zijvlakken van het voetstuk of de lijst van de monumenten moeten 15 cm binnen de buitenwanden van de grafkelders blijven. De afstand tussen twee monumenten moet met hetzelfde materiaal bedekt worden als hetgeen voor het grafteken werd gebruikt. Dit werk valt ten laste van de concessiehouder voor wat de tussenruimte rechts van het monument betreft.

Art. 50: De bouw van grafkelders moet voltooid zijn binnen de drie maanden, te rekenen vanaf de kennisgeving van de beslissing tot toekenning van de grafconcessie. Het grafteken en de grafkelder moeten behouden blijven tijdens de duur van de concessie.

Art. 51: De werkplaats die geopend wordt om grafkelders te bouwen, moet behoorlijk aangegeven zijn. De kuil mag slechts open blijven gedurende de tijd die nodig is voor de bouw van de grafkelder en die niet meer dan 20 werkdagen in beslag mag nemen.

Art. 52: De grafkelders worden gebouwd volgens het modelplan, opgesteld door het gemeentebestuur, en met de door dit plan voorgeschreven materialen.

Art. 53: De werken die in strijd met de bepalingen van het onderhavige reglement uitgevoerd werden of die de grenzen van het perceel in concessie niet respecteren, worden geschorst op bevel van de burgemeester die hun afbraak kan bevelen op kosten van de belanghebbenden.

Art. 54: De concessiehouder of zijn rechthebbenden en rechtopvolgers blijven te allen tijde verantwoordelijk tegenover derden voor ongevallen die later zouden kunnen gebeuren met aangrenzende grafkelders of monumenten, met bezoekers of ambtenaren van de begraafplaats, als gevolg van de slechte kwaliteit van de gebruikte materialen, een gebrekkige uitvoering of een gebrek aan onderhoud.

Art. 55: De buitenmuren van de grafkelders moeten een minimumdiepte hebben die overeenkomt met een grafkelder van drie op elkaar geplaatste vakken. De vakken van de grafkelders met minder dan 3 cellen moeten een minimumdiepte hebben die gelijk is aan deze van de overeenkomstige vakken van het model. Het hoogteverschil tussen de buitenmuren en de basis van de grafkelder moet aangevuld worden met samengedrukte aarde.

Art. 56: De gebruikte materialen moeten van eerste kwaliteit zijn. De beweegbare tegels van de grafkeldervestibules en de omlijsting waarop ze steunen, zijn in blauwsteen of gewapend beton. Al het ijzerwerk zal onderling verbonden worden vóór het betonwerk, volgens de regels van de kunst.

HOOFDSTUK 4

GRAFCONCESSIES

A. Algemeenheden

Art. 57: Naargelang de beschikbare ruimte van de begraafplaats worden concessies verleend voor het begraven van één of meerdere lichamen, aan personen die een plaats wensen voor hun graf en dat van hun echtgenoot(ote), bloed- of aanverwant of voor het graf van een derde en dat van diens familie. Er worden geen concessies verleend voor het begraven van leden van eenzelfde vereniging.

Art. 58: Het college van burgemeester en schepenen mag grafconcessies verlenen:

- tijdelijke voor een duur van 20 jaar;
- bestemd voor de bouw van grafkelders voor een duur van 50 jaar;

- in de dodengalerijen in de open lucht voor een duur van 50 jaar;
- in de columbaria / cellen van de modules voor een duur van 20 jaar.

De prijs van concessies wordt bepaald door het tarief dat door de gemeenteraad werd vastgelegd. De beslissing van het college om een concessie op de gemeentelijke begraafplaats toe te kennen wordt aan de aanvrager betekend. De duur van het concessiecontract start op de datum van de voormelde beslissing.

Art. 59: In elke gemeenschappelijke concessie moet de concessiehouder zijn plaats voorzien en mag hij deze in geen enkel geval overdragen.

Art. 60: De concessies van 20 en 50 jaar kunnen hernieuwd worden voor één of meerdere periodes van dezelfde duur, met ingang op de vervaldatum van de vorige periode, middels de betaling van een bedrag, vastgelegd op basis van de tarieven zoals bepaald door de gemeenteraad en voor zover het graf perfect onderhouden is en zich in perfecte staat bevindt. De hernieuwing kan reeds gebeuren voor de verstrijking van de eerste concessieperiode.

Art. 61: De kosteloze hernieuwing van eeuwigdurende grafconcessies, die vóór het van kracht worden van de wet van 20 juli 1971 werden verleend, kan door elke belanghebbende kosteloos aangevraagd worden bij de verstrijking van elke periode van 50 jaar. De eerste aanvraag tot hernieuwing moet worden ingediend binnen een termijn van twee jaar. Deze termijn vangt aan na de verstrijking van het 50ste jaar van de toekenningsdatum van de concessie. Bij de verstrijking van het eerste jaar van de tweejarige termijn maakt de burgemeester of zijn gemachtigde een akte op waarbij de belanghebbenden eraan herinnerd worden dat zij hem een hernieuwingsaanvraag moeten toesturen, voor de datum die in de akte is vermeld, om hun rechten te kunnen behouden. Deze akte wordt opgestuurd naar de persoon die de concessieaanvraag heeft ingediend, of na zijn overlijden naar zijn erfgenamen of rechthebbenden. Een afschrift van de akte wordt aangebracht aan de ingang van de begraafplaats. Als er geen hernieuwingsaanvraag werd ingediend, vervalt de concessie. De hernieuwing gebeurt niet automatisch maar wordt gratis toegekend voor zover het graf perfect onderhouden is en zich in perfecte staat bevindt. De hernieuwing is ondergeschikt aan een verslag, opgesteld door de kerkhofinspecteur op het ogenblik van de indiening van de hernieuwingsaanvraag.

Art. 62: Door de toekenning van een grafconcessie gaat het gemeentebestuur niet over tot de vervreemding, de verkoop of de verhuring van de grond. De gemeente verleent enkel een recht van genot en gebruik met een speciale en nominatieve bestemming. De concessies zijn onoverdraagbaar.

Art. 63: De prijs van de concessie moet vooraf betaald worden en dit in één enkele storting. Er wordt een verschillend tarief toegepast naargelang de persoon al dan niet een hoofdverblijf in Ukkel heeft gehad.

Art. 64: De burgemeester bepaalt de plaatsen waar de concessies toegekend worden. De vergunde gronden worden door de kerkhofinspecteur aan de concessiehouders gegeven. Hij bepaalt het tracé ter plaatse en zal na de voltooiing van de werken nagaan of de voorgeschreven afmetingen van de concessieakte nageleefd werden.

Art. 65: De concessies kunnen op voorhand toegekend worden. De verstrijking van de termijn van de concessie mag niet als gevolg hebben dat het stoffelijk overschot er gedurende minder dan vijf jaar begraven blijft.

Art. 66: Na de verstrijking van de vastgelegde termijn en indien de concessie niet wordt hernieuwd, neemt de gemeente de grond opnieuw in bezit. Monumenten en grafstenen moeten zonder enig verzoek verwijderd worden door de belanghebbenden. Indien dit niet gebeurt binnen een termijn van zes 6 maanden, worden de grafstenen en gedenktekens eigendom van de gemeente. Het gemeentebestuur neemt de grond en de grafkelders opnieuw in bezit en gaat ambtshalve over tot de opgraving van de lichamen in de concessie en de begraving ervan in de daartoe voorziene gedeeltes van de begraafplaats, zonder er melding van te maken in de registers van de begraafplaats.

Art. 67: Vóór elke bijkomende begraving moet de concessiehouder op zijn kosten het monument wegnemen en alles opnieuw in zijn oorspronkelijke staat terugbrengen. Zoniet zal het lichaam te zijnen laste voorlopig in een wachtkelder begraven worden. In dit geval moet de overplaatsing binnen de maand gebeuren. Zoniet zal het lichaam ambtshalve in een gewoon graf begraven worden.

Indien de monumenten binnen de vijftien dagen na de begrafenis niet werden teruggeplaatst, wordt het werk ambtshalve uitgevoerd door het bestuur waarbij de kosten en de risico's ten laste vallen van de concessiehouder die in gebreke blijft.

Art. 68: Enkel de burgemeester heeft het recht om grafkelders of cellen in de dodengalerijen in de open lucht te laten openen. Deze mogen enkel geopend worden voor de begrafenisdienst door de daartoe aangestelde gemeenteambtenaren en in aanwezigheid van de kerkhofinspecteur. De concessiehouder of zijn afgevaardigde mag de verrichtingen bijwonen. Na de begrafenis zal het vak hermetisch afgesloten worden met metselwerk.

Art. 69: Geen enkel lichaam, te begraven in de concessies die geen dodengalerijen of grafkelders zijn, mag in een metalen lijkstaple geplaatst worden, behalve met de toelating van de burgemeester.

Art. 70: In geval van herneming van het vergunde perceel in het algemeen belang of ingevolge dienstnoodwendigheden kan de concessionaris geen aanspraak maken op enige vergoeding. Hij heeft enkel recht op het kosteloos verkrijgen van een perceel van dezelfde oppervlakte op een andere plek van de begraafplaats. De eventuele kosten van de overbrenging van stoffelijke overschotten en graftekens en van de eventuele bouw van een nieuwe grafkelder zijn ten laste van de gemeente

Art. 71: In geval van verplaatsing van de gemeentelijke begraafplaats zijn de volgende bepalingen van toepassing:

- 3) de houders van eeuwigdurende grafconcessies, toegekend krachtens de vorige reglementering, hebben enkel het recht om in de nieuwe begraafplaats een terrein van dezelfde oppervlakte als hetgeen hen toegekend werd kosteloos te verkrijgen en dit tot aan het einde van het vijftigste jaar, te rekenen vanaf de toekenning of de verlengingsaanvraag. De gemeente zal niet overgaan tot de betaling van een vergoeding, voor gelijk welke reden, meer bepaald indien de concessiehouders genoodzaakt zijn opgerichte grafkelders en monumenten af te breken en herop te bouwen.
- 4) De houders van concessies voor vijftig jaar (grafkelders) hebben enkel het recht om in de nieuwe begraafplaats een terrein van dezelfde oppervlakte als hetgeen hen toegekend werd kosteloos te verkrijgen en dit voor de nog te lopen termijn. De gemeente zal niet overgaan tot de betaling van een vergoeding, voor gelijk welke reden, meer bepaald indien de concessiehouders genoodzaakt zijn monumenten, geplaatst op de vergunde gronden, af te breken en herop te bouwen.

Art. 72: In elke concessie in volle grond, uitgezonderd een gewoon graf, kan de voorziene plaats voor een niet verast lichaam ingenomen worden door drie asurnen. Desgevallend kan de plaats van een urn ingenomen worden door de lijkstaple van een doodgeboren kind.

Art. 73: De concessiehouders zijn verplicht het bestuur van elke woonstverandering te verwittigen via elk mogelijk middel.

B. Gewone graven

Art. 74: De begraafing in gewone graven gebeurt in de perken. De tussenruimte tussen de graven bedraagt: 20 cm langs de zijkanen, aan het hoofd en aan de voeten. Alle graven zijn 2 meter lang en 1 meter breed. Deze afmetingen worden teruggebracht tot 1 m lang en 1 m breed voor cellen, bestemd voor asurnen.

Art. 75: De herneming van gewone graven mag pas plaatsvinden na een termijn van vijf jaar, te rekenen vanaf de dag van de begraafing.

Art. 76: De gewone graven, van een duur van 5 jaar, kunnen omgezet worden in individuele of gemeenschappelijke tijdelijke concessies van 20 jaar.

Art. 77: Er zal afstand gedaan worden van alle rechten om de overledene te begraven in een gewoon graf van de gemeentelijke begraafplaats door de families indien de persoon, die in Ukkel zijn hoofdverblijf had, overlijdt buiten het grondgebied en het lichaam begraven werd op een begraafplaats die niet tot Ukkel behoort.

C. Concessies van 20 jaar in volle grond

Art. 78: Individuele of gemeenschappelijke tijdelijke concessies voor 20 jaar kunnen op voorhand toegekend worden door het college van burgemeester en schepenen.

Art. 79: Deze concessies hebben altijd een oppervlakte van 2 m² (breedte 1 m, lengte 2 m). De oppervlakte mag echter teruggebracht worden tot 1 m lang en 1 m breed indien het de begrafenis betreft van lichamen van kinderen van minder dan zeven jaar of as van veraste lichamen.

Art. 80: Deze concessies zijn voorzien voor max. 3 niet-veraste lichamen.

D. Concessies voor grafkelders, gebouwd door een privéonderneming

Art. 81: Concessies voor 50 jaar kunnen door het college van burgemeester en schepenen toegekend worden voor de bouw van familiekers.

Art. 82: De kelders, op te richten door een privéonderneming op verzoek van de concessiehouders, zullen gebouwd worden volgens de bepalingen van het onderhavige reglement.

Art. 83: De minimumoppervlakte is vastgelegd op 3,75 m² (2,75 m x 1,36 m) voor een rij van maximaal vijf vakken, de één boven de andere geplaatst, naargelang de plaatsen en de mogelijkheden. Deze oppervlakte mag enkel verhoogd worden met telkens minstens 2,70 m² (2,75 m x 0,98 m). Elke nieuwe oppervlakte van 2,70 m² mag enkel gebruikt worden voor de bouw van een aantal vakken, gelijk aan het aantal waarvoor de concessie van 3,75 m² werd toegekend.

E. Huren van vooraf gebouwde grafkelders door het gemeentebestuur

Art. 84: Concessies voor 50 jaar met de huur van vooraf gebouwde grafkelders kunnen door het college van burgemeester en schepenen toegekend worden.

Art. 85: De grafkelders worden gebouwd door het gemeentebestuur en bevatten twee of drie op elkaar geplaatste vakken en worden gegroepeerd op een specifieke plaats op de begraafplaats.

F. Concessies in de dodengalerijen

Art. 86: De concessies van cellen in de dodengalerijen kunnen door het college van burgemeester en schepenen op voorhand toegekend worden voor een duur van 50 jaar.

Art. 87: Elke cel mag enkel gebruikt worden om één lichaam te begraven.

Art. 88: Het is verboden monumenten te plaatsen op het terras buiten de crypte.

Art. 89: Het gebruik van een metalen omhulsel is verplicht voor lichamen en assen die in de dodengalerij geplaatst worden.

G. Concessies van cellen in de columbaria

Art. 90: De concessies van cellen in de columbaria kunnen door het college van burgemeester en schepenen op voorhand toegekend worden voor een duur van 20 jaar. In deze cellen mogen enkel asurnen geplaatst worden.

Art. 91: Elke cel van het columbarium mag max. 2 asurnen bevatten.

Art. 92: Het is verboden monumenten te plaatsen op het terras buiten de columbaria, met uitzondering van de grafvazen die door de gemeente werden voorzien.

H. Strooiweide

Art. 93: De as van verbrande lichamen mag uitgestrooid worden op de daartoe voorziene strooiweiden.

Art. 94: Zodra de asurn met de te verstrooien as op de begraafplaats aankomt, zal de inspecteur of zijn vervanger hierop toezicht houden.

Art. 95: De urn wordt door de inspecteur of zijn vervanger op een trage pas naar de strooiweide gedragen. Hij opent de urn en giet de inhoud in een daartoe voorzien toestel. De vuurvaste steen en de urn worden aan de rand van het perk neergelegd. De inspecteur of zijn vervanger gaat onmiddellijk over tot de verstrooiing in aanwezigheid van de familieleden of de persoon die voor de lijkbezorging instaat.

Art. 96: De asverstrooiing gebeurt op een oppervlakte van ongeveer vier vierkante meter. Deze oppervlakte mag pas opnieuw gebruikt worden als de vorige verstrooide as volledig is verdwenen.

Art. 97: De verstrooiing wordt verdaagd indien de weersomstandigheden ongunstig zijn.

I. Wachtkelder

Art. 98: De gemeentelijke begraafplaats beschikt over een wachtkelder waar families lichamen en asurnen tijdelijk kunnen bewaren die in de familiekersen bijgezet moeten worden of die later naar de provincie of het buitenland vervoerd moeten worden.

Art. 99: Het verblijf van een lichaam of een asurn in de wachtkelder is onderworpen aan een voorafgaande betaling van een trimestriële vergoeding, vastgelegd op basis van het geldende tarief. Elk begonnen kwartaal is volledig verschuldigd.

Art. 100: De gestorte vergoeding wordt afgetrokken van de prijs van de concessie die later aangekocht zou worden.

Art. 101: Lichamen en asurnen mogen pas in de wachtkelder geplaatst worden indien ze in een hermetisch gesloten metalen omhulsel geplaatst werden. Indien het omhulsel niet meer waterdicht zou zijn, zal de belanghebbende familie verzocht worden de vereiste maatregelen te nemen. Indien de bevelen ter zake van de burgemeester binnen de 48 uur niet worden uitgevoerd, zal het lichaam ambtshalve begraven worden in een gewoon graf, met naleving van de modaliteiten inzake de begraafing van dit type concessie.

J. Speciaal perk

Art. 102: Er wordt een speciaal perk voorbehouden voor de begraafing van oud-strijders en gelijkgestelden van de oorlogen van 1914-1918 en 1940-1945.

Art. 103: De volgende personen worden op verzoek van de rechthebbenden op dit speciaal perk begraven: de oud-strijders van de categorieën in het vorige artikel, voor zover zij op een gegeven moment hun hoofdverblijf in Ukkel hebben gehad.

Art. 104: De officiële stukken met betrekking tot de titels van de overledene moeten door de families voorgelegd worden op het ogenblik van de aangifte van het overlijden.

Art. 105: Met het oog op uniformiteit zal op elk graf van dit perk een gedenksteen geplaatst worden die uitgekozen werd door het bestuur. De door het bestuur aangestelde aannemer zal de gedenksteen leveren. De aannemer zal het volgende in de steen graveren: de naam, de gebruikelijke voornaam, het jaar van de geboorte en het overlijden en het embleem van de religie van de overledene of een fakkel. Een gedenksteen zal ambtshalve dienen voor twee graven die met de rug naar elkaar liggen en zal pas geplaatst worden na de begraafing van de twee betrokken overledenen.

Art. 106: Het perk zal met graszoden bekleed worden en door het bestuur onderhouden worden. Op elk graf zal er een ruimte zonder gras zijn waar de familie snijbloemen of bloempotten kan achterlaten of bloemen van max. 25 cm kan planten. Het onderhoud van dit gedeelte en van de gedenksteen is ten laste van de families van de overledenen.

Art. 107: Het bestuur zal zorgen voor de levering en de plaatsing van de gedenksteen, ten laste van de belanghebbende familie. De gedenkstenen zullen gratis geleverd worden door het bestuur voor overledenen-behoefte op basis van een sociaal onderzoek.

Art. 108: De perken voor de begraafplaats van oud-strijders en gelijkgestelden van de oorlogen van 1914-1918 en 1940-1945 zullen gebruikt worden naargelang de beschikbare grond en hebben een duur van min. 20 jaar.

Art. 109: Er zal een speciale strooiweide voorbehouden worden voor de as van Ukkelse oud-strijders en gelijkgestelden van de oorlogen van 1914-1918 en 1940-1945.

HOOFDSTUK 5

LIJKENHUIS

Art. 110: Op de begraafplaats van Ukkel (Eikenboslaan 125) is een lijkenhuis voorzien dat eveneens als mortuarium gebruikt kan worden.

Art. 111: In het gemeentelijk lijkenhuis worden de lichamen bewaard die niet op de plaats van overlijden bewaard kunnen worden. De lichamen van onbekenden worden er eveneens bewaard met het oog op identificatie.

Art. 112: Op verzoek van de familie van de overledene of, bij gebrek hieraan, elke belanghebbende kan het gemeentebestuur het vervoer toelaten van de stoffelijke overschotten naar het lijkenhuis of een funerarium na de vaststelling van het overlijden. Het vervoer naar het lijkenhuis van de stoffelijke overschotten is verplicht indien de volksgezondheid dit vereist.

Art. 113: Op beslissing van het college van burgemeester en schepenen mag in het lijkenhuis geen enkele autopsie plaatsvinden, zelfs deze op basis van een gerechtelijke beslissing. Het volgende is er eveneens verboden: balsemingen, elke medische handeling en de uitgebreide opmaak van lijken.

Art. 114: Het lijkenhuis is toegankelijk voor families tijdens de openingsuren van de begraafplaats.

Art. 115: Enkel de directie van de Burgerlijke Stand of de verantwoordelijke van het departement Overlijdens/Begravenissen beslist over de toonbaarheid van een lichaam voor de aanverwante families, naargelang de staat van het lichaam en de voorschriften met betrekking tot de volksgezondheid.

Art. 116: De kerkhofinspecteur of zijn vervanger houdt een register bij waarin dagelijks informatie wordt vermeld over de lichamen die naar het lijkenhuis worden gebracht.

Art. 117: Het kisten van de lichamen in het mortuarium gebeurt pas na de vaststelling van het overlijden. In geen enkel geval mag een begraafplaatsvinden vóór de uitreiking van een begraafplaatsvergunning door de ambtenaar van de Burgerlijke Stand.

Art. 118: Het vervoer van lichamen naar een funerarium wordt uitgevoerd door de lijkwagen van de begravenisonderneming of eventueel door de concessiehouder, aangesteld door de gemeentelijke overheid. Dit vervoer, zonder graflegging, mag pas gebeuren na een controle door een beëdigd geneesheer, afgevaardigd door de ambtenaar van de Burgerlijke Stand.

HOOFDSTUK 6

SLOTBEPALINGEN

Art. 119: Het gemeentebestuur heeft het recht om elke maatregel te treffen die nodig geacht wordt voor de orde, het onderhoud en het esthetisch aspect van de begraafplaatsen.

Art. 120: Het college van burgemeester en schepenen zal een beslissing nemen voor alle gevallen die niet in het onderhavige reglement voorzien werden en die een onmiddellijke actie vereisen.

Art. 121: Onverminderd artikels 315, alinea 1, 340, 435 en 526 van het strafwetboek worden de inbreuken op de bepalingen van het onderhavige reglement bestraft met straffen die voorzien zijn in artikel 315, alinea 2 van dit wetboek.

Art. 122: De bepalingen van het onderhavige reglement trekken vroegere geldende bepalingen in. Dit reglement wordt van kracht op 1 januari 2015.

Objet 3B – 1 : **Douzièmes provisoires pour l'exercice budgétaire 2015.**

Le Conseil,

Vu l'article 14 du Règlement général de la comptabilité communale;

Vu que lorsque le budget n'est pas encore voté, les crédits provisoires doivent être arrêtés par le Conseil communal;

Vu la nécessité de s'assurer de pouvoir faire face aux obligations les plus immédiates qui se présenteront dès le début du nouvel exercice budgétaire et d'écartier tout risque de blocage;

Sur proposition du Collège échevinal,

Décide de demander à l'autorité de tutelle l'autorisation de disposer pour 2015 de crédits provisoires à concurrence de trois douzièmes des allocations portées au budget ordinaire de l'exercice précédent et approuvées par l'autorité supérieure.

Onderwerp 3B – 1 : **Voorlopige twaalfden voor het begrotingsjaar 2015.**

De Raad,

Gezien artikel 14 van het algemene reglement op de gemeentelijke boekhouding;

Gezien in het geval dat de begroting nog niet gestemd is geweest, moeten de voorlopige kredieten vastgelegd worden door de Gemeenteraad;

Gezien de noodzaak tegemoet te kunnen komen aan de dringendste verplichtingen die zich zouden voordoen vanaf het begin van het nieuwe begrotingsjaar en alle risico van blokkeren te vermijden;

Op voorstel van het Schepencollege,

Besluit aan de voogdijoverheid de toelating te vragen voor 2015 te mogen beschikken over voorlopige kredieten ten beloop van drie twaalfden van de toewijzingen van de gewone begroting van het vorige dienstjaar en goedgekeurd door de hogere overheid.

Objet 3B – 2 : **Renouvellement du règlement-taxe sur les résidences non-principales.- Modifications de texte.**

Le Conseil,

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales;

Attendu que l'ordonnance précitée est entrée en vigueur le 7 mai 2014 et qu'elle abroge la loi du 24 décembre 1996 relative à l'établissement et au recouvrement des taxes communales telle que modifiée par la loi du 15 mars 1999 relative au contentieux en matière fiscale et implicitement l'arrêté royal du 12 avril 1999 déterminant la procédure devant le Collège des Bourgmestres et Echevins en matière de réclamation contre une imposition communale;

Que cette ordonnance modifie de nombreux points dans la procédure de réclamation à l'encontre d'une taxe communale;

Vu l'article 170, § 4 de la Constitution;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;

Vu l'article 252 de la nouvelle loi communale qui impose l'équilibre budgétaire aux communes;

Vu le règlement-général relatif à l'établissement et au recouvrement des taxes communales;

Considérant qu'un certain nombre d'éléments factuels conduisent à une évolution défavorable des recettes de la commune. C'est particulièrement le cas de la perte de dividendes DEXIA;

Considérant que l'objectif poursuivi par la présente taxe est de procurer à la commune d'Uccle les moyens financiers nécessaires à ses missions et aux politiques qu'elle entend mener;

Considérant qu'il y a lieu de compenser le manque à gagner lié aux personnes non domiciliées sur le territoire de la commune qui n'y paient donc pas leurs taxes additionnelles communales, tout en bénéficiant des services de la commune;

Considérant que les taux de la taxe sur les personnes physiques qui disposent d'une résidence non-principale sont justifiés par l'accroissement des charges grevant les finances communales, qui trouvent leur source, notamment, dans le sous-financement des communes de la Région de Bruxelles-Capitale et qu'il convient d'adapter régulièrement ces taux;

Décide de modifier au 1er janvier 2014 le règlement, ci-dessous comme il suit :

REGLEMENT

ASSIETTE DE L'IMPÔT

Article 1 : Il est établi, à partir du 1er janvier 2014 pour un terme expirant le 31 décembre 2019, une taxe annuelle directe sur les personnes physiques jouissant d'une résidence non principale située sur le territoire de la Commune d'Uccle.

Article 2 : Par résidence non-principale, il faut entendre : tout logement privé, meublé ou non, autre que celui destiné à la résidence principale, dont les personnes qui ne sont pas inscrites dans les registres de la population ou des étrangers de la Commune d'Uccle peuvent disposer à tout moment, à titre gratuit ou onéreux, que ce soit en qualité de propriétaire, de locataire ou d'usager et ce, même de façon intermittente.

REDEVABLES DE L'IMPÔT

Article 3 : La taxe est due par la personne physique qui dispose d'une résidence non-principale et qui n'est pas inscrite dans les registres de la population ou des étrangers de la Commune d'Uccle.

La personne qui dispose d'une résidence non-principale sera censée s'en être réservée l'usage si elle ne peut apporter la preuve de sa location à des tiers ou de son inoccupation totale et permanente.

TAUX DE L'IMPÔT

Article 4 : Le montant de la taxe est fixé à **1.350 € (taux 1)** par an, **par personne physique**. Elle est due au 1er janvier de l'exercice d'imposition.

Si le redevable apporte la preuve que la disposition de la résidence non-principale est inférieure à un an, la taxe est calculée au prorata temporis c'est-à-dire au nombre de mois de disposition réelle et effective de la résidence non-principale, tout mois commencé étant dû.

Article 5 : La taxe est ramenée à **112,5 € (taux 2)** par an **et par personne physique**, âgée de moins de 25 ans, au 1^{er} janvier de l'exercice d'imposition, qui dispose d'une résidence non principale. Si le redevable apporte la preuve que la disposition de la résidence non-principale est inférieure à un an, la taxe est due au prorata temporis c'est-à-dire au nombre de mois de disposition réelle et effective de la résidence non-principale, tout mois commencé étant dû.

Article 6 : Les montants seront augmentés au 1er janvier de chaque année au taux de 3 %.

Montant	2014	2015	2016	2017	2018	2019
€	1350	1390,50	1432,22	1475,18	1519,44	1565,02
€	112,5	115,88	119,35	122,93	126,62	130,42

EXONERATIONS

Article 7 : Sont exonérés du paiement de la taxe :

1) la personne étrangère qui, en vertu de l'arrêté royal du 30 octobre 1991, possède une pièce d'identité modèle I, II, III ou IV et pour autant qu'elle réponde aux conditions requises par l'article 12 b du Protocole sur les privilèges et immunités des Communautés européennes.

2) l'étudiant non-inscrit établi temporairement, pour autant qu'il puisse faire la preuve qu'il suit régulièrement des cours du jour à plein temps ou des cours assimilés comme tels.

3) la personne non-inscrite qui dispose d'une résidence non-principale telle que définie à l'article 2 dans une maison de repos, une maison de soins ou dans un centre d'hébergement pour les personnes handicapées afin d'y recevoir les soins exigés par son état de santé.

DEBITION DE L'IMPÔT ET PROCEDURE D'ETABLISSEMENT

Article 8 : Le redevable est tenu, dans les 15 jours de son installation, de se présenter spontanément à l'administration communale qui lui délivre un formulaire de déclaration. Ce formulaire de déclaration doit être dûment rempli, signé et renvoyé par le redevable dans un délai de 30 jours à compter de sa délivrance.

Si le redevable ne se présente pas à l'administration communale dans le délai prescrit, la taxe sera établie d'après le recensement des éléments recueillis par les soins de l'administration communale. Elle adresse alors au redevable un formulaire de déclaration que celui-ci est tenu de renvoyer, dûment rempli et signé dans un délai de 30 jours à compter de son envoi.

Article 9 : La déclaration reste valable jusqu'à révocation. La révocation doit être faite dans le mois qui suit le changement de situation du redevable. La preuve de ce changement devra être apportée par le redevable.

RECOUVREMENT

Article 10 : Le recouvrement de la taxe se fera par voie de rôle.

Article 11 : La non-déclaration dans les délais prévus, les déclarations incorrectes, incomplètes ou imprécises de la part d'un redevable entraînent une majoration d'office de la taxe d'un montant égal à la taxe prévue initialement.

Avant de procéder à la taxation d'office, l'administration notifie au contribuable par lettre recommandée, les motifs du recours à cette procédure, les éléments sur lesquels la taxation est basée, ainsi que le mode de détermination de ces éléments et le montant de la taxe. Le redevable dispose d'un délai de 30 jours calendrier à compter du troisième jour ouvrable suivant l'envoi de la notification pour faire valoir ses observations par écrit.

Article 12 : Toute infraction aux dispositions de l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales ou du présent règlement-taxe entraînera l'imposition d'une amende administrative de 500 €.

Le montant de cette majoration sera perçu par la voie d'un enrôlement.

Article 13 : Le rôle de la taxe est arrêté et rendu exécutoire par le Collège des Bourgmestre et Echevins.

Le redevable de l'imposition recevra, sans frais, un avertissement-extrait de rôle.

Article 14 : La taxe est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.

Article 15 : Les règles relatives au recouvrement, aux intérêts moratoires, aux poursuites, aux privilèges, à l'hypothèque légale et à la prescription en matière d'impôts sur les revenus sont applicables à cette taxe.

Article 16 : Le redevable qui s'estime indûment imposé peut introduire une réclamation auprès du Collège des Bourgmestre et Echevins d'Uccle. La réclamation doit être introduite, par écrit, signée et motivée, et, sous peine de déchéance, dans un délai de trois mois à compter du troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi de l'avertissement-extrait de rôle. Les réclamations peuvent être introduites par le biais d'un support durable (moyen de communication électronique, mail, fax). Si le redevable ou son représentant en fait la demande dans la réclamation, il est invité à être entendu par le Collège des Bourgmestre et des Echevins lors d'une audition.

Article 17 : Le présent règlement abroge au 1er janvier 2014 celui délibéré par le Conseil communal du 12 décembre 2013 et visé par le Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale, le 15 avril 2014.

Onderwerp 3B – 2 : Vernieuwing van het belastingreglement op de niet-hoofdverblijven.- Wijzigingen van de tekst.

De Raad,

Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen;

Aangezien de voormelde ordonnantie van kracht is geworden op 7 mei 2014 en de wet intrekt van 24 december 1996 betreffende de vestiging en de invordering van de provincie- en gemeentebelastingen zoals gewijzigd door de wet van 15 maart 1999 betreffende de beslechting van fiscale geschillen en impliciet het koninklijk besluit van 12 april 1999 tot bepaling van de procedure voor het college van burgemeester en schepenen inzake bezwaarschrift tegen een gemeentebelasting;

Aangezien deze ordonnantie talrijke punten wijzigt van de bezwaarprocedure tegen een gemeentebelasting;

Gelet op artikel 170, § 4 van de Grondwet;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op artikel 252 van de nieuwe gemeentewet dat de gemeentes verplicht een begrotingsevenwicht te hebben;

Gelet op het algemeen reglement betreffende de vestiging en de invordering van gemeentebelastingen;

Overwegende dat een aantal feitelijke elementen leiden tot een ongunstige evolutie van de gemeentelijke ontvangsten; dit is in het bijzonder het geval met het verlies van DEXIA-dividenden;

Overwegende dat de onderhavige belasting de gemeente Ukkel de financiële middelen wil verstrekken die nodig zijn voor haar opdrachten en haar beleid;

Overwegende dat er een compensatie voorzien moet zijn voor het gebrek aan inkomsten, veroorzaakt door de personen die niet op het grondgebied van de gemeente gedomicilieerd zijn, aldus geen gemeentelijke opcentiemen betalen maar wel genieten van de diensten van de gemeente;

Overwegende dat de tarieven van de belasting op de natuurlijke personen die een niet-hoofdverblijf bezitten gerechtvaardigd worden door de stijging van de gemeentelijke financiële lasten, meer bepaald veroorzaakt door de onder financiering van de gemeentes van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en dat deze tarieven geregeld aangepast moeten worden,

Beslist het reglement op 1 januari 2014 als volgt te wijzigen :

REGLEMENT

GRONDSLAG VAN DE BELASTING

Artikel 1 : Er wordt vanaf 1 januari 2014 tot en met 31 december 2019 een jaarlijkse directe belasting geheven op de natuurlijke personen die een niet-hoofdverblijf bezitten dat op het grondgebied van de gemeente Ukkel gelegen is.

Artikel 2 : Onder niet-hoofdverblijf wordt verstaan: elke al dan niet ingerichte privéwoning die niet als hoofdverblijf wordt gebruikt en waarover de personen die niet ingeschreven zijn in het bevolkings- of vreemdelingenregister van de gemeente Ukkel op elk ogenblik kunnen beschikken, gratis of betalend, als eigenaar, huurder of gebruiker, zelfs indien dit met tussenpozen gebeurt.

BELASTINGPLICHTIGEN

Artikel 3 : De belasting is verschuldigd door de natuurlijke persoon die over een niet-hoofdverblijf beschikt en die niet ingeschreven is in het bevolkings- of vreemdelingenregister van de gemeente Ukkel.

Indien de persoon, die over een niet-hoofdverblijf beschikt, geen bewijs van de verhuring aan derden of de volledige en permanente niet-bezetting ervan voorlegt, zal ervan uitgegaan worden dat deze persoon de betrokken woning niet gebruikt.

AANSLAGVOET VAN DE BELASTING

Artikel 4 : Het bedrag van de belasting is vastgelegd op € 1.350 (tarief 1) per jaar en per natuurlijke persoon. De belasting is verschuldigd op 1 januari van het aanslagjaar.

Indien de belastingplichtige het bewijs voorlegt dat hij minder dan een jaar over het niet-hoofdverblijf beschikt, zal de belasting berekend worden op basis van het aantal maanden waarover hij effectief over dit niet-hoofdverblijf beschikt. Elke gestarte maand is verschuldigd.

Artikel 5 : De belasting wordt gebracht op € 112,5 (tarief 2) per jaar en per natuurlijke persoon, jonger dan 25 jaar op 1 januari van het aanslagjaar, die over een niet-hoofdverblijf beschikt. Indien de belastingplichtige het bewijs voorlegt dat hij minder dan een jaar over het niet-hoofdverblijf beschikt, zal de belasting berekend worden op basis van het aantal maanden waarover hij effectief over dit niet-hoofdverblijf beschikt. Elke gestarte maand is verschuldigd.

Artikel 6 : De bedragen worden op 1 januari van elk jaar verhoogd met 3 %.

Bedrag	2014	2015	2016	2017	2018	2019
€	1350	1390,50	1432,22	1475,18	1519,44	1565,02
€	112,5	115,88	119,35	122,93	126,62	130,42

VRIJSTELLINGEN

Artikel 7 : Worden van de belasting vrijgesteld :

1) de buitenlandse persoon die krachtens het koninklijk besluit van 30 oktober 1991 over een identiteitsbewijs model I, II, III of IV beschikt en voor zover deze persoon voldoet aan de voorwaarden die vereist zijn door artikel 12 b van het Protocol betreffende de voorrechten en immuniteiten van de Europese Gemeenschappen;

2) de niet-ingeschreven student die hier tijdelijk gevestigd is, voor zover hij kan bewijzen dat hij op een regelmatige wijze de volledige dagcursussen of gelijkgestelde cursussen volgt;

3) de niet-ingeschreven persoon, die over een niet-hoofdverblijf zoals bepaald in artikel 2 beschikt, in een rusthuis, een verzorgings- of verblijfcentrum voor gehandicapte personen die er door zijn gezondheidstoestand de gepaste verzorging krijgt.

ONTSTAAN VAN DE BELASTINGSCHULD EN VASTSTELLINGSPROCEDURE

Artikel 8 : De belastingplichtige dient zich binnen de 15 dagen na zijn aankomst spontaan naar het gemeentebestuur te begeven dat een aangifteformulier zal overhandigen. Dit formulier moet behoorlijk ingevuld en ondertekend door de belastingplichtige teruggestuurd worden binnen een termijn van 30 dagen na de uitreiking ervan.

Indien de belastingplichtige zich niet binnen de voorgeschreven termijn naar het gemeentebestuur begeeft, zal de belasting vastgesteld worden volgens de elementen die het gemeentebestuur heeft verzameld. Het bestuur zal vervolgens een aangifteformulier naar de belastingplichtige sturen dat behoorlijk ingevuld en ondertekend door de belastingplichtige teruggestuurd moet worden binnen een termijn van 30 dagen na de verzending ervan.

Artikel 9 : De aangifte blijft geldig tot herroeping. De herroeping moet gebeuren in de maand die volgt op de wijziging van de situatie van de belastingplichtige. De belastingplichtige dient het bewijs van deze wijziging voor te leggen.

INNING

Artikel 10 : De belasting wordt via inkohiering ingevorderd.

Artikel 11 : Bij gebrek aan een aangifte binnen de voorziene termijnen, of in geval van een onjuiste, onvolledige of onnauwkeurige aangifte van de belastingplichtige, wordt de belasting ambtshalve vermeerderd met een bedrag dat gelijk is aan de oorspronkelijk voorziene belasting.

Alvorens over te gaan tot de ambtshalve inkohiering zal het bestuur de belastingplichtige per aangetekend schrijven de redenen meedelen om tot deze procedure over te gaan, de elementen waarop de aanslag werd gebaseerd en de wijze van de vaststelling van deze elementen en het bedrag van de belasting.

De belastingplichtige beschikt over een termijn van dertig kalenderdagen, te rekenen vanaf de derde werkdag die volgt op de verzending van de kennisgeving, om zijn opmerkingen schriftelijk mee te delen.

Artikel 12 : Elke inbreuk op de bepalingen van de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen of het onderhavige belastingreglement kan leiden tot een administratieve boete van € 500.

Het bedrag van deze vermeerdering zal via inkohiering geïnd worden.

Artikel 13 : Het belastingkohier wordt opgemaakt en uitvoerbaar verklaard door het college van burgemeester en schepenen.

De belastingplichtige zal kosteloos een aangifte ontvangen.

Artikel 14 : De belasting moet binnen de twee maanden na de verzending van het aanslagbiljet betaald worden.

Artikel 15 : De regels rond invorderingen, moratoire interesten, vervolgingen, voorrechten, wettelijke hypotheek en verjaringen inzake Rijksbelastingen op de inkomsten, zijn van toepassing op deze belasting.

Artikel 16 : De belastingplichtige die zich ten onrechte belast acht, kan een bezwaar indienen bij het college van burgemeester en schepenen van Ukkel. Het bezwaar moet ondertekend en met redenen omkleed zijn en moet schriftelijk, op straffe van verval, verstuurd worden binnen de drie maanden vanaf de derde werkdag die volgt op de verzendingsdatum van het aanslagbiljet. De bezwaren kunnen ingediend worden op een duurzame drager (elektronisch communicatiemiddel, e-mail of fax). Als de belastingschuldige of zijn vertegenwoordiger dat in het bezwaarschrift heeft gevraagd, zal hij worden uitgenodigd om gehoord te worden door het college van burgemeester en schepenen tijdens een hoorzitting.

Artikel 17 : Het onderhavige reglement trekt op 1 januari 2014 het reglement in dat werd goedgekeurd door de gemeenteraad van 12 december 2013 en door het ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest op 15 april 2014.

- Mme Bakkali quitte la séance –
- Mevr. Bakkali verlaat de zitting -

Objet 3B – 3 : **Règlement-redevance pour services administratifs.- Modifications.**

Le point est approuvé par 23 voix pour et 10 voix contre.

Ont voté contre : Mmes Dupuis, Verstraeten, MM. Wyngaard, Desmet, Hayette, Mme Francken, M. Cadranel, Mme De Brouwer, M. Minet et Mme Ledan.

Objet 3B – 3 : **Règlement-redevance pour services administratifs.- Modifications des taux et de texte.**

Le Conseil,

Vu l'article 170, § 4 de la Constitution;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;

Vu l'article 252 de la nouvelle loi communale qui impose l'équilibre budgétaire aux communes;

Vu la situation financière de la Commune;

Après délibération et avec 23 voix pour et 10 contre,

Décide :

REGLEMENT

Article 1 : Les services rendus aux particuliers dans le cadre du présent règlement, à partir du 1^{er} janvier 2015, donnent lieu au paiement à la commune, des redevances ci-après :

ETAT CIVIL :

- Population :

- 1) renseignements recueillis dans les registres de population ou au casier judiciaire 7 €
- 2) certification conforme de copies de documents et légalisation de signatures :
 - par exemplaire 7 €
 - *par exemplaire supplémentaire* 3 €
- 3) demande d'obtention d'informations au Registre National par toute personne y inscrite ou son représentant légal 7 €
- 4) enregistrement des dernières volontés en matière de mode de sépulture et la communication à la personne qui pourvoit aux funérailles 7 €
- 5) enregistrement des contrats de mariages et patrimoniaux 7 €
- 6) inscription après une radiation : par dossier 10 €
- 7) recherches généalogiques : par heure 30 €
- 8) demande de modifications de documents administratifs (certificats d'immatriculation) 7 €
- 9) demande de rectifications de noms, prénoms, date de naissance et de sexe 15 €
- 10) dossier établi en vertu de l'article 9bis de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers 25 €
- 11) demande de nouveaux codes (puk) pour documents d'identité électroniques actifs 7 €

- Mariages :

- carnet de mariage délivré autrement que sous le régime Pro-Deo 35 €

- Décès :

- autorisation de filmer ou de photographier dans les cimetières communaux pendant les heures normales d'ouverture : par jour :
 - pour un spot publicitaire, une œuvre de fiction ou un documentaire 125 €
 - pour un travail d'étudiant (avec attestation prouvant qu'il agit dans le cadre de ses études) gratuit

- pour l'occupation d'un local 25 €
- pour la consommation d'électricité 25 €
- consommation d'eau pour construction de caveaux : par case 15 €
- **Etrangers :**
- demande pour l'ouverture d'un dossier de nationalité 25 €
- ouverture d'un dossier pour l'inscription de ressortissants étrangers : par cellule familiale 15 €
- **Etat civil :**
- requête pour la transcription d'actes d'état civil 35 €

URBANISME :

- 1) duplicata de permis d'environnement et de permis d'urbanisme délivré par la Commune 2,50 €
 - 2) duplicata de permis d'environnement délivré par l'I.B.G.E. 2,50 €
 - 3) photocopie de documents administratifs délivrés notamment en vertu de l'ordonnance sur l'accès à l'information relative à l'environnement et à l'aménagement du territoire dans la Région de Bruxelles-Capitale et de l'arrêté de l'exécutif du 3 juillet 1992 relatif à la communication des informations et documents en matière de planification et d'urbanisme, ainsi qu'en vertu de :
 - Format A4 recto 0,25 €
 - Format A4 recto-verso 0.40 €
 - Format A3 recto 0,60 €
 - Format A3 recto-verso 1 €
 - 4) liste mensuelle des demandes de permis d'urbanisme introduites ou des permis d'urbanisme octroyés par mois 5 €
 - 5) recherches d'archives de dossiers en vue d'une consultation sur place ou d'un emprunt :
 - par heure (avec un minimum de 25 €) 25 €
- On entend par archive tout dossier de permis d'urbanisme ou de certificat d'urbanisme :
- dont l'instruction est terminée et qui a été notifié plus de deux ans avant la date de la recherche, ou plus de trois ans avant la date de la recherche si le permis d'urbanisme a fait l'objet d'une prorogation;
 - dont les travaux sont terminés;
 - qui a été classé sans suite plus de 2 ans à dater du courrier de demande de classement sans suite
- 6) Copie de plan (urbanisme, PPAS, voirie, alignement....) :
 - Format A0 10 €
 - Format A1 7 €
 - Format A2 5 €
 - 7) Copie de plans digitalisés :
 - le support informatique (CD-rom) 3 €
 - par plan copié sur ce support 5 € "
 - 8) renseignement urbanistique en vertu du Code Bruxellois de l'Aménagement du Territoire
 - généraux 110 €
 - relatifs à la situation de droit 80 €
 - 9) demande de division 80 €
 - 10) attestation de conformité du bien 80 €

SECRETARIAT GENERAL :

Règlement Général de Police

5 €

POLICE :

- création d'un dossier pour la demande d'ouverture ou la reprise d'un débit de boissons
150 €

Article 2 : La redevance n'est pas exigée pour :

- a) les documents qui doivent être délivrés gratuitement par l'administration communale en vertu d'une loi, d'un arrêté royal ou d'un règlement quelconque de l'Autorité;
- b) les documents délivrés à des personnes indigentes, l'indigence étant prouvée par toute pièce probante;
- c) les documents concernant les recherches généalogiques, lorsqu'ils sont sollicités par des étudiants dans le cadre de leur étude;
- d) **les copies des documents délivrés aux chercheurs dûment mandatés par un institut de recherche ainsi qu'aux membres de la Commission royale des Monuments et Sites dans le cadre de recherche se rapportant au patrimoine architectural seront délivrées au prix coûtant;**
- e) les documents à fournir à l'appui d'une demande d'emploi par les chômeurs, la qualité de chômeur étant prouvée par une attestation;
- f) les documents à fournir à l'appui d'une demande d'emploi par les jeunes travailleurs en période d'attente des allocations de chômage, la qualité de ces derniers étant prouvée par une attestation.

Article 3 : Les frais d'expédition seront à charge des particuliers et des établissements privés.

Article 4 : La redevance est payable au moment de la demande : au Receveur communal, à ses préposés ou aux agents percepteurs régulièrement désignés à cet effet.

Une consignation à titre de garantie d'un montant égal à celui de la redevance est exigée préalablement à la prestation d'un service demandé.

Article 5 : Le présent règlement abroge celui délibéré par le Conseil communal du 28 janvier 2010 visé par le Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale en date du 14 avril 2010.

Onderwerp 3B – 3 : **Vergoedingsreglement voor administratieve diensten.-
Wijziging van de tarieven en de tekst.**

De Raad,

Gelet op artikel 170, § 4 van de Grondwet;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op artikel 252 van de nieuwe gemeentewet dat de gemeentes verplicht een begrotingsevenwicht te hebben

Gelet op de financiële toestand van de gemeente;

Na beraadslaging en met 23 stemmen voor en 10 tegen,

Beslist :

REGLEMENT

Artikel 1 : Vanaf 1 januari 2015 moeten de volgende vergoedingen betaald worden aan de gemeente voor diensten die in het kader van het onderhavige reglement aan particulieren worden verstrekt :

BURGERLIJKE STAND :

- **Bevolking** :

- 1) inlichtingen uit bevolkingsregisters € 7
- 2) eensluidend afschrift van documenten en wettiging van handtekeningen:
 - per exemplaar € 7
 - per bijkomend exemplaar € 3

- 3) aanvraag tot het bekomen van informatie uit het Rijksregister door elke persoon die erin is ingeschreven of zijn wettelijke vertegenwoordiger € 7
- 4) registratie van laatste wilsbeschikkingen inzake de begrafeniswijze en de mededeling aan de persoon die instaat voor de begrafenis € 7
- 5) registratie van huwelijksovereenkomsten en patrimoniale overeenkomsten € 7
- 6) inschrijving na een schrapping : per dossier € 10
- 7) stamboomonderzoek : per uur € 30
- 8) aanvraag van wijzigingen van administratieve documenten (inschrijvingsbewijzen) € 7
- 9) aanvraag tot rectificatie van namen, voornamen, geboortedatum en geslacht € 15
- 10) dossier opgemaakt krachtens artikel 9bis van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen € 25
- 11) aanvraag van nieuwe codes (puk) voor geactiveerde elektronische identiteitsdocumenten € 7

- Huwelijken :

- trouwboekjes, uitgezonderd deze uitgereikt onder het Pro-Deosysteem € 35

- Overlijdens :

- toelating om te filmen of om foto's te nemen op de gemeentelijke kerkhoven tijdens de normale openingsuren : per dag :
 - voor een reclamefilmpje, een fictiewerk of een documentaire € 125
 - voor een studentenwerk
(*met attest dat aantoon dat dit in het kader van zijn studies is*) gratis
 - voor het gebruik van een lokaal € 25
 - voor het stroomverbruik € 25
- waterverbruik voor de bouw van grafkelders : per vak € 15

- Vreemdelingen :

- aanvraag voor de opening van een nationaliteitsdossier € 25
- opening van een inschrijvingsdossier voor vreemdelingen : per gezinscel € 15

- Burgerlijke Stand :

- verzoek tot overschrijving van akten van burgerlijke stand € 35

STEDENBOUW :

- 1) duplicaat van een milieuvergunning en een stedenbouwkundige vergunning, uitgereikt door de gemeente € 2,50
 - 2) duplicaat van een milieuvergunning, uitgereikt door het BIM € 2,50
 - 3) fotokopie van administratieve documenten afgeleverd in het bijzonder krachtens de ordonnantie inzake toegang tot milieuinformatie en tot informatie betreffende de ruimtelijke ordening in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en van het besluit van de executieve van 3 juli 1992 betreffende de mededeling van inlichtingen en documenten inzake planning en stedenbouw alsook krachtens:
 - Formaat A4 voorzijde € 0,25
 - Formaat A4 beide zijden € 0,40
 - Formaat A3 voorzijde € 0,60
 - Formaat A3 beide zijden € 1
 - 4) maandelijkse lijst van ingediende stedenbouwkundige aanvragen of toegekende stedenbouwkundige vergunningen per maand € 5
 - 5) opzoekingen in de archieven voor een consultatie ter plaatse of voor een ontlening per uur (met een minimum van € 25) € 25
- Onder archief wordt verstaan: elk dossier inzake stedenbouwkundige vergunningen of attesten :
- waarvan het onderzoek is afgerond en dat betekend werd meer dan twee jaar voor de opzoekingsdatum, of meer dan drie jaar voor de opzoekingsdatum indien de stedenbouwkundige vergunning het onderwerp heeft uitgemaakt van een verlenging;
 - waarvan de werken voltooid zijn;

- dat zonder gevolg werd geklasseerd meer dan 2 jaar na de datum van de brief inzake de aanvraag voor de klassering zonder gevolg.

6) Kopie van een plan : - Formaat A0	€ 10
- Formaat A1	€ 7
- Formaat A2	€ 5
7) Kopie van digitale plannen : - de mediadrager (cd-rom)	€ 3
- per gekopieerd plan op deze drager	€ 5
8) stedenbouwkundige inlichtingen krachtens het Brussels Wetboek Ruimtelijke Ordening	
- algemeen	€ 110
- betreffende de rechtstoestand	€ 80
9) vraag tot opdeling	€ 80
10) conformiteitsattest van het goed	€ 80

ALGEMEEN SECRETARIAAT :

Algemeen Politierglement € 5

POLITIE :

Samenstelling van een dossier voor de opening of de overname van een drankgelegenheid € 150

Artikel 2 : De vergoeding is niet verschuldigd voor :

a) documenten die gratis door het gemeentebestuur afgeleverd moeten worden krachtens een wet, een koninklijk besluit of om het even welk reglement van de overheid;

b) documenten uitgereikt aan personen die behoeftig zijn. Deze behoeftigheid wordt aangetoond door om het even welk bewijsstuk;

c) documenten betreffende stamboomonderzoeken indien deze werden aangevraagd door studenten in het kader van hun studies;

d) kopieën van documenten, afgeleverd aan onderzoekers die een volmacht hebben gekregen van een onderzoeksinstituut en aan de leden van de Koninklijke Commissie voor Monumenten en Landschappen in het kader van een onderzoek met betrekking tot het architecturaal erfgoed worden afgeleverd tegen de kostprijs;

e) documenten voor te leggen ter staving van een werkaanvraag voor werklozen. De hoedanigheid van werkloze wordt bewezen aan de hand van een attest;

f) documenten voor te leggen ter staving van een werkaanvraag door jonge werknemers tijdens de wachtperiode voor werkloosheidsuitkeringen. De hoedanigheid van deze laatsten wordt bewezen aan de hand van een attest;

Artikel 3 : De verzendingskosten zijn ten laste van de particulieren en de privé-inrichtingen.

Artikel 4 : De vergoeding dient op het ogenblik van de aanvraag betaald te worden aan de Gemeenteontvanger, aan zijn aangestelden of aan de ambtenaren die hiertoe werden aangesteld.

Een inbewaringgeving van een bedrag dat overeenkomt met het bedrag van de vergoeding zal voorafgaand aan de uitvoering van de gevraagde dienst als waarborg geëist worden.

Artikel 5 : Het onderhavige reglement trekt het reglement in dat werd goedgekeurd door de Gemeenteraad van 28 januari 2010 en door het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest op 14 april 2010.

- M. Hayette rentre –
- de h. Hayette komt de zaal binnen -

Objet 3B – 4 : **Règlement-taxe sur la délivrance de documents administratifs.-
Modifications.**

M./de h. Wyngaard précise qu'ici, on vise des actes, des formalités récurrentes et qui touchent l'ensemble des habitants. Bien que cela puisse paraître dérisoire, on passe de 5 à 7 €, ce qui équivaut à une augmentation de 40 % depuis 2001. C'est sensiblement davantage que l'inflation. Par rapport aux points 3B-3 et 3B-4, quelles sont les recettes escomptées? Quel montant supplémentaire M. l'Echevin Dilliès a-t-il prévu grâce à cette augmentation ?

- M. Cornelis sort -

M./de h. Desmet précise que la carte d'identité électronique est un document officiel que tout un chacun doit posséder. Si la personne n'est pas en mesure de s'acquitter du montant, est-ce le C.P.A.S. qui compense le défaut ou l'impossibilité de paiement dès lors qu'il s'agit de documents obligatoires et administratifs ? Il ne s'agit pas ici d'un passeport quoique parfois un passeport puisse se révéler obligatoire et nécessaire pour rejoindre une personne à l'étranger (obsèques ou autres).

M. l'Echevin/de h. schepen Dilliès répond qu'il y a effectivement un statut spécial par rapport à ce qu'on appelait jadis les VIPO. Ceux-ci bénéficient, à titre gratuit, de toute une série de documents. Pour répondre à M. Wyngaard, les recettes escomptées sont de 267.135 € pour ce qui concerne la délivrance de passeports, permis de conduire, certificats, immatriculations, demande de nouveaux codes,....

M./de h. Wyngaard propose que l'Assemblée renonce aux projets des caméras de surveillance afin de ne pas être obligée d'imposer les redevances sur l'ensemble des documents administratifs aux habitants de la commune.

M. l'Echevin/de h. schepen Dilliès précise que l'achat de caméras de surveillance se trouve dans le budget extraordinaire. On ne sait donc pas déjà comparer ce type de montant. En outre, il ne s'agit pas du même montant puisque le montant destiné aux caméras de surveillance s'élève à 150.000 € pour le prochain projet de budget 2015.

Le point est approuvé par 23 voix pour et 10 voix contre.

Ont voté contre : Mmes Dupuis, Verstraeten, MM. Wyngaard, Desmet, Hayette, Mme Francken, M. Cadranel, Mme De Brouwer, M. Minet et Mme Perrine Ledan.

Objet 3B – 4 : **Règlement-taxe sur la délivrance de documents administratifs.-
Modifications de taux et de texte.**

Le Conseil,

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;

Vu le règlement-taxe sur la délivrance de documents administratifs voté par le Conseil le 30 janvier 2014;

Vu l'obligation d'équilibre budgétaire imposée par l'article 252 de la nouvelle loi communale;

Vu la situation financière de la Commune;

Vu l'arrêté ministériel du 15 mars 2013 fixant le tarif des rétributions à charge des communes pour la délivrance des cartes d'identité électroniques, des documents d'identité pour enfants belges de moins de 12 ans et des titres et documents de séjour délivrés à des ressortissants étrangers;

Vu l'arrêté royal du 22 octobre 2013 modifiant l'arrêté royal du 10 décembre 1996 relatif aux différents documents d'identité pour les enfants de moins de douze ans;

Vu la circulaire du 28 janvier 2014 portant la validité des cartes d'identité électroniques de Belges à 10 ans;

Vu la circulaire du 24 septembre 2014 relative à la révision des prix à charge des communes;

Considérant qu'il y a lieu d'adapter comme suit le règlement-taxe repris en titre;

Après délibération et avec 23 voix pour et 10 contre,
Décide :

REGLEMENT

Article 1 : Il est établi à partir du 1^{er} janvier 2015 jusqu'au 31 décembre 2019 aux conditions fixées ci-dessous, une taxe sur la délivrance de certificats et autres documents.

La taxe est à charge des personnes ou des institutions auxquelles ces documents sont délivrés sur demande ou d'office par la commune.

Article 2 : Le montant, y compris les frais de fabrication, est fixé comme suit :

§1. CARTES ET DOCUMENTS D'IDENTITÉ ÉLECTRONIQUES DE BELGE :

- a) Emission d'une carte d'identité électronique
 - * Etablissement d'un document de base
 - Procédure normale
 - pour une carte d'identité électronique 25 €
 - pour une carte d'identité électronique après le 2^{ème} rappel 28 €
 - après le 3^{ème} rappel 33 €
 - Frais de rappel pour le retrait d'une carte d'identité électronique
 - après le 1^{er} rappel 3 €
 - après le 2^{ème} rappel 6 €
 - Procédure d'urgence (5 jours ouvrables) 130 €
 - Procédure très urgente (2 jours ouvrables) 200 €
- b) Emission d'un document d'identité électronique pour enfant belge de moins de 12 ans (Kids-ID)
 - * Etablissement d'un document de base
 - Procédure normale 10 €
 - Procédure urgente 130 €
 - Procédure très urgente 200 €
 - A partir de la 2^{ème} Kids-ID au même moment pour les enfants de la même famille inscrits à la même adresse (par carte) 50 €
- a) Emission d'une annexe 33 5 €

§2. CARTES ET TITRES DE SÉJOUR POUR ÉTRANGERS :

- a) Emission d'un titre de séjour électronique
 - * Etablissement d'un document de base
 - Procédure normale
 - pour un titre de séjour électronique **25 €**
 - Procédure urgente 130 €
 - Procédure très urgente 200 €
- b) Emission d'un titre de séjour biométrique
 - * Etablissement d'un document de base
 - Procédure normale
 - pour un titre de séjour biométrique 25 €
 - Procédure urgente 130 €
- Frais de rappel pour le retrait d'un titre de séjour électronique ou biométrique
 - 1^{er} rappel 3 €
 - 2^{ème} rappel 6 €
- c) Délivrance d'un certificat d'identité pour enfant étranger de moins de 12 ans 2 €
- d) Délivrance, renouvellement, prorogation ou remplacement des titres de séjour
 - pour un 1^{er} titre de séjour, pour tout titre délivré contre remise de l'ancien et pour le renouvellement ou le remplacement, suite à un vol acté dans un PV établi par la police 7 €
 - pour un 1^{er} duplicata, à l'exception du vol 10 €

Sont délivrées gratuitement les attestations d'immatriculation visées par l'Arrêté Royal du 12 juin 1998 modifiant l'Arrêté Royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers

§3. DÉLIVRANCE DE CERTIFICATS OU ATTESTATIONS DE TOUTE NATURE (dont les informations contenues dans les puces électroniques)	5 €
§4. LES EXPÉDITIONS, COPIES, EXTRAITS TIRÉS :	
- des registres de l'Etat civil	7 €
- des registres contenant les actes relatifs à l'acquisition, au recouvrement, à la conservation et à la perte de la nationalité	7 €
- du registre aux déclarations de mariage	7 €
Les certificats établis par le bourgmestre, l'officier de l'état civil ou par leurs délégués, pour attester des faits résultant desdits registres	5 €
§5. DÉLIVRANCE DE PASSEPORTS DE VOYAGE :	
Le montant, y compris les frais de fabrication et autres taxes, est fixé comme suit :	
Procédure normale	
- Adultes	95 €
- Mineurs	65 €
Procédure urgente	
- Adultes	270 €
- Mineurs	240 €
§6. DOCUMENTS DÉLIVRÉS EN VERTU DE L'ARRÊTÉ ROYAL DU 8 OCTOBRE 1981 SUR L'ACCÈS AU TERRITOIRE, LE SÉJOUR, L'ÉTABLISSEMENT ET L'ÉLOIGNEMENT DES ÉTRANGERS MODIFIÉ PAR L'ARRÊTÉ ROYAL DU 7 MAI 2008 :	
- Annexe 3bis	10 €
- Annexe 15	5 €
- Annexe 16	10 €
- Annexe 19	10 €
- Annexe 19ter	10 €
- Annexe 22	10 €
- Annexe 32	10 €
§7. DÉLIVRANCE D'UNE CARTE PROFESSIONNELLE :	25 €
Les ressortissants turcs sont exonérés du paiement de cette taxe en vertu de l'accord d'association CEE-Turquie du 23 novembre 1970.	
§8. DÉLIVRANCE D'UN PERMIS DE TRAVAIL	5 €
§9. CONSTITUTION D'UN DOSSIER DE COHABITATION LÉGALE OU DE PARTENARIAT (ARTICLES 40 BIS ET 47 DE LA LOI DU 15 DECEMBRE 1980 SUR L'ACCÈS AU TERRITOIRE, LE SÉJOUR, L'ÉTABLISSEMENT ET L'ÉLOIGNEMENT DES ÉTRANGERS)	40 €
§10. DÉLIVRANCE D'UN PERMIS DE CONDUIRE :	
Permis de conduire (format carte bancaire)	30 €
Permis de conduire provisoire (format carte bancaire)	25 €
Permis de conduire international	25 €

Article 3 : La taxe est perçue au comptant au moment de la demande du document. Celle-ci est constatée par l'apposition d'un timbre adhésif indiquant le montant de la taxe sur le formulaire de demande du document.

Article 4 :

§ 1. Sont exonérés de la taxe les documents cités aux § 3 et § 4 de l'article 2 :

a) qui doivent être délivrés gratuitement par l'administration communale en vertu d'une loi, d'un arrêté royal ou d'un règlement quelconque de l'Autorité, sur production du document l'attestant;

b) délivrés aux personnes physiques indigentes. L'indigence est prouvée par toute pièce probante;

c) à fournir à l'appui d'une demande d'emploi par les chômeurs. La qualité de chômeur est prouvée par une attestation;

d) à fournir à l'appui d'une demande d'emploi par les jeunes travailleurs en stage d'attente des allocations de chômage, la qualité de ces derniers étant prouvée par une attestation.

§ 2. Toute demande d'exonération doit être accompagnée des pièces la justifiant.

Article 5 : Nonobstant les dispositions reprises à l'article 4, les frais d'expédition seront à charge des particuliers et des établissements privés qui demandent les documents.

Article 6 : Les règles relatives au recouvrement, aux intérêts moratoires, aux poursuites, aux privilèges, à l'hypothèque légale et à la prescription en matière d'impôts d'état sur le revenu sont applicables à cette taxe.

Article 7 : Le redevable qui s'estime indûment imposé peut introduire une réclamation auprès du Collège des Bourgmestre et Echevins d'Uccle. La réclamation doit être introduite, par écrit, signée et motivée, et, sous peine de déchéance, dans un délai de trois mois à compter du troisième jour ouvrable suivant la date de la perception au comptant. Les réclamations peuvent être introduites par le biais d'un support durable (moyen de communication électronique, mail, fax). Si le redevable ou son représentant en fait la demande dans la réclamation, il est invité à être entendu par le Collège des Bourgmestre et des Echevins lors d'une audition.

Article 8 : Le présent règlement entre en vigueur après publication et abroge le même jour le règlement-taxe délibéré par le conseil communal du 30 janvier 2014.

Onderwerp 3B – 4 : **Belastingreglement op de uitreiking van administratieve documenten.- Wijzigingen van de tarieven en de tekst.**

De Raad,

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op het belastingreglement op de uitreiking van administratieve documenten, goedgekeurd door de raad van 30 januari 2014;

Aangezien een begrotingsevenwicht noodzakelijk is krachtens artikel 252 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de financiële toestand van de gemeente;

Gelet op het ministerieel besluit van 15 maart 2013 tot vaststelling van het tarief van de vergoedingen ten laste van de gemeenten voor de uitreiking van de elektronische identiteitskaarten, de elektronische identiteitsdocumenten voor Belgische kinderen onder de twaalf jaar en de kaarten en verblijfsdocumenten, afgeleverd aan vreemde onderdanen;

Gelet op het koninklijk besluit van 22 oktober 2013 tot wijziging van het koninklijk besluit van 10 december 1996 betreffende de verschillende identiteitsdocumenten voor kinderen onder de twaalf jaar;

Gelet op de omzendbrief van 28 februari 2014 betreffende de geldigheidsduur van 10 jaar voor de elektronische identiteitskaarten van Belg;

Gelet op de omzendbrief van 24 september 2014 betreffende de herziening van de prijzen ten laste van de gemeenten;

Overwegende dat bovenvermelde reglement als volgt gewijzigd dient te worden;

Na beraadslaging en met 23 stemmen voor en 10 tegen,

Beslist :

REGLEMENT

Artikel 1 : Er wordt vanaf 1 januari 2015 tot 31 december 2019 aan de hieronder vermelde voorwaarden een belasting geheven op de uitreiking van getuigschriften en andere documenten.

De belasting is ten laste van de personen of de instellingen aan wie deze documenten op hun aanvraag of ambtshalve door de gemeente worden afgeleverd.

Artikel 2 : Het bedrag incl. aanmaakkosten is als volgt vastgesteld :

§1. ELEKTRONISCHE IDENTITEITSKAARTEN EN DOCUMENTEN VOOR BELGEN :

- b) Uitreiking van een elektronische identiteitskaart
- * Opmaak van een basisdocument:
 - Normale procedure
 - voor een elektronische identiteitskaart € 25
 - voor een elektronische identiteitskaart na de 2de herinnering € 28
 - na de 3de herinnering € 33
 - Herinneringskosten voor de afhaling van een elektronische identiteitskaart
 - na de 1ste herinnering € 3
 - na de 2de herinnering € 6
 - Dringende procedure (5 werkdagen) € 130
 - Hoogdringende procedure (2 werkdagen) € 200
- c) Uitreiking van een elektronisch identiteitsbewijs voor een Belgisch kind onder de 12 jaar (Kids-ID)
- * Opmaak van een basisdocument
 - Normale procedure € 10
 - Dringende procedure € 130
 - Hoogdringende procedure € 200
 - Vanaf de 2de Kids-ID, gelijktijdig aangevraagd voor kinderen van hetzelfde gezin en op hetzelfde adres ingeschreven (per kaart) € 50
- d) Uitreiking van een bijlage 33 € 5

§2. VERBLIJFSKAARTEN EN -VERGUNNINGEN VOOR VREEMDELINGEN :

- a) Uitreiking van een elektronische verblijfsvergunning
- * Opmaak van een basisdocument
 - Normale procedure
 - voor een elektronische verblijfsvergunning € 25
 - Dringende procedure € 130
 - Hoogdringende procedure € 200
- b) Uitreiking van een biometrische verblijfsvergunning
- * Opmaak van een basisdocument
 - Normale procedure
 - voor een biometrische verblijfsvergunning € 25
 - Dringende procedure € 130
- Herinneringskosten voor de afhaling van een elektronische of biometrische verblijfsvergunning
- 1ste herinnering € 3
 - 2de herinnering € 6
- c) Uitreiking van een identiteitsbewijs voor een vreemd kind onder de 12 jaar € 2
- d) Uitreiking, vernieuwing, verlenging of vervanging van verblijfsvergunningen
- voor een 1ste verblijfsvergunning, voor elke vergunning, uitgereikt tegen overhandiging van de oude, en voor de vernieuwing of de vervanging ingevolge diefstal, vastgesteld in een PV dat door de politie werd opgesteld € 7
 - voor een 1^{ste} duplicaat, uitgezonderd in geval van diefstal € 10

Worden gratis uitgereikt: de attesten van immatriculatie, zoals bedoeld in het koninklijk besluit van 12 juni 1998 tot wijziging van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen.

§3. UITREIKING VAN ALLERLEI ANDERE GETUIGSCHRIFTEN OF BEWIJZEN

- (waaronder informatie op elektronische chips) € 5

- §4. DE EXPEDITIES, AFSCHRIFTEN OF UITTREKSELS UIT :**
- de registers van de Burgerlijke Stand € 7
 - de registers voor de akten betreffende het verkrijgen, het herkrijgen, het behoud en verlies van nationaliteit € 7
 - het register van huwelijksaangiften € 7
- Door de burgemeester, de ambtenaar van de Burgerlijke Stand of hun afgevaardigden afgeleverde getuigschriften ter staving van feiten die blijken uit de vermelde registers € 5
- §5. UITREIKING VAN REISPASSEN :**
- Het bedrag incl. aanmaakkosten en andere taksen is als volgt vastgesteld:
- Normale procedure
- Volwassenen € 95
 - Minderjarigen € 65
- Dringende procedure
- Volwassenen € 270
 - Minderjarigen € 240
- §6. UITREIKING VAN DOCUMENTEN KRACHTENS HET KONINKLIJK BESLUIT VAN 8 OKTOBER 1981 BETREFFENDE DE TOEGANG TOT HET GRONDGEBIED, HET VERBLIJF, DE VESTIGING EN DE VERWIJDERING VAN VREEMDELINGEN, GEWIJZIGD DOOR HET KONINKLIJK BESLUIT VAN 7 MEI 2008 :**
- Bijlage 3bis € 10
 - Bijlage 15 € 5
 - Bijlage 16 € 10
 - Bijlage 19 € 10
 - Bijlage 19ter € 10
 - Bijlage 22 € 10
 - Bijlage 32 € 10
- §7. UITREIKING VAN EEN BEROEPSKAART :** € 25
- De Turkse onderdanen zijn vrijgesteld van de betaling van deze belasting krachtens het associatieverdrag EEG/Turkije van 23 november 1970.
- §8. UITREIKING VAN EEN ARBEIDSVERGUNNING** € 5
- §9. SAMENSTELLING VAN EEN DOSSIER WETTELIJKE SAMENWONING OF PARTNERSCHAP (ARTIKELS 40 BIS EN 47 VAN DE WET VAN 15 DECEMBER 1980 BETREFFENDE DE TOEGANG TOT HET GRONDGEBIED, HET VERBLIJF, DE VESTIGING EN DE VERWIJDERING VAN VREEMDELINGEN)** € 40
- §10. UITREIKING VAN RIJBEWIJZEN :**
- Rijbewijs (formaat bankkaart) € 30
 - Voorlopig rijbewijs (formaat bankkaart) € 25
 - Internationaal rijbewijs € 25

Artikel 3 : De belasting wordt geheven op het ogenblik van de aanvraag van het document. De betaling wordt vastgesteld door een kleefzegel aan te brengen die het bedrag van de belasting op het aanvraagformulier van het document vermeldt.

Artikel 4 :

§ 1. Zijn van de belasting vrijgesteld: de documenten, aangehaald in § 3 en § 4 van artikel 2 :

a) die gratis uitgereikt moeten worden door het gemeentebestuur krachtens een wet, een koninklijk besluit of om het even welk reglement van de overheid, op voorlegging van het bewijsstuk hiervoor;

b) uitgereikt aan natuurlijke personen die behoeftig zijn. Deze behoeftigheid wordt aangetoond door om het even welk bewijsstuk.

c) voor te leggen ter staving van een werkaanvraag voor werklozen. De hoedanigheid van werkloze wordt bewezen aan de hand van een attest.

d) voor te leggen ter staving van een werkaanvraag door jonge werknemers tijdens de wachtstage voor werkloosheidsuitkeringen. De hoedanigheid van deze laatsten wordt bewezen aan de hand van een attest.

§ 2. Aan elke aanvraag voor een vrijstelling moeten de rechtvaardigingsstukken toegevoegd worden.

Artikel 5 : Niettegenstaande de bepalingen van artikel 4 zijn de verzendingskosten ten laste van de particulieren en de privé-instellingen die de documenten aanvragen.

Artikel 6 : De regels rond invorderingen, moratoire interesten, vervolgingen, voorrechten, wettelijke hypotheek en verjaringen inzake Rijksbelastingen op de inkomsten, zijn van toepassing op deze belasting.

Artikel 7 : De belastingplichtige die zich ten onrechte belast acht, kan een bezwaar indienen bij het college van burgemeester en schepenen van Ukkel. Het bezwaar moet ondertekend en met redenen omkleed zijn en moet schriftelijk, op straffe van verval, verstuurd worden binnen de drie maanden vanaf de derde werkdag die volgt op de datum van de contere inning. De bezwaren kunnen ingediend worden op een duurzame drager (elektronisch communicatiemiddel, e-mail of fax). Als de belastingschuldige of zijn vertegenwoordiger dat in het bezwaarschrift heeft gevraagd, zal hij worden uitgenodigd om gehoord te worden door het college van burgemeester en schepenen tijdens een hoorzitting.

Artikel 8 : Het onderhavige reglement wordt van kracht zodra het gepubliceerd is en trekt op dezelfde dag het belastingreglement in dat werd goedgekeurd door de gemeenteraad van 30 januari 2014.

Objet 3C – 1 : Subsidies d'encouragement aux Associations de Commerçants et Artisans uclois.- Année 2014.

Le Conseil,

Vu qu'un crédit de 16.000 € a été inscrit au budget 2014 à l'article 520/332-02/60 en faveur des associations de commerçants et Artisans uclois;

Attendu que chaque groupement a fait parvenir un rapport des activités réalisées et prévues pour l'année à venir, les comptes, le rapport de gestion et de la situation financière;

Que le Collège, en sa séance du 6 novembre 2014, a réparti les subsides pour l'année 2014 de la manière suivante :

- Bourdon	1.250 €
- Fort-Jaco	2.000 €
- Uccle centre	2.600 €
- Vanderkindere	1.050 €
- Bascule	1.800 €
- Vivier d'Oie	600 €
- Saint-Job	500 €
- Cavell Village	600 €
TOTAL :	10.400 €

Ratifie cette décision.

Onderwerp 3C – 1 : Subsidies aan Verenigingen van Ukkelse Handelaars 2014.

De Raad,

Aangezien de begroting van 2014 een krediet van € 16.000 bevat onder artikel 520/332-02/60 ten bate van de handelaarsverenigingen;

Aangezien elke groep een verslag heeft ingediend van de uitgevoerde activiteiten en de voor het volgende jaar voorziene activiteiten, alsook de rekeningen, het verslag van het beheer en van de financiële toestand;

Dat het College, in zitting van 6 november 2014 gezien de activiteiten van de verenigingen, de toelagen voor 2014 als volgt heeft verdeeld :

- Horzel	1.250 €
- Fort-Jaco	2.000 €
- Ukkel centrum	2.600 €
- Vanderkindere	1.050 €
- Bascule	1.800 €
- Diesdelle	600 €
- Sint-Job	500 €
- Cavell Village	600 €
TOTAAL :	10.400 €

Bekrachtigt deze beslissing.

Objet 3C – 2 : **Création de l'A.S.B.L. Promotion du Commerce et de l'économie ucquoise.- Statuts.**

Cet objet est retiré

Onderwerp 3C – 2 : **Creatie van de V.Z.W. Promotion du Commerce et de l'économie ucquoise.- Statuten.**

Het onderwerp werd verwijderd.

Objet : 3D – 1 **Subsides d'encouragement aux mouvements de jeunesse.- Année 2014.**

M./de h. De Bock propose un appel à projets publié dans le Wolvendael afin d'éviter de répartir ces subsides toujours aux mêmes troupes de scouts. Il est vrai que certaines troupes en ont besoin mais il serait bon d'avoir un projet éventuellement éducatif, social, environnemental afin que cela ne soit pas toujours limité aux mêmes mouvements. Bien entendu, il ne s'agit pas d'exclure ces associations mais d'élargir les horizons.

M. l'Echevin/de h. schepen Dilliès trouve l'idée de M. De Bock excellente.

Objet 3D – 1 : **Subsides d'encouragement aux mouvements de jeunesse.- Année 2014.**

Le Conseil,

Attendu qu'à l'article 76101/332-02/MJ/61 du budget 2014 prévoit un crédit de € 4.500 à titre de subventions aux mouvements de jeunesse;

Que le Collège en sa séance du 6 novembre 2014 a réparti les subsides pour l'année 2014 de la manière suivante :

- Patro Sacré-Cœur	500 €
- 101ème Saint-Paul	450 €
- 69ème Unité Précieux-Sang	500 €
- 16ème Unité N.D. du Rosaire	350 €
- 22ème Unité N.D. du Rosaire	350 €
- 39ème Unité N.D. de Boetendael	500 €
- 43ème Unité Précieux-Sang	500 €
- Scouts Jan Breydel & Gidsen Ekwator	500 €
- 46ème Unité N.D. de Boetendael	500 €
- Ligue Mary Jones	350 €;

Que l'attribution de cette subvention est conforme aux dispositions prévues par la loi du 14 novembre 1983,
Ratifie cette décision.

Onderwerp 3D – 1 : **Aanmoedigingstoelagen aan jeugdbewegingen.- Jaar 2014.**

De Raad,

Aangezien artikel 76101/332-02/MJ/61 van de begroting 2014 een krediet voorziet van € 4.500,00 ten titel van aanmoedigingstoelagen aan de jeugdbewegingen;

Dat het College, in zitting van 6 november 2014, de toelage als volgt heeft beslist te verdelen :

- Patro Sacré-Cœur	500 €
- 101ème Saint-Paul	450 €
- 69ème Unité Précieux-Sang	500 €
- 16ème Unité N.D. du Rosaire	350 €
- 22ème Unité N.D. du Rosaire	350 €
- 39ème Unité N.D. de Boetendael	500 €
- 43ème Unité Précieux-Sang	500 €
- Scouts Jan Breydel & Gidsen Ekwator	500 €
- 46ème Unité N.D. de Boetendael	500 €
- Ligue Mary Jones	350 €;

Dat de toekenning van deze toelagen in overeenstemming is met de door de wet van 14 november 1983 voorziene voorwaarden,

Bekrachtigt deze beslissing.

Objet 3D – 2 : **A.S.B.L. Service Ucclois de la Jeunesse.- Budget 2015.**

Mme/Mevr. Francken souhaite connaître les raisons de l'augmentation importante concernant le poste "Publicités & publication légale".

M. l'Echevin/de h. schepen Dilliès répond que le budget est plus élevé parce que de nouvelles activités sont lancées. On prévoit également du budget plus important lorsque les activités sont nouvelles en matière de publicité, de spots-radio,....

Les spots-radio, pour la chasse aux œufs par exemple, ont été certes très coûteux mais ont été bénéfiques à tel point que celle-ci est devenue assez connue pour ne plus en avoir besoin. Un spot-radio a été également prévu pour un autre événement, celui du festival de la bande-dessinée, qui connaît une nouvelle version. Il s'agira d'un événement beaucoup plus large que celui que la Maison communale a toujours connu et qui aura lieu place Jean Vander Elst. Il est possible que le budget ne soit pas utilisé mais il a été prévu par prudence car l'ouvrage doit être remis en entier. Et pour l'instant, avec Mme Gol-Lescot, M. l'Echevin Dilliès doit encore discuter afin de savoir si l'événement doit être modifié ou poursuivi. Dans le cas où l'événement s'organiserait, pour une bonne dynamique, il faut lui offrir une information assez importante que les personnes puissent le connaître tout simplement.

Objet 3D – 2 : **A.S.B.L. Service Ucclois de la Jeunesse.- Budget 2015.**

Le Conseil,

Ayant pris connaissance du budget 2015 de l'A.S.B.L. Service Ucclois de la Jeunesse;
Attendu que ce budget a été approuvé à l'unanimité par l'Assemblée Générale en séance du 12 novembre 2014,

Approuve le budget 2015 de l'A.S.B.L. Service Ucclois de la Jeunesse, sous réserve du montant qui sera inscrit au budget communal pour l'exercice 2015.

Onderwerp 3D – 2 : **V.Z.W. Ukkelse Dienst voor de Jeugd.- Begroting 2015.**

De Raad,

Na kennis genomen te hebben van de begroting 2015 van de V.Z.W. Ukkelse Dienst voor de Jeugd;

Aangezien deze begroting door de Algemene Vergadering van de V.Z.W. in zitting van 12 november 2014 unaniem goedgekeurd werd,

Keurt de begroting 2015 van de V.Z.W. Ukkelse Dienst voor de Jeugd goed, onder voorbehoud van het bedrag dat ingeschreven zal worden op de gemeentebegroting 2015.

Objet 4B – 1 : **Marchés publics.- Nouvelle loi communale article 234, alinéa 3.- Communication de décisions du Collège des Bourgmestre et échevins.**

Le Conseil,

Vu la nouvelle loi communale notamment l'article 234, alinéa 3 tel que modifié par les ordonnances des 17 juillet 2003, 9 mars 2006 et 11 juillet 2013;

Vu les décisions du Collège des Bourgmestre et échevins relatives à la passation des marchés par procédure négociée en vertu de l'article 26, § 1, 1° a) de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et services,

Prend pour information les décisions du Collège des Bourgmestre et échevins suivantes :

- 2 septembre 2014 - Aménagement du cimetière de Verrewinkel (phase 7) - 149.899,52 € (T.V.A. comprise) - Article 878/725-60/93 - Emprunt;
- 17 septembre 2014 - Aménagement du jardin de l'école des Eglantiers - 59.895 € (T.V.A. comprise) - Article 766/725-60/83 - Emprunt;
- 6 novembre 2014 - Réaménagement de l'aire de jeux Cobralo 2 au Homborch - 59.291,21 € (T.V.A. comprise) - Article 766/725-60/83 - Emprunt;
- 6 novembre 2014 - Fourniture et pose de clôtures et accessoires - Exercice 2014 - 89.500 € (T.V.A. comprise) - Articles 766/725-60/83 (69.500 €) et 75102/711-60/87 (20.000 €) - Emprunt;
- 6 novembre 2014 - Marché stock : gestion des espèces invasives de la flore - Exercice 2014 - 30.000 € (T.V.A. comprise) - Article 766/725-60/93 - Emprunt.
- 13 novembre 2014 - Fourniture et pose de gazon synthétique dans la cour du pré-gardiennat de l'école de Calevoet - 5.697,84 € (T.V.A. comprise) - Article 766/725-60/83 - Emprunt;
- 13 novembre 2014 - Abattage et replantation d'arbres - 40.000 € (T.V.A. comprise) - Article 766/725-60/83 - Emprunt.

Onderwerp 4B – 1 : **Overheidsopdrachten.- Nieuwe gemeentewet artikel 234, alinea 3.- Mededeling van een beslissing van het College van Burgemeester en schepenen.**

De Raad,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, meer bepaald artikel 234, alinea 3 zoals gewijzigd door de ordonnances van 17 juli 2003, 9 maart 2006 en 11 juli 2013;

Gelet op de beslissingen van het College van Burgemeester en schepenen betreffende het afsluiten van opdrachten via de onderhandelingsprocedure krachtens artikel 26, § 1, 1° a) van de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten,

Neemt kennis van de volgende beslissingen van het Schepencollege :

- 2 september 2014 - Inrichting van de begraafplaats Verrewinkel (fase 7) - 149.899,52 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 878/725-60/93 - Lening;
- 17 september 2014 - Inrichting van de tuin van de school Les Eglantiers - 59.895 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 766/725-60/83 - Lening;

- 6 november 2014 - Herinrichting speelplein Cobralo 2 in de Homborch - 59.291,21 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 766/725-60/83 - Lening;
- 6 november 2014 - Levering en plaatsing van afsluitingen en toebehoren - Dienstjaar 2014 - 89.500 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikels 766/725-60/83 (69.500 €) en 75102/711-60/87 (20.000 €) - Lening;
- 6 november 2014 - Stock-opdracht : beheer van invasieve planten van de flora - Dienstjaar 2014 - 30.000 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 766/725-60/93 - Lening.
- 13 november 2014 - Levering en plaatsing van synthetisch gras in de speelplaats van de peuterschool van de Calevoetschool - 5.697,84 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 766/725-60/83 - Lening;
- 13 november 2014 - Vellen en herplanten van bomen 40.000 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 766/725-60/83 - Lening.

Objet 4B – 2 : A.S.B.L. Promotion des parcs publics et des espaces verts publics.- Comptes et bilan 2013.- Approbation.

Le Conseil,

Vu qu'en assemblée générale extraordinaire du 22 septembre 2014, les comptes et bilan de l'A.S.B.L. ont été approuvés à l'unanimité;

Etant donné que ceux-ci, en raison de la tutelle exercée sur les A.S.B.L., doivent être soumis aux instances communales,

Prend connaissance des comptes et bilan de l'A.S.B.L. Promotion des parcs publics et des espaces verts publics pour l'exercice 2013 et les approuve à l'unanimité.

Onderwerp 4B – 2 : V.Z.W. Ter bevordering van de openbare parken en openbare groene ruimten.- Rekeningen en balans 2013.- Goedkeuring.

De Raad,

Aangezien dat in buitengewone vergadering van 22 september 2014, de rekeningen en balans van de V.Z.W. eenparig werden goedgekeurd;

Gezien dat deze, wegens de controle uitgeoefend op de V.Z.W.'s aan de gemeentelijke instellingen moeten onderwerpen zijn,

Neemt kennis van de rekeningen en balans van de V.Z.W. Ter bevordering van de openbare parken en openbare groene ruimten voor het dienstjaar 2013 en keurt deze eenparig goed.

**- MM. Vanraes et Cornelis rentrent –
- de hh. Vanraes en Cornelis komen de zaal binnen -**

Objet 4C – 1 : A.S.B.L. Le Parascolaire d'Uccle.- Comptes et bilan 2013.- Budget pour l'exercice 2015.

Mme/Mevr. Francken souhaite obtenir, dans le passif du bilan des comptes 2013, une explication concernant le montant du compte de régularisation qui s'élève à 17.525 €. De plus, en Commission, M. l'Echevin Sax a répondu que les honoraires Ciger correspondaient aux frais de secrétariat social mais dans le tableau d'amortissement, un montant de 17.310 € est indiqué "Ciger". De quel investissement s'agissait-il ?

M. l'Echevin/de h. schepen Sax répond que "Ciger" et "Adehis", c'est la même chose.

Mme/Mevr. Francken ne comprend pas l'investissement de 17.000 € pour des frais de secrétariat social dans les années suivantes.

M. le Président/de h. Voorzitter précise que c'était il y a plusieurs années.

Mme/Mevr. Francken ajoute que ce montant se retrouve dans des investissements. Si un ordinateur est acheté, il sera indiqué dans le tableau des amortissements, même 5 ans après. Il sera amorti mais il est dedans. Que représente Ciger ? Est-ce un service ou autre ?

M. l'Echevin/de h. schepen Sax répond qu'il s'agit de logiciels.

Mme/Mevr. Francken demande si on paie un logiciel au montant de 17.000 € et que chaque année, on paie encore des prestations ?

M. le Président/de h. Voorzitter répond que le budget est en train de se préparer et que celui-ci explose.

Mme/Mevr. Francken réitère sa question concernant le montant de 17.525 €.

M. l'échevin/de h. schepen Sax reconfirme ce qui a été dit en Commission, Ciger-Adehis est un logiciel pour le calcul des rémunérations.

Mme/Mevr. Francken souhaite savoir ce qu'il en est de ce montant de 17.525 €.

M. l'Echevin/de h. schepen Sax répondra à la question par écrit.

Mme/Mevr. Francken ajoute que le budget 2015 de l'A.S.B.L. le parascolaire d'Uccle présenté est assez interpellant dans la mesure où il s'agit d'un simple copier-coller des budgets 2012 – 2013 – 2014 de cette même A.S.B.L. Le mois précédent, le budget 2015 était un peu différent. Pourquoi a-t-il été modifié depuis le mois passé? Une Assemblée générale de l'A.S.B.L. a-t-elle été organisée entre les deux dates des derniers conseils communaux ? Par ailleurs, le budget 2014, inscrit afin de pouvoir le comparer à celui de 2015, ne correspond pas au budget 2014 qui a été présenté et voté le 12 septembre de l'année passée. Est-il possible d'obtenir une explication à cela ? Les comptes 2013, mieux connus, sont beaucoup plus précis quant au montant des recettes et des dépenses que les activités de cette A.S.B.L. peuvent générer. Pourquoi s'être basé sur le budget 2012 et non sur le réalisé 2013 ?

En 2012, sur les frais de personnel, les comptes indiquaient un montant de 292.000 €. En 2013, le réalisé donne 296.849 €, presque 2 % d'augmentation. C'est logique. Il y a l'ancienneté, l'indexation des salaires. Mais en 2015, pourquoi proposer 280.000 € ? Du personnel va-t-il être licencié ou leur temps de travail va-t-il être diminué ? Actuellement, l'O.N.S.S. dans le budget et les charges patronales dans les comptes correspondent environ à 33 % du brut. Donc, si on prend le montant de 280.000 € de frais de personnel dans le budget, cela équivaut à 92.400 € de charges patronales dans le budget et non 60.000 €. 32.400 € de différence. Pourquoi les frais de transport sont-ils de 75.000 € dans le budget 2015 alors qu'en 2012, ils étaient de 61.692 € et en 2013 de 54.802 €. Quel transport supplémentaire est envisagé en 2015 ?

M. l'Echevin/de h. schepen Sax répond que les frais de transport dépendent d'un marché et du prestataire et confirme vouloir garder ce prestataire qui propose des prix très bas.

M. le Président/de h. Voorzitter souhaite émettre une remarque concernant les dépenses relatives au personnel. Concernant la crainte de licenciement, les moniteurs changent chaque année.

Mme/Mevr. Francken répond qu'il s'agit des frais de prestataires, concernant les moniteurs, et ce sujet n'est pas le même. Est-il possible de détailler le montant de 81.000 € ? Les frais de prestataire équivalent à 206.616 € en réalisé 2013 alors que le réalisé 2012 présente un montant de 181.973 €. Le budget 2014 voté l'année passée présente un montant de 183.000 € alors que ce même budget fait aujourd'hui référence à un montant de 190.000 €. Le budget 2015 présente un montant de 190.000 €. C'est une nette diminution par rapport au réalisé 2013. Envisage-t-on de diminuer le nombre d'activités ou leur fréquence ? Cela ne semble pas être le cas puisque la participation des parents augmente de 2 %. Ou bien le nombre des activités va diminuer ou bien le montant de la participation des parents va augmenter ? Quels sont les options choisies ?

M. l'Echevin/de h. schepen Sax répond que toutes les activités continuent et ne sont donc pas réduites.

Mme/Mevr. Francken demande pourquoi les frais de prestataires diminuent dans ce cas.

M. l'Echevin/de h. schepen Sax répond que tout dépend du nombre d'enfants fréquentant les différentes activités.

Mme/Mevr. Francken précise que le nombre d'animateurs diminue, le nombre d'enfants et la participation des parents augmentent. Il paraît que ce budget est une mascarade. Cette A.S.B.L. bénéficie d'une dotation communale, de subventions diverses et d'une participation financière des parents pour un total de 800.000 €. Il n'est pas correct de réaliser un budget de n'importe quelle manière. On refuse cette manière de travailler qui n'est en rien démocratique d'autant plus que les budgets des années précédentes se modifient. Le groupe Ecolo votera contre et demande un vote nominatif.

M. le Président/de h. Voorzitter demande ce que le représentant du groupe au Conseil d'administration a voté ? Quel discours a-t-il tenu ?

M./de h. Wyngaard répond que ce sont les conseils d'administration des A.S.B.L. communales. M. Wyngaard ne va, quant à lui, pas citer les représentants du M.R. dans chaque A.S.B.L. En commençant ainsi, on n'en finit pas.

M. l'Echevin/de h. schepen Sax précise que toutes les questions ont bénéficié d'une réponse. Il a également la copie du procès-verbal de l'Assemblée générale. Le représentant Ecolo a voté favorablement ces documents.

M./de h. De Bock n'a aucun problème à ratifier le vote qui a eu lieu en Conseil d'administration de l'A.S.B.L. Cependant, il voudrait s'assurer que le budget présenté soit bien celui qui a été voté par les représentants communaux. Sous cette réserve-là, il n'a aucun problème à voter le point. Si ce n'est pas le cas, il serait judicieux de réunir le Conseil d'administration en question et que le mois prochain, M. l'Echevin Sax revienne avec le point qui fait l'unanimité au sein de son Conseil d'administration.

M./de h. Desmet suggère que ce point soit reporté dans un mois bien que celui-ci ait déjà été reporté deux fois, en octobre et novembre. En effet, l'intervention de Mme Francken est pertinente et a du sens.

M. l'Echevin/de h. schepen Sax n'est pas du tout d'accord avec l'intervention de Mme Francken et ce, à 90 % dans le sens où elle a reçu toutes les explications de sa part.

Mme/Mevr. Francken précise qu'il existe deux budgets 2014 et deux budgets 2015 et on ignore lequel a été voté dans cette A.S.B.L.

M. le Président/de h. Voorzitter propose de reporter le point 4C – 1 au prochain Conseil communal.

Objet 4D – 1 : Subsidies aux Associations et Clubs du troisième âge.- Exercice 2014.

Le Conseil,

Attendu que lors du vote du budget communal pour l'exercice 2014, un crédit de 6.000 € a été inscrit à l'article 83402/332-02/71 à titre de subsides aux associations et clubs du troisième âge;

Compte tenu de l'importance des activités et du nombre de participants,

Décide de répartir les subsides pour l'année 2014 de la manière suivante :

<u>Dénomination</u>	<u>Subside octroyé</u>
- Notre Dame de la Consolation	600 €
- Club de la Joie	1.000 €
- Cercle des Fidèles	500 €
- "Zilverdraad"	850 €
- RPUC – 3 ^e Age	1.100 €
- Association des Pensionnés et Retraités d'Uccle	1.200 €
- Lokaal Dienstencentrum Lotus	750 €.

Onderwerp 4D – 1 : **Toelagen aan Verenigingen en Clubs voor de 3de Leeftijd.- Dienstjaar 2014.**

De Raad,

Aangezien bij de stemming van de Gemeentebegroting voor het dienstjaar 2014 een krediet van 6.000 € werd ingeschreven onder artikel 83402/332-02/71 als subsidies aan Verenigingen en Clubs voor de 3de Leeftijd;

Rekening houdend met de georganiseerde activiteiten en het aantal deelnemers, Besluit de toelagen voor het jaar 2014 als volgt te verdelen :

<u>Benaming</u>	<u>Toegekende toelage</u>
- Notre Dame de la Consolation	600 €
- Club de la Joie	1.000 €
- Cercle des Fidèles	500 €
- “Zilverdraad”	850 €
- RPUC – 3 ^e Age	1.100 €
- Association des Pensionnés et Retraités d’Uccle	1.200 €
- Lokaal Dienstencentrum Lotus	750 €.

Objet 5A – 1 : **Subsides à divers organismes.- Exercice 2014.**

Le Conseil,

Vu que le budget de l’exercice 2014 prévoit aux articles 703/332-02/40 et 702/443-48/40 un crédit destiné à l’attribution de subsides à divers organismes d’éducation et d’enseignement;

Que la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l’octroi et de l’emploi des subventions accordées par les communes n’est pas d’application, les subsides accordés étant inférieurs à 1.250 €;

Que les œuvres bénéficiaires de ce subside sont cependant priées de fournir leurs projets d’activités et de compléter le formulaire prévu,

Décide de liquider les montants prévus selon la répartition suivante à tous les organismes représentés, à titre d’encouragement pour leurs actions caritatives :

- à l’article 703/332-02/40 – dépense envisagée : 5.404 € :

Les Amis de l’Académie de Musique	150 €
Association de Parents de	
- Calevoet	280 €
- Centre	280 €
- Eglantiers	670 €
- Homborch	580 €
- Longchamp	490 €
- Messidor	535 €
- Saint-Job	350 €
- Val Fleuri	775 €
- Verrewinkel	370 €
- Merlo	369 €
- ICPP	555 €

- à l’article 702/443-48/40 – dépense envisagée : 500 €

Interscolaire et associations locales des écoles catholiques 500 €.

Onderwerp 5A – 1 : **Subsidies aan allerlei instellingen.- Dienstjaar 2014.**

De Raad,

Aangezien de begroting 2014 op de artikels 703/332-02/40 en 702/443-48/40 een krediet voor de toekenning van subsidies aan verschillende onderwijsinstellingen voorziet;

Dat de wet van 14 november 1983 aangaande de controle op de toekenning en de aanwending van subsidies toegekend door de gemeenten niet van toepassing is, aangezien de toegekende subsidies lager zijn dan 1.250 €;

Dat de begunstigde instellingen evenwel gevraagd worden om hun geplande activiteiten mee te delen en het voorziene formulier in te vullen,

Besluit de voorziene bedragen als volgt te verdelen aan alle vertegenwoordigde instellingen om hun caritatieve activiteiten te ondersteunen :

- op artikel 703/332-02/40 - voorziene uitgave : 5.404 €

Les Amis de l'Académie de Musique 150 €

Oudervereniging van - Calevoet 280 €

- Centre 280 €

- Eglantiers 670 €

- Homborch 580 €

- Longchamp 490 €

- Messidor 535 €

- Sint-Job 350 €

- Val Fleuri 775 €

- Verrewinkel 370 €

- Merlo 369 €

- ICPP 555 €

- op artikel 702/443-48/40 - voorziene uitgave : 500 €

Interscolaire et associations locales des écoles catholiques 500 €.

Objet 6A – 1 : Marchés publics.- Prise pour information, en application de l'article 234, alinéa 3 de la nouvelle loi communale, de décisions du Collège des Bourgmestre et échevins fixant les conditions des marchés.

Le Conseil,

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 234, alinéa 3 et 236 relatifs aux compétences du Collège des Bourgmestre et Echevins;

Vu les articles 26, § 1, 1° a) de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et 105, § 1, 4° et 110, alinéa 2 de l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatifs à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques,

Prend pour information la décision du Collège échevinal suivante :

- 6 novembre 2014 - Bibliothèques francophones et Bibliothèque néerlandophone : achat de mobilier divers - 18.500 € (T.V.A. comprise) - Articles 76701/741-51/FR/70 (16.000 €) et 76701/741-51/NL/70 (3.500 €) - Fonds de réserve et subside.

Onderwerp 6A – 1 : Overheidsopdrachten.- Kennisneming, in toepassing van artikel 234, alinea 3 van de nieuwe gemeentewet, van de beslissingen van het College van Burgemeester en Schepenen die de voorwaarden van de opdrachten vaststellen.

De Raad,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, namelijk artikelen 234, alinea 3 en 236 inzake de bevoegdheden van het College van Burgemeester en Schepenen;

Gelet op artikelen 26, § 1, 1° a) van de wet van 15 juni 2006, inzake overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en artikelen 105, § 1, 4° en 110, alinea 2 van het koninklijk besluit van 15 juli 2011 inzake de gunning van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren,

Neemt kennis van de volgende beslissing van het Schepencollege :

- 6 november 2014 - Franstalige en Nederlandstalige bibliotheken : aankoop van allerlei meubilair - 18.500 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikels 76701/741-51/FR/70 (16.000 €) en 76701/741-51/NL/70 (3.500 €) - Reservefondsen en subsidie.

Objet 6A – 2 : Association Philharmonique d'Uccle.- 60ème anniversaire.- Concert Peer Gynt d'Edvard Grieg, le 30 novembre au Centre Culturel d'Uccle.- Subside extraordinaire.

Le Président expose :

"Vu que l'Association Philharmonique d'Uccle sollicite l'intervention de l'administration communale pour l'organisation du concert à l'occasion du 60ème anniversaire de l'orchestre;

Que le concert Peer Gynt d'Evrard Grieg se donnera le 30 novembre au centre Culturel d'Uccle;

Vu que le budget prévisionnel de cette manifestation s'élève à 4.550 €;

Que notre Administration accorde régulièrement un subside d'encouragement aux cercles culturels locaux destinés à couvrir les frais d'organisation de telles manifestations;

Que le subside pour le concert donné à l'occasion du 60^{ème} anniversaire de l'Orchestre Philharmonique a été fixé à 2.000 € maximum;

Que conformément à la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions exigeant du bénéficiaire la production de pièces justificatives prouvant la mise sur pied de l'activité subsidiée, l'association concernée fournira toutes les pièces justificatives prouvant la mise sur pied de cette activité et le résultat comptable de celle-ci;

Le Collège propose d'accorder un subside extraordinaire de 2.000 € maximum à cette occasion;

Cette dépense sera imputée à l'exercice 2014, Article 775/332-02/70 : Allocation : 23.400€ - disponible 21.600 €."

Le Conseil,

Entendu l'exposé ci-dessus,

Vu la loi du 16 juillet 1973 garantissant la protection des tendances idéologiques et philosophiques, précisant que l'octroi de subsides en espèces en faveur d'activités culturelles régulières, est de la compétence de l'assemblée représentative de l'autorité publique;

Que sur le plan communal, cette assemblée représentative est constituée par le Conseil communal;

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions exigeant du bénéficiaire la production de pièces justificatives prouvant la mise sur pied des activités subsidiées;

Etant donné que les documents, pièces justificatives prouvant la mise sur pied de cette activité et le résultat comptable de celle-ci nous seront fournis,

Décide d'accorder à l'Association Philharmonique d'Uccle un subside exceptionnel de 2.000 € maximum couvrant une partie du déficit occasionné par cette manifestation.

Onderwerp 6A – 2 : Association Philharmonique d'Uccle.- 60ste verjaardag.- Concert Peer Gynt d'Evrard Grieg op 30 november in het Cultureel Centrum Ukkel.- Buitengewone toelage.

De Voorzitter zet uiteen :

"Gelet dat de Association Philharmonique d'Uccle de tussenkomst vraagt van de Gemeente voor het concert ter gelegenheid van hun 60ste verjaardag;

Gezien het concert Peer Gynt d'Evrard Grieg op 30 november in het Cultureel Centrum Ukkel plaatsvindt;

Dat de raming van de kosten 4.550 € bedraagt;

Gelet dat ons Gemeentebestuur regelmatig een aanmoedigingstoelage toekent aan de plaatselijke gesubsidieerde culturele verenigingen, bestemd om een deel van de kosten, veroorzaakt door dergelijke organisaties te dekken;

Dat de toelage vastgesteld werd op maximum 2.000 €;

Dat overeenkomstig de wet van 14 november 1983 aangaande de controle op de toekenning en de aanwending van dergelijke toelagen, waarbij aan de begunstigde de desbetreffende rechtvaardigende stukken worden gevraagd teneinde de gesubsidieerde activiteit te staven, de betrokken vereniging ons de rechtvaardigende stukken en het boekhoudkundig verslag zal laten worden;

Het College stelt voor een buitengewone toelage van maximum 2.000 € toe te kennen;

Deze uitgave zal in de begroting 2014 ingeschreven worden onder artikel 775/332-02/70 - Toelage : 23.400 € - Beschikbaar : 21.600 €."

De Raad,

De voorgaande uiteenzetting gehoord hebbend;

Gelet op de wet van 16 juli houdende bescherming van de ideologische en filosofische strekkingen waarbij bepaald wordt dat de verdeling van deze toelage voorzien voor de culturele activiteiten, tot de bevoegdheid van de vertegenwoordigende vergadering der overheid behoort;

Dat op het gemeentelijk vlak deze vergadering wordt gevormd door de Gemeenteraad;

Gelet op de wet van 14 november 1983 aangaande de controle op de toekenning en de aanwending van dergelijke toelagen, waarbij aan de begunstigde de desbetreffende rechtvaardigende stukken worden gevraagd teneinde de gesubsidieerde activiteit te staven;

Aangezien de documenten, de bewijsstukken en het boekhoudkundig verslag betreffende de inrichting van deze activiteit ons zullen bezorgd worden,

Beslist een buitengewone toelage van maximum 2.000 € aan de Association Philharmonique d'Uccle toe te kennen ten einde een gedeelte van het tekort van deze manifestatie te dekken.

Objet 6A – 3 : **Fouchtra !.- Subside extraordinaire.**

Le Président expose :

"Vu que Madame Vandermeersch sollicite l'intervention de l'administration communale pour l'organisation du festival Fouchtra ! ... Théâtre et Musique – Jeune Public;

Vu que le budget prévisionnel de cette manifestation s'élève à 32.438,75 €;

Que notre Administration accorde régulièrement un subside d'encouragement aux cercles culturels locaux destinés à couvrir les frais d'organisation de telles manifestations;

Que le subside pour le festival Fouchtra ! ... a été fixé à 2.500 € maximum;

Que conformément à la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions exigeant du bénéficiaire la production de pièces justificatives prouvant la mise sur pied de l'activité subsidiée, l'association concernée fournira toutes les pièces justificatives prouvant la mise sur pied de cette activité et le résultat comptable de celle-ci;

Le Collège propose d'accorder un subside extraordinaire de 2.500 € maximum à cette occasion;

Cette dépense sera imputée à l'exercice 2014 - Article 775/332-02/70 - Allocation : 23.400 € - disponible 19.600."

Le Conseil,

Entendu l'exposé ci-dessus;

Vu la loi du 16 juillet 1973 garantissant la protection des tendances idéologiques et philosophiques, précisant que l'octroi de subsides en espèces en faveur d'activités culturelles régulières, est de la compétence de l'assemblée représentative de l'autorité publique;

Que sur le plan communal, cette assemblée représentative est constituée par le Conseil communal;

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions exigeant du bénéficiaire la production de pièces justificatives prouvant la mise sur pied des activités subsidiées;

Etant donné que les documents et pièces justificatives prouvant la mise sur pied de cette activité et le résultat comptable de celle-ci nous seront fournis,

Décide d'accorder à Fouchtra ! ... un subside exceptionnel de 2.500 € maximum couvrant une partie du déficit occasionné par cette manifestation.

Onderwerp 6A – 3 : **Fouchtra!.- Buitengewone toelage.**

De voorzitter licht toe :

"Aangezien mevrouw Vandermeersch de tussenkomst van de gemeente vraagt voor het festival Fouchtra! ..., een theater- en muziekfestival voor jong publiek;

Aangezien de raming van de kosten van deze manifestatie 32.438,75 € bedraagt;

Aangezien ons bestuur regelmatig aanmoedigingssubsidies toekent aan lokale culturele kringen voor de dekking van kosten om dergelijke evenementen te organiseren;

Aangezien de toelage voor Fouchtra ! ... werd vastgelegd op maximum 2.500 €;

Aangezien de betrokken vereniging alle nodige bewijsstukken van de gemaakte uitgaven voor dit evenement zal overmaken overeenkomstig de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen die eist dat de begunstigde de verantwoordingsstukken en een boekhoudkundig verslag moet voorleggen betreffende de organisatie van de gesubsidieerde activiteit;

Het college stelt voor een buitengewone toelage van maximum 2.500 € toe te kennen voor dit evenement;

Deze uitgave zal geboekt worden in de begroting 2014 - Artikel 775/332-02/70 : Toelage : 23.400 € – Beschikbaar : 19.600 €."

De Raad,

Gelet op deze toelichting;

Gelet op de wet van 16 juli 1973 waarbij de bescherming van de ideologische en filosofische strekkingen gewaarborgd wordt, die bepaalt dat de toekenning van subsidies in geld voor geregelde culturele activiteiten onder de bevoegdheid van de vertegenwoordigende vergadering van de overheid valt;

Aangezien deze vertegenwoordigende vergadering op gemeentelijk niveau de Gemeenteraad is;

Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen die eist dat de begunstigde de verantwoordingsstukken moet voorleggen betreffende de organisatie van de gesubsidieerde activiteit;

Aangezien de documenten, de bewijsstukken en het boekhoudkundig verslag betreffende de inrichting van deze activiteit ons zullen bezorgd worden,

Beslist aan Fouchtra !... een buitengewone subsidie van maximum 2.500 € toe te kennen, die een deel van het verlies zal dekken.

Objet 6A – 4 : **Chorale Les Petits Chanteurs du Collège Saint-Pierre d'Uccle.- Concert "Uccle chante Noël" à l'Eglise Saint-Pierre le 13 décembre 2014.- Aide matérielle de la commune.- Subside extraordinaire.**

Le Président expose :

"Vu que Monsieur Verbeeren sollicite l'intervention de l'administration communale pour l'organisation du concert Uccle Chante Noël;

Que les chorales uccloises suivantes participeront au concert du 13 décembre à l'Eglise Saint-Pierre d'Uccle : Les Petits Chanteurs du Collège Saint-Pierre, Nuovo Marco, Carloo Cantores, Mélopée (chœur de filles);

Vu que le budget prévisionnel de cette manifestation s'élève à 2.207 €;

Que notre Administration accorde régulièrement un subside d'encouragement aux cercles culturels locaux destinés à couvrir les frais d'organisation de telles manifestations;

Que le subside pour le concert a été fixé à 500 € maximum;

Que conformément à la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions exigeant du bénéficiaire la production de pièces justificatives prouvant la mise sur pied de l'activité subsidiée, l'association concernée fournira toutes les pièces justificatives prouvant la mise sur pied de cette activité et le résultat comptable de celle-ci;

Le Collège propose d'accorder un subside extraordinaire de 500 € maximum à cette occasion;

Cette dépense sera imputée à l'exercice 2014 - Article 775/332-02/70 - Allocation : 23.400€ - disponible 17.100 €."

Le Conseil,

Entendu l'exposé ci-dessus,

Vu la loi du 16 juillet 1973 garantissant la protection des tendances idéologiques et philosophiques, précisant que l'octroi de subsides en espèces en faveur d'activités culturelles régulières, est de la compétence de l'assemblée représentative de l'autorité publique;

Que sur le plan communal, cette assemblée représentative est constituée par le Conseil communal;

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions exigeant du bénéficiaire la production de pièces justificatives prouvant la mise sur pied des activités subsidiées;

Etant donné que les documents et pièces justificatives prouvant la mise sur pied de cette activité et le résultat comptable de celle-ci nous seront fournis,

Décide d'accorder à la Chorale les Petits Chanteurs du Collège Saint-Pierre un subside exceptionnel de 500 € maximum couvrant une partie du déficit occasionné par cette manifestation.

Onderwerp 6A – 4 : Les Petits Chanteurs du Collège Saint-Pierre d'Uccle.- "Uccle chante Noël" op 13 december 2014 in de Sint Pieterskerk.- Buitengewone toelage.

De Voorzitter zet uiteen :

"Aangezien de heer Verbeeren, muzikaal co-directeur van het koor "Les Petits chanteurs du Collège Saint-Pierre d'Uccle" de tussenkomst van de Gemeente vraagt voor een concert Uccle chante Noël;

Gelet dat volgende koren aan het concert van 13 december 2014 in de Sint Pieterskerk zullen deelnemen : Les Petits Chanteurs du Collège Saint-Pierre, Nuovo Marco, Carloo Cantores, Mélopée (meisjeskoor);

Dat de raming van de kosten 2.207 € bedraagt;

Gelet dat ons Gemeentebestuur regelmatig een aanmoedigingstoelage toekent aan de plaatselijke gesubsidieerde culturele verenigingen, bestemd om een deel van de kosten, veroorzaakt door dergelijke organisaties te dekken;

Dat de toelage op maximum 500 € werd vastgesteld;

Dat overeenkomstig de wet van 14 november 1983 aangaande de controle op de toekenning en de aanwending van dergelijke toelagen, waarbij aan de begunstigde de desbetreffende rechtvaardigende stukken worden gevraagd teneinde de gesubsidieerde activiteit te staven, de betrokken vereniging ons de rechtvaardigende stukken en een boekhoudkundig verslag zal laten geworden;

Het College stelt voor een buitengewone toelage van maximum 500 € toe te kennen;

Deze uitgave zal in de begroting 2014 ingeschreven worden onder artikel 775/332-02/70 - Toelage : 23.400 € - Beschikbaar : 17.100 €."

De Raad,

De voorgaande uiteenzetting gehoord hebbend;

Gelet op de wet van 16 juli houdende bescherming van de ideologische en filosofische strekkingen waarbij bepaald wordt dat de verdeling van deze toelage voorzien voor de culturele activiteiten, tot de bevoegdheid van de vertegenwoordigende vergadering der overheid behoort;

Dat op het gemeentelijk vlak deze vergadering wordt gevormd door de Gemeenteraad;
Gelet op de wet van 14 november 1983 aangaande de controle op de toekenning en de
aanwending van dergelijke toelagen, waarbij aan de begunstigde de desbetreffende
rechtvaardigende stukken worden gevraagd teneinde de gesubsidieerde activiteit te staven;
Aangezien de documenten, de bewijsstukken en het boekhoudkundig verslag
betreffende de inrichting van deze activiteit ons zullen bezorgd worden,
Beslist een buitengewone toelage van maximum 500 € aan Les Petits Chanteurs du
Collège Saint-Pierre toe te kennen teneinde een gedeelte van het tekort van deze
manifestatie te dekken.

**Objet 6A – 5 : Académie d'Uccle.- 50ème anniversaire.- Evènement musical le
25 février 2015. - Subside extraordinaire.**

Le Président expose :

"Vu que les "Amis de l'Académie de Musique d'Uccle" A.S.B.L. sollicite l'intervention de
l'administration communale pour l'organisation d'un événement musical à l'occasion du
50ème anniversaire de l'Académie qui aura lieu le 25 février 2015;

Vu que le budget prévisionnel de cette manifestation s'élève à 4.600 €;

Que notre Administration accorde régulièrement un subside d'encouragement aux
cercles culturels locaux destinés à couvrir les frais d'organisation de telles manifestations;

Que le subside pour l'Académie d'Uccle a été fixé à 1.000 € maximum;

Que conformément à la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de
l'emploi de certaines subventions exigeant du bénéficiaire la production de pièces
justificatives prouvant la mise sur pied de l'activité subsidiée, l'association concernée fournira
toutes les pièces justificatives prouvant la mise sur pied de cette activité et le résultat
comptable de celle-ci;

Le Collège propose d'accorder un subside extraordinaire de 1.000 € maximum à cette
occasion;

Cette dépense sera imputée à l'exercice 2014 - Article 775/332-02/70 - Allocation :
23.400 € - disponible 16.600 €."

Le Conseil,

Entendu l'exposé ci-dessus;

Vu la loi du 16 juillet 1973 garantissant la protection des tendances idéologiques et
philosophiques, précisant que l'octroi de subsides en espèces en faveur d'activités culturelles
régulières, est de la compétence de l'assemblée représentative de l'autorité publique;

Que sur le plan communal, cette assemblée représentative est constituée par le Conseil
communal;

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines
subventions exigeant du bénéficiaire la production de pièces justificatives prouvant la mise
sur pied des activités subsidiées;

Etant donné que les documents et pièces justificatives prouvant la mise sur pied de
cette activité et le résultat comptable de celle-ci nous seront fournis,

Décide d'accorder à l'Académie un subside exceptionnel de 1.000 € maximum couvrant
une partie du déficit occasionné par cette manifestation.

**Onderwerp 6A – 5 : Academie van Ukkel.- 50ste verjaardag.- Muzikaal evenement
op 25 februari 2015.- Buitengewone toelage.**

De voorzitter licht toe :

"Aangezien "Les Amis de l'Académie de Musique d'Uccle" de tussenkomst van de
gemeente vragen voor het organiseren van een muzikaal evenement op 25 februari 2015, ter
gelegenheid van het 50 jarig bestaan van de Academie;

Aangezien de raming van de kosten 4.600 € bedraagt;

Aangezien ons bestuur regelmatig aanmoedigingssubsidies toekent aan lokale culturele kringen voor de dekking van kosten om dergelijke evenementen te organiseren;

Aangezien de subsidie voor de Academie werd vastgelegd op maximum € 1.000;

Aangezien de betrokken vereniging alle nodige bewijsstukken van de gemaakte uitgaven voor dit evenement zal overmaken overeenkomstig de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen die eist dat de begunstigde de verantwoordingsstukken en een boekhoudkundig verslag moet voorleggen betreffende de organisatie van de gesubsidieerde activiteit;

Het college stelt voor een buitengewone subsidie van maximum € 1.000 toe te kennen voor dit evenement;

Deze uitgave zal geboekt worden in de begroting 2014 - Artikel 775/332-02/70 : Toelage : € 23.400 - Beschikbaar : € 16.600."

De Raad,

Gelet op deze toelichting;

Gelet op de wet van 16 juli 1973 waarbij de bescherming van de ideologische en filosofische strekkingen gewaarborgd wordt, die bepaalt dat de toekenning van subsidies in geld voor geregelde culturele activiteiten onder de bevoegdheid van de vertegenwoordigende vergadering van de overheid valt;

Aangezien deze vertegenwoordigende vergadering op gemeentelijk niveau de Gemeenteraad is;

Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen die eist dat de begunstigde de verantwoordingsstukken moet voorleggen betreffende de organisatie van de gesubsidieerde activiteit;

Aangezien de documenten, de bewijsstukken en het boekhoudkundig verslag betreffende de inrichting van deze activiteit ons zullen bezorgd worden,

Beslist aan de Academie een buitengewone subsidie van maximum 1.000 € toe te kennen, die een deel van het verlies zullen dekken.

Objet 6A – 6 : **Subsides annuels 2014 aux sociétés culturelles et artistiques locales.**

Mme/Mevr. Ledan demande ce qui a motivé les diminutions des subventions pour certaines sociétés culturelles et artistiques ucloises, telles que La Roseraie ou l'A.S.B.L. Ecole de devoirs Petit Coup de Pouce ?

Mme l'Echevin/Mevr. de schepen Gol répond que La Roseraie a vu ses subsides diminués parce que ses comptes sont bénéficiaires. L'A.S.B.L. Ecole de devoirs Petit Coup de Pouce a, quant à elle, été relancée l'année passée et un subside de 1.000 € lui a été offert, ce qui était tout à fait exceptionnel pour la relance de leurs activités. Les activités culturelles de cette A.S.B.L. peuvent uniquement être soutenues étant donné que l'école de devoir proprement dit ne dépend pas de l'échevinat de la Culture. Ils ont eu effectivement un subside plus large l'année passée. Ce n'était pas un subside exceptionnel mais plutôt annuel. C'était différent de ce qu'ils reçoivent les autres années.

Objet 6A – 6 : **Subsides annuels 2014 aux sociétés culturelles et artistiques locales.**

Le Conseil,

Considérant que notre Administration accorde régulièrement des subsides d'encouragement aux sociétés culturelles et artistiques ucloises;

Que la répartition de ces subsides est basée sur un rapport d'activité et un bilan des comptes de dépenses et recettes introduits par chaque groupement;

Vu la loi du 16 juillet 1973 garantissant la protection des tendances idéologiques et philosophiques, précisant que l'octroi de subsides en espèces en faveur d'activités culturelles régulières, est de la compétence de l'Assemblée représentative de l'autorité publique;

Que sur le plan communal, cette Assemblée représentative est constituée par le Conseil communal;

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions exigeant du bénéficiaire la production de pièces justificatives prouvant la mise sur pied des activités subsidiées;

Vu le budget 2014 qui prévoit en son article 775/332-02/70 des dépenses ordinaires un montant de € 23.400,00 destiné à l'attribution de subsides exceptionnels ainsi qu'à la répartition de subsides annuels accordés à titre d'encouragement à répartir entre les diverses sociétés culturelles et artistiques locales;

Vu que le solde disponible à ce jour est de 15.600 €;

Attendu que, afin de procéder à la répartition de ces subventions, nous avons invité chaque groupement à fournir pour le 1er octobre un rapport d'activités et un bilan des comptes de recettes et de dépenses pour l'exercice 2013 ainsi qu'un projet de budget pour 2014;

Que les associations "A.S.B.L. Choréart", "A.S.B.L. Vise Versa", "A.S.B.L. Cercle Astronomique de Bruxelles", "A.S.B.L. Ligue des Amis du Kawberg", "A.S.B.L. Côté Village" et "Kaernunos" ne nous ont pas fourni les documents demandés;

Que la "A.S.B.L. Twin Step" a rentré son dossier en retard;

Que les documents de demande de subside adressés à "A.S.B.L. Espace pensées" et "A.S.B.L. AGATEKA" nous sont revenus;

Attendu qu'une nouvelle association a introduit un dossier : "Vox anima.";

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

Décide de ratifier la répartition des subsides, à imputer à l'article 775/332-02/70 des dépenses ordinaires.

Onderwerp 6A – 6 : **Jaarlijkse subsidies 2014 voor plaatselijke culturele en artistieke verenigingen.**

De Raad,

Overwegende dat ons bestuur regelmatig aanmoedigingspremies toekent aan plaatselijke culturele en artistieke verenigingen;

Overwegende dat de verdeling van deze subsidies gebaseerd is op een activiteitenverslag en een balans van de ontvangsten- en uitgavenrekeningen, ingediend door elke vereniging;

Gelet op de wet van 16 juli 1973 waarbij de bescherming van de ideologische en filosofische strekkingen gewaarborgd wordt, die bepaalt dat de toekenning van subsidies in geld voor geregelde culturele activiteiten onder de bevoegdheid van de vertegenwoordigende vergadering van de overheid valt;

Aangezien deze vertegenwoordigende vergadering op gemeentelijk niveau de Gemeenteraad is;

Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen die eist dat de begunstigde de verantwoordingsstukken moet voorleggen betreffende de organisatie van de gesubsidieerde activiteit;

Gelet op de begroting 2014 die in artikel 775/332-02/70 van de gewone uitgaven een bedrag voorziet van € 23.400, bestemd voor de toekenning van uitzonderlijke subsidies en voor de verdeling van jaarlijkse subsidies, ter aanmoediging toegekend aan plaatselijke culturele en artistieke verenigingen;

Aangezien er op heden € 15.600 beschikbaar is;

Aangezien we, alvorens over te gaan tot de verdeling van deze subsidies, elke vereniging hebben verzocht, voor 1 oktober, het volgende over te maken : een activiteitenverslag, een balans van de ontvangsten- en uitgavenrekeningen voor het dienstjaar 2013 en een ontwerp van begroting voor 2014;

Aangezien "A.S.B.L. Choréart", "A.S.B.L. Vise Versa", "A.S.B.L. Cercle Astronomique de Bruxelles", "A.S.B.L. Ligue des Amis du Kauwberg", "A.S.B.L. Côté Village" en "Kaernunos" de gevraagde documenten niet hebben overgemaakt;

Aangezien "A.S.B.L. "Twin Step" haar dossier te laat heeft ingediend;

Aangezien dat de documenten die we aan "A.S.B.L. Espace pensées" en "A.S.B.L. AGATEKA" toestuurden, niet afgeleverd werden;

Aangezien één nieuwe vereniging een dossier heeft ingediend : "Vox anima.";

Op voorstel van het College van Burgemeester en schepenen,

Beslist over te gaan tot de bekrachtiging van de verdeling van de subsidies, te boeken onder artikel 775/332-02/70 van de gewone uitgaven.

Objet 6B – 1 : Marchés publics.- Prise pour information, en application de l'article 234, alinéa 3 de la nouvelle loi communale, de décisions du Collège des Bourgmestre et échevins fixant les conditions des marchés.

Le Conseil,

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 234, alinéa 3 et 236 relatifs aux compétences du Collège des Bourgmestre et Echevins;

Vu les articles 26, § 1, 1° a) de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et 105, § 1, 4° et 110, alinéa 2 de l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatifs à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques,

Prend pour information la décision du Collège des Bourgmestre et échevins suivante :

- 23 octobre 2014 - Fourniture de divers équipements sportifs dans différentes salles de sports - 79.841,85 € (T.V.A. comprise) - Article 764/744-98/12 - Emprunt.

Onderwerp 6B – 1 : Overheidsopdrachten.- Kennisneming, in toepassing van artikel 234, alinea 3 van de nieuwe gemeentewet, van de beslissingen van het College van Burgemeester en Schepenen die de voorwaarden van de opdrachten vaststellen.

De Raad,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, namelijk artikelen 234, alinea 3 en 236 inzake de bevoegdheden van het College van Burgemeester en Schepenen;

Gelet op artikelen 26, § 1, 1° a) van de wet van 15 juni 2006, inzake overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en artikelen 105, § 1, 4° en 110, alinea 2 van het koninklijk besluit van 15 juli 2011 inzake de gunning van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren,

Neemt kennis van de volgende beslissing van het Schepencollege :

- 23 oktober 2014 - Levering van allerlei uitrusting voor verschillende sportzalen - 79.841,85 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 764/744-98/12 - Lening.

Subventions aux organismes sportifs.- Année 2014.

M. Wyngaard constate le subside exceptionnel alloué à "Gymnorythmies", choix qui est tout à fait bon mais qui reste sans doute défendable. Cela aura des conséquences regrettables pour l'enveloppe budgétaire. En effet, l'ensemble des clubs sportifs, à l'une ou l'autre exception près, perdent des moyens. L'année dernière, à la même période, il y a une variation de 20 % à 40 %.

D'après le tableau de Mme l'Echevin Gol-Lescot, cette association perd des moyens. Cela allait dans le même sens depuis un certain nombre d'années par rapport à l'associatif ucclois. C'était déjà regrettable et M. Wyngaard le regrette une nouvelle fois.

Mme l'Echevin/Mevr. de schepen Gol-Lescot répond que "Gymnorythmies" a complètement perdu son subside annuel parce qu'ils sont bénéficiaires.

M./de h. Wyngaard se réfère à la liste et constate qu'A bout de souffle perd 80 €, Aikido Kimusubi perd 400 €, BC la Chênaie perd 40 €, BCS Uccle perd 430 € et Brussels Champion Taekwondo perd 550 €.

Mme l'Echevin/Mevr. de schepen Gol-Lescot ajoute que le Wolvendael Hockey Club s'est rajouté et reçoit 500 €.

M/de h. Wyngaard explique que globalement, à peu de chose près, toutes ces associations perdent des moyens. C'est regrettable. C'est un choix politique malgré tout mais le groupe Ecolo approuve par ailleurs les deux points soumis.

Mme l'Echevin/Mevr. de schepen Gol-Lescot explique que le subside a toujours été le même. Le subside est accordé en fonction du nombre de membres que comptent les clubs, à l'exception du Hockey où le subside est plafonné à 500 €. Le montant est de 200 € pour tous les clubs bénéficiaires. La diminution ne résulte pas d'un problème de subsides mais bien à cause du fait que certaines associations perdent des membres.

M./de h. Wyngaard regrette que tous les clubs sportifs perdent des membres. Il faudrait s'interroger à ce sujet.

Mme/Mevr. Dupuis demande des explications afin de mieux connaître Gymnorythmies.

Mme l'Echevin/Mevr. de schepen Gol-Lescot explique que Gymnorythmies est un club de gymnastique rythmique et sportif. Ce club, qui est en positif cette année, compte de nombreux membres. Celui-ci est sélectionné pour le Gymnaestrada Mondiale et cela leur coûte exactement 1.200 € par sportive. Ces dernières sont envoyées à ces jeux mondiaux et ils ont demandé un subside extraordinaire. Comme ils épargnent depuis quelques années pour l'envoi de leurs sportives au Gymnaestrada Mondiale, le compte de Gymnorythmies est bénéficiaire cette année. C'est pourquoi, le tableau des subsides annuels indique seulement un montant de 200 €. Il a été décidé de leur allouer un subside extraordinaire comme cela a été accordé au Brussels Frisbee Mooncatchers l'année passée, organisme qui était sélectionné pour les championnats du monde. On considère, qu'à partir du moment où un club est bénéficiaire, un montant de maximum 200 € lui est attribué mais s'il y a un événement particulier, comme par exemple l'envoi des 8 sportives (1.200 € par sportives), la commune prend en charge une partie des frais d'inscription pour les jeux rythmiques mondiaux.

Objet 6B – 2 : **Gymnorythmies.- Octroi d'un subside exceptionnel.- Année 2014.**

Le Conseil,

Attendu qu'à l'article 764/332-02/12 du budget 2014 figure un crédit de 17.000 € à titre de subventions aux sociétés sportives;

Que Gymnorythmies Uccle Belgium organise le 7 février 2015 le Gala National Gymnaestrada en vue de participer à la Gymnaestrada Mondiale en juillet 2015, manifestation dont les frais d'inscription par participante s'élèveraient à 1.200 €;

Que pour cette occasion, les organisateurs sollicitent l'octroi d'une participation financière communale;

Que le Collège, en sa séance du 13 novembre 2014, a accordé au vu de l'organisation un subside exceptionnel de 3.500 €;

Que cette dépense sera imputée à l'article 764/332-02/12 des dépenses ordinaires de 2014 "Subsides aux organismes sportifs",

Ratifie cette décision.

Onderwerp 6B – 2 : **Uitzonderlijke subsidie voor Gymnorythmies.- Jaar 2014.**

De Raad,

Aangezien er onder artikel 764/332-02/12 van de begroting 2014 een bedrag van € 17.000 voorzien is voor subsidies aan sportverenigingen;

Aangezien Gymnorythmies Uccle Belgium op 7 februari 2015 het Nationaal Gymnaestrada organiseert met het oog op de deelname aan de World Gymnaestrada in juli 2015 waarvoor de inschrijvingskosten per deelnemster € 1.200 zouden bedragen;

Aangezien de organisatoren voor deze gelegenheid een financiële bijdrage van de gemeente vragen;

Aangezien het college in zitting van 13 november 2014 een uitzonderlijke subsidie van € 3.500 heeft toegekend voor dit evenement;

Aangezien deze uitgave geboekt zal worden onder artikel 764/332-02/12 van de gewone uitgaven van 2014 "Toelagen sportinstellingen",

Bekrachtigt deze beslissing.

Objet 6B – 3 : **Subventions aux organismes sportifs.- Année 2014.**

Le Conseil,

Attendu qu'à l'article 764/332-02/12 du budget 2014 figure un crédit de 13.500 € à titre de subventions aux sociétés sportives;

Que le Collège, en sa séance du 13 novembre 2014, a réparti les subsides 2014 de la manière suivante :

• A Bout de Souffle	320,00 €
• Aikido Kimusubi	600,00 €
• Ancienne Volley	450,00 €
• BC la Chênaie	880,00 €
• BCS Uccle	1.260,00 €
• Brussels Champion Taekwondo	200,00 €
• Brussels Frisbee Mooncatchers	1.100,00 €
• CTPU	200,00 €
• Damoclès	200,00 €
• Espace Sport	200,00 €
• Forza Uccle	200,00 €
• Gymnorythmies	200,00 €
• Ju Jitsu Ucclois	300,00 €
• Judo Club l'Étincelle	340,00 €
• Judo Club la Chênaie	500,00 €
• Longchamp Swimming Club	3.000,00 €
• Rallye Longchamp	420,00 €
• Royal Léopold Club - Section Hockey	500,00 €
• Royal Racing Club - Section Hockey	500,00 €
• Royal Uccle Sport - Section Hockey	500,00 €
• Te Ashi Dooji Karaté	200,00 €
• Tornado Brussels Floor	500,00 €
• Uccle VF	200,00 €
• UFAC	230,00 €
• Wolvendael Hockey Club	500,00 €
Total :	13.500,00 €

Ratifie cette decision.

Onderwerp 6B – 3 : **Subsidies aan sportverenigingen.- Jaar 2014.**

De Raad,

Aangezien er onder artikel 764/332-02/12 van de begroting 2014 een bedrag van € 13.500 voorzien is voor subsidies aan sportverenigingen;

Aangezien het college in zitting van 13 november 2014 de subsidies 2014 als volgt heeft verdeeld :

• A Bout de Souffle	320 €
• Aikido Kimusubi	600 €
• Ancienne Volley	450 €
• BC la Chênaie	880 €
• BCS Uccle	1.260 €
• Brussels Champion Taekwondo	200 €
• Brussels Frisbee Mooncatchers	1.100 €
• CTPU	200 €
• Damoclès	200 €
• Espace Sport	200 €
• Forza Uccle	200 €
• Gymnorythmies	200 €
• Ju Jitsu Ucclois	300 €
• Judo Club l'Étincelle	340 €
• Judo Club la Chênaie	500 €
• Longchamp Swimming Club	3.000 €
• Rallye Longchamp	420 €
• Royal Léopold Club – Section Hockey	500 €
• Royal Racing Club – Section Hockey	500 €
• Royal Uccle Sport – Section Hockey	500 €
• Te Ashi Dooji Karaté	200 €
• Tornado Brussels Floor	500 €
• Uccle VF	200 €
• UFAC	230 €
• Wolvendael Hockey Club	500 €
Totaal :	13.500 €

Bekrachtigt deze beslissing.

Objet 7A – 1 : **Travaux publics.- Nouvelle loi communale article 234, alinéa 3.- Marchés publics.- Communication des décisions du Collège des Bourgmestre et échevins.**

Le Conseil,

Vu la nouvelle loi communale notamment l'article 234, alinéa 3 tel que modifié par les ordonnances des 17 juillet 2003, 9 mars 2006 et 11 juillet 2013;

Vu la nouvelle loi communale, article 236, alinéa 2;

Vu les décisions du Collège des Bourgmestre et échevins relatives à la passation des marchés par procédure négociée en vertu de l'article 26, § 1, 1° a) de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et services,

Prend pour information les décisions du Collège des Bourgmestre et échevins suivantes :

- 13 octobre 2014 - Mobilier pour les écoles communales, préguardiennats et crèches - 66.299,70 € - (T.V.A. comprise) - Fonds de réserve (articles 721/741-51/40, 706/741-51/40, 75101/741-51/40, 75102/741-51/40 et 84402/741-51/40), emprunt (articles 722/741-51/40 et 84401/744-51/90) et subside (article 76701/741-51-FR/70);

- 13 octobre 2014 - Stand de tir : mise en conformité - Modification des conditions du marché et approbation de l'augmentation de l'estimation de la dépense de 20.645 € (T.V.A. comprise) - Article 764/724-60/96;
- 23 octobre 2014 - Ecole du Centre : restauration d'une corniche et de linteaux en béton - 10.285 € (majoration et T.V.A. comprises) - Article 722/724-60/96 - Emprunt;
- 23 octobre 2014 - Informatisation des services, des écoles et des bibliothèques communales - Acquisition de matériel et de logiciels - 102.000,58 € (T.V.A comprise) - Articles 139/742-53/53 (29.500,58 €), 424/742-53/53 (4.000 €), 701/742-53/53 (5.000 €), 762/742-53/53 (4.000 €), 764/742-53/53 (4.000 €), 840/742-53/53 (4.000 €), 875/742-53/53 (4.000 €), 930/742-53/53 (5.000 €) 706/742-53/40 (2.000 €), 722/742-53/40 (20.000 €), 734/742-53/40 (3.000€), 735/742-53/40 (2.500 €), 75101/742-53/40 (2.500 €), 75102/742-53/40 (2.500 €), 76701/742-53/FR/70 (6.000 €), 76701/742-53/NL/70 (2.000 €) et 76702/742-53/70 (2.000 €) - Emprunt (article 139/742-53/53) et Fonds de réserve;
- 6 novembre 2014 - Levés topographiques de l'espace public - Exercice 2014 - 25.000 € (T.V.A. comprise) - Article 421/747-60/82 - Emprunt;
- 6 novembre 2014 - Ecole de Calevoet : réfection maçonnerie et placement porte métallique et nouveau caniveau dans le local poubelles - 16.454,08 € (T.V.A. comprise) - Article 722/724-60/96 - Emprunt;
- 6 novembre 2014 - Ecole de Verrewinkel : traitement de la mérule dans l'escalier de la conciergerie - Approbation de l'augmentation de la dépense de 4.151,59 € (T.V.A. comprise) - Article 722/724-60/96;
- 6 novembre 2014 - Justice de paix : rénovation de la salle de greffe, cuisine et local archivage au premier étage - Modification des conditions du marché et approbation de l'augmentation de l'estimation de la dépense de 2.362,47 € (T.V.A. comprise) - Article 322/724-60/85;
- 6 novembre 2014 - Ecole de Verrewinkel : réparation des châssis défectueux - 3.338,39 € (majoration et T.V.A. comprises) - Article 722/724-60/96 - Emprunt;
- 6 novembre 2014 - Achat de petit outillage et machines d'entretien - 8.823,94 € (T.V.A. comprise) - Article 137/744-98/85 - Fonds de réserve;
- 6 novembre 2014 - Ecole du Val Fleuri : extension de la détection intrusion - Approbation du dépassement de la dépense de 453,75 € (T.V.A. comprise) - Article 722/724-60/96;
- 6 novembre 2014 - Crèche de Saint Job : réaménagement - dernière phase (EA 11) – Approbation du dépassement de la dépense de 16.167,35 € (T.V.A. comprise) - Article 84401/723-60/96;
- 6 novembre 2014 - Ecole du Val Fleuri : extension du préau - Approbation de la dépassement de la dépense de 5.499,45 € (T.V.A. comprise) - Article 722/723-60/96;
- 6 novembre 2014 - Ecole de Messidor : réfection des parties supérieures de façades de la cour de récréation (école primaire) - Approbation de l'augmentation de la dépense de 98,16 € (T.V.A. comprise) - Article 722/724-60/96;
- 6 novembre 2014 - Fourniture, installation et entretien d'un duplicopieur digital pour l'imprimerie du bâtiment communal rue Auguste Danse, 25 - 14.520 € (T.V.A. comprise) - Article 134/742-52/58 - Fonds de réserve;
- 6 novembre 2014 - Curage des ruisseaux sur le territoire communal - Exercice 2014 - 73.990,29 € (T.V.A. comprise) - Article 879/732-60/82 - Emprunt;
- 6 novembre 2014 - Inspection et cartographie de pertuis sur le territoire communal - Exercice 2014 - 55.702,35 € (T.V.A. comprise) - Article 879/732-60/82 - Emprunt;
- 6 novembre 2014 - Achat de deux marteaux-piqueurs - 8.500 € (T.V.A. comprise) - Article 421/744-51/58 - Fonds de réserve;
- 6 novembre 2014 - Achat de containers - 15.000 € (T.V.A. comprise) - Article 136/744-51/58 - Fonds de réserve;
- 6 novembre 2014 - Acquisition d'une licence supplémentaire du logiciel topographique Covadis pour le service de la Voirie - 2.770,90 € (T.V.A. comprise) - Article 138/742-53/53 - Fonds de réserve;

- 13 novembre 2014 - Achat de matériel et équipement didactique - 10.900 € (T.V.A. comprise) - Fonds de réserve (articles 721/744-98/40, 722/744-98/40 et 75101/744-98/40) et emprunt (articles 75102/744-98/40 et 84401/744-98/90);
- 13 novembre 2014 - Ecole du Merlo - Construction d'un nouveau bâtiment à rue et transformation de la conciergerie et des vestiaires de la salle de gym (EA 35) – Approbation du dépassement de la dépense de 70.704,18 € (T.V.A. comprise) - Article 75101/722-60/96;
- 13 novembre 2014 - Ecole du Merlo - Construction d'un nouveau bâtiment à rue et transformation de la conciergerie et des vestiaires de la salle de gym (EA 36) - Approbation du dépassement de la dépense de de 59.770,82 € TVAC - Article 75101/722-60/96;
- 13 novembre 2014 - Maison des Séniors du Kriekenput : enlèvement des matériaux contenant de l'amiante - 25.000 € (T.V.A. comprise) - Article 834/724-60/85 - Emprunt;
- 13 novembre 2014 - Ecole des Eglantiers : fourniture et pose de panneaux acoustiques - 40.000 € (T.V.A. comprise) - Article 722/724-60/96 - Emprunt;
- 13 novembre 2014 - Ecole de Verrewinkel : placement d'isolation acoustique aux planchers et plafond dans les classes maternelles - Approbation du dépassement de la dépense de 9,85 € (T.V.A. comprise) - Article 721/724-60/85;
- 13 novembre 2014 - Eglise de Saint-Job : réparation des façades et vérification des corniches, réseau d'égout (phase I) et peinture intérieure (phase II) - 95.000 € (T.V.A. comprise) - Article 790/724-60/85 - Emprunt;
- 13 novembre 2014 - Ecole de Saint-Job : extension de la détection intrusion - 4.060,88 € (T.V.A. comprise) - Article 722/724-60/96 - Emprunt;
- 13 novembre 2014 - Achat de matériel et d'équipement de psychomotricité - 45.054,05 € (T.V.A. comprise) - Articles 84401/744-51/90 (38.442,05 €) et 84401/744-98/90 (6.612 €) - Fonds de réserve;
- 13 novembre 2014 - Achat de matériel et d'équipement électrique - 12.535,82 € (T.V.A. comprise) - Articles 137/744-98/85 (1.350,00 €), 706/744-98/40 (440 €), 722/744-98/40 (1.180,00 €), 735/744-98/40 (1.320 €), 75102/744-98/40 (715 €), 84401/744-98/90 (5.330,82 €) et 84402/744-98/40 (2.200,00 €) - Fonds de réserve;
- 13 novembre 2014 - Aménagement du Moensberg - Exercice 2008 - Approbation du dépassement de la dépense de 2.931,01 € (T.V.A. comprise) - Article 421/731-60/82;
- 20 novembre 2014 - Centre Culturel d'Uccle : réfection et isolation des façades - Approbation du dépassement de la dépense de 24.988,44 € (T.V.A. comprise) - Article 76201/724-60/96;
- 20 novembre 2014 - Ecole de Messidor : création de deux classes supplémentaires - Approbation du dépassement de la dépense de 46.637,56 € (T.V.A. comprise) - Article 722/723-60/96 de 2013;
- 20 novembre 2014 - Service Vert : rénovation toitures et corniches locaux élagueurs - 80.000 € (T.V.A. comprise) - Article 766/724-60/85 - Emprunt;
- 20 novembre 2014 - Centre pluraliste familial - Travaux divers - 100.000 € (T.V.A. comprise) - Article 124/724-60/85 - Emprunt et subsides;
- 20 novembre 2014 - Nouvelles technologies - Achat d'un logiciel de gestion de cartes de stationnement (Stationnement.net) - 30.601,31 € (T.V.A. comprise) - Article 424/742-53/57 - Emprunt.

Objet 7A – 2 : Remise en état de revêtements de voirie suite aux travaux d'égouttage exécutés par Hydrobru.- Exercice 2014.- Approbation de la dépense et du mode de financement.

Le Conseil,

Vu qu'un budget de 2.300.000 € est prévu à l'article 421/731-60/82 des dépenses extraordinaires pour l'amélioration de la voirie du budget extraordinaire 2014;

Vu qu'en date du 10 mai 2001, le Conseil communal a approuvé la cession de la gestion du réseau d'égouts de la Commune par l'IBrA. Entre-temps, l'IBrA est devenue Hydrobru;

Attendu que l'état des revêtements des voiries à égoutter dans le bassin versant du Verrewinkelbeek dans le quartier Fond'Roy ou dans d'autres voiries dépourvues d'égout nécessite après travaux une remise en état sur toute la surface de la voirie dès la fin des travaux d'égouttage;

Vu que pour de raisons techniques et pour une meilleure organisation de chantier, Hydrobru a été désignée comme pouvoir adjudicateur qui interviendra au nom de la Commune d'Uccle,

Vu qu'une convention a été établie à cet effet, approuvée par le Conseil communal du 30 mai 2013, approuvée par dépassement de délai la Tutelle et signée par les deux parties le 3 septembre 2013.

Vu que la répartition de la prise en charge de la remise en état des voiries dépendra de l'année de la dernière réfection de la voirie. Si la dernière réfection de la voirie est récente (moins de 5 ans) et si des travaux d'égouttage concernent plus de 20 % de la surface du revêtement d'une voirie, Hydrobru prendra l'entière responsabilité des travaux à sa charge – dans les autres cas une clé de répartition entre la Commune et Hydrobru sera d'application;

Vu que la dépense estimée de 400.000 € pour la quote-part de la commune d'Uccle dans les travaux d'asphaltage sera imputée à l'article 421/731-60/82 pour l'amélioration de la voirie 2014;

Vu l'article 234 de la nouvelle loi communale,

Décide :

- 1) de confier à Hydrobru l'attribution et l'exécution du marché d'asphaltage ou de pavage en vertu de la convention signée par les deux parties le 3 septembre 2013;
- 2) d'approuver la dépense estimée de 400.000 € pour les travaux d'asphaltage ou de pavage;
- 3) d'engager la dépense de 400.000 € à l'article 421/731-60/82 amélioration de la voirie 2014;
- 4) de marquer son accord pour la conclusion d'un emprunt.

Onderwerp 7A – 2 : Herstelling van de wegbedekking ten gevolge van de rioleringswerken door Hydrobru uitgevoerd.- Dienstjaar 2014.- Goedkeuring van de uitgave en van de financieringswijze.

De Raad,

Aangezien een budget van € 2.300.000 is voorzien onder artikel 421/731-60/82 van de buitengewone uitgaven voor de verbetering van de rijbaan in de buitengewone begroting 2014;

Aangezien de Gemeenteraad op 10 mei 2001 de overdracht van het beheer van het rioolnet van de gemeente aan BrIS heeft goedgekeurd. Intussen is BrIS Hydrobru geworden;

Aangezien de staat van de wegbedekkingen van de wegen waar een riolering dient te worden aangelegd in het stroomgebied van de Verrewinkelbeek in de wijk Vronerode of in andere wegen die geen riolering hebben, na de werkzaamheden een heraanleg vereist over de hele oppervlakte van de rijbaan zodra de rioleringswerken zijn beëindigd;

Aangezien Hydrobru om technische redenen en voor een betere werforganisatie aangeduid is als aanbestedende overheid die in naam van de gemeente Ukkel zal optreden;

Aangezien daartoe een overeenkomst is opgesteld, goedgekeurd door de Gemeenteraad van 30 mei 2013, goedgekeurd door overschrijden van de termijn van het Toezicht en getekend door beide partijen op 3 september 2013;

Aangezien de kosten van de heraanleg van de wegen verdeeld zal worden volgens het jaar waarin de rijbaan de laatste keer is hersteld. Indien de laatste herstelling van de rijbaan recent is (minder dan 5 jaar) en de rioleringswerken zich uitstrekken op meer dan 20 % van het oppervlak van de wegbedekking, neemt Hydrobru de volledige werken op zich - in de andere gevallen wordt een verdeelsleutel toegepast tussen de gemeente en Hydrobru;

Aangezien de uitgave op € 400.000 wordt geraamd voor het aandeel van de gemeente Ukkel in de asfalteringswerken, te boeken onder artikel 421/731-60/82 voor de verbetering van de rijbaan 2014;

Gelet op artikel 234 van de nieuwe gemeentewet,

Beslist :

1) Hydrobru de toekenning van de uitvoering van de asfalteringsopdracht of de bestratingsopdracht toe te vertrouwen uit hoofde van de overeenkomst die beide partijen op 3 september 2013 hebben ondertekend;

2) de op € 400.000 geraamde uitgave goed te keuren voor de asfalterings- of bestratingswerken;

3) de uitgave van € 400.000 vast te leggen onder artikel 421/731-60/82 verbetering van de rijbaan 2014;

4) in te stemmen met het afsluiten van een lening.

Objet 7A – 3 : Règlement-redevance sur les réservations d'emplacements de stationnement sur la voie publique.- Adoption du nouveau règlement.

Le Conseil,

Considérant que le présent règlement remplace et abroge le règlement-redevance sur les réservations d'emplacements de stationnement sur la voie publique adopté par le Conseil communal du 22 septembre 2011;

Attendu qu'à l'usage, il a été constaté que ce règlement présente certaines lacunes. Le service technique de la voirie propose donc de l'adapter.

Les modifications portent sur une mise en page plus claire.

Si la demande est introduite tardivement, le tarif prévu est augmenté de 25 € pour la première journée.

Dans le nouveau règlement des précisions ont été apportées pour la prolongation d'une demande initiale, pour une annulation d'une demande, pour des autorisations spécifiques (distance supérieure à 100 mètres, fermeture de rue);

Des exonérations et des réductions de tarifs ont été introduites. Dans le cas de réservation en vue d'une brocante un montant de 300 € par jour a été prévu.

Vu les articles 112 et 114 et 117 de la nouvelle loi communale,

Décide :

- d'adopter le nouveau règlement-redevance sur les réservations d'emplacements de stationnement sur la voie publique;

- d'abroger le règlement-redevance sur les réservations d'emplacements de stationnement sur la voie publique voté par le Conseil communal du 22 septembre 2011.

Onderwerp 7A – 3 : Vergoedingsreglement voor de reservering van parkeerplaatsen op de openbare weg.- Goedkeuring van het nieuwe reglement.

De Raad,

Overwegende dat het onderhavige reglement het vergoedingsreglement voor de reservering van parkeerplaatsen op de openbare weg, goedgekeurd door de Gemeenteraad van 22 september 2011, vervangt en intrekt;

Aangezien er in de praktijk is vastgesteld dat dit reglement enkele lacunes vertoont. De technische dienst Wegen stelt voor om het aan te passen.

De wijzigingen betreffen een duidelijkere opmaak.

Indien de aanvraag laattijdig werd ingediend, is het voorziene tarief verhoogd met € 25 voor de eerste dag.

In het nieuwe reglement werden verduidelijkingen aangebracht voor de verlenging van een oorspronkelijke aanvraag, voor een annulering van een aanvraag, voor specifieke toelatingen (afstand groter dan 100 meter, afsluiting van een straat).

Uitzonderingen en tariefverminderingen werden ingevoerd. In het kader van een reservering van een brocante werd een bedrag van € 300 per dag voorzien.

Gelet op artikels 112, 114 en 117 van de nieuwe gemeentewet,

Beslist :

- het nieuwe vergoedingsreglement voor de reservering van parkeerplaatsen op de openbare weg goed te keuren;
- het vergoedingsreglement voor de reservering van parkeerplaatsen op de openbare weg, goedgekeurd door de Gemeenteraad van 22 september 2011, in te trekken.

**Objet 7A – 4 : Ferme Rose.- Raccordement de la cabine haute tension.-
Approbation de la dépense et du mode de financement.**

Le Conseil,

Attendu qu'il y a lieu de procéder au raccordement d'une cabine haute tension, le service des bâtiments communaux a demandé une offre de prix à la firme Sibelga, qui en fonction de son statut, est le seul gestionnaire du réseau public de gaz et d'électricité pour la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu que l'offre de la société Sibelga en vue de ce raccordement s'élève à 16.504,00 EUR HTVA ou 19.969,84 EUR TVAC;

Attendu que cette dépense de 19.969,84 EUR peut être imputée à l'article 773/724-60/96 des modifications budgétaires A du budget extraordinaire 2014;

Sur proposition du Collège échevinal;

Décide :

- 1) d'approuver la dépense estimée de 19.969,84 EUR (majoration et TVAC);
- 2) de confier la réalisation des travaux à Sibelga, gestionnaire du réseau publique de gaz et d'électricité;
- 3) d'engager la dépense de 19.969,84 EUR à l'article 773/724-60/96 des modifications budgétaires du budget extraordinaire de 2014;
- 4) de marquer son accord sur le financement de la dépense via emprunt.

**Onderwerp 7A – 4 : Roze Hoeve.- Aansluiting van de hoogspanningscabine.-
Goedkeuring van de uitgave en van de financieringswijze.**

De Raad,

Aangezien dat een hoogspanningscabine dient aangesloten te worden, heeft de dienst Gemeentebouwen hiertoe een prijsofferte gevraagd aan de firma Sibelga, wat door zijn statuut de enige beheerder is van het openbaar gas- en elektriciteitsnet voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Aangezien de offerte van Sibelga met het oog op deze aansluiting 16.504,00 EUR bedraagt excl. btw of 19.969,84 EUR incl. btw;

Aangezien dat deze uitgave van 19.969,84 EUR aangerekend kan worden op artikel 773/724-60/96 van de begrotingswijziging A van de buitengewone begroting van 2014;

Op voorstel van het Schepencollege,

Beslist :

- 1) de op 19.969,84 EUR (incl. vermeerdering en btw) geraamde uitgave goed te keuren;
- 2) de uitvoering van deze werken toe te wijzen aan Sibelga, beheerder van het openbaar gas- en elektriciteitsnet;
- 3) de uitgave van 19.969,84 EUR onder artikel 773/724-60/96 van de begrotingswijziging van de buitengewone begroting van 2014 vast te leggen;
- 4) in te stemmen met de financiering van de uitgave door te lenen.

Objet 7A – 5 : Aménagement spécifique d'une zone inondable chaussée de Saint-Job.- Exercice 2014.- Prise d'acte de l'arrêté de non-approbation.- Nouvelle décision d'approbation de la dépense, des documents du marché et des modes de passation et de financement du marché.

Le Conseil,

Vu :

- la décision de l'assemblée du 11 septembre 2014 d'approuver, sur proposition du Collège en séance du 2 septembre 2014, le principe et les modalités de l'aménagement spécifique d'une zone inondable chaussée de Saint-Job, dont les documents du marché devant régir les travaux, le mode de passation du marché, qui sera la procédure ouverte et de fixer les renseignements concernant les capacités techniques des entrepreneurs, la dépense estimée à 1.337.378,82 € (TVA comprise), le mode de financement par emprunt;

- la réception du dossier par la Tutelle en date du 13 octobre 2014;

- l'arrêté ministériel du 24 novembre 2014 par lequel la Région de Bruxelles-Capitale n'approuve pas la délibération de l'assemblée susmentionnée pour les motifs principaux suivants :

- la décision de l'assemblée ne fait aucune référence à un marché à tranches;

- les documents du marché ne font pas exhaustivement état de ces modalités dans la totalité des articles des clauses administratives concernées;

- le mode de passation du marché n'est pas déterminé de façon suffisamment précise dans la décision et dans les documents du marché;

Considérant dès lors qu'il convient de reprendre une nouvelle décision concernant ce projet, faisant référence dans la délibération à un marché par adjudication ouverte et à tranches sur base des documents du marché modifiés;

Attendu que le budget communal pour l'exercice 2014 prévoit à l'article 421/731-60/82 des dépenses extraordinaires un crédit de 1.000.000 € pour l'aménagement spécifique d'une zone inondable dans la chaussée de Saint-Job;

Attendu qu'une modification budgétaire de 500.000 € a été demandée à cet article pour l'aménagement spécifique de l'assise du Geleytsbeek à hauteur du Kauwberg;

Vu les décisions du Collège en séance du :

- 5 juin 2012 d'attribuer le marché de mission d'étude et d'encadrement pour le projet susmentionné à la S.A.R.L. Composante Urbaine Eau et Paysage, avenue Trudaine, 45 à 75009 Paris (France), au montant de 24.684 € (TVA comprise);

- 24 juillet 2013 sur la clôture de la phase d'avant-projet (AVP) du projet susmentionné, et d'entamer la phase PRO, à savoir la rédaction de la demande de permis et des documents du marché;

- 11 juin 2014 d'approuver le plan adapté du projet et de charger le service des Propriétés communales d'entamer la procédure d'acquisition des quatre parcelles cadastrales dont la Commune n'est pas encore propriétaire;

Considérant que le marché se compose d'une tranche ferme et de quatre tranches conditionnelles, l'engagement du pouvoir adjudicateur se limitant à la seule tranche ferme;

Attendu que l'estimation de la dépense de travaux s'élève à 1.211.682,02 € (TVA comprise) pour la tranche ferme et à respectivement 342.991,60 €, 113.615,98 €, 120.061,40 € et 178.378,62 € (TVA comprise) pour les tranches conditionnelles 1, 2, 3 et 4;

Attendu que la réalisation des tranches conditionnelles est tributaire de travaux de création d'un bassin d'orage par Vivaqua;

Attendu que le crédit disponible pour la tranche ferme est insuffisant;

Attendu que le solde de 211.682,02 € sera pris sur l'article 421/731-60/82 de la sous allocation Amélioration de la voirie" qui présente un disponible de 530.228,52 €;

Vu l'article 234 de la nouvelle loi communale,

Décide :

1) de prendre acte de l'arrêté de non-approbation du 24 novembre 2014;

2) d'approuver le transfert de 211.682,02 € de la sous allocation "Amélioration de la voirie" vers la sous allocation "Aménagement spécifique d'une zone inondable dans la chaussée de Saint-Job" à l'article 421/731-60/82;

3) d'approuver l'estimation totale de la dépense de 1.966.729,62 € (TVA comprise), dont 1.211.682,02 € (TVA comprise) pour la tranche ferme;

4) d'approuver les documents du marché devant régir les travaux du présent dossier;

5) d'approuver le mode de passation du marché à tranches, qui sera une adjudication ouverte, et de fixer les renseignements concernant les capacités techniques des entrepreneurs, à savoir :

- le soumissionnaire devra satisfaire aux conditions de l'agrément d'entrepreneur de travaux en catégories C, classe 5 ou plus;

- la capacité technique ou professionnelle est justifiée par la présentation de la liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années, cette liste étant appuyée d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants avec comme seuil minimum des chantiers de réfection complète de voirie avec trottoirs et plantations d'un montant minimum de 500.000,00 € (hors TVA.);

6) d'approuver le mode de financement par emprunt.

Onderwerp 7A – 5 : Specifieke aanleg van een overstromingszone Sint-Jobsesteenweg.- Dienstjaar 2014.- Kennisneming van het besluit van niet-goedkeuring.- Nieuwe beslissing van de goedkeuring van de uitgave, de documenten van de opdracht en de gunnings- en financieringswijzen van de opdracht.

De Raad,

Gezien :

- het besluit van de vergadering van 11 september 2014 om zijn goedkeuring te verlenen, op voorstel van het College in zitting van 2 september 2014, aan het principe en de modaliteiten van de specifieke aanleg van een overstromingszone Sint-Jobsesteenweg, waarvan de documenten van de opdracht waarvan de werken onderworpen zijn, de gunningswijze van de opdracht via een open procedure en de vastlegging van de inlichtingen betreffende de technische draagkracht van de aannemer, de geschatte uitgave van € 1.337.378,82 (BTW inbegrepen), de financieringswijze door het lenen;

- de ontvangst van het dossier door het Toezicht op 13 oktober 2014;

- het ministeriële besluit van 24 november 2014 waardoor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest het bovenvermelde besluit van de vergadering niet goedkeurt voor de volgende belangrijkste redenen :

- het besluit van de Raad verwijst niet naar een opdracht met schijven;

- de documenten van de opdracht maken niet uitvoerig melding van deze modaliteiten in alle artikels van de betreffende administratieve clausules;

- de gunningswijze wordt niet op een nauwkeurige wijze genoeg bepaald in het besluit en in de documenten van de opdracht;

Aangezien dus dat een nieuw besluit betreffende dit ontwerp moet genomen worden, verwijzende naar de beraadslaging van een opdracht via een open aanbesteding en met schijven op basis van de gewijzigde documenten van de opdracht;

Aangezien dat de buitengewone begroting voor het dienstjaar 2014 een bedrag van € 1.000.000 voorziet op artikel 421/731-60/82 voor de specifieke aanleg van een overstromingszone in de Sint-Jobsesteenweg;

Aangezien een begrotingswijziging van € 500.000 op dit artikel is gevraagd voor de specifieke aanleg van de referentielaag van de Geleytsbeek ter hoogte van de Kauwberg;

Gezien de besluiten van het College in zitting van :

- 5 juni 2012 om de opdracht voor de studie- en begeleidingsopdracht voor het bovenvermelde ontwerp aan de S.A.R.L. Composante Urbaine Eau et Paysage, avenue Trudaine, 45 te 75009 Parijs (Frankrijk) toe te kennen tegen het bedrag van € 24.684 (BTW inbegrepen);

- 24 juli 2013 over de afsluiting van de voorontwerpsfase voor het bovenvermelde ontwerp en om de PRO-fase, namelijk het redigeren van de aanvraag van stedenbouwkundige vergunning en van de aanbestedingsdocumenten, te beginnen;

- 11 juni 2014 om het aangepaste plan van het ontwerp goed te keuren en de dienst Gemeente-eigendommen de aankoopprocedure voor de vier kadastrale percelen waarvan de Gemeente nog geen eigenaar is op te dragen;

Aangezien dat de opdracht bestaat uit een vaste schijf en vier voorwaardelijke schijven, de aanbestedende overheid verbindt zich enkel tot de vaste schijf;

Aangezien dat de raming der uitgave voor deze werken € 1.211.682,02 (BTW inbegrepen) voor de vaste schijf en respectievelijk € 342.991,60, € 113.615,98, €120.061,40 en € 178.378,62 (BTW inbegrepen) voor de voorwaardelijke schijven 1, 2, 3 en 4 bedraagt;

Aangezien dat het uitvoeren van de voorwaardelijke schijven afhangt van werken van uitvoering van een overstortbekken;

Aangezien dat het krediet dat voorzien is voor de vaste schijf onvoldoende is;

Aangezien het saldo van € 211.682,02 geboekt zal worden onder artikel 421/731-60/82 van de suballocatie "Verbetering van het wegennet" waarop € 530.228,52 beschikbaar is;

Gelet op artikel 234 van de nieuwe gemeentewet,

Beslist :

1) kennis te nemen van het besluit van niet-goedkeuring van 24 november 2014;

2) zijn goedkeuring te verlenen aan de overdracht van € 211.682,02 van de suballocatie "Verbetering van het wegennet" naar de suballocatie "Specifieke aanleg van een overstromingszone Sint-Jobsesteenweg" op artikel 421/731-60/82;

3) zijn goedkeuring te verlenen aan de totale raming van de uitgave van € 1.966.729,62 (BTW inbegrepen) waarvan € 1.211.682,02 (BTW inbegrepen) voor de vaste schijf;

4) zijn goedkeuring te verlenen aan de documenten van de opdracht waarvan de werken van het onderhavige dossier onderworpen zijn;

5) zijn goedkeuring te verlenen aan de gunningswijze van de opdracht met schijven via een open aanbesteding en de vastlegging van de inlichtingen betreffende de technische draagkracht van de aannemers, meer bepaald :

- de inschrijver zal aan de voorwaarden van de erkenning als aannemer van werken in de categorie C, klasse 5 of meer voldoen;

- de technische of professionele bekwaamheid wordt aangetoond aan de hand van een lijst van de werken die de afgelopen vijf jaar werden verricht, welke lijst vergezeld gaat van attesten die bewijzen dat de belangrijkste werken naar behoren zijn uitgevoerd met als minimumdrempel werven voor de volledige heraanleg van wegenis met stoepen en beplantingen voor een minimumbedrag van € 500.000,00 (exclusief BTW);

6) zijn goedkeuring te verlenen aan de financieringswijze door het lenen.

Objet 7A – 6 : Aménagement des abords du Kauwberg.- Exercice 2014.- Prise d'acte de l'arrêté de suspension.- Retrait de la décision du Conseil communal du 11 septembre 2014.- Nouvelle décision d'approbation de la dépense, des documents du marché et des modes de passation et de financement du marché.

Le Conseil,

Vu :

- la décision de l'assemblée du 11 septembre 2014 d'approuver, sur proposition du Collège en séance du 2 septembre 2014, le principe et les modalités de l'aménagement des abords du Kauwberg, dont les documents du marché devant régir les travaux, le mode de passation du marché, qui sera une procédure négociée directe avec publicité et fixer les renseignements concernant les capacités techniques des entrepreneurs, la dépense estimée à 549.014,54 € (TVA comprise), le mode de financement par emprunt;

- la réception du dossier par la Tutelle en date du 13 octobre 2014;

- l'arrêté ministériel du 17 novembre 2014 par lequel la Région de Bruxelles-Capitale suspend l'exécution de la décision de l'assemblée susmentionnée pour les motifs principaux suivants :

- la décision de l'assemblée ne fait aucune référence à un marché à tranches;
- les documents du marché ne font pas exhaustivement état de ces modalités dans la totalité des articles des clauses administratives concernées, ainsi que des différents métrés (descriptif, estimatif et récapitulatif);

Considérant qu'il y a lieu de retirer la décision de l'assemblée;

Considérant dès lors qu'il convient de reprendre une nouvelle décision concernant ce projet, faisant référence dans la délibération à un marché à tranches sur base des documents du marché modifiés;

Attendu que le budget communal pour l'exercice 2014 prévoit à l'article 421/731-60/82 des dépenses extraordinaires un crédit de 1.000.000 € pour l'aménagement spécifique d'une zone inondable dans la chaussée de Saint-Job;

Vu qu'en cette même séance, le Collège a proposé à l'assemblée d'approuver le transfert de 211.682,02 € de la sous allocation "Amélioration de la voirie" vers la sous allocation "Aménagement spécifique d'une zone inondable dans la chaussée de Saint-Job" et d'approuver la dépense de 1.211.682,02 € (TVA comprise);

Attendu qu'une modification budgétaire de 500.000 € a été demandée à cet article pour l'aménagement spécifique de l'assise du Geleytsbeek à hauteur du Kauwberg;

Vu les décisions du Collège en séance du :

- 11 septembre 2013 d'attribuer le marché de mission d'étude et d'encadrement notamment pour le projet susmentionné à la S.A.R.L. Composante Urbaine Eau et Paysage, avenue Trudaine, 45 à 75009 Paris (France), au montant de 53.538,14 € (TVA comprise);

- 4 juin 2014 sur la clôture de la phase d'avant-projet (AVP) du projet susmentionné, et d'entamer la phase PRO, à savoir la rédaction de la demande de permis et des documents du marché;

Considérant que le marché se compose d'une tranche ferme et d'une tranche conditionnelle, l'engagement du pouvoir adjudicateur se limitant à la seule tranche ferme;

Attendu que l'estimation de la dépense de travaux s'élève à 549.014,54 € (TVA comprise) pour la tranche ferme et à 164.170,33 € (TVA comprise) pour la tranche conditionnelle;

Attendu que la réalisation de la tranche conditionnelle est tributaire de l'acquisition de terrains dont la Commune n'est pas propriétaire;

Attendu que le crédit disponible pour la tranche ferme est insuffisant;

Attendu que le solde de 49.014,54 € sera pris sur l'article 421/731-60/82 de la sous allocation "Amélioration de la voirie" qui présente un disponible de 318.546,50 €;

Vu que le Kauwberg est un site classé et que la Direction des Monuments et Sites évalue la part des travaux subsidiables à 221.000 € (TVA comprise) sous réserve de l'approbation de la modification budgétaire;

Vu l'article 234 de la nouvelle loi communale,

Décide :

- 1) de prendre acte de l'arrêté de suspension du 17 novembre 2014;
- 2) de retirer sa décision du 11 septembre 2014 concernant ce marché;
- 3) d'approuver le transfert de 49.014,54 € de la sous allocation "Amélioration de la voirie" vers la sous allocation "Aménagement spécifique d'une zone inondable dans la chaussée de Saint-Job" à l'article 421/731-60/82;
- 4) d'approuver l'estimation totale de la dépense de 713.184,87 € (TVA comprise), dont 549.014,54 € (TVA comprise) pour la tranche ferme;
- 5) d'approuver les documents du marché devant régir les travaux du présent dossier;

6) d'approuver le mode de passation du marché à tranches, qui sera la procédure négociée directe avec publicité et fixer les critères de sélection qualitative concernant les capacités techniques des entrepreneurs, à savoir :

- le soumissionnaire devra satisfaire aux conditions de l'agrément d'entrepreneur de travaux en catégorie G, classe 4 ou plus;

- la capacité technique ou professionnelle est justifiée par la présentation de la liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années, cette liste étant appuyée d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants avec comme seuil minimum des chantiers de terrassements et plantations d'un montant minimum de 300.000,00 € (hors TVA.);

7) approuver le mode de financement par emprunt.

Onderwerp 7A – 6 : **Aanleg van de rand van de Kauwberg.- Dienstjaar 2014.- Kennisneming van het schorsingsbesluit.- Intrekking van de beslissing van de Gemeenteraad van 11 september 2014.- Nieuwe beslissing van de goedkeuring van de uitgave, de documenten van de opdracht en de gunnings- en financieringswijze van de opdracht.**

De Raad,

Gezien :

- het besluit van de vergadering van 11 september 2014 om zijn goedkeuring te verlenen, op voorstel van het College in zitting van 2 september 2014, aan het principe en de modaliteiten van de aanleg van de rand van de Kauwberg, waarvan de documenten van de opdracht waarvan de werken onderworpen zijn, de gunningswijze van de opdracht via een vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met bekendmaking en de vastlegging van de inlichtingen betreffende de technische draagkracht van de aannemer, de geschatte uitgave van € 549.014,54 (BTW inbegrepen), de financieringswijze door het lenen;

- de ontvangst van het dossier door het Toezicht op 13 oktober 2014;

- het ministeriële besluit van 17 november 2014 waardoor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest de uitvoering van het bovenvermelde besluit van de vergadering schorst voor de volgende belangrijkste redenen :

- het besluit van de vergadering verwijst niet naar een opdracht met schijven;

- de documenten van de opdracht maken niet uitvoerig melding van deze modaliteiten in alle artikels van de betreffende administratieve clausules, alsook de verschillende opmetingen (beschrijvende, geschatte en samenvattende);

Aangezien dat het besluit van de Vergadering moet ingetrokken worden;

Aangezien dus dat een nieuw besluit betreffende dit ontwerp moet genomen worden, verwijzende naar de beraadslaging van een opdracht met schijven op basis van de gewijzigde documenten van de opdracht;

Aangezien dat de buitengewone begroting voor het dienstjaar 2014 een bedrag van € 1.000.000 voorziet op artikel 421/731-60/82 voor de specifieke aanleg van een overstromingszone in de Sint-Jobsesteenweg;

Gezien dat tijdens diezelfde zitting het College voorgesteld heeft aan de vergadering de overdracht van € 211.682,02 van de suballocatie "Verbetering van het wegennet" naar de suballocatie "Specifieke aanleg van een overstromingszone Sint-Jobsesteenweg" en de uitgave van € 1.211.682,02 (BTW inbegrepen) goed te keuren;

Aangezien dat een begrotingswijziging van € 500.000 op dit artikel is gevraagd voor de specifieke aanleg van de referentielaag van de Geleytsbeek ter hoogte van de Kauwberg;

Gezien de besluiten van het College in zitting van :

- 11 september 2013 om de opdracht voor de studie- en begeleidingsopdracht voor onder andere het bovenvermelde ontwerp aan de S.A.R.L. Composante Urbaine Eau et Paysage, avenue Trudaine, 45 te 75009 Parijs (Frankrijk) toe te kennen tegen het bedrag van € 53.538,14 (BTW inbegrepen);

- 4 juni 2014 over de afsluiting van de voorontwerpfase voor het bovenvermelde ontwerp en om de PRO-fase, namelijk het opstelling van de aanvraag van stedenbouwkundige vergunning en van de aanbestedingsdocumenten, te beginnen;

Aangezien dat de opdracht bestaat uit een vaste schijf en een voorwaardelijke schijf, de aanbestedende overheid verbindt zich enkel tot de vaste schijf;

Aangezien dat de raming der uitgave voor deze werken € 549.014,54 (BTW inbegrepen) voor de vaste schijf en € 164.170,33 (BTW inbegrepen) voor de voorwaardelijke schijf bedraagt;

Aangezien dat het uitvoeren van de voorwaardelijke schijf afhangt van de aankoop van terreinen waarvan de Gemeente geen eigenaar is;

Aangezien dat het krediet dat voorzien is voor de vaste schijf onvoldoende is;

Aangezien het saldo van € 49.014,54 geboekt zal worden onder artikel 421/731-60/82 van de suballocatie "Verbetering van het wegennet" waarop € 318.546,50 beschikbaar is;

Gezien dat de Kauwberg een beschermd landschap is en dat de Directie Monumenten en Landschappen het gedeelte van de subsidieerbare werken op € 221.000 (BTW inbegrepen) evalueert, onder voorbehoud van de goedkeuring van de begrotingswijziging;

Gelet op artikel 234 van de nieuwe gemeentewet,

Beslist :

- 1) kennis te nemen van het schorsingsbesluit van 17 november 2014;
- 2) zijn beslissing van 11 september 2014 over deze opdracht in te trekken;
- 3) zijn goedkeuring te verlenen aan de overdracht van € 49.014,54 van de suballocatie "Verbetering van het wegennet" naar de suballocatie "Specifieke aanleg van een overstromingszone Sint-Jobsesteenweg" op artikel 421/731-60/82;
- 4) zijn goedkeuring te verlenen aan de totale raming van de uitgave van € 713.184,87 (BTW inbegrepen) waarvan € 549.014,54 (BTW inbegrepen) voor de vaste schijf;
- 5) zijn goedkeuring te verlenen aan de documenten van de opdracht waarvan de werken van het onderhavige dossier onderworpen zijn;
- 6) zijn goedkeuring te verlenen aan de gunningswijze van de opdracht met schijven via een vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met bekendmaking en de vastlegging van de inlichtingen betreffende de technische draagkracht van de aannemers, meer bepaald :
 - de inschrijver zal aan de voorwaarden van de erkenning als aannemer van werken in de categorie G, klasse 4 of meer voldoen;
 - de technische of professionele bekwaamheid wordt aangetoond aan de hand van een lijst van de werken die de afgelopen vijf jaar werden verricht, welke lijst vergezeld gaat van attesten die bewijzen dat de belangrijkste werken naar behoren zijn uitgevoerd met als minimumdrempel werven van uitgravingen en beplantingen voor een minimumbedrag van € 300.000,00 (exclusief BTW);
- 7) zijn goedkeuring te verlenen aan de financieringswijze door het lenen.

Onderwerp 7A – 4 : **Roze Hoeve.- Aansluiting van de hoogspanningscabine.- Goedkeuring van de uitgave en van de financieringswijze.**

De Raad,

Aangezien dat een hoogspanningscabine dient aangesloten te worden, heeft de dienst Gemeentebouwen hiertoe een prijsofferte gevraagd aan de firma Sibelga, wat door zijn statuut de enige beheerder is van het openbaar gas- en elektriciteitsnet voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Aangezien de offerte van Sibelga met het oog op deze aansluiting 16.504,00 EUR bedraagt excl. btw of 19.969,84 EUR incl. btw;

Aangezien dat deze uitgave van 19.969,84 EUR aangerekend kan worden op artikel 773/724-60/96 van de begrotingswijziging A van de buitengewone begroting van 2014;

Op voorstel van het Schepencollege,

Beslist :

- 1) de op 19.969,84 EUR (incl. vermeerdering en btw) geraamde uitgave goed te keuren;

- 2) de uitvoering van deze werken toe te wijzen aan Sibelga, beheerder van het openbaar gas- en elektriciteitsnet;
- 3) de uitgave van 19.969,84 EUR onder artikel 773/724-60/96 van de begrotingswijziging van de buitengewone begroting van 2014 vast te leggen;
- 4) in te stemmen met de financiering van de uitgave door te lenen.

Objet 7A – 5 : Aménagement spécifique d'une zone inondable chaussée de Saint-Job.- Exercice 2014.- Prise d'acte de l'arrêté de non-approbation.- Nouvelle décision d'approbation de la dépense, des documents du marché et des modes de passation et de financement du marché.#

Le Conseil,

Vu :

- la décision de l'assemblée du 11 septembre 2014 d'approuver, sur proposition du Collège en séance du 2 septembre 2014, le principe et les modalités de l'aménagement spécifique d'une zone inondable chaussée de Saint-Job, dont les documents du marché devant régir les travaux, le mode de passation du marché, qui sera la procédure ouverte et de fixer les renseignements concernant les capacités techniques des entrepreneurs, la dépense estimée à 1.337.378,82 € (TVA comprise), le mode de financement par emprunt;
- la réception du dossier par la Tutelle en date du 13 octobre 2014;
- l'arrêté ministériel du 24 novembre 2014 par lequel la Région de Bruxelles-Capitale n'approuve pas la délibération de l'assemblée susmentionnée pour les motifs principaux suivants :
 - la décision de l'assemblée ne fait aucune référence à un marché à tranches;
 - les documents du marché ne font pas exhaustivement état de ces modalités dans la totalité des articles des clauses administratives concernées;
 - le mode de passation du marché n'est pas déterminé de façon suffisamment précise dans la décision et dans les documents du marché;

Considérant dès lors qu'il convient de reprendre une nouvelle décision concernant ce projet, faisant référence dans la délibération à un marché par adjudication ouverte et à tranches sur base des documents du marché modifiés;

Attendu que le budget communal pour l'exercice 2014 prévoit à l'article 421/731-60/82 des dépenses extraordinaires un crédit de 1.000.000 € pour l'aménagement spécifique d'une zone inondable dans la chaussée de Saint-Job;

Attendu qu'une modification budgétaire de 500.000 € a été demandée à cet article pour l'aménagement spécifique de l'assise du Geleytsbeek à hauteur du Kauwberg;

Vu les décisions du Collège en séance du :

- 5 juin 2012 d'attribuer le marché de mission d'étude et d'encadrement pour le projet susmentionné à la S.A.R.L. Composante Urbaine Eau et Paysage, avenue Trudaine, 45 à 75009 Paris (France), au montant de 24.684 € (TVA comprise);
- 24 juillet 2013 sur la clôture de la phase d'avant-projet (AVP) du projet susmentionné, et d'entamer la phase PRO, à savoir la rédaction de la demande de permis et des documents du marché;
- 11 juin 2014 d'approuver le plan adapté du projet et de charger le service des Propriétés communales d'entamer la procédure d'acquisition des quatre parcelles cadastrales dont la Commune n'est pas encore propriétaire;

Considérant que le marché se compose d'une tranche ferme et de quatre tranches conditionnelles, l'engagement du pouvoir adjudicateur se limitant à la seule tranche ferme;

Attendu que l'estimation de la dépense de travaux s'élève à 1.211.682,02 € (TVA comprise) pour la tranche ferme et à respectivement 342.991,60 €, 113.615,98 €, 120.061,40 € et 178.378,62 € (TVA comprise) pour les tranches conditionnelles 1, 2, 3 et 4;

Attendu que la réalisation des tranches conditionnelles est tributaire de travaux de création d'un bassin d'orage par Vivaqua;

Attendu que le crédit disponible pour la tranche ferme est insuffisant;

Attendu que le solde de 211.682,02 € sera pris sur l'article 421/731-60/82 de la sous allocation "Amélioration de la voirie" qui présente un disponible de 530.228,52 €;

Vu l'article 234 de la nouvelle loi communale,

Décide :

- 1) de prendre acte de l'arrêté de non-approbation du 24 novembre 2014;
- 2) d'approuver le transfert de 211.682,02 € de la sous allocation "Amélioration de la voirie" vers la sous allocation "Aménagement spécifique d'une zone inondable dans la chaussée de Saint-Job" à l'article 421/731-60/82;
- 3) d'approuver l'estimation totale de la dépense de 1.966.729,62 € (TVA comprise), dont 1.211.682,02 € (TVA comprise) pour la tranche ferme;
- 4) d'approuver les documents du marché devant régir les travaux du présent dossier;
- 5) d'approuver le mode de passation du marché à tranches, qui sera une adjudication ouverte, et de fixer les renseignements concernant les capacités techniques des entrepreneurs, à savoir :
 - le soumissionnaire devra satisfaire aux conditions de l'agrément d'entrepreneur de travaux en catégories C, classe 5 ou plus;
 - la capacité technique ou professionnelle est justifiée par la présentation de la liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années, cette liste étant appuyée d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants avec comme seuil minimum des chantiers de réfection complète de voirie avec trottoirs et plantations d'un montant minimum de 500.000,00 € (hors TVA.);
- 6) d'approuver le mode de financement par emprunt.

Onderwerp 7A – 5 : Specifieke aanleg van een overstromingszone Sint-Jobsesteenweg.- Dienstjaar 2014.- Kennisneming van het besluit van niet-goedkeuring.- Nieuwe beslissing van de goedkeuring van de uitgave, de documenten van de opdracht en de gunnings- en financieringswijzen van de opdracht.

De Raad,

Gezien :

- het besluit van de vergadering van 11 september 2014 om zijn goedkeuring te verlenen, op voorstel van het College in zitting van 2 september 2014, aan het principe en de modaliteiten van de specifieke aanleg van een overstromingszone Sint-Jobsesteenweg, waarvan de documenten van de opdracht waarvan de werken onderworpen zijn, de gunningswijze van de opdracht via een open procedure en de vastlegging van de inlichtingen betreffende de technische draagkracht van de aannemer, de geschatte uitgave van € 1.337.378,82 (BTW inbegrepen), de financieringswijze door het lenen;
 - de ontvangst van het dossier door het Toezicht op 13 oktober 2014;
 - het ministeriële besluit van 24 november 2014 waardoor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest het bovenvermelde besluit van de vergadering niet goedkeurt voor de volgende belangrijkste redenen :
 - het besluit van de Raad verwijst niet naar een opdracht met schijven;
 - de documenten van de opdracht maken niet uitvoerig melding van deze modaliteiten in alle artikels van de betreffende administratieve clausules;
 - de gunningswijze wordt niet op een nauwkeurige wijze genoeg bepaald in het besluit en in de documenten van de opdracht;
- Aangezien dus dat een nieuw besluit betreffende dit ontwerp moet genomen worden, verwijzende naar de beraadslaging van een opdracht via een open aanbesteding en met schijven op basis van de gewijzigde documenten van de opdracht;
- Aangezien dat de buitengewone begroting voor het dienstjaar 2014 een bedrag van € 1.000.000 voorziet op artikel 421/731-60/82 voor de specifieke aanleg van een overstromingszone in de Sint-Jobsesteenweg;
- Aangezien een begrotingswijziging van € 500.000 op dit artikel is gevraagd voor de specifieke aanleg van de referentielaaag van de Geleytsbeek ter hoogte van de Kauwberg;

Gezien de besluiten van het College in zitting van :

- 5 juni 2012 om de opdracht voor de studie- en begeleidingsopdracht voor het bovenvermelde ontwerp aan de S.A.R.L. Composante Urbaine Eau et Paysage, avenue Trudaine, 45 te 75009 Parijs (Frankrijk) toe te kennen tegen het bedrag van € 24.684 (BTW inbegrepen);

- 24 juli 2013 over de afsluiting van de voorontwerpsfase voor het bovenvermelde ontwerp en om de PRO-fase, namelijk het redigeren van de aanvraag van stedenbouwkundige vergunning en van de aanbestedingsdocumenten, te beginnen;

- 11 juni 2014 om het aangepaste plan van het ontwerp goed te keuren en de dienst Gemeente-eigendommen de aankoopprocedure voor de vier kadastrale percelen waarvan de Gemeente nog geen eigenaar is op te dragen;

Aangezien dat de opdracht bestaat uit een vaste schijf en vier voorwaardelijke schijven, de aanbestedende overheid verbindt zich enkel tot de vaste schijf;

Aangezien dat de raming der uitgave voor deze werken € 1.211.682,02 (BTW inbegrepen) voor de vaste schijf en respectievelijk € 342.991,60, € 113.615,98, €120.061,40 en € 178.378,62 (BTW inbegrepen) voor de voorwaardelijke schijven 1, 2, 3 en 4 bedraagt;

Aangezien dat het uitvoeren van de voorwaardelijke schijven afhangt van werken van uitvoering van een overstortbekken;

Aangezien dat het krediet dat voorzien is voor de vaste schijf onvoldoende is;

Aangezien het saldo van € 211.682,02 geboekt zal worden onder artikel 421/731-60/82 van de suballocatie "Verbetering van het wegennet" waarop € 530.228,52 beschikbaar is;

Gelet op artikel 234 van de nieuwe gemeentewet,

Beslist :

1) kennis te nemen van het besluit van niet-goedkeuring van 24 november 2014;

2) zijn goedkeuring te verlenen aan de overdracht van € 211.682,02 van de suballocatie "Verbetering van het wegennet" naar de suballocatie "Specifieke aanleg van een overstromingszone Sint-Jobsesteenweg" op artikel 421/731-60/82;

3) zijn goedkeuring te verlenen aan de totale raming van de uitgave van € 1.966.729,62 (BTW inbegrepen) waarvan € 1.211.682,02 (BTW inbegrepen) voor de vaste schijf;

4) zijn goedkeuring te verlenen aan de documenten van de opdracht waarvan de werken van het onderhavige dossier onderworpen zijn;

5) zijn goedkeuring te verlenen aan de gunningswijze van de opdracht met schijven via een open aanbesteding en de vastlegging van de inlichtingen betreffende de technische draagkracht van de aannemers, meer bepaald :

- de inschrijver zal aan de voorwaarden van de erkenning als aannemer van werken in de categorie C, klasse 5 of meer voldoen;

- de technische of professionele bekwaamheid wordt aangetoond aan de hand van een lijst van de werken die de afgelopen vijf jaar werden verricht, welke lijst vergezeld gaat van attesten die bewijzen dat de belangrijkste werken naar behoren zijn uitgevoerd met als minimumdrempel werven voor de volledige heraanleg van wegenis met stoepen en beplantingen voor een minimumbedrag van € 500.000,00 (exclusief BTW);

6) zijn goedkeuring te verlenen aan de financieringswijze door het lenen.

Objet 7A – 6 : Aménagement des abords du Kauwberg.- Exercice 2014.- Prise d'acte de l'arrêté de suspension.- Retrait de la décision du Conseil communal du 11 septembre 2014.- Nouvelle décision d'approbation de la dépense, des documents du marché et des modes de passation et de financement du marché.

Le Conseil,

Vu :

- la décision de l'assemblée du 11 septembre 2014 d'approuver, sur proposition du Collège en séance du 2 septembre 2014, le principe et les modalités de l'aménagement des abords du Kauwberg, dont les documents du marché devant régir les travaux, le mode de passation du marché, qui sera une procédure négociée directe avec publicité et fixer les

renseignements concernant les capacités techniques des entrepreneurs, la dépense estimée à 549.014,54 € (TVA comprise), le mode de financement par emprunt;

- la réception du dossier par la Tutelle en date du 13 octobre 2014;

- l'arrêté ministériel du 17 novembre 2014 par lequel la Région de Bruxelles-Capitale suspend l'exécution de la décision de l'assemblée susmentionnée pour les motifs principaux suivants :

- la décision de l'assemblée ne fait aucune référence à un marché à tranches;

- les documents du marché ne font pas exhaustivement état de ces modalités dans la totalité des articles des clauses administratives concernées, ainsi que des différents métrés (descriptif, estimatif et récapitulatif);

Considérant qu'il y a lieu de retirer la décision de l'assemblée;

Considérant dès lors qu'il convient de reprendre une nouvelle décision concernant ce projet, faisant référence dans la délibération à un marché à tranches sur base des documents du marché modifiés;

Attendu que le budget communal pour l'exercice 2014 prévoit à l'article 421/731-60/82 des dépenses extraordinaires un crédit de 1.000.000 € pour l'aménagement spécifique d'une zone inondable dans la chaussée de Saint-Job;

Vu qu'en cette même séance, le Collège a proposé à l'assemblée d'approuver le transfert de 211.682,02 € de la sous allocation "Amélioration de la voirie" vers la sous allocation "Aménagement spécifique d'une zone inondable dans la chaussée de Saint-Job" et d'approuver la dépense de 1.211.682,02 € (TVA comprise);

Attendu qu'une modification budgétaire de 500.000 € a été demandée à cet article pour l'aménagement spécifique de l'assise du Geleytsbeek à hauteur du Kauwberg;

Vu les décisions du Collège en séance du :

- 11 septembre 2013 d'attribuer le marché de mission d'étude et d'encadrement notamment pour le projet susmentionné à la S.A.R.L. Composante Urbaine Eau et Paysage, avenue Trudaine, 45 à 75009 Paris (France), au montant de 53.538,14 € (TVA comprise);

- 4 juin 2014 sur la clôture de la phase d'avant-projet (AVP) du projet susmentionné, et d'entamer la phase PRO, à savoir la rédaction de la demande de permis et des documents du marché;

Considérant que le marché se compose d'une tranche ferme et d'une tranche conditionnelle, l'engagement du pouvoir adjudicateur se limitant à la seule tranche ferme;

Attendu que l'estimation de la dépense de travaux s'élève à 549.014,54 € (TVA comprise) pour la tranche ferme et à 164.170,33 € (TVA comprise) pour la tranche conditionnelle;

Attendu que la réalisation de la tranche conditionnelle est tributaire de l'acquisition de terrains dont la Commune n'est pas propriétaire;

Attendu que le crédit disponible pour la tranche ferme est insuffisant;

Attendu que le solde de 49.014,54 € sera pris sur l'article 421/731-60/82 de la sous allocation "Amélioration de la voirie" qui présente un disponible de 318.546,50 €;

Vu que le Kauwberg est un site classé et que la Direction des Monuments et Sites évalue la part des travaux subsidiables à 221.000 € (TVA comprise) sous réserve de l'approbation de la modification budgétaire;

Vu l'article 234 de la nouvelle loi communale,

Décide :

1) de prendre acte de l'arrêté de suspension du 17 novembre 2014;

2) de retirer sa décision du 11 septembre 2014 concernant ce marché;

3) d'approuver le transfert de 49.014,54 € de la sous allocation "Amélioration de la voirie" vers la sous allocation "Aménagement spécifique d'une zone inondable dans la chaussée de Saint-Job" à l'article 421/731-60/82;

4) d'approuver l'estimation totale de la dépense de 713.184,87 € (TVA comprise), dont 549.014,54 € (TVA comprise) pour la tranche ferme;

5) d'approuver les documents du marché devant régir les travaux du présent dossier;

6) d'approuver le mode de passation du marché à tranches, qui sera la procédure négociée directe avec publicité et fixer les critères de sélection qualitative concernant les capacités techniques des entrepreneurs, à savoir :

- le soumissionnaire devra satisfaire aux conditions de l'agrément d'entrepreneur de travaux en catégorie G, classe 4 ou plus;

- la capacité technique ou professionnelle est justifiée par la présentation de la liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années, cette liste étant appuyée d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants avec comme seuil minimum des chantiers de terrassements et plantations d'un montant minimum de 300.000,00 € (hors TVA.);

7) approuver le mode de financement par emprunt.

Onderwerp 7A – 6 : **Aanleg van de rand van de Kauwberg.- Dienstjaar 2014.- Kennisneming van het schorsingsbesluit.- Intrekking van de beslissing van de Gemeenteraad van 11 september 2014.- Nieuwe beslissing van de goedkeuring van de uitgave, de documenten van de opdracht en de gunnings- en financieringswijze van de opdracht.**

De Raad,

Gezien :

- het besluit van de vergadering van 11 september 2014 om zijn goedkeuring te verlenen, op voorstel van het College in zitting van 2 september 2014, aan het principe en de modaliteiten van de aanleg van de rand van de Kauwberg, waarvan de documenten van de opdracht waarvan de werken onderworpen zijn, de gunningswijze van de opdracht via een vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met bekendmaking en de vastlegging van de inlichtingen betreffende de technische draagkracht van de aannemer, de geschatte uitgave van € 549.014,54 (BTW inbegrepen), de financieringswijze door het lenen;

- de ontvangst van het dossier door het Toezicht op 13 oktober 2014;

- het ministeriële besluit van 17 november 2014 waardoor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest de uitvoering van het bovenvermelde besluit van de vergadering schorst voor de volgende belangrijkste redenen :

- het besluit van de vergadering verwijst niet naar een opdracht met schijven;

- de documenten van de opdracht maken niet uitvoerig melding van deze modaliteiten in alle artikels van de betreffende administratieve clausules, alsook de verschillende opmetingen (beschrijvende, geschatte en samenvattende);

Aangezien dat het besluit van de Vergadering moet ingetrokken worden;

Aangezien dus dat een nieuw besluit betreffende dit ontwerp moet genomen worden, verwijzende naar de beraadslaging van een opdracht met schijven op basis van de gewijzigde documenten van de opdracht;

Aangezien dat de buitengewone begroting voor het dienstjaar 2014 een bedrag van € 1.000.000 voorziet op artikel 421/731-60/82 voor de specifieke aanleg van een overstromingszone in de Sint-Jobsesteenweg;

Gezien dat tijdens diezelfde zitting het College voorgesteld heeft aan de vergadering de overdracht van € 211.682,02 van de suballocatie "Verbetering van het wegennet" naar de suballocatie "Specifieke aanleg van een overstromingszone Sint-Jobsesteenweg" en de uitgave van € 1.211.682,02 (BTW inbegrepen) goed te keuren;

Aangezien dat een begrotingswijziging van € 500.000 op dit artikel is gevraagd voor de specifieke aanleg van de referentielaag van de Geleytsbeek ter hoogte van de Kauwberg;

Gezien de besluiten van het College in zitting van :

- 11 september 2013 om de opdracht voor de studie- en begeleidingsopdracht voor onder andere het bovenvermelde ontwerp aan de S.A.R.L. Composante Urbaine Eau et Paysage, avenue Trudaine, 45 te 75009 Parijs (Frankrijk) toe te kennen tegen het bedrag van € 53.538,14 (BTW inbegrepen);

- 4 juni 2014 over de afsluiting van de voorontwerpfase voor het bovenvermelde ontwerp en om de PRO-fase, namelijk het opstelling van de aanvraag van stedenbouwkundige vergunning en van de aanbestedingsdocumenten, te beginnen;

Aangezien dat de opdracht bestaat uit een vaste schijf en een voorwaardelijke schijf, de aanbestedende overheid verbindt zich enkel tot de vaste schijf;

Aangezien dat de raming der uitgave voor deze werken € 549.014,54 (BTW inbegrepen) voor de vaste schijf en € 164.170,33 (BTW inbegrepen) voor de voorwaardelijke schijf bedraagt;

Aangezien dat het uitvoeren van de voorwaardelijke schijf afhangt van de aankoop van terreinen waarvan de Gemeente geen eigenaar is;

Aangezien dat het krediet dat voorzien is voor de vaste schijf onvoldoende is;

Aangezien het saldo van € 49.014,54 geboekt zal worden onder artikel 421/731-60/82 van de suballocatie "Verbetering van het wegennet" waarop € 318.546,50 beschikbaar is;

Gezien dat de Kauwberg een beschermd landschap is en dat de Directie Monumenten en Landschappen het gedeelte van de subsidieerbare werken op € 221.000 (BTW inbegrepen) evalueert, onder voorbehoud van de goedkeuring van de begrotingswijziging;

Gelet op artikel 234 van de nieuwe gemeentewet,

Beslist :

1) kennis te nemen van het schorsingsbesluit van 17 november 2014;

2) zijn beslissing van 11 september 2014 over deze opdracht in te trekken;

3) zijn goedkeuring te verlenen aan de overdracht van € 49.014,54 van de suballocatie "Verbetering van het wegennet" naar de suballocatie "Specifieke aanleg van een overstromingszone Sint-Jobsesteenweg" op artikel 421/731-60/82;

4) zijn goedkeuring te verlenen aan de totale raming van de uitgave van € 713.184,87 (BTW inbegrepen) waarvan € 549.014,54 (BTW inbegrepen) voor de vaste schijf;

5) zijn goedkeuring te verlenen aan de documenten van de opdracht waarvan de werken van het onderhavige dossier onderworpen zijn;

6) zijn goedkeuring te verlenen aan de gunningswijze van de opdracht met schijven via een vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met bekendmaking en de vastlegging van de inlichtingen betreffende de technische draagkracht van de aannemers, meer bepaald :

- de inschrijver zal aan de voorwaarden van de erkenning als aannemer van werken in de categorie G, klasse 4 of meer voldoen;

- de technische of professionele bekwaamheid wordt aangetoond aan de hand van een lijst van de werken die de afgelopen vijf jaar werden verricht, welke lijst vergezeld gaat van attesten die bewijzen dat de belangrijkste werken naar behoren zijn uitgevoerd met als minimumdrempel werven van uitgravingen en beplantingen voor een minimumbedrag van € 300.000,00 (exclusief BTW);

7) zijn goedkeuring te verlenen aan de financieringswijze door het lenen.

Objet 7B – 1 : Police de la circulation routière.- Règlement général complémentaire.- Voiries communales.- Abrogation, rectifications et nouvelles dispositions.

Le Conseil,

Attendu que le règlement général complémentaire sur les voiries communales, approuvé par le Conseil communal en séance du 7 septembre 2000, nécessite diverses modifications.

Que certains articles demandent une réactualisation ou une nouvelle disposition,

Décide de compléter le règlement général complémentaire sur les voiries communales comme suit :

Abrogation :

Article 17.II.- Le stationnement est réservé aux endroits suivants :

17.II.1- à certaines catégories de véhicules :

17.II.1.d- Handicapés.

17.II.1.d.262.- Rue Général Lotz, au mitoyen des n°s 21-25.

Rectifications :

Article 14.- Le stationnement est interdit sur les voies ou tronçons de voies suivantes :

14.27.- Avenue de la Floride, côté pair, entre la rue Langeveld et l'avenue Montjoie.

Article 17.II.- Le stationnement est réservé aux endroits suivants :

17.II.1- à certaines catégories de véhicules :

17.II.1.d- Handicapés.

17.II.1.d.149.- Avenue du Globe, 237, sur une distance de 12 m.

Nouvelles dispositions :

Article 13.J.- Des zones d'évitement, ayant une longueur qui se situe entre 1 m et 3 m, sauf spécifié autrement, sont établies aux endroits suivants :

13.J.372.- Avenue de la Floride, 144.

13.J.373.- Avenue de la Floride, 140.

13.J.374.- Avenue de la Floride, 130.

13.J.375.- Avenue de la Floride, 126.

13.J.376.- Avenue de la Floride, 91.

13.J.377.- Avenue de la Floride, 103.

13.J.378.- Avenue de la Floride, 107.

13.J.380.- Avenue de la Floride, 113.

13.J.381.- Avenue de la Floride, 125.

13.J.382.- Avenue de la Floride, 129.

Article 14.- Le stationnement est interdit sur les voies ou tronçons de voies suivantes :

14.295.- Avenue de la Floride, du n° 152 au n° 144, du n° 140 au n° 130, du n° 126 au carrefour avec la rue Langeveld, du n° 103 au n° 107 et du n° 113 au n° 125.

Article 17.II.- Le stationnement est réservé aux endroits suivants :

17.II.1- à certaines catégories de véhicules :

17.II.1.d- Handicapés.

17.II.1.d.305.- Avenue des Hospices, 41.

Article 20.- Une zone de stationnement de 2 mètres minimum de largeur sera délimitée sur la chaussée parallèlement au trottoir dans les voies suivantes :

20.135.- Avenue de la Floride, du n° 144 au n° 140, du n° 130 au n° 126, du n° 91 au n° 103, du n° 107 au n° 111 et du n° 125 au n° 129.

Onderwerp 7B – 1 : Politie op het wegverkeer.- Algemeen bijkomend reglement.- Gemeentewegen.- Intrekking, verbeteringen en nieuwe bepalingen.

De Raad,

Aangezien het algemeen bijkomend reglement op de gemeentewegen, goedgekeurd op 7 september 2000, gewijzigd moet worden;

Aangezien bepaalde artikels geactualiseerd moeten worden of een nieuwe bepaling moeten krijgen,

Beslist het algemeen bijkomend reglement op de gemeentewegen als volgt aan te vullen :

Intrekking :

Artikel 17.II.- Op navolgende plaatsen is het parkeren voorbehouden aan :

17.II.1- bepaalde categorieën van voertuigen :

17.II.1.d- Gehandicapten.

17.II.1.d.262.- Generaal Lotzstraat, aan de scheidingsmuur van de nrs 21-25.

Verbeteringen :

Artikel 14.- Op navolgende wegen of wegvakken is het parkeren verboden :

14.27.- Floridalaan, even kant, tussen de Langeveldstraat en de Montjoielaan.

Artikel 17.II.- Op navolgende plaatsen is het parkeren voorbehouden aan :

17.II.1- bepaalde categorieën van voertuigen :

17.II.1.d- Gehandicapten.

17.II.1.d.149.- Globelaan, 237, over een afstand van 12 m.

Nieuwe bepalingen :

Artikel 13.J.- Op navolgende plaatsen worden verdrijvingsvlakken ingericht met een lengte variërend tussen 1 en 3 m, hetzij anders bepaald :

13.J.372.- Floridalaan, 144.

13.J.373.- Floridalaan, 140.

13.J.374.- Floridalaan, 130.

13.J.375.- Floridalaan, 126.

13.J.376.- Floridalaan, 91.

13.J.377.- Floridalaan, 103.

13.J.378.- Floridalaan, 107.

13.J.380.- Floridalaan, 113.

13.J.381.- Floridalaan, 125.

13.J.382.- Floridalaan, 129.

Artikel 14.- Op navolgende wegen of wegvakken is het parkeren verboden :

14.295.- Floridalaan, van het nr 152 tot het nr 144, van het nr 140 tot het nr 130, van het nr 126 aan het kruispunt met de Langeveldstraat, van het nr 103 tot het nr 107 en van het nr 113 tot het nr 125.

Artikel 17.II.- Op navolgende plaatsen is het parkeren voorbehouden aan :

17.II.1- bepaalde categorieën van voertuigen :

17.II.1.d- Gehandicapten.

17.II.1.d.305.- Godshuizenlaan, 41.

Artikel 20.- Op navolgende wegen zal op de rijbaan en evenwijdig met het trottoir een parkeerzone van minimaal 2 meter breed afgebakend worden :

20.135.- Floridalaan, van het nr 144 tot het nr 140, van het nr 130 tot het nr 126, van het nr 91 tot het nr 103, van het nr 107 tot het nr 111 en van het nr 125 tot het nr 129.

Objet 8A – 1 : **Subsides aux services d'aide aux familles.- Exercice 2014.**

Le Conseil,

Attendu qu'un crédit de 21.375,00 € est prévu à l'article 844/332-02/92 du budget 2014 "subsides aux services d'aide aux familles";

Considérant que le service de l'Action sociale fait appel à cinq organismes privés pour l'aider à faire face à toutes les demandes d'aides familiales et d'aides seniors;

Que ces cinq organismes repris ci-dessous ont introduit une demande de subsides pour 2014 :

- A.S.B.L. Centre familial de Bruxelles;
- A.S.B.L. "Solidariteit voor het gezin";
- A.S.B.L. Aide et soins à domicile;
- A.S.B.L. "Familiehulp";
- A.S.B.L. CSD;

Que les subsides peuvent être alloués en vertu du règlement voté par le conseil communal le 26 juin 2003;

Considérant que les subsides sont accordés au prorata du nombre d'Ucclois aidés par chaque association,

Approuve comme suit la répartition des subsides pour 2014 :

- | | |
|--|--------------|
| - A.S.B.L. Centre familial de Bruxelles | 7.544,20 €; |
| - A.S.B.L. "Solidariteit voor het gezin" | 188,06 €; |
| - A.S.B.L. Aide et soins à domicile | 2.060,60 €; |
| - A.S.B.L. "Familiehulp" | 1.119,91 €; |
| - A.S.B.L. CSD | 10.462,23 €. |

Onderwerp 8A – 1 : **Toelagen aan de diensten voor gezinshulp.- Dienstjaar 2014.**

De Raad,

Aangezien een krediet van 21.375,00 € voorzien is op het artikel 844/332-02/92 van de begroting 2014 : "Toelagen aan diensten voor gezinshulp";

Overwegende dat de dienst voor Sociale Actie beroep doet op private instellingen om te kunnen beantwoorden aan alle aanvragen tot het bekomen van gezins- en bejaardenhelpsters;

Dat de vijf hieronder vermelde instellingen een aanvraag tot toelagen voor 2014 ingediend hebben :

- V.Z.W. "Centre familial de Bruxelles";
- V.Z.W. Solidariteit voor het gezin;
- V.Z.W. "Aide et soins à domicile";
- V.Z.W. Familiehulp;
- V.Z.W. "CSD";

Dat deze toelagen mogen verleend worden krachtens het reglement gestemd door de Gemeenteraad in zitting van 26 juni 2003;

Gezien de toelagen worden toegekend naar verhouding van het door elke vereniging aantal geholpen ukkelaars,

Keurt de verdeling van de toelagen voor 2014 als volgt goed :

V.Z.W. "Centre familial de Bruxelles"	7.544,20 €;
V.Z.W. Solidariteit voor het gezin	188,06 €;
V.Z.W. "Aide et soins à domicile"	2.060,60 €;
V.Z.W. Familiehulp	1.119,91 €;
V.Z.W. "CSD"	10.462,23 €.

**- Mme l'échevin Gol-Lescot quitte la séance –
- Mevr. de schepen Gol-Lescot verlaat de zitting -**

Objet 8A – 2 : **Subsides à divers organismes à caractère social.- Année 2014.**

Le Conseil,

Vu les crédits inscrits à l'article 849/332-02/92 du budget pour l'exercice 2014;

Vu la loi du 14 novembre 1983;

Vu la circulaire du 9 novembre 2006 relative à la loi du 14 novembre 1983 ayant pour objet le contrôle de l'octroi et de l'emploi des subventions accordées par les communes;

Vu le formulaire de demande de subsides envoyé à chacune des associations;

Que celles-ci ont bien transmis les formulaires avec, le cas échéant, les documents comptables demandés;

Qu'après examen il apparaît que certaines association ont un compte de dépôt;

Que le travail social réalisé par cette association est considérable et qu'il convient donc bien que l'Administration communale d'Uccle leur accorde le subside repris sur la liste en annexe,

Approuve la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins du 6 novembre 2014 d'attribuer les subsides.

Onderwerp 8A – 2 : **Toelagen aan verscheidene sociale organisaties.- Dienstjaar 2014.**

De Raad,

Gelet op de kredieten voorzien op artikel 849/332-02/92 van de begroting voor het jaar 2014;

Gelet op de wet van 14 november 1983;

Gelet op het rondschrijven van 9 november 2006 betreffende de wet van 14 november 1983 houdende controle op de toekenning en het gebruik van de toelagen verleend door de gemeenten;

Gelet op het aan iedere vereniging toegestuurd aanvraagformulier;

Gezien deze hun formulieren hebben ingediend met, indien het nodig was, de gevraagde boekhoudkundige documenten;

Dat na onderzoek blijkt dat sommige verenigingen een spaarrekening hebben;

Dat het sociaal werk dat zij realiseren enorm is en dat het dus normaal is dat het Gemeentebestuur van Ukkel hun de toelage toekent,

Keurt het voorstel goed van het College van Burgemeester en Schepenen van 6 november 2014 om de toelagen toe te kennen volgens de bijgevoegde tabel.

Objet 8C – 1 : C.P.A.S.- Compte de l'exercice 2013.- Approbation.

Le Conseil,

Vu l'article 89 de la loi organique des Centres publics d'action sociale ;

Vu la délibération du Conseil de l'Action sociale du 29 octobre 2014, parvenue à l'Administration le 5 novembre 2014 arrêtant définitivement et acceptant le compte de l'exercice 2013 du C.P.A.S., qui se clôture par un mali comptable final de 139.216,74 € entraînant la correction de la dotation communale.

Approuve le compte de l'exercice 2013 du C.P.A.S..

Onderwerp 8C – 1 : O.C.M.W.- Rekening van het dienstjaar 2013.- Goedkeuring.

De Raad,

Gelet op artikel 89 van de organieke wet betreffende de Openbare Centra voor Maatschappelijk Welzijn;

Aangezien bij beraadslaging van 29 oktober 2014, bij het Gemeentebestuur aangekomen op 5 november 2014, de Raad voor Maatschappelijk welzijn besloten heeft de rekening van het dienstjaar 2013 van het O.C.M.W., welke zich afsluit met een finaal boekhoudkundig mali van 139.216,74 € die de bijpassing van de gemeente corrigeert, aan te nemen en definitief goed te keuren,

Beslist de rekening van het dienstjaar 2013 van het O.C.M.W. goed te keuren.

Objet 9C – 1 : Subsides à divers organismes à caractères social.- Année 2014.

Le Conseil,

Vu le crédit inscrit à l'article 833/332-02/90 du budget pour l'exercice 2014;

Vu la loi du 14 novembre 1983;

Vu la circulaire du 9 novembre 2006 relative à la loi du 14 novembre 1983 ayant pour objet le contrôle de l'octroi et de l'emploi des subventions accordées par les communes;

Vu le formulaire de demande de subsides envoyé à chacune des associations;

Que celles-ci ont bien transmis les formulaires avec, le cas échéant, les documents comptables demandés pour les subventions de plus de 1.250 €;

Qu'après examen, il apparaît que certaines associations possèdent des comptes de dépôt avec des sommes plus ou moins importantes;

Que le travail social réalisé par ces associations est considérable et qu'il convient donc bien que l'administration communale d'Uccle leur accorde le subside repris sur la liste en annexe,

Approuve la proposition du Collège des Bourgmestres et échevins du 6 novembre 2014.

Onderwerp 9C – 1 : **Toelagen aan verscheidene sociale organisaties.- Dienstjaar 2014.**

De Raad,

Gelet op de kredieten voorzien op artikel 833/332-02/90 van de begroting voor het jaar 2014;

Gelet op de wet van 14 november 1983;

Gelet op het rondschrijven van 9 november 2006 betreffende de wet van 14 november 1983 houdende controle op de toekenning en het gebruik van toelagen verleend door de gemeenten;

Gelet op de aan iedere vereniging toegestuurde aanvraagformulieren;

Gezien deze hun formulieren wel ingediend hebben met, wanneer het nodig was, de gevraagde boekhoudkundige documenten voor de toelagen van meer dan 1.250 €;

Dat na onderzoek blijkt dat zekere verenigingen over veel geld beschikken op een spaarrekening;

Dat het sociaal werk dat zij realiseren enorm is en dat het dus normaal is dat het Gemeentebestuur van Ukkel hun de toelagen toekennen zoals vermeld op de bijgevoegde lijst,

Keurt het voorstel goed van het College van Burgemeester en Schepenen van 6 november 2014.

Objet 2A – 2 - Huis clos : Permis d'environnement délivré par Bruxelles-Environnement du 22 juillet 2014 délivré à ASPRIA Belgium pour l'exploitation des installations classées d'un complexe familial sur un bien sis avenue du Pérou 80 - Recours au Gouvernement.#

Le Conseil,

Attendu que, le terrain sur lequel le projet s'implante se situe en zone de sports et loisirs de plein air au PRAS. Qu'il est situé sur le territoire de la Ville de Bruxelles à proximité immédiate des Communes d'Uccle et de Boitsfort;

Attendu que le projet Aspria est un projet mixte et consiste en l'aménagement et l'exploitation d'un centre sportif. Que ceci signifie que des demandes de permis d'urbanisme et de permis d'environnement doivent être introduites simultanément;

Attendu qu'en date du 23/05/2013 une demande de permis d'urbanisme est introduite auprès de la Direction de l'Urbanisme de Bruxelles - Développement urbain, portant sur la construction d'une extension au clubhouse existant, en intégrant un établissement hôtelier de 49 chambres, un parking souterrain de 193 places (sur 2 niveaux) et sur l'aménagement du site du "Parc Solvay Sport" sur un bien sis avenue du Pérou 80;

Attendu qu'en date du 8/01/2014, une demande de permis d'environnement est introduite auprès de Bruxelles-Environnement par ASPRIA;

Attendu que par un courrier du 24 février 2014, Bruxelles-Environnement demande que la Commune d'Uccle organise une enquête publique de 15 jours;

Attendu que du 07/03/2014 au 21/03/2014 l'enquête publique est organisée sur les demandes de permis d'urbanisme et d'environnement;

Attendu qu'en date du 01/04/2014 est organisée la séance publique de la Commission de concertation. Que cette dernière donne un avis partagé (séance tenue à la Ville de Bruxelles) - majoritaire défavorable (Ville de Bruxelles, Commune d'Uccle, IBGE) et minoritaire favorable (Direction de l'Urbanisme de Bruxelles - Développement urbain, citydev, Direction des Monuments et Sites de Bruxelles-développement urbain);

Considérant que l'avis très défavorable de la commune d'Uccle est rédigé comme suit :

"Considérant que la demande telle qu'introduite suscite les considérations générales suivantes :

- *Le projet rénove et agrandit le centre sportif dans une offre de programme plus complète, plus diversifiée et plus polyvalente;*
- *Le projet s'inscrit de la sorte dans l'évolution, constatée dans les dernières années, de ces clubs sportifs vers une offre accrue de disciplines "indoor";*

Considérant que la demande telle qu'introduite suscite les considérations particulières suivantes :

- **Densité du bâti sur la parcelle et conformité au PRAS :**
- Le projet présente un bâti proche de 20 % d'emprise, mais ne tient pas compte de toutes les infrastructures dans le décompte de ce ratio, ce qui laisse entrevoir un dépassement du prescrit du Plan Régional d'Affectation du Sol (AGRBC du 03/05/2013) en zone de sports ou de loisirs en plein air;
- Le projet présente un ensemble de constructions de grande ampleur, et ne sont pas complémentaires avec l'affectation prévue par le Plan Régional d'Affectation du Sol (AGRBC du 03/05/2013), à savoir des infrastructures complémentaires à la pratique du sport en plein air. En effet, une part important du bâti est dédié aux salles polyvalentes et au complexe hôtelier d'une capacité de 49 chambres, et à vocation commerciale;
- **Programme trop important par rapport à la capacité du parking proposée sur le site :**
 - a) Centre sportif :
 1. Le programme vise une diversification des activités en ajoutant piscines (intérieures et extérieures), jacuzzi, espace de relaxation, salles de fitness et salle polyvalente, etc;
 2. Vu les remarques émises en séances, il apparait que 250 visiteurs pourront être présents simultanément sur le site (au pic de la journée);
 3. Evaluation du nombre de membres probable à plus de 5000 personnes, ce qui pourrait tout à fait évoluer dans le temps sans qu'aucune limite ne puisse être sanctionnée par l'administration délivrante;
 - b) Hôtel :
 1. Capacité de 49 chambres, soit le plus grand hôtel du réseau Aspria (information donnée en séance publique de la Commission de concertation), dont les véhicules des hôtes n'ont pas été pris en compte dans le calcul annoncé;
 2. Il s'avère que l'offre hôtelière ne s'adresse pas uniquement aux membres du réseau Aspria, le complexe hôtelier n'étant pas exclusivement accessible aux seuls membres du club sportif.
 3. En conséquence, l'hôtel ne serait donc pas complémentaire au club sportif, ce qui ne peut se concevoir au regard du prescrit du Plan Régional d'Affectation du Sol (AGRBC du 03/05/2013).
 4. Il apparait donc clairement que l'hôtel au sein du club sportif ne constitue pas uniquement un complément à sa fonction sociale, et que sa vocation commerciale le destine à être rentabilisé au maximum, dans un rayonnement qui dépasse l'objectif annoncé du club sportif;
 - c) Personnel employé : il est précisé dans le rapport d'incidence que le personnel peut quant à lui être évalué entre 50 et 70 personnes, tandis que dans la brochure explicative complémentaire diffusée par Aspria, il est fait état de la création d'environ 100 emplois à temps-plein. Vu les horaires d'ouverture de l'établissement, nous pouvons présumer que ces personnes prendront majoritairement leurs voitures pour venir travailler;
 - d) Conclusion :
 1. Un des impacts le plus important du projet porte sur son influence sur la mobilité de la zone;
 2. Il est évident qu'un tel projet, fût-il capable d'absorber un nombre important de voitures sur son propre site, drainera une quantité de véhicules énorme par contraste à la situation existante;
 3. Il est également important de noter qu'un autre projet de centre de loisirs régional sur le site voisin (l'Hippodrome de Boitsfort sur le territoire d'Uccle) verra le jour prochainement, et que cet aspect devrait être pris en compte dans l'étude du rapport d'incidences;
 4. Le programme doit être adapté en conséquence;

- **Mobilité et accès - risque certain de report de stationnement en voirie :**
 - a) *La capacité projetée du parking apparaît insuffisante pour répondre aux besoins d'un tel centre sportif et d'un hôtel localisés dans une zone de sports et de loisirs en plein air, et au sein d'un tissu urbain plus vaste zone à prédominance résidentielle, dont la configuration ne permet pas l'aménagement de nombreux emplacements de stationnement public;*
 - b) *Il y a lieu dès lors de craindre un phénomène aigu de parking sauvage en cas d'évaluation erronée des besoins et le programme doit être adapté en conséquence;*
 - c) *La demande telle qu'introduite a été soumise à évaluation des incidences. Celle-ci a été soumise sous forme d'un rapport d'incidence rédigé principalement sur bases d'études effectuées en 2010, sans prise en compte du projet sur le site de l'Hippodrome de Uccle – Boitsfort. Celle-ci est donc désuète et ne tient pas compte des constructions érigées entre-temps, ni des permis octroyés et travaux futurs (permis octroyés pour la réhabilitation de l'Hippodrome) dans les environs.*
 - d) *Le projet tel qu'introduit présente des lacunes au niveau du rapport d'incidences environnementales, en raison de l'ampleur du projet proposé et de la sous-estimation manifeste des besoins en matière de mobilité et d'accès.*

Considérant qu'au regard des différents motifs de mesures particulières de publicité, le projet a suscité les observations suivantes :

- *Considérant, en conséquence de ce qui précède, qu'une diminution de l'ampleur du programme s'impose, au profit de la préservation du caractère paysager du site et de sa vocation de la pratique du sport en plein air, mais également au profit de la préservation de l'habitabilité des logements proches et une diminution de l'impact mobilité sur le site et ses environs;*
- *Considérant que le taux maximal d'emprise au sol de 20 % de la superficie de la parcelle, que le plan régional d'affectation du sol limite dans cette zone, ne constitue pas un droit et ne dispense pas l'autorité délivrante de son devoir d'apprécier la demande au regard du bon aménagement des lieux, lequel peut entraîner, le cas échéant, une moindre emprise;*

Considérant que la demande, telle que présentée, ne répond pas au bon aménagement des lieux;"

Considérant qu'en date du 22 juillet 2014, le permis d'environnement a été délivré malgré les avis défavorables de la commune d'Uccle ainsi que de la Ville de Bruxelles;

Attendu qu'en date du 10 septembre 2014, le Collège des Bourgmestre et Echevins a décidé d'introduire un recours au conseil d'Etat contre le permis d'urbanisme octroyé à ASPRIA;

Considérant que conformément à l'article 101, § 3 du CoBAT, en cas de projet mixte, le refus définitif du permis d'environnement emporte caducité de plein droit du permis d'urbanisme. Qu'il est donc opportun d'introduire également un recours au gouvernement contre le permis d'environnement;

Considérant que le projet n'est pas compatible avec les prescriptions de la zone de sport ou loisirs de plein air;

Considérant que le permis comporte des lacunes dans sa motivation en ce qui concerne les critiques de la commune d'Uccle et le rapport sur les incidences environnementales, notamment en matière de mobilité;

Considérant que ce projet, situé sur le territoire de la ville de Bruxelles, aura des implications négatives sur le territoire communal notamment en matière de mobilité;

Vu les articles 123, 8° et 270 de la nouvelle loi communale;

Attendu que le Collège des Bourgmestre et Echevins a décidé, en séance du 7 octobre 2014, d'introduire un recours au Collège d'environnement et qu'à cette fin, le Collège a sollicité l'autorisation de l'Assemblée,

Autorise, par 28 voix pour et 3 contre, l'introduction d'un recours au Collège d'environnement contre la décision du Gouvernement Régional.

Objet 2A – 3 - Huis clos : **Permis d'urbanisme n° 16-41.533-2014 délivré le 28 juillet 2014 par le Fonctionnaire délégué à la SA ASPRIA ROOSEVELT et tendant à la construction d'une extension au clubhouse existant, en intégrant un établissement hôtelier de 49 chambres, un parking souterrain de 193 places (sur 2 niveaux) et à aménager le site du "Parc Solvay Sport" sur un bien sis avenue du Pérou 80 - Recours en annulation devant le Conseil d'Etat.**

Le Conseil,

Attendu qu'en date du 23/05/2013 une demande de permis d'urbanisme est introduite auprès de la Direction de l'Urbanisme de Bruxelles - Développement urbain, portant sur la construction d'une extension au clubhouse existant, en intégrant un établissement hôtelier de 49 chambres, un parking souterrain de 193 places (sur 2 niveaux) et sur l'aménagement du site du "Parc Solvay Sport" sur un bien sis avenue du Pérou 80;

Attendu qu'en date du 05/12/2014 l'accusé de réception d'un dossier complet est établi par la Direction de l'Urbanisme de Bruxelles-développement urbain;

Attendu qu'en date du 05/12/2014 le fonctionnaire délégué sollicite l'avis du Collège des Bourgmestre et Échevins en application de l'article 177 du CoBAT après organisation des mesures particulières de publicité;

Attendu qu'en date du 12/02/2014 le fonctionnaire délégué informe le Collège des Bourgmestre et Échevins que le rapport d'incidences environnementales est complet et sollicite l'organisation des mesures particulières de publicité;

Attendu que du 07/03/2014 au 21/03/2014 l'enquête publique est organisée sur les demandes de permis d'urbanisme et d'environnement;

Attendu qu'en date du 01/04/2014 est organisée la séance publique de la Commission de concertation. Que cette dernière donne un avis partagé (séance tenue à la Ville de Bruxelles) - majoritaire défavorable (Ville de Bruxelles, Commune d'Uccle, IBGE) et minoritaire favorable (Direction de l'Urbanisme de Bruxelles - Développement urbain, citydev, Direction des Monuments et Sites de Bruxelles-développement urbain);

Considérant que l'avis très défavorable de la commune d'Uccle est rédigé comme suit : **"Considérant que la demande telle qu'introduite suscite les considérations générales suivantes :**

- *Le projet rénove et agrandit le centre sportif dans une offre de programme plus complète, plus diversifiée et plus polyvalente;*
- *Le projet s'inscrit de la sorte dans l'évolution, constatée dans les dernières années, de ces clubs sportifs vers une offre accrue de disciplines "indoor";*

Considérant que la demande telle qu'introduite suscite les considérations particulières suivantes :

- **Densité du bâti sur la parcelle et conformité au PRAS :**
- *Le projet présente un bâti proche de 20 % d'emprise mais ne tient pas compte de toutes les infrastructures dans le décompte de ce ratio, ce qui laisse entrevoir un dépassement du prescrit du Plan Régional d'Affectation du Sol (AGRBC du 03/05/2013) en zone de sports ou de loisirs en plein air;*
- *Le projet présente un ensemble de constructions de grande ampleur, et ne sont pas complémentaires avec l'affectation prévue par le Plan Régional d'Affectation du Sol (AGRBC du 03/05/2013), à savoir des infrastructures complémentaires à la pratique du sport en plein air. En effet, une part important du bâti est dédié aux salles polyvalentes et au complexe hôtelier d'une capacité de 49 chambres, et à vocation commerciale;*
- **Programme trop important par rapport à la capacité du parking proposée sur le site:**

e) **Centre sportif :**

4. *Le programme vise une diversification des activités en ajoutant piscines (intérieures et extérieures), jacuzzi, espace de relaxation, salles de fitness et salle polyvalente, etc;*

5. Vu les remarques émises en séances, il apparaît que 250 visiteurs pourront être présents simultanément sur le site (au pic de la journée);
6. Evaluation du nombre de membres probable à plus de 5000 personnes, ce qui pourrait tout à fait évoluer dans le temps sans qu'aucune limite ne puisse être sanctionnée par l'administration délivrante;

f) Hôtel :

5. Capacité de 49 chambres, soit le plus grand hôtel du réseau Aspria (information donnée en séance publique de la Commission de concertation), dont les véhicules des hôtes n'ont pas été pris en compte dans le calcul annoncé;
6. Il s'avère que l'offre hôtelière ne s'adresse pas uniquement aux membres du réseau Aspria, le complexe hôtelier n'étant pas exclusivement accessible aux seuls membres du club sportif.
7. En conséquence, l'hôtel ne serait donc pas complémentaire au club sportif, ce qui ne peut se concevoir au regard du prescrit du Plan Régional d'Affectation du Sol (AGRBC du 03/05/2013).
8. Il apparaît donc clairement que l'hôtel au sein du club sportif ne constitue pas uniquement un complément à sa fonction sociale, et que sa vocation commerciale le destine à être rentabilisé au maximum, dans un rayonnement qui dépasse l'objectif annoncé du club sportif;

g) Personnel employé : il est précisé dans le rapport d'incidence que le personnel peut quant à lui être évalué entre 50 et 70 personnes, tandis que dans la brochure explicative complémentaire diffusée par Aspria, il est fait état de la création d'environ 100 emplois à temps-plein. Vu les horaires d'ouverture de l'établissement, nous pouvons présumer que ces personnes prendront majoritairement leurs voitures pour venir travailler;

h) Conclusion :

5. Un des impacts le plus important du projet porte sur son influence sur la mobilité de la zone;
6. Il est évident qu'un tel projet, fût-il capable d'absorber un nombre important de voitures sur son propre site, drainera une quantité de véhicules énorme par contraste à la situation existante;
7. Il est également important de noter qu'un autre projet de centre de loisirs régional sur le site voisin (l'Hippodrome de Boitsfort sur le territoire d'Uccle) verra le jour prochainement, et que cet aspect devrait être pris en compte dans l'étude du rapport d'incidences;
8. Le programme doit être adapté en conséquence;

o) **Mobilité et accès - risque certain de report de stationnement en voirie** :

- e) La capacité projetée du parking apparaît insuffisante pour répondre aux besoins d'un tel centre sportif et d'un hôtel localisés dans une zone de sports et de loisirs en plein air, et au sein d'un tissu urbain plus vaste zone à prédominance résidentielle, dont la configuration ne permet pas l'aménagement de nombreux emplacements de stationnement public;
- f) Il y a lieu dès lors de craindre un phénomène aigu de parking sauvage en cas d'évaluation erronée des besoins et le programme doit être adapté en conséquence;
- g) La demande telle qu'introduite a été soumise à évaluation des incidences. Celle-ci a été soumise sous forme d'un rapport d'incidence rédigé principalement sur bases d'études effectuées en 2010, sans prise en compte du projet sur le site de l'Hippodrome de Uccle – Boitsfort. Celle-ci est donc désuète et ne tient pas compte des constructions érigées entre-temps, ni des permis octroyés et travaux futurs (permis octroyés pour la réhabilitation de l'Hippodrome) dans les environs.
- h) Le projet tel qu'introduit présente des lacunes au niveau du rapport d'incidences environnementales, en raison de l'ampleur du projet proposé et de la sous-estimation manifeste des besoins en matière de mobilité et d'accès.

Considérant qu'au regard des différents motifs de mesures particulières de publicité, le projet a suscité les observations suivantes :

- Considérant, en conséquence de ce qui précède, qu'une diminution de l'ampleur du programme s'impose, au profit de la préservation du caractère paysager du site et de sa vocation de la pratique du sport en plein air, mais également au profit de la préservation de l'habitabilité des logements proches et une diminution de l'impact mobilité sur le site et ses environs;
- Considérant que le taux maximal d'emprise au sol de 20 % de la superficie de la parcelle, que le plan régional d'affectation du sol limite dans cette zone, ne constitue pas un droit et ne dispense pas l'autorité délivrante de son devoir d'apprécier la demande au regard du bon aménagement des lieux, lequel peut entraîner, le cas échéant, une moindre emprise;

Considérant que la demande, telle que présentée, ne répond pas au bon aménagement des lieux;"

Considérant que le projet n'est pas compatible avec les prescriptions de la zone de sport ou loisirs de plein air;

Considérant que le permis comporte des lacunes dans sa motivation en ce qui concerne les critiques de la commune d'Uccle, notamment en matière de mobilité;

Considérant que ce projet, situé sur le territoire de la ville de Bruxelles, aura des implications négatives sur le territoire communal notamment en matière de mobilité;

Vu les articles 123, 8° et 270 de la nouvelle loi communale;

Attendu qu'en date du 10 septembre 2014, le Collège des Bourgmestres et Echevins a décidé d'introduire un recours au conseil d'Etat contre le permis d'urbanisme octroyé à ASPRIA et qu'à cette fin, le Collège a sollicité l'autorisation de l'Assemblée;

Autorise, par 28 voix pour et 3 contre, l'introduction d'un recours en annulation devant le Conseil d'Etat contre la décision du Gouvernement Régional.

Question orale – Mondelinge vragen:

Le retard pris dans le cadre des travaux de rénovation de la Ferme Rose. Vertragingen bij de renovatiewerken van de Roze Hoeve

- Mme Dupuis quitte la séance –
- Mevr. Dupuis verlaat de zitting -

M./de h. Wyngaard explique que les travaux, entamés début novembre 2011, devaient se clôturer 300 jours ouvrables plus tard, soit en mai 2013. En juin 2013, M. Wyngaard interrogeait M. l'Echevin Biermann afin de connaître l'importance et les raisons du retard pris dans le cadre de la rénovation de ce bâtiment. M. l'Echevin Biermann avait répondu qu'un retard d'environ un an était à prévoir (réouverture des portes prévue à la fin du 1er semestre 2014) compte tenu de divers problèmes rencontrés au cours des travaux : nappe phréatique plus haute que prévue, murs non liaisonnés, présence très irrégulière de la CRMS aux réunions de chantier... Manifestement, le retard pris est (encore) plus conséquent que prévu. Les questions sont les suivantes. Quelles sont les raisons qui expliquent ce nouveau retard dans le calendrier des travaux ? A quelle date la Ferme Rose pourrait-elle être enfin rendue accessible au public ?

M. l'Echevin Biermann se voit contraint de reformuler ce qui a été dit l'an passé. La réouverture de la Ferme Rose pourrait avoir lieu en été 2015.

Concernant la restauration, de mauvaises surprises ont été constatées. En effet, celle-ci nécessite certains corps de métier extrêmement spécialisés vu la nature du site qui est assez spécifique. En Belgique, les entreprises capables de réaliser le plafonnage à la chaux des murs intérieurs ne sont qu'au nombre de deux. La planification du chantier doit prévoir l'intervention de différents intervenants à des moments extrêmement précis.

Forcément, le planning de ces intervenants peut également générer des retards. Ensuite, les nouvelles fondations ont causé des difficultés. Certains murs étaient simplement posés sur la terre.

Quels sont les éléments nouveaux qui ont causé du retard? Tout d'abord, le 25 juin 2013, une partie du mur s'est effondrée suite au creusement d'un puisard dans la cave de la conciergerie. Ensuite, après avoir effectué des mesurages-lasers dans la gaine de la cage d'ascenseur et après avoir enlevé les planchers, on a constaté que la charpente n'était pas tout à fait droite et la cage d'ascenseur arrive au niveau du plafond au millimètre près. Il a fallu revoir complètement les pièces de charpente de la cage d'ascenseur. Puis, des exigences ont été formulées de la part des voisins. Dans le cadre du permis d'urbanisme, il a fallu placer cinq plaques de plâtre pour l'isolation acoustique dans le toit mais la charpente a dû être renforcée pour accueillir ces plaques. Suite au démontage de l'ensemble des planchers du premier étage, on s'est rendu compte que les planchers étaient irréguliers et que l'irrégularité était plus importante que prévu. Il a fallu reprofiler l'ensemble du plancher puisque le plancher n'était pas plane. En effet, plusieurs couches de planchers ont été mises les unes sur les autres avec des cales et tout a dû être démonté et il a fallu refaire à l'ancienne un plancher plane. Et enfin, un problème de pollution sur le site a été constaté cet été. Des études de sol ont été réalisées avant le début des travaux.

Entre 1927 et 1970, un garage est installé à l'entrée du site et plusieurs études de sol ont été réalisées. En février 2011, une pollution a été constatée. Une étude conjointe de reconnaissance et détaillée a été réalisée. En janvier 2012, une étude de risque a été réalisée sur le site. En février 2012, des mesures de restriction d'usage ont été prises et promulguées par l'I.B.G.E., à savoir qu'il était interdit de démolir la dalle de béton existante et de cultiver un jardin potager. Toute une série de mesures, concernant cette pollution préexistante liée au garage, ont été prises. Au moment de creuser la cave, devant accueillir la cabine à haute tension dans le chemin le long du mur mitoyen, des pieux qui ont été enfoncés ont fui dans le sol. La raison s'explique par le fait que le sol était moins stable que prévu. De plus, des odeurs d'huiles minérales ont été détectées.

Pour résumer la situation, une pollution au nickel a été constatée. La question était de savoir comment le nickel était arrivé sur le site. On a cru, au départ, à une pollution à l'hydrocarbure, une fuite d'un des réservoirs du garage et non à une pollution au nickel. Même le béton et le ciment, amenés par l'entrepreneur, ont été analysés considérant que son matériau était éventuellement pollué au nickel. Ce n'était pas le cas. La nappe phréatique et les différents remblais ont dû être analysés. Il y a trois types de pollutions sur le site. Une pollution bien connue qui est la pollution d'hydrocarbure appelée HAP1 (les hydrocarbures aromatiques polycycliques) et la pollution de l'eau souterraine en nickel. Cela a été détecté assez tardivement. Des piézomètres (appareils mesurant les vibrations) plantés jusqu'à la nappe phréatique, ont détecté la pollution au nickel. Et troisième pollution, les huiles minérales dans le sol.

Le bureau d'étude est finalement intervenu. Une étude détaillée a été transmise à l'I.B.G.E. Concernant la pollution d'hydrocarbure, la solution proposée consiste à prendre l'engagement de ne pas toucher à la dalle de béton et de ne pas faire de plantation de potagère dans le jardin de la Ferme Rose. Concernant le nickel, le risque est tolérable d'après les études et il n'y a pas de restriction d'usage. Donc, aucune mesure ne doit être prise. Concernant les huiles minérales, le risque d'exposition est aussi tolérable et aucune restriction d'usage n'est imposée. L'étude détaillée, transmise à l'I.B.G.E., ne nécessite pas la réalisation d'une analyse de la gestion du risque. On attend le rapport de l'I.B.G.E. mais le délai de 30 jours arrive à échéance aujourd'hui même. On verra si, dans les jours qui viennent, l'I.B.G.E. apporte un avis négatif ou si son avis rejoint celui du bureau d'étude et d'analyse de la Commune, à savoir celui d'arriver à la conclusion que finalement, la seule pollution qui doit être traitée est la pollution détectée il y a bien longtemps et pour laquelle un accord de l'I.B.G.E. était intervenu.

Compte tenu des niveaux de pollution et des niveaux d'expositions connus pour les deux autres types de pollution, on considère effectivement que la proposition du bureau d'étude est raisonnable et reste à espérer que l'I.B.G.E. le suivra.

Objets inscrits à l'ordre du jour à la demande de Conseillers communaux :

Onderwerpen op de agenda ingeschreven op aanvraag van gemeenteraadsleden :

1. M. Cornelis : Installation de Wifi-hotspots.

1. de heer : Cornelis : Installatie Wifi-hotspots.

De heer/M. Cornelis legt uit dat informatie- en communicatietechnologie (ICT) van aanzienlijk belang is voor de uitdagingen van de digitale omschakeling, ook in Ukkel. De tegemoetkoming van deze uitdagingen op het vlak van ICT-infrastructuur, zoals aanbevolen in het witboek van het CIBG, gaat via de installatie van Wifi-hotspots in druk bezochte plaatsen, ook in Ukkel. Een Brussels voorbeeld hiervoor is het Sint-Gillisvoorplein of de Grote Markt van Brussel. Verder bestaan er ook voorbeelden van smart cities zoals Amsterdam, Kopenhagen en Berlijn. Deze hebben ICT en Wifi-hotspots geïntegreerd in hun beleid en kunnen uitstekende resultaten voorleggen. Berlijn heeft openbare gegevens beschikbaar gemaakt via mobiele apps. Ook IJsland is een prachtig voorbeeld van het free Wifi gebeuren. Men kan er bijna op elke vulkaan terecht om op Wifi te zitten.

Dit is een inspiratiebron inzake de versterking van de burgerparticipatie, die tot een van onze prioriteiten behoort, en kan leiden tot een grotere papierzuinigheid en een daling van de recurrente kosten.

Ik verwelkom dan ook de prioriteiten van het college om een innovatief en creatief beleid te voeren.

Reeds tijdens de gemeenteraad van 15 december 2011 werd evenwel al de installatie van een router in bepaalde gemeentelijke gebouwen door een gedreven gemeenteraadslid bepleit. Een voorstel, dat naar mijn mening, nu wel enigszins achterhaald is. Een Wifi-router heeft geringe mogelijkheden qua bereik, snelheid en capaciteit. Daarom ben ik resoluut voorstander van de installatie van Wifi-hotspots. Bovendien gaat het CIBG nu ook onderzoeken om op een tiental plaatsen in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest dergelijke publieke Wifi-spots mogelijk te maken. Dit zal er dan ook voor zorgen dat de gemeente gewapend is tegen de digitale omschakeling om dan ook de digitale kloof te overbruggen waar zoveel sprake van is. En dit minstens in onze openbare gebouwen, zoals onze bibliotheken, misschien het zwembad maar toch zeker ook de culturele centra en waarom niet ook ons gemeentehuis.

Wat is nu het standpunt van het nieuwe college inzake Wifi-hotspots in de gemeente ? Wat zijn de initiatieven van het college om van Ukkel een slimme gemeente te maken ? Zijn er eventueel ook al contacten geweest met het CIBG om in Ukkel een publieke Wifi-hotspot mogelijk te maken ?

M. l'Echevin/de h. schepen Biermann répond que le Collège est absolument convaincu que la nouvelle technologie est une source de progrès. Ce progrès économique rend les services communaux plus efficaces et améliore les relations entre les citoyens. La Commune prône les économies puisqu'elle rejoint le programme BoSecrétariat qui va entraîner une diminution drastique du papier et des documents administratifs du Collège et du Conseil communal. Ce programme offre également une meilleure efficacité notamment par l'usage d'Irisbox destiné au service de l'Etat civil. Les cartes de riverains vont devenir virtuelles et sont disponibles depuis le 1er septembre (Fix my street). Bientôt, les réservations de stationnement pourront se faire par Internet ainsi que le mode de paiement des horodateurs et toute forme de participation citoyenne.

Une jeune start-up belge intitulée "Fluicity" souhaite mettre en place des systèmes de participation citoyenne grâce à des réseaux sociaux. La question des applications créées pour certaines villes ou certaines communes est également à discuter.

On peut se poser la question de l'intérêt de créer ce type d'application à l'échelle d'une commune. Certaines zones de police, comme la zone BRUNO, ont adopté ce système et la Commune en tirera les enseignements. La création d'un centre administratif unique est une réelle opportunité pour la Commune, le Collège en est convaincu. A cet égard, des contacts ont déjà été pris avec des acteurs publics, des partenaires de la Commune (comme Sibelga, Brutélé, le CIRB,...) pour intégrer ce type de technologie dans le nouveau bâtiment administratif.

Les hotspots Wifi pose plusieurs questions. En 2011, la question sur la responsabilité juridique du provider, établie par la directive européenne de 2006, a été évoquée. C'est toujours d'actualité. Cette directive européenne impose au fournisseur d'accès de conserver l'ensemble des données relatives aux communications pour une durée de 6 à 24 mois. Cependant, peu de providers d'accès offrent un accès "tout public". C'est la raison pour laquelle Belgacom et Proximus avaient établi un partenariat avec une petite start-up appelée "Zapfi" qui, elle, assumait la responsabilité juridique. Certains acteurs publics ont également décidé d'assumer la responsabilité juridique. C'est le cas du CIRB de la Région bruxelloise avec "Urbizone", qui est fournisseur d'accès tout public, notamment dans les bureaux des administrations, les cabinets ministériels régionaux,...

A cet égard, la Commune d'Uccle ne peut pas bénéficier des services "Urbizone" parce que le CIRB impose comme conditions de participer à Irisnet (soit Irisnet 1 et 2). La Commune ne fait pas partie d'Irisnet parce qu'à l'époque le Collège avait considéré que ce n'était pas opportun. La première raison réside dans la clause de sortie qui est inexistante. Une fois abonné aux services Irisnet, proposés par la région, il n'y a aucune possibilité d'en sortir. Ce n'était pas prévu dans la Convention. La deuxième raison s'explique par leurs tarifs bien plus supérieurs aux tarifs que la Commune avait négociés avec ses prestataires et fournisseurs de service, alors qu'Irisnet représentait la force de l'action conjointe de plusieurs communes et ce poids critique n'était pas parvenu à concurrencer efficacement les contrats négociés par la Commune. Ceci dit, rien n'empêcherait le CIRB ou la Région bruxelloise elle-même d'installer des relais "Urbizone".

Une antenne "Urbizone" existe sur le territoire de la Commune, en tout cas, un point d'attache Irisnet puisque la zone de police fait partie du programme Irisnet de la région. Les deux sites de la police (rue de Stalle et square Georges Marlow) et l'antenne Fort-Jaco sont donc connectés à Irisnet. La question serait de savoir si la Commune pourrait avoir accès à Internet (et donc accès à l'information) ou si cet accès serait gratuit, tout en sachant que deux millions de hotspots gratuits existent sur le territoire belge et que certains fournisseurs de téléphonie mobile prévoient des datas importants (3G, 4G,...). L'accès à Internet est disponible dans une série de bâtiments communaux, notamment dans les bibliothèques. Une question se pose également, celle de la santé. En effet, la ville de Paris a pris la décision de supprimer le Wifi disponible dans toutes les bibliothèques parisiennes pour des raisons de santé et en application du principe de précaution. Toutes ces questions posées ci-dessus ne sont pas encore tranchées.

La Commune, bien qu'elle ne fasse pas partie d'Urbizone, travaille énormément avec les services proposés par la région et par le CIRB. Elle fait, de surcroît, partie de nombreux comités de pilotage ou d'accompagnement de projets. Dans le cadre du BoSecrétariat, le Collège a pris la décision de lancer un nouveau marché pour équiper les salles du Collège et du Conseil du Wifi. Il faudra déterminer la responsabilité juridique.

2. M. Minet : La sanction et la prévention environnementale. La nature agit, l'homme fait.

2. de h. Minet : De milieusanctie en -preventie. La nature agit, l'homme fait.

M./de h. Minet expose que si les partisans d'une écologie radicale ont fait de la nature un sujet de droit, elle n'a pas manqué le risque d'exclure l'homme de la nature. L'écologie humaine, quant à elle, relève plus d'une méthode, d'une approche pédagogique, que d'une science à proprement parler.

Lorsque le législateur a voulu corriger, par les sanctions administratives communales, des comportements délinquants ou des nuisances autour des thématiques relatives au permis d'environnement, de l'eau, des déchets, de l'air, du bruit, des sols, de la ruralité et des troubles de voisinage, il a précisé que l'esprit de ces sanctions, sans préjudice des compétences dévolues au bourgmestre et à la police locale, visait globalement à lutter contre des comportements inciviques, donc à protéger aussi l'environnement et la biodiversité. Si les fonctionnaires sanctionneurs doivent suivre une formation sur la maîtrise des conflits, la législation des sanctions administratives et le droit pénal, n'ont-ils pas aussi la mission de promouvoir auprès des agents constatateurs, le souci d'une formation à la prévention par une approche citoyenne plus pédagogique, donc plus responsable ? Aucune politique ne peut être efficace si les premiers acteurs n'y participent pas, ne s'y impliquent pas. L'enseignement communal, quant à lui, n'échappe pas à la mission de développer dans le plus jeune âge, la prise de conscience et les attitudes de respect de la nature et de l'environnement dans une perspective écosystémique pour que se forment des attitudes positives à l'âge adulte. Il n'est pas nécessaire, pour autant, de développer une écologie moralisante, dès lors qu'une mission d'émancipation fait découvrir au citoyen les règles élémentaires d'un vivre ensemble attentif à la nature et à la biodiversité, non pour les maîtriser mais pour que, lui, le citoyen, se maîtrise à leur rencontre. M. Minet souhaite être informé sur l'état des lieux de la "délinquance écologique" à Uccle. Est-elle plus à risque que d'autres, par ignorance, désinvolture ou désinformation ? D'autre part, est-il possible aussi de préciser l'organisation et le contenu d'une formation adaptée à la prévention environnementale à l'intention des agents constatateurs, dont le législateur a exigé au moins d'être porteur d'un certificat d'enseignement secondaire supérieur ? Enfin, M. Minet voudrait mieux comprendre le souci de l'Echevinat de l'Enseignement sur le plan du développement d'une "pédagogie écologique active".

M. l'Echevin/de h. schepen Cools partage l'opinion de M. Minet, celle de ne pas développer une écologie moralisante. Il ne faut pas adopter un comportement "donneur de leçon". Toutefois, il faut convaincre et infliger une sanction disciplinaire si nécessaire en cas de comportement incivique. Deux législations principales sont appliquées, le règlement général de police administrative et la délivrance d'un permis d'environnement.

Le règlement général de police administrative est appliqué. Toute une série d'infractions sont sous l'autorité du bourgmestre. D'ailleurs, un fonctionnaire sanctionneur a été engagé. Des fonctionnaires constatateurs sont formés pour infliger des amendes, que ce soit dans le domaine environnemental, de la propreté publique,... Les cas sont relativement peu nombreux. Lorsqu'une situation anormale est constatée, des rappels et des mises en demeure sont envoyés. Ensuite, si on ne remarque aucune réaction de la part du contrevenant, il faudra alors agir. Les exemples sont nombreux, à savoir les haies qui débordent sur les trottoirs, les rejets d'eau usée en voirie, les fosses septiques à vidanger, les personnes qui s'entêtent à nourrir les animaux sur un trottoir et ce, malgré de nombreux rappels à l'ordre,... Une amende administrative d'un montant d'environ 150 € peut être infligée au contrevenant.

Dans le domaine environnemental, le permis d'environnement s'accompagne de toute une législation en vigueur. Le permis d'environnement n'est pas uniquement accordé pour les grandes entreprises. Une personne, par exemple, qui possède plus de cinq chats chez elle, doit acquérir un permis d'environnement. Ce permis encourage les gens à limiter la population féline. Dans ce domaine-là, la Commune agit très souvent avec Bruxelles-Environnement. La situation n'est pas plus difficile que dans d'autres communes.

Un autre domaine concerne le bruit. Ce problème est infernal à tel point que la Commune demande une collaboration avec Bruxelles-Environnement. De nombreuses actions de prévention et de sensibilisation sont menées. Les renards peuvent également causer problèmes. Des toutes-boîtes sont régulièrement distribués pour sensibiliser et éviter certains comportements qui ne relèvent plus ni du règlement général de police administrative ni du permis d'environnement.

Il s'agit parfois de matière pénale. En effet, lorsque des personnes posent des boulettes empoisonnées visant à tuer les renards, celles-ci mettent en danger des enfants ou personnes, qui pourraient les ramasser et les manger. Ce cas s'est malheureusement déjà produit. Toute une série d'actions de sensibilisation et d'explications ont été mises en place afin d'expliquer le rôle utile que joue le renard.

Mme l'Echevin/mevr. de schepen Maison explique que la sensibilisation s'applique, dans les écoles communales d'Uccle, dès la première maternelle. Les exemples sont les suivants. Le tri sélectif systématique s'applique dès la première maternelle. Des potagers existent dans plusieurs écoles, notamment au Centre, à Saint-Job en collaboration avec les potagers du plateau Avijl et en collaboration avec l'ICPP des ruchers Messidor et à l'ICPP pour ce qui concerne l'entretien. La pédagogie est globale. L'installation d'un rucher s'accompagne bien évidemment d'une explication claire sur son fonctionnement et son entretien. La sensibilisation s'effectue en fonction des âges. A l'école de Messidor, une mare pédagogique avec des grenouilles remarquables est installée.

Au-delà de ces actions générales ou particulières dans les écoles, on a mené à l'époque, avec M. l'Echevin Cools, un grand programme intitulé "L'école, l'énergie et moi", en collaboration avec les services enseignements – éducations et environnements qui visaient à réaliser des actions de sensibilisation aux économies d'énergie dans trois écoles durant deux ans. Un subside communal a été offert et les intervenants de Bruxelles-Environnement exerçaient des actions très concrètes. Une action de sensibilisation a été organisée dans une 4ème école mais celle-ci a été prise isolément et en profondeur. Comme on peut donc le constater, de nombreuses actions de sensibilisation ont été organisées et menées sur trois ans. Outre les personnes de l'I.B.G.E., des responsables-énergie, détachés du département de l'éducation, venaient aussi entamer des actions de sensibilisation. En plus de ces actions, des économies d'énergie, tant en matière de chauffage que d'éclairage, ont été réalisées. L'expérience était très intéressante.

Avec Mme l'Echevin Gol-Lescot, le traditionnel concours culture-éducation, ayant pour thème "une utopie environnementale" a été organisé. Chaque classe participante devait décrire sa propre utopie environnementale et à l'observation de ces œuvres, une réelle sensibilisation a été constatée.

Des panneaux photovoltaïques ont été installés sur le toit de certaines écoles. Il s'agit également d'une démarche globale éducative pas seulement pour l'effet en termes d'énergie mais dans une démarche de pédagogie participative.

Et enfin, le cahier des charges des cantines scolaires a été modifié, en tenant compte bien évidemment des produits de saison, des grammages, de la provenance des aliments et des labels. De plus, des personnes de service ont été formées afin qu'elles transmettent de bons comportements alimentaires et de recyclage aux enfants.

3. M. Wyngaard : Problèmes rencontrés dans le cadre du nouveau système de contrôle (électronique) du stationnement et pose de sabots.

3. de h. Wyngaard : Problemen bij het nieuw elektronisch parkeercontrolesysteem en het aanbrengen van wielklemmen.

M./de h. Wyngaard explique que la carte de stationnement est remplacée, depuis le 1er septembre 2014, par un système de contrôle électronique (carte virtuelle) sur base de la plaque d'immatriculation du véhicule. Toutefois, la vignette (carte physique) délivrée antérieurement à cette date demeurera valable jusqu'à l'expiration du délai prévu. Le nouveau système de contrôle électronique, qui ne nécessite plus l'apposition par les riverains d'une carte de stationnement sur leur pare-brise, connaîtrait quelques ratés au démarrage.

Plusieurs contraventions ont été ainsi infligées à tort aux riverains dont le véhicule était pourtant stationné dans la zone ad hoc soit, semble-t-il, parce que le numéro de plaque avait été mal encodé par l'agent "verbalisateur" soit parce que le numéro de plaque n'était pas (ou était mal) encodé dans le fichier communal.

Lesdites amendes ont à chaque fois été annulées suite à une réclamation auprès des services communaux. Combien de contraventions ont été infligées à tort (et qui ont ensuite été annulées) ? Quelles sont les raisons des problèmes rencontrés et les moyens envisagés pour y remédier ? La Commune de Woluwe-Saint-Lambert, après Evere et Schaerbeek, avait décidé de modifier son règlement relatif au stationnement afin d'y introduire la possibilité de poser des sabots servant à immobiliser les véhicules pour lutter contre les mauvais stationnements et amendes impayées dans le chef de conducteurs récidivistes (dans les 6 mois).

Apparemment, ce sont surtout les titulaires de plaques étrangères, ne payant pas leurs amendes, qui sont visés par ce dispositif. Le bourgmestre de cette entité estime qu'il s'agit d'une question d'équité, les "titulaires d'une plaque belge qui payent une carte de riverain ou l'horodateur ne comprennent pas que d'autres échappent à tous contrôles". En 2013, la Commune de Woluwe-Saint-Lambert estimait que la perte de recettes, liée aux amendes impayées, s'élevait à 200.000 € annuellement. Les questions sont les suivantes. A quel montant s'élève annuellement cette perte de recettes à Uccle ? Le recours à des sabots sera-t-il prochainement introduit dans le règlement afin de lutter contre les titulaires de véhicules ne s'acquittant pas régulièrement des amendes qui leur sont infligées ?

M. l'Echevin/de h. schepen Biermann répond que 46 personnes, ayant constaté des ratés, ont introduit une plainte et leur redevance a été légitimement annulée. La raison est simple. Le 1er septembre, le nouveau règlement-redevance entre en vigueur avec les nouvelles catégories de bénéficiaires de la carte de stationnement. Il y a de nombreuses modifications techniques. De nouveaux appareils et ordinateurs de contrôles mobiles sont à la disposition des stewards horodateurs. Le logiciel de gestion des redevances Spabel donne aussi accès à la DIV pour identifier les propriétaires des véhicules. Les modifications amènent aussi à prévoir la création de cartes de stationnement virtuelles. Il sera dès lors possible d'introduire la demande et d'obtenir ces cartes uniquement par Internet sans devoir se déplacer.

Il existe deux logiciels, à savoir Spabel et CEVI. Spabel permet d'établir les redevances. CEVI gère les cartes de stationnement. Comme le système est nouveau, le CEVI a mis à disposition un nouveau logiciel de gestion des cartes de stationnement, de version bêta, à titre gratuit provisoirement. Des problèmes de communication entre Spabel et CEVI ont été constatés. Ce qui explique que parfois, dans le P.C. mobile de contrôle des stewards, on relevait une plaque, Spabel identifiait le propriétaire de la plaque mais ce n'était pas compatible avec le logiciel gratuit de CEVI. Le problème va être résolu puisque la semaine dernière, le Collège a approuvé l'acquisition de la version définitive du logiciel du CEVI qui corrige ces difficultés.

En ce qui concerne les sabots, l'A.V.C.B. a envoyé une enquête intéressante aux 19 communes arrivant à la conclusion qu'à ce jour, 7 communes disposaient d'un règlement "Sabot". A l'occasion de multiples réunions organisées dans le cadre de la réalisation des PACS (Plans d'Action Communaux de Stationnement), des groupes de travail ont fusionné. La question des sabots a été posée à ce moment-là.

Il faut adopter la même attitude sur le sujet. Plusieurs questions se posent en matière de gestion. Concernant les étrangers de passage à Bruxelles, faut-il un service de garde ou la police se chargera-t-elle de retirer lesdits sabots ? Ce service sera-t-il accessible 24h/24h ? Dans le cas contraire, la personne doit-elle trouver un logement à Bruxelles pour attendre les heures d'ouverture du bureau pour que le sabot soit retiré ? Les sept communes, disposant déjà d'un règlement, n'ont pas trouvé, entre elles, une réponse unique à toutes ces questions pratiques. Il faut s'inscrire dans une réflexion plus cohérente à l'échelle de la région.

Toutefois, un traité bilatéral existe spécifiquement entre la Belgique et la France en matière de récupération de ce type de créance. Il est donc possible de vérifier les fichiers de plaque d'immatriculation en vigueur depuis le 15 juillet 2013. Depuis lors, par l'intermédiaire du SPF Mobilité et Transport, les listes de plaque concernées sont transmises mois après mois.

A ce stade, aucun résultat n'est encore relevé et ce, dû à un problème d'identification lié à un problème informatique chez les Français. Le système fonctionne chez les Belges et on a donc l'espoir de le récupérer.

Pour l'année 2013, le total des recettes "Plaques étrangères" à Uccle se chiffre à un montant de 94.980 € sur lequel le taux de recettes non-récupéré est de 57 % correspondant donc à la somme de 54.440 €. Il y a très peu de zones horodateurs et de zones bleues. Donc, dès le moment où le traité bilatéral sera réellement effectif avec la France, les plaques françaises représentant une très forte proportion, le taux va être considérablement réduit. Et si on passe au sabot, on pourrait alors espérer avoir un taux de récupération proche de 100 %.

M. Wyngaard entend que la Région va s'inscrire dans une volonté d'harmonisation. En espérant qu'il en ira également ainsi pour les quads.

4.M. Minet : Ouvrons notre Agenda à la date du 21.

Objet remis.

4. de h. Minet : Laten we onze agenda openen op de 21ste.

Onderwerp uitgesteld

- Mmes Baumerder et Margaux quittent la séance –
- Mevr. Baumerder en Margaux verlaten de zittingen -

5. M. Wyngaard : L'Agenda 21 local (bilan et perspectives).

5. de h. Wyngaard : Lokale Agenda 21 (balans en vooruitzichten).

M./de h. Wyngaard présente son interpellation qui s'inscrit dans le prolongement de celle de M. Serge Minet. Il y a cinq ans, le Conseil communal adoptait à l'unanimité un Agenda 21 Local ainsi qu'un "Plan Carbone" de réduction des émissions de CO₂. L'Agenda 21 local ("21" renvoyant au 21ème siècle") constitue, pour rappel, un programme d'une centaine d'actions visant à engager pleinement la commune dans la voie du développement durable. Le document compte une trentaine de pages et est divisé en 5 parties. La première concerne la bonne gouvernance, la deuxième concerne le logement, la troisième concerne la réduction des dépenses énergétiques, la quatrième concerne l'environnement et enfin, la dernière, la coopération locale et internationale. Il ressemble à maints égards à une véritable déclaration de politique générale si ce n'est qu'elle s'inscrit évidemment sur une durée plus longue et au-delà d'une législature. Ce plan d'actions, initié dans le cadre d'un appel à projets lancé par Bruxelles Environnement, est le fruit des efforts conjugués des services communaux, du bureau d'études mais également de dizaines de citoyens mobilisés en 2008-2009 lors de trois Forums et au sein de différents comités 21 thématiques. Si la version de l'Agenda 21, approuvée en octobre 2009, apparaissait timorée sur certains points, si on estime que trop d'actions étaient rédigées en termes vagues, sans être quantifiées ou sans revêtir un caractère contraignant (et en retrait par rapport à la version initialement débattue en Collège), on s'en était pas moins félicités de son lancement tout en espérant que ce précieux outil aboutirait à des réalisations tangibles.

Si dans un premier temps, le traitement de la personne chargée de la coordination de l'Agenda 21 était assumé par la région (Bruxelles-Environnement), la Commune a ensuite fait le choix de conserver un agent pour assumer cette importante fonction. Par ailleurs, comme indiqué sur le site internet de la Commune, le changement de personnel dans la coordination en 2013 n'a pas empêché la poursuite du processus. Depuis son lancement en 2009, les évaluations et retours à l'attention des conseillers communaux et, plus largement du grand public, ont été trop rares (pourquoi ne pas davantage utiliser au moyen de communication que constitue le Wolvendael ?).

Il y a bien eu une soirée de bilan organisée par l'ACQU au Doyenné en mai 2013 et une commission spéciale à l'attention des conseillers communaux. Les exposés, lors de ces réunions, tout comme le bilan très didactique (prévu par l'action 12 de l'Agenda 21) disponibles en ligne sur le site internet de la Commune, ont permis de se rendre compte de l'étendue du travail abattu et du fait que nombre d'actions avaient déjà été (partiellement) concrétisées. On pense notamment à la cartographie des ressources durables d'Uccle, l'extension des primes environnementales, coopération – qui devrait être renforcée – avec Kintambo, la sensibilisation et promotion du commerce équitable,... D'autres sont en cours et vont indubitablement dans la bonne direction; élaboration d'un Plan Nature (quand va-t-il aboutir ?), gestion écologique de divers espaces verts, dispositifs visant à lutter contre les inondations,... Le chemin parcouru est impressionnant et le bilan est assez remarquable. Néanmoins, ces évaluations mettent aussi en lumière des renoncements tels que "l'organisation d'un évènement phare récurrent consacré au développement durable" ou des retours en arrière (abandon du nettoyage écologique à sec des véhicules par une entreprise d'économie sociale, diminution des subsides aux associations œuvrant dans le domaine environnemental,...). Dans d'autres cas, les mesures prises sont largement insuffisantes telles que l'action "Favoriser la cohabitation des différents modes de déplacements, l'espace public ne pouvant être aménagé en fonction du seul besoin des automobilistes. Cet aménagement doit également favoriser les déplacements à pied et à vélo". Quand le Plan communal de Mobilité de 2006 sera-t-il revu ? Ou encore au suivi des actions par les Comités 21. Par ailleurs, certaines actions ne sont pas encore planifiées pour des raisons de budget, de moyens humains ou de priorités politiques.

Est-il possible d'obtenir davantage d'explications sur les raisons qui expliquent la non-concrétisation des mesures suivantes ? :

- "étudier le concept de financement éthique et solidaire dans la gestion communale" (n° 8). Ce n'est ni très couteux, ni très énergivore. C'est une question de choix politique. Le groupe Ecolo souhaiterait que l'on avance enfin sur ce point.

- "encourager les audits énergétiques dans les logements de personnes à bas revenus" et "mener avec l'aide du C.P.A.S. une réflexion sur la consommation des personnes précarisées en vue d'une campagne de sensibilisation" (n°s 33 et 45).

- "mener une réflexion sur l'encouragement des commerces de proximité" (n° 42)
Etaient notamment évoqués : "la réduction des centimes additionnels communaux sur le précompte immobilier et l'impôt des personnes physiques pendant 5 ans pour les sociétés ou indépendants qui créent des commerces de proximité (boulangers, épiciers,...)". Cette piste a-t-elle été étudiée ?

- "proposer une charte "qualité nature" aux demandeurs de permis d'urbanisme et de lotir" (n° 70). Il est ici question de privilégier une flore vivace et sauvage, les arbres capteurs de CO2, la verdurisation des façades, des terrasses,..., la gestion différenciée, les clôtures ouvertes au niveau du sol, la pose de nichoirs, les haies diversifiées, la création de mares,...

- "favoriser des emplacements pour les plantations de façade" (n° 76).

- "étudier la possibilité d'agrandir le parc Doyen Cogels et le confirmer comme parc public" (n° 79). Il avait été stipulé l'importance de réfléchir à la faisabilité d'un espace vert accessible au public dans cette partie densément bâtie de la commune.

- "généraliser l'arrosage des plantations communales avec de l'eau pluie" (n° 80).

- "créer une nouvelle activité du parascolaire autour d'un potager" (n° 90).

- "associer les riverains à l'aménagement et à la gestion de petits espaces verts communaux" (n° 92).

Certaines de ces mesures sont-elles purement et simplement abandonnées ? Si oui, pourquoi? Cela peut naturellement se justifier par le fait que les objectifs poursuivis ont pu être rencontrés d'une autre manière ou par le fait que certaines mesures sont dorénavant dépassées.

A ce propos, le moment n'est-il pas venu de réunir à nouveau l'ensemble des comités 21 afin de dresser un bilan, d'échanger sur celui-ci et surtout de réactualiser, de réajuster, de mettre au goût du jour l'Agenda 21 local uclois (en y intégrant de nouvelles actions) ? Quelles sont les perspectives pour les prochaines années ?

M. l'Echevin/de h. schepen Cools répond que la démarche se fait par étape. Malheureusement, tous les projets ne peuvent être réalisés en même temps. Finalement, cela n'aboutirait à rien. Le Comité de pilotage a pris un certain nombre de priorités pour aller de l'avant. Ce programme ambitieux comptait 103 actions dont la majorité de celles-ci ont été mise en œuvre. M. l'Echevin Cools conseille aux membres du Conseil communal de consulter la rubrique "Environnement" sur le site internet de la Commune et de regarder le bilan qui date déjà d'il y a trois ou quatre mois. Ainsi, ils pourront par eux-mêmes constater le nombre d'actions mises en œuvre. C'est vraiment impressionnant. Certains milieux très expérimentés considèrent la Commune d'Uccle comme étant une commune pilote dans le domaine du développement durable.

Quelles ont été les principales priorités ces derniers mois? La Coordination Eau a été lancée. En plus de l'échevinat des Travaux, de la Voirie et de l'Environnement, un certain nombre de partenaires y participent tels que Vivaqua, Hydrobru,... Il ne s'agit pas de régler uniquement les problèmes d'inondation en dépit de son importance capitale. La Coordination Eau a mis en œuvre l'élaboration d'un règlement communal d'urbanisme afin que les demandeurs d'un permis respectent les points concernant l'eau.

Cet été, le service des Travaux a consacré 2.000 heures pour préparer le dossier qui est introduit au Fonds européen de développement régional, dossier intitulé "contrat de ruisseau du Geleytsbeek". Il s'agit d'un projet de réhabilitation du Geleytsbeek et des espaces verts avec pour espoir d'avoir 7.800.000 € de subsides. Cependant, les décisions, qui devaient être prises cette année-ci, seront retardées de trois mois et seront donc prises avant la fin du mois de mars 2015. La région manque de transparence et on ignore qui va prendre les décisions et sur quelle base celles-ci vont être prises. Mais en tout cas, ce projet, jugé par Bruxelles-Environnement, est considéré comme étant le meilleur projet dans le domaine de l'eau qui a été déposé en Région bruxelloise. Celui-ci est extrêmement complet dans tous les aspects. Les informations sur toutes les actions qui ont été menées, notamment dans la vallée du Geleytsbeek, peuvent être consultées sur le site Internet de la Commune. Concernant la gestion de l'eau, la priorité a été axée sur un certain nombre d'outils d'informations et de sensibilisation. Le Wolvendael présente de nombreux articles au public sur ce sujet.

D'autres projets débutent. Malgré le refus de Bruxelles-Environnement de subsidier un projet de potager collectif chaussée de Neerstalle, celui-ci a été malgré tout mis en route. M. l'Echevin Cools a rencontré la ministre de l'Environnement qui reste ouverte pour une aide éventuelle. L'étude a été réalisée. Le travail, lié à la production du document récapitulatif, a nécessité une recherche d'informations importantes pour illustrer les réalisations publiées dans le Wolvendael, reliées sur le site communal, lors du dimanche sans voiture et via les canaux d'associations actives dans le développement durable. Selon M. l'Echevin Cools, un développement durable est un développement responsable. D'autres articles font référence à l'agenda 21.

Concernant le comité 21, lors de la présentation publique du bilan 2013, le nombre de citoyens présents étaient particulièrement faible. L'expérience montre que, de manière générale, dans la majorité des communes bruxelloises engagées dans un agenda 21, les structures d'accompagnement s'essouffent fortement. La participation des projets concrets rencontre beaucoup plus d'intérêt des citoyens.

Il faut les associer à des projets en leur fournissant conseil et aide logistique pour les aider à monter un projet ou en relayant des appels à projet. Toutefois, il n'est pas du tout exclu de réorganiser une rencontre du comité 21.

Concernant le plan nature, un choix s'imposait; soit le dossier Feder devait être entamé soit le plan nature terminé. Des stagiaires et étudiants ont réuni une documentation exceptionnelle en la matière en créant des bases de données importantes.

M. l'Echevin Biermann est chargé du plan communal de mobilité (PCM). Un audit du PCM a été réalisé par un bureau d'étude en 2013 et des actions prioritaires ont été dégagées. Ces actions sont étroitement liées aux actions de l'agenda 21 et du bilan carbone sur la mobilité. La région réalise également un plan régional de mobilité et il est donc important que le PCM communal puisse être cohérent avec celui de la région, d'où le délai.

M. l'Echevin Cools ajoute qu'il a refusé la proposition, émise lors de la législature précédente, de devenir échevin du développement durable pour la simple raison que cette tâche ne doit pas incomber qu'à un seul échevinat. Différents collègues entament des actions qui s'inscrivent dans le développement durable et qui ont été générées par leur propre échevinat. Prenons l'exemple de Mme l'Echevin Roba-Rabier qui a lancé tout un programme de développement durable dans les crèches. Un nouveau potager en bac est en cours de création, chaussée de Neerstalle. Les travaux devraient avoir lieu cet hiver. La piste envisagée consisterait à réserver un bac potager pour des acteurs locaux, travaillant sur la cohésion sociale, qui développeraient une activité hebdomadaire avec des enfants du quartier. Ces bacs sont suffisamment grands pour de nombreux types de culture. Un article, paru dans le Wolvendael du mois de décembre 2014 (page 74), est consacré aux divers potagers situés tantôt sur des terrains publics tantôt sur des terrains privés, avec de nouvelles initiatives en la matière.

La charte qualité nature aux demandeurs de permis d'urbanisme et de lotir est un autre outil réglementaire très avancé. Le règlement Eau est en cours d'élaboration. Il s'agit d'un règlement d'urbanisme qui, outre la gestion des eaux pluviales, reprendrait également une version du règlement d'égouttage. Ce règlement participera à la lutte contre les inondations mais également à la qualité paysagère et à la biodiversité. Il s'appliquera lors des demandes de permis d'urbanisme ou de lotir.

L'audit énergétique est nouveau depuis le bilan, dans le cadre de la coordination et du développement des synergies et de la transversalité, pas seulement au sein des services communaux mais entre la Commune et le C.P.A.S. Le guichet énergie et la cellule énergie du C.P.A.S. se rencontrent régulièrement afin de définir les tâches prioritaires de chacun. La cellule énergie du C.P.A.S. propose des audits énergétiques, notamment aux personnes défavorisées. L'objectif est pleinement rempli. Il existe de nombreux autres objectifs.

M. l'Echevin Cools a, à sa disposition, les questions de M. Minet. Des clauses de gestion écologiques des espaces verts sont inscrites dans les cahiers des charges. Une formation relative à la gestion écologique est destinée au personnel ouvrier. Des programmes de formation sont également prévus pour l'ensemble du personnel communal en matière de développement durable. Et enfin, la Commune est effectivement présente dans toute une série d'organisations, d'initiatives, de stands, journées sans voiture,... Il faut, certes, offrir une meilleure information et sensibilisation mais tous les dossiers sont en cours. Les réalisations sont nombreuses, concrètes et pourront être consultées, dans les prochains mois, sur le site Internet de la Commune ainsi que dans le Wolvendael.

M./de h. Wyngaard souhaite obtenir deux précisions. Que va devenir le jardin Doyen-Cogels et quid du financement éthique et solidaire ?

M. l'Echevin/de h. schepen Cools répond que le jardin Doyen-Cogels est un point qui se trouve dans les attributions de M. l'Echevin Sax, chargé des espaces verts. Mais, tout un projet est en cours à cet égard-là. Pas seulement pour le jardin Doyen-Cogels mais aussi pour l'arrière du doyenné. Par contre, le dossier, concernant le financement éthique et solidaire, doit encore être clôturé. D'autres dossiers doivent être terminés avant de l'ouvrir.

6. M. De Bock : Les dépenses/recettes des logements Polders et Bourdon.

Cette question devient une question écrite.

6. De h. De Bock : de uitgaven/ontvangsten van de woningen Polders en Horzel.

Deze vraag wordt een schriftelijke vraag.

7. M. Desmet : Bien-être animal.

Objet reporté.

7. De h. Desmet : Dierenwelzijn.

Onderwerp wordt uitgesteld

- Le huis clos est prononcé – De gesloten deuren is aanbevolen -

La séance est clôturée à 23h58. De zitting wordt opgeheven om 23u 58 -

Par ordonnance - Op bevel :
Le Secrétaire communal f.f.,
De wnd. Gemeentesecretaris,

Le Président,
De Voorzitter,